



Membre de l'Université Paris Lumières
École doctorale 141 : Droit et science politique
Centre de Théorie et Analyse du Droit

Marcos Antonio FRAGA ACOSTA

**Fondements constitutionnels pour le perfectionnement
du régime juridique de la citoyenneté cubaine,
en fonction de la prévention du risque d'apatridie**

Thèse présentée et soutenue publiquement le 22/04/2024
en vue de l'obtention du doctorat de Droit public de l'Université Paris Nanterre
sous la direction de Mme Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (Université Paris Nanterre)
et de Mme Lissette PÉREZ HERNÁNDEZ (Université de La Havane)

Jury* :

Rapporteur-e :	M. Serge SLAMA	Professeur Université Grenoble Alpes
Rapporteur-e :	M. Alie PÉREZ VELIZ	Professeur Université de Pinar del Río
Président du jury :	M. Andry MATILLA CORREA	Professeur Université de La Havane
Membre du jury :	M. Ernesto GUEVARA FERNÁNDEZ	Professeur Université de Oriente
Membre du jury :	Mme. Véronique CHAMPEIL-DESPLATS	Professeure Université Paris Nanterre
Membre du jury :	Mme. Lissette PÉREZ HERNÁNDEZ	Professeure Université de La Havane

Fondements constitutionnels pour le perfectionnement du régime juridique de la citoyenneté cubaine, en fonction de la prévention du risque d'apatridie

Résumé en français de la thèse

Fondements théoriques et conception méthodologique

La complexité d'une étude contemporaine sur l'apatridie en tant que phénomène social réside, entre autres raisons, dans la profonde diversité des aspects susceptibles d'être étudiés scientifiquement. Parmi ces dimensions d'étude, on peut mentionner la politique, la sociologie, le droit, l'éthique, la psychologie, l'économie, la culture, l'histoire et même la géographie, du point de vue de la disparition des États due au changement climatique actuel.

Le terme « apatride », dans sa double fonction nominale et adjectivale, est défini dans le Dictionnaire Larousse : « Se dit de quelqu'un qui, ayant perdu sa nationalité, n'en a pas légalement acquise une autre »¹. Dans la doctrine juridique, des définitions similaires de l'apatridie peuvent être trouvées². En conséquence, aux fins de cette recherche, l'apatridie est entendue comme la situation d'une personne ne possédant aucune citoyenneté, cette dernière étant comprise comme le lien politique-juridique entre une personne et un État. Les raisons de cette situation résident essentiellement dans les mécanismes et/ou processus de la technologie politique-constitutionnelle³ au moment de réguler l'acquisition et la perte de la citoyenneté.

Ainsi, le statut juridique des personnes par rapport aux États est défini. La citoyenneté constitue la forme par excellence de régulation juridique dans chaque État des destinataires du pouvoir politique, de sorte que son traitement découle du droit constitutionnel – bien que cette institution, en raison de son importance et des liens sociojuridiques qu'elle génère, ait également été abordée dans le droit international⁴. Cela se traduit par le fait que la citoyenneté constitue la base fondamentale, sans être le seul critère⁵, sur laquelle chaque État reconnaît non seulement aux individus leurs droits, possibilités d'action, devoirs et obligations, mais également sur laquelle il garantit à ces derniers la jouissance et l'exercice de leurs droits

¹ SOCIÉTÉ ÉDITIONS LAROUSSE, *Dictionnaire Larousse*, disponible sur <http://www.larousse.fr/>, consulté le 12 avril 2021.

² Voir GONZALEZ MARTIN, N., *Régimen jurídico de la nacionalidad en México*, 1^{re} ed., México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas, 1999, p. 81 ; *Diccionario Jurídico Espasa*, Madrid, Editorial Espasa Calpe, 2001 ; et ARGUAS, M., *Apatridia*, Enciclopedia Jurídica Omeba, version électronique Omeba II [CD], Buenos Aires, Driskill, 2008.

³ Sur la compréhension de la technologie en tant que pratique sociale, voir NUÑEZ JOVER, J., *La ciencia y la tecnología como procesos sociales. Lo que la educación científica no debería olvidar*, 1^{re} ed., La Habana, Editorial Félix Varela, 1999.

⁴ La citoyenneté a été abordée comme un point de connexion personnelle dans le processus d'application des règles de conflit dans les relations de droit international privé, ainsi que comme un critère de référence en ce qui concerne l'asile et le statut de réfugié dans les relations de droit international public. *Cfr.* GOLDSCHMIDT, W., *Derecho Internacional Privado, basado en la teoría tripartita del mundo jurídico*, 10^{ma} ed., actualizada por Alicia M. Perugini Zanetti, Buenos Aires, Abeledo Perrot, S.A., 2009 ; MAZZUOLI, V. de O., *Curso de Direito Internacional Público*, 5^{ta} ed. rev., actual. y ampl., São Paulo, Editora Revista dos Tribunais, 2011 ; et ABARCA JUNCO, A.P. (dir.), *Derecho Internacional Privado*, 1^{re} ed., Madrid, Universidad Nacional de Educación a Distancia, 2013.

⁵ Bien que la citoyenneté puisse être considérée comme le fondement principal pour la reconnaissance des droits et des obligations, elle n'est pas le seul critère pour une telle détermination, car d'autres circonstances des personnes sont également prises en compte comme référence ou points de connexion, telles que leur domicile ou leur résidence habituelle, en fonction du principe de proximité. Sur cette question, voir CORDOBA, S., "Punto de conexión domicilio", *Revista de la Asociación de Escribanos del Uruguay*, vol. 76, nos. 7-12, 1990, pp. 203-210 ; RAMIREZ BARRIOS, F., "La residencia como limitante desproporcional del derecho a desempeñar cargos públicos distintos a los de elección popular", *Revista Justicia Electoral*, Cuarta época, no. 9, 2012, pp. 191-225 ; SANTOS BELANDRO, R., "La regla de conflicto y la definición de los puntos de conexión", *Revista de la Facultad de Derecho*, no. 32, 2012, pp. 291-323 ; et CARRASCOSA GONZALEZ, J., "El concepto de residencia habitual del causante en el Reglamento sucesorio europeo", *Barataria. Revista Castellano-Manchega de Ciencias Sociales*, no. 19, 2015, pp. 15-35.

humains et sur laquelle, en principe, les individus peuvent revendiquer auprès d'un État donné la protection de ces droits⁶.

De cette manière, une personne en état d'apatridie devient souvent vulnérable, car elle peut se retrouver sans protection pour jouir d'une série de droits humains aussi fondamentaux que l'identité, l'éducation, la santé, l'emploi et la participation politique⁷. Cette vulnérabilité est accrue si l'on considère que cette discrimination conduit souvent à l'isolement et à la marginalisation, avec son impact conséquent sur la dignité humaine de la personne concernée. Il n'est pas surprenant que la dignité humaine soit précisément le fondement de la reconnaissance des droits humains⁸.

Ces raisons ont conduit à ce que dans le droit international, l'accès à la citoyenneté soit reconnu comme un droit humain. Pour ne citer que les dispositions les plus générales, cette conception est présente dans l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 5 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les articles 16 et 24 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 9 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'article 7 de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'article 29 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et l'article 18 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁹. De même, les Conventions sur le statut des apatrides de 1954 et pour réduire les cas d'apatridie de 1961 ont été adoptées.

D'un point de vue matériel, à partir de cette conception internationale de l'accès à la citoyenneté comme un droit humain, le risque d'apatridie constitue une atteinte à ce droit. Dans ce sens, BARBALAU affirme que « l'obligation des États de prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir l'apatridie est le corollaire du droit de chaque personne à une nationalité »¹⁰. Par conséquent, si l'on doit comprendre la citoyenneté comme un élément fondamental pour la jouissance des autres droits humains, la revendication de ses garanties et l'obligation de protection – en fin de compte – des personnes par l'État dont elles sont citoyennes, c'est-à-dire

⁶ Voir DE JULIOS-CAMPUZANO, A., *La globalización ilustrada : ciudadanía, derechos humanos y constitucionalismo*, Madrid, Editorial Dykinson, 2003 ; ALAEZ CORRAL, B., "Nacionalidad y ciudadanía : una aproximación histórico-funcional", *Historia Constitucional*, no. 6, 2005, pp. 29-75 ; COSTA, P., *Ciudadanía*, Madrid, Marcial Pons, 2006 ; COSTA, P. & B. ALAEZ CORRAL, *Nacionalidad y ciudadanía*, Madrid, Fundación Coloquio Jurídico Europeo, 2008 ; et RODRIGUEZ PINEAU, E., "Identidad y nacionalidad", *Anuario de la Facultad de Derecho de la Universidad Autónoma de Madrid*, no. 17, 2013, pp. 207-236.

⁷ Voir ARENDT, H., *Los orígenes del totalitarismo*, traduction de Guillermo Solana, Madrid, Taurus Ediciones, 1974 ; OPEN SOCIETY JUSTICE INITIATIVE, *Unmaking Americans: Insecure Citizenship in the United States*, New York, Open Society Foundations, 2019 ; VAN DEN ASSUM, L., "Deprivation of nationality: a diplomat's perspective" et WILLIAMS, K.D. & A. HALES, "Statelessness as social ostracism: a psychologist's perspective", disponibles sur INSTITUTE ON STATELESSNESS AND INCLUSION (ed.), *The World's Stateless. Deprivation of Nationality*, Países Bajos, 2020.

⁸ En accord avec cette conception de la dignité des personnes comme fondement axiologique des droits humains, GARZON VALDES affirme : « (...) prendre au sérieux le respect du principe de la dignité humaine est le point de départ de toute réflexion sur les règles de coexistence humaine qui prétendent avoir une quelconque justification morale (...) la détermination du concept et de la portée non seulement des droits de l'homme mais aussi d'une régulation juridique moralement justifiable présuppose la catégorie conceptuelle de la dignité humaine ». GARZON VALDES, E., "¿Cuál es la relevancia moral del concepto de dignidad humana?", sur BULYGIN, E., *El positivismo jurídico*, México, Fontamara, 2006, p. 58.

⁹ ALTO COMISIONADO DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LOS DERECHOS HUMANOS [ACNUDH], *Human Rights Instruments*, disponible sur <https://www.ohchr.org/en/instruments-listings>, consulté le 28 janvier 2024.

¹⁰ BARBALAU, M., *Évolutions récentes du droit à la nationalité au niveau européen*, Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de DEA Droit international et communautaire, Université de Lille II, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 2003, p. 20.

comme « le droit qui permet d'avoir des droits »¹¹, le non-respect de à l'accès à la citoyenneté constitue la première atteinte possible des autres droits de chaque personne et, par conséquent, de sa dignité humaine¹².

En ce qui concerne Cuba, l'accès ou l'acquisition de la citoyenneté cubaine – que ce soit par la naissance ou par la naturalisation-, comme dans la plupart des États, est prévu constitutionnellement, bien que pas explicitement d'un point de vue de son caractère de droit¹³. La formulation actuelle est particulière dans sa rédaction, car elle se réfère à « sont citoyens cubains »¹⁴, plutôt qu'à « seront reconnus comme cubains », « pourront être citoyens cubains » ou toute autre formulation similaire. De cette particularité, on pourrait déduire la compréhension de l'accès à la citoyenneté cubaine comme un droit, ainsi que la nature déclarative – et non constitutive- du processus de reconnaissance de la citoyenneté. Cependant, la référence constitutionnelle dans ce domaine à une norme de développement non limitée à l'établissement de formalités à suivre, mais inclusive de conditions lors de la mise en œuvre des postulats constitutionnels, est un indicateur que, dans le processus administratif d'octroi (et non de reconnaissance) du statut de citoyen, des jugements, des évaluations ou des discrétionnalités administratives pourraient être inclus. Si l'on tient compte des principes de l'herméneutique constitutionnelle¹⁵, cette situation renforce l'interprétation de ne pas comprendre l'accès à la citoyenneté cubaine comme un droit de ceux qui pourraient être constitutionnellement considérés comme cubains.

Dans ce sens, dans la réglementation pour l'acquisition de la citoyenneté cubaine par la naissance des personnes nées à l'étranger de parents cubains¹⁶, la possibilité de refuser la demande de reconnaissance est reconnue, sans spécifier les motifs de ce refus ni l'obligation de justifier rationnellement la décision de refus¹⁷. De même, dans la Deuxième disposition spéciale de la disposition normative en question, il est prévu de classer le dossier ouvert – sans préciser si un tel classement implique le refus de la demande- « lorsque le demandeur, le père ou la mère cubains ou les représentants légaux des mineurs (...) ont commis des actes ou des actions contre les fondements politiques, sociaux et économiques de l'État cubain »¹⁸.

D'autre part, le texte constitutionnel établit également que « les Cubains ne peuvent être privés de leur citoyenneté, sauf pour des causes légalement établies », faisant dans ce cas référence à une disposition légale non seulement concernant « la procédure à suivre pour formaliser la perte de la citoyenneté » mais aussi concernant « les autorités habilitées à le décider »¹⁹. La réglementation de la perte de la citoyenneté, contenue dans le Règlement actuel sur la

¹¹ RODRIGUEZ PINEAU, E., “Identidad y nacionalidad”, *cit.*, p. 209.

¹² Il convient de comprendre, comme le souligne DE JULIOS-CAMPUZANO, que « la citoyenneté définie comme une institution a été et reste l'élément structurant des relations interindividuelles dans le domaine de la vie politique intranationale, et à travers elle, les droits subjectifs ont pris forme en tant que corrélat juridique de la reconnaissance de l'égalité politique des individus ». DE JULIOS-CAMPUZANO, A., *La globalización ilustrada...*, *cit.*, p. 38.

¹³ Constitución de la República de Cuba, de 10 de abril de 2019, *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 10 de abril de 2019, ed. Extraordinaria no. 5, arts. 33-39.

¹⁴ Constitución..., *cit.*, arts. 34 y 35.

¹⁵ Voir GUASTINI, R., *Estudios de teoría constitucional*, 1ra. ed., México, D.F., Universidad Nacional Autónoma de México, 2001 ; et ATIENZA, M., *Interpretación constitucional*, 1ra. ed., Bogotá, Universidad Libre, 2010.

¹⁶ Decreto-Ley No. 352, de 30 de diciembre de 2017, Sobre la adquisición de la ciudadanía cubana por nacimiento de los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos, *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 30 de diciembre de 2017, ed. Extraordinaria no. 63.

¹⁷ Decreto-Ley No. 352..., *cit.*, art. 8 inciso b.

¹⁸ *Ibidem*, Disposición Especial Segunda.

¹⁹ Constitución..., *cit.*, art. 38.

citoyenneté du 4 février 1944²⁰, est omise quant aux motifs de cette mesure, ce qui implique non seulement un vide juridique à cet égard mais également un non-respect de la référence constitutionnelle. Cette anomie est compréhensible si l'on considère que, jusqu'à la réforme effectuée en 1992²¹, les causes de référence étaient énoncées dans le propre texte constitutionnel.

De même, aucune des dispositions précédentes ne prévoit de limite, soit explicitement, soit d'un point de vue systématique, à l'action gouvernementale empêchant qu'une personne qui pourrait constitutionnellement être considérée comme cubaine reste dans une situation d'apatridie – après le refus de la demande de reconnaissance- ou devienne apatride – après une privation de la citoyenneté cubaine, au-delà de la légitimité de la cause qui le détermine. Ainsi, on peut affirmer que le risque d'apatridie résultant du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine peut entraîner une atteinte à la protection et aux garanties d'autres droits humains, ce qui contredit la compréhension de la dignité humaine comme valeur suprême constitutionnelle qui fonde la relation personne – État à Cuba.

Cette perspective d'analyse, philosophiquement antipositiviste, est fondée sur la consécration constitutionnelle cubaine de la dignité humaine comme « valeur suprême qui sous-tend la reconnaissance et l'exercice des droits »²². En effet, la dignité en tant que valeur est présentée dans le texte constitutionnel comme un présupposé des relations personne – État, dans lesquelles ce dernier est fondé et vient garantir la dignité de celle-ci. Ce caractère dual de la relation catégorique dignité – État, comprise comme condition ontologique et téléologique de l'État cubain, peut être mis en évidence à partir des allusions martiennes à la pleine dignité de l'être humain dans le préambule constitutionnel – de nature profondément programmatique-, ainsi que dans sa définition en tant que République « fondée sur le travail, la dignité, l'humanisme et l'éthique de ses citoyens » et dans la réglementation de ses fins essentielles en incluant la garantie de « la pleine dignité des personnes et leur développement intégral »²³.

De même, la reconnaissance des droits humains dans le corps constitutionnel de 2019, partant d'une position pouvant être considérée comme iusgarantiste, est cohérente avec ladite consécration de la dignité humaine en stipulant comme disposition générale dans sa partie dogmatique que « l'État cubain reconnaît et garantit à la personne la jouissance et l'exercice irrévocable, imprescriptible, indivisible, universel et interdépendant des droits humains, en correspondance avec les principes de progressivité, d'égalité et de non-discrimination »²⁴.

Face à cette situation factuelle, on part des paradigmes éthico-politiques de la dignité humaine, de l'inclusion sociale et de la protection des droits humains. Pour ces raisons, l'exclusion consécutive de la discrimination que représente le maintien dans l'apatridie d'une personne qui pourrait être constitutionnellement considérée comme cubaine, ainsi que la possible absence de protection quant à la jouissance de ses autres droits humains, contreviennent à l'idéal humaniste qui sous-tend la constitutionnalité à Cuba. Les aspects mentionnés – matériels et formels- distinctifs de l'atteinte à la dignité humaine en tant que valeur suprême constitutionnelle à Cuba déterminent la nécessité de perfectionner le régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, en fonction de la prévention du risque d'apatridie existant. D'autre part, l'hétérogénéité des éléments identitaires de la nationalité cubaine, résultant de l'évolution culturelle de la société et des processus migratoires qui l'ont

²⁰ Decreto No. 358, de 3 de marzo de 1944, Reglamento de Ciudadanía y Migración, *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 3 de marzo de 1944.

²¹ Voir Ley de Reforma Constitucional, de 12 de julio de 1992, *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 13 de julio de 1992, ed. Extraordinaria no. 6.

²² Constitución..., *cit.*, art. 40.

²³ *Ibidem*, arts. 1 y 13.

²⁴ *Idem*, art. 41.

déterminée, suppose la nécessité de mettre à jour l'approche de la considération juridique de la composition de la nation, en tant que substrat sociologique qui lie culturellement les membres du groupe national et qui justifie, d'un point de vue social, la mise à jour du discours politique et des cadres juridiques de la reconnaissance de l'identité nationale cubaine²⁵.

La recherche d'arguments théoriques sociojuridiques justifiant ce perfectionnement, sur la base de l'acceptation de l'accès à la citoyenneté comme un droit humain et l'identité nationale cubaine comme substrat social, ainsi que la prochaine considération par l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire cubaine d'une Loi sur la citoyenneté, selon son calendrier législatif²⁶, précisent la pertinence de la réalisation de cette recherche.

Les études constitutionnelles cubaines les plus récentes sur ce sujet incluent des approches à l'analyse de la conception et du régime juridique de la citoyenneté²⁷. Cependant, seuls quelques-uns²⁸ ont spécifiquement traité du régime juridique de l'acquisition et de la perte de

²⁵ Voir DE LA TORRE, C., "La identidad nacional del cubano. Logros y encrucijadas de un proyecto", *Revista Latinoamericana de Psicología*, vol. 29, no. 2, 1997, pp. 223-241 ; et DOMÍNGUEZ, M.I., "Identidad nacional y sucesión generacional en Cuba", *Caudales*, 2003, disponible sur <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/cuba/cips/caudales05/Caudales/ARTICULOS/ArticulosPDF/0109D008.pdf>, consulté le 28 janvier 2024.

²⁶ Acuerdo no. IX-49 de la Asamblea Nacional del Poder Popular, de 21 de diciembre de 2019, *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 13 de enero de 2020, ed. Ordinaria no. 2 ; et Acuerdo No. X-12 de la Asamblea Nacional del Poder Popular, de 25 de mayo de 2023, *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 13 de junio de 2023, ed. Extraordinaria no. 43.

²⁷ Parmi les plus pertinents, voir FAIFE LEÓN, R., "Ciudadanía y Nacionalidad", *Revista Cubana de Derecho*, vol. XI, no. 18, 1982, pp. 37-48 ; ÁLVAREZ TABÍO, F., *Comentarios a la Constitución Socialista*, 1ra. ed., La Habana, Editorial Ciencias Sociales, 1985 ; VEGA VEGA, J., *Derecho constitucional revolucionario en Cuba*, La Habana, Editorial Ciencias Sociales, 1988 ; et du même auteur, *Cuba. Su historia constitucional. Comentarios a la Constitución cubana reformada en 1992*, Madrid, Ediciones Endymion, 1997 ; PÉREZ HERNÁNDEZ, L., M. PRIETO VALDÉS & G. SARRACINO RIVERO, "A propósito de la ciudadanía en Cuba", *Revista Areito*, vol. 5, no. 17, 1995 ; PRIETO VALDÉS, M., "La ciudadanía y su inserción en el sistema de los derechos fundamentales en Cuba", *Revista Cubana de Derecho*, vol. IV, no. 41, enero-junio 2013, 43-62 ; et de la même auteure, "La ciudadanía: presupuesto del disfrute de los derechos. Pasado, presente y necesidades en y para Cuba", *Revista Anales de la Academia de Ciencias de Cuba*, vol. 3, no. 1, 2013, et "La ciudadanía cubana. Mirando alrededor y al pasado para resolver un problema de hoy", *Boletín Mexicano de Derecho Comparado*, vol. 49, no. 145, enero-abril 2016, disponible sur <https://www.scielo.org.mx/pdf/bmdc/v49n145/2448-4873-bmdc-49-145-00006.pdf>, consulté le 12 janvier 2019 ; PERAZA CHAPEAU, J., "La ciudadanía cubana", *Revista Contrapunto*, vol. 7, no. 2, 1996 ; AZCUY HENRÍQUEZ, H.M., *Análisis de la Constitución cubana y otros ensayos*, 1ra. ed., La Habana, Instituto Cubano de Investigación Cultural "Juan Marinello" & Ruth Casa Editorial, 2010 ; VEGA CASTRO, J.R., "Una mirada a la nacionalidad y la ciudadanía en Cuba", *Palabra Nueva*, vol. XX, no. 210, septiembere 2010 ; HERNÁNDEZ CONCEPCIÓN, R., *Estudio sobre el tratamiento de la ciudadanía en Cuba*, La Habana, Ediciones Unión, 2011 ; ORTIZ CONCEPCIÓN, G., *La doble ciudadanía en Cuba. Dilemas para su regulación jurídico constitucional*, Tesis en opción al título de Licenciado en Derecho, Universidad de Oriente, Cuba, 2011 ; PIORNO GARCELL, M., *Ciudadanía múltiple. Desafíos jurídico-constitucionales*, Tesis en opción al título de Master en Derecho Constitucional y Administrativo, Universidad de Oriente, Cuba, 2013 ; et de la même auteure, "Cuba, ciudadanía múltiple y estatuto personal. Perspectiva de cambio", *Revista Pensamiento Jurídico*, no. 42, julio-diciembre 2015, pp. 71-102 ; en collaboration avec D. CUTIÉ MUSTELIER, "Ciudadanía múltiple en Cuba: lo cierto y lo controvertido", *Revista Caribeña de Ciencias Sociales* (en línea), 2015, disponible sur <https://www.eumed.net/rev/caribe/2015/10/ciudadania-multiple.html>, consulté le 12 janvier 2019 ; en collaboration avec J.L. FERNÁNDEZ ÍÑIGUEZ, "Cuba, Constitución y Ley de Ciudadanía", *Revista Caribeña de Ciencias Sociales* (en ligne), 2015, disponible sur <https://www.eumed.net/rev/caribe/2015/04/ley-ciudadania.html>, consulté le 12 janvier 2019 ; et en collaboration avec A. DEL TORO CARDOSA y J.C. MENDOZA PÉREZ, "Cuba, Constitución y ciudadanía: formas de adquisición y pérdida", *Lex. Revista de la Facultad de Derecho y Ciencia Política de la Universidad Alas Peruanas*, vol. 17, no. 24, 2019, pp. 365-390

²⁸ GARRIGA, R., "La pérdida de la ciudadanía", *Revista Cubana de Derecho*, vol. 2, no. 6, 1973, pp. 55-60 ; PIORNO GARCELL *et al.*, "Cuba, Constitución y ciudadanía...", *cit.* ; et PRIETO VALDÉS, M., "Las novedades de la Constitución Cubana aprobada el 24 de febrero de 2019", *Revista "Cuadernos Manuel Giménez Abad"*, no. 17, 2019, pp. 53-62 ; et "La Constitución cubana de 2019: nuevos contenidos y necesidades", *UH* (en ligne), no. 289,

la citoyenneté cubaine. Cette absence d'étude particulière sur l'apatridie en tant que situation négative de la citoyenneté peut s'expliquer par le fait que les textes écrits par les auteurs mentionnés ont été soit des monographies très générales, soit des articles à vocation académique ou particulièrement pédagogique²⁹. D'autre part, une thèse de doctorat a été réalisée³⁰ dans laquelle la citoyenneté cubaine en tant qu'identité et pratique politique-juridique est analysée, mais avec une perspective historique et sans l'intention d'aborder le sujet de l'apatridie ou du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine.

De même, l'actualité de l'objet d'étude se vérifie également sur le plan international³¹, car le Plan d'action mondial pour mettre fin à l'apatridie : 2014-2024, établi par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) sur mandat de l'Assemblée générale, est en vigueur, dans lequel sont énoncées des mesures que les États devront prendre pour « résoudre les principales situations d'apatridie existantes et prévenir l'apparition de nouveaux cas »³².

Cette étude consiste en une analyse de la technologie sociojuridique visant à apporter une systématisation des éléments théoriques contribuant au processus de consolidation de l'institutionnalité cubaine, en particulier par le biais d'une proposition constitutionnelle, axée sur les droits humains, pour le perfectionnement du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, ce qui détermine sa valeur théorique. À partir de la conception de la technologie en tant que pratique sociale³³, la technologie est entendue aux fins de cette recherche dans ses trois dimensions : technique (étant donné qu'il s'agit d'étudier des procédures juridiques, dans ce cas, dans les processus déterminants du risque d'apatridie), organisationnelle (car elle comprend l'analyse des différents acteurs sociaux et politiques impliqués dans les processus mentionnés) et idéologique-culturelle (dans le sens de comprendre le contenu éthique de la dignité humaine en tant que valeur suprême constitutionnelle par rapport au risque d'apatridie, ainsi que l'identité nationale comme substrat socio-culturel de la reconnaissance juridique du statut de citoyen). De plus, étant donné qu'il s'agit de prévenir ledit risque d'apatridie, il également vise à atténuer les conséquences négatives que cela peut entraîner pour la société cubaine dans son ensemble, un impact social qui complète l'utilité de ce travail.

D'autre part, l'apatridie, comme mentionné précédemment, présente une grande variété d'aspects à considérer en raison de sa nature pluridimensionnelle. D'un point de vue juridique, il peut essentiellement être traité à partir du droit constitutionnel, mais compte tenu de son importance socio-politique dans le domaine de la jouissance de tous les droits, il peut être étudié à partir de presque toutes les autres disciplines scientifiques. La dimension épistémologique

enero-junio 2020, disponible sur <http://scielo.sld.cu/pdf/uh/n289/0253-9276-uh-289-3.pdf>, consulté le 24 octobre 2021.

²⁹ Par ailleurs, il convient de noter qu'il arrive parfois, dans l'enseignement du droit, que des sources d'origine soviétique ont été utilisées directement, plutôt que des textes nationaux, comme c'est le cas de l'étude sur la régulation juridique de la citoyenneté en PERAZA CHAPEAU, J. (comp.), *Selección de Lecturas de Derecho Constitucional*, La Habana, Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana, 1985.

³⁰ GONZÁLEZ GARCÍA, R.F., *La articulación de la ciudadanía cubana como identidad y práctica política-jurídica (1902-1953)*, Tesis presentada en opción al grado científico de Doctor en Ciencias Jurídicas, Universidad de Oriente, 2010.

³¹ Bien que la République de Cuba ait signé et ratifié plusieurs des traités internationaux mentionnés précédemment, elle n'a pas encore ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ni signé l'une des deux Conventions spécifiquement relatives à l'apatridie. Voir ACNUDH, *Estado de ratificación de los instrumentos internacionales de derechos humanos*, disponible sur <https://indicators.ohchr.org/>, consulté le 23 janvier 2024.

³² Voir ALTO COMISIONADO DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LOS REFUGIADOS [ACNUR], *Plan de Acción Mundial para Acabar con la Apatridia: 2014-2024*, de 4 de noviembre de 2014, disponible sur <https://www.refworld.org/es/docid/5541d5bd4.html>, consulté le 24 octobre 2021.

³³ Voir NÚÑEZ JOVER, J., *La ciencia y la tecnología como procesos sociales...*, cit.

proposée pour l'étude du sujet de la présente recherche, c'est-à-dire depuis une perspective transdisciplinaire, n'a pas été abordée auparavant, d'où sa nouveauté.

Conformément à ce qui précède, le *problème scientifique* suivant est conçu pour la thèse : Quels sont les fondements pouvant fonder, d'un point de vue constitutionnel, le perfectionnement du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine afin de prévenir le risque d'apatridie à Cuba ?

Afin de clarifier les variables indiquées, il convient de préciser les définitions suivantes :

i. nationalité / citoyenneté : dans la doctrine socio-politique et juridique – ce qui est développé dans le corps de la thèse-, les deux concepts ont été utilisés indistinctement pour faire référence à la relation politique et juridique d'une personne avec un État. Étant donné que dans la plupart des textes sociologiques et juridiques internationaux, le terme utilisé est « nationalité », celui-ci est employé dans le développement des analyses de ce type, ce qui ne doit pas être compris comme une affiliation théorique de cette recherche à ce concept, au détriment du terme « citoyenneté ». Ensuite, dans la doctrine et la pratique cubaines, ce dernier terme a été utilisé, donc en abordant l'étude de cas cubaine, ainsi que les références aux pays qui font cette distinction, celui-ci est le terme utilisé, au lieu de « nationalité ».

ii. risque d'apatridie : possibilité pour une personne de ne pas être considérée comme citoyenne par aucun État conformément à sa législation. En ce sens, la prévention du risque d'apatridie est comprise comme la mise en œuvre de mécanismes concrets visant à empêcher la possibilité pour une personne de ne pas avoir le statut de citoyen d'un État – dans ce cas, il ne s'agit pas du risque d'apatridie en tant qu'illégalité potentielle ou arbitraire dans l'action d'une autorité, mais le résultat de la conception du cadre juridique de l'accès et de la perte de la citoyenneté dans un État donné.

Comme réponse anticipée, l'hypothèse scientifique formulée est la suivante : Le perfectionnement du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, en fonction de la prévention du risque d'apatridie à Cuba, doit être fondé, tant sur le plan normatif que pratique, sur l'identité nationale comme substrat social, la dignité humaine comme valeur constitutionnelle suprême et l'acceptation de l'accès à la citoyenneté comme un droit humain.

Par conséquent, il est proposé comme objectif général de la recherche : Justifier le perfectionnement du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, sur la base de l'identité nationale comme substrat social, de la dignité humaine comme valeur constitutionnelle suprême et de l'acceptation de l'accès à la citoyenneté comme un droit humain, en fonction de la prévention du risque d'apatridie à Cuba.

Afin de se conformer à l'objectif général proposé, les objectifs spécifiques qui guident sa réalisation sont les suivants :

1. Analyser les phénomènes de citoyenneté et d'apatridie à partir de leurs antécédents historiques et politico-juridiques, ainsi que leurs explications depuis la théorie sociale, en vue de comprendre leur importance pour l'identité des personnes et la reconnaissance et la garantie de leurs droits.

2. Systématiser le contenu de l'accès à une citoyenneté en tant que droit humain, ses principes généraux et ses indicateurs de garantie, en particulier en ce qui concerne la prévention du risque d'apatridie, à partir de l'opérationnalisation des normes internationales de protection dans les systèmes universel et régionaux.

3. Analyser l'évolution historique et le régime juridique actuel de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, en particulier en ce qui concerne l'existence d'un risque d'apatridie, ainsi que la reconnaissance de la dignité humaine comme valeur constitutionnelle.

4. Argumenter une proposition constitutionnelle pour le perfectionnement du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, en fonction de la prévention du risque d'apatridie à Cuba, sur la base de l'identité nationale comme substrat social, de la dignité humaine comme valeur constitutionnelle suprême et de l'acceptation de l'accès à la citoyenneté comme un droit humain.

Ainsi, une recherche qualitative est proposée, partant de la compréhension de l'objet d'étude d'un point de vue transdisciplinaire, à partir du paradigme épistémologique sociocritique, selon les postulats des pensées de P. BOURDIEU³⁴ et J. HABERMAS³⁵, bien qu'avec une relation particulière avec le droit³⁶. Dans ce sens, les analyses seront effectuées à partir de la compréhension de la situation d'apatridie comme un phénomène transdisciplinaire, à partir des relations catégorielles citoyenneté – apatridie et identité – altérité. Pour cette raison, la combinaison de références, de réflexions et de déductions philosophiques, axiologiques, sociologiques et politiques, ainsi que juridiques, est indispensable pour une proposition scientifique appropriée des conclusions.

Afin d'atteindre les objectifs énoncés, les méthodes théoriques suivantes ont été utilisées, toutes comme méthodologie appliquée aux droits humains, à savoir :

- Méthode d'analyse des processus socio-politiques, qui a permis d'expliquer les différentes interactions autour des phénomènes de citoyenneté et d'apatridie en tant qu'unités d'analyse, en particulier dans leur relation avec l'État et la société, tant d'un point de vue normatif que pratique, afin de comprendre leur importance pour l'identité des personnes et la reconnaissance et la garantie de leurs droits, ce qui a déterminé les arguments historiques, sociaux et politico-juridiques justifiant la nécessité de la résolution du problème du risque d'apatridie aujourd'hui³⁷.
- Méthode de désenveloppement, dans ce cas, du droit à une citoyenneté, qui a permis de définir le contenu spécifique de ce droit humain et ses principes généraux, ainsi que de systématiser ses indicateurs de garantie, configurés comme des obligations pour les États, en particulier en ce qui concerne la prévention du risque d'apatridie. Cette systématisation a constitué la référence des indicateurs de garantie de ce droit, évaluée en fonction du perfectionnement du

³⁴ Sur les postulats bourdieus concernant l'État, la société et les mécanismes de reproduction sociale qui servent de référence dans la construction de la connaissance dans cette recherche, voir BOURDIEU, P., *El sentido práctico*, Buenos Aires, Siglo XXI Ediciones, 2007 ; y *Sobre el Estado. Cursos en el College France 1989-1992*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2015.

³⁵ Sur la méthodologie socio-critique habermasienne utilisée comme référence analytique dans cette recherche, voir HABERMAS, J., *La Lógica de las Ciencias Sociales*, Madrid, Tecnos, 1988.

³⁶ Voir GONZÁLEZ GALVÁN, J.A., *La construcción del Derecho. Métodos y técnicas de investigación*, 1ra. ed., México, D.F., Universidad Nacional Autónoma de México, 1998 ; et PÉREZ HERNÁNDEZ, L., "Algunas consideraciones a debate sobre la ciencia jurídica y sus métodos", *Revista Cubana de Derecho*, vol. IV, no. 38, julio-diciembre 2011, pp. 23-49 ; et de la même auteure, *La investigación jurídica. Métodos, técnicas e instrumentos científicos*, Bogotá, Leyer Editores, 2021.

³⁷ Dans l'application de cette méthode spécifique, ils ont été utilisées les références de VÁZQUEZ, D., *Fundamentos teóricos para la metodología aplicada a los derechos humanos*, México, D.F., Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal, 2012.

régime juridique de la citoyenneté à Cuba et, par conséquent, de la prévention du risque d'apatridie³⁸.

- Méthode de comparaison juridique, par laquelle une comparaison proche, tant institutionnelle que fonctionnelle, des mécanismes de protection des droits humains universel et régionaux a été réalisée, ce qui a contribué à la généralisation théorique et normative dans le processus de systématisation du contenu du droit humain à une citoyenneté, de ses principes généraux et de ses indicateurs de garantie³⁹.

- Méthode d'analyse juridique, à travers laquelle une interprétation systémique des principes et des règles régissant l'acquisition et la perte de la citoyenneté cubaine a été réalisée, pour la définition, à partir de l'évaluation de son contenu historique, politique, axiologique et social, d'une proposition concrète d'arguments constitutionnels qui justifient, tant sur le plan normatif que pratique, son perfectionnement, en fonction de la prévention du risque d'apatridie à Cuba⁴⁰.

En tant que techniques de recherche pour la collecte d'informations, les techniques suivantes ont été utilisées :

- Révision bibliographique de textes doctrinaux, de dispositions normatives nationales et étrangères, de traités et d'autres instruments internationaux, ainsi que de sources iconographiques, audiovisuelles et vidéographiques, ce qui a permis de connaître l'état des constructions théoriques, normatives et pratiques autour de l'objet d'étude.

- Entretien semi-structuré avec des experts, aussi bien des universitaires – compte tenu du traitement doctrinal limité de la problématique à Cuba- que des autorités liées à l'objet de la recherche – en tenant compte de la nécessité d'obtenir des avis officiels sur les pratiques institutionnelles liées au phénomène étudié.

Pour les citations et les références bibliographiques, ainsi que pour les aspects formels de la structure et de la rédaction du rapport de recherche, le format APA, dans sa septième édition, est utilisé.

Les résultats obtenus sont les suivants :

- une argumentation historique, politico-juridique et sociale justificative de la nécessité de résoudre le problème du risque d'apatridie aujourd'hui, sur la base d'une explication théorique des différentes interactions autour des phénomènes de citoyenneté et d'apatridie, tant d'un point de vue normatif que pratique, comprenant leur importance pour l'identité des personnes et la reconnaissance et la garantie de leurs droits ;

- un ensemble d'indicateurs de garantie du droit humain à une citoyenneté, configurés comme des obligations pour les États, à évaluer dans le régime juridique de la citoyenneté cubaine en fonction de la prévention du risque d'apatridie, générés à partir de la systématisation du contenu spécifique de ce droit et de ses principes généraux, ainsi que de l'opérationnalisation des normes internationales pour sa protection dans les systèmes universel et régionaux ;

- une proposition d'arguments constitutionnels qui justifient, tant sur le plan normatif que pratique, le perfectionnement du régime juridique de la citoyenneté cubaine en fonction de la

³⁸ Dans l'application de cette méthode spécifique, ils ont été utilisées les références de SERRANO, S. y D. VÁZQUEZ, *Fundamentos teóricos de los derechos humanos. Características y principios*, México, D.F., Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal, 2015.

³⁹ Dans l'application de cette méthode spécifique, ils ont été utilisées les références de DUVERGER, M., *Métodos de las Ciencias Sociales*, 12ma. ed., Barcelona, Editorial Ariel, 1981; et de PÉREZ HERNÁNDEZ, L., *La investigación jurídica...*, cit.

⁴⁰ Dans l'application de cette méthode spécifique, ils ont été utilisées les références de PÉREZ HERNÁNDEZ, L., *La investigación jurídica...*, cit.

prévention du risque d'apatridie à Cuba, sur la base de l'analyse juridique du contenu historique, politique, axiologique et social dudit régime.

Conclusions partielles du premier chapitre

- L'exercice du pouvoir politique étatique a historiquement impliqué la configuration d'une relation politique et juridique de droit public, sur laquelle se sont stratifiés les différents groupes de population d'un État, à partir de la reconnaissance de ce qui pourrait être appelé des critères de légitimation – inclusifs et exclusifs- en tant que sujet politique et juridique, à savoir :
 - Droit du sang ou *ius sanguinis* : l'appartenance à une famille déterminée, c'est-à-dire la transmission à la descendance du statut de membre de la communauté.
 - Droit du sol ou *ius soli* : le lieu de naissance, déterminé sur la base du fait naturel d'être né dans les limites du territoire de l'État.
 - Droit de résidence ou *ius domicilii* : l'intégration au groupe politique et juridique par un acte de volonté, à travers la résidence et/ou le serment de fidélité à l'institutionnalité de l'État.
- L'appartenance à un groupe politique et juridique déterminé, dans son sens social identitaire, a constitué le déterminant socio-politique et juridique fondamental pour la reconnaissance de la dignité des personnes et/ou le développement de leur personnalité.
- La construction idéologique et socio-politique des États à partir de leur compréhension en tant que Nation a déterminé la genèse et le développement d'une identité nationale, substrat social de la reconnaissance politique et juridique par les États de ceux qu'ils considèrent comme leurs ressortissants.
- En opposition au sens de l'identité, le sens de l'altérité s'est également développé chez les personnes exclues de la société politique et juridique, à partir de la stratification et de la différenciation des sociétés. Une des formes fondamentales de l'altérité résulte du fait de ne pas être ressortissant d'un État, c'est-à-dire de l'apatridie.
- La situation d'apatridie est une forme d'exclusion encore plus vulnérable pour les personnes, car aucune entité étatique n'est juridiquement tenue, en principe, de protéger et de garantir leurs droits, de reconnaître et de protéger leur dignité, ce qui approfondit le sens social de l'altérité chez les personnes apatrides.
- L'acceptation de l'accès à une citoyenneté en tant que droit humain, à partir du paradigme éthique iushumaniste de la dignité humaine, peut être considérée comme une solution politique et juridique à l'apatridie, car être ressortissant constitue une condition fondamentale pour les personnes de jouir pleinement et de garantir leurs autres droits humains.
- Du point de vue de la théorie sociale, une telle acceptation est opportune, car les droits humains constituent une notion structurée à partir de la nécessité socio-politique et juridique - encore actuelle - de protéger la dignité humaine contre l'abus du pouvoir des États et, par conséquent, de structurer de nouveaux discours juridiques et pratiques socio-politiques, comme la prévention du risque d'apatridie.
- La fondation éthique des droits humains à partir de la dignité humaine en tant que valeur, ainsi que leur énonciation dans la Déclaration universelle, permettent de reconnaître l'existence d'une obligation éthique pour les États de s'abstenir de violer ou de favoriser la violation de l'accès à une citoyenneté, ainsi que de mettre en place des voies et des mécanismes contribuant à la protection et à la garantie de ce droit humain.

Conclusions partielles du deuxième chapitre

- La reconnaissance du droit à une citoyenneté dans les différents systèmes de protection des droits humains n'est pas homogène, que ce soit dans son contenu ou dans son origine

- conventionnelle ou jurisprudentielle. Il n'y a pas non plus d'homogénéité dans la portée et les formes des mécanismes de protection de ce droit, car dans certains cas, il est large, avec un développement et une possibilité de surveillance des indicateurs de garantie (systèmes interaméricain et africain), tandis que dans d'autres cas, il est limité, indirect ou inexistant par rapport à ces indicateurs, essentiels pour une protection effective (systèmes universel et européen).
- En vertu de l'ordre juridique international des droits humains⁴¹, le droit à une citoyenneté est contenu dans les droits constitutifs suivants :
 - i. droit d'acquérir une citoyenneté ;
 - ii. droit de ne pas être privé arbitrairement de la citoyenneté ;
 - iii. droit de récupérer la citoyenneté ; et
 - iv. droit de changer de citoyenneté.
 - Sur la base de cet ordre juridique international, les principes juridiques généraux concernant le droit à une citoyenneté peuvent être définis comme suit :
 - i. La détermination de ses ressortissants est un acte souverain des États ;
 - ii. Le pouvoir souverain des États dans la détermination de leurs ressortissants est limité par: a. le risque d'apatridie ; et b. l'interdiction de discrimination.
 - Comme système de l'ensemble des indicateurs de garantie du droit humain à une citoyenneté, configuré comme des obligations pour les États sur la base des normes internationales de protection, la proposition suivante est faite :
 - a. Concernant le droit d'acquérir une citoyenneté :
 1. Obligation d'accorder la citoyenneté aux personnes nées sur le territoire de l'État, soit de plein droit soit sur demande de l'intéressé, si autrement la personne deviendrait apatride ;
 2. Obligation de présomption de l'enfant trouvé comme né sur le territoire de l'État où il a été découvert. Cet indicateur est complété par la compréhension de l'extension, par analogie, du territoire de l'État aux navires et aéronefs de son pavillon ou de son immatriculation ;
 3. Obligation d'accorder la citoyenneté aux personnes nées à l'étranger, enfants d'au moins un ressortissant de l'État, si autrement la personne deviendrait apatride, soit de plein droit soit sur demande de l'intéressé ;
 4. Obligation de faciliter les processus d'acquisition de la citoyenneté par naturalisation pour les personnes apatrides résidant sur le territoire de l'État ;
 5. Interdiction de refuser l'acquisition de la citoyenneté, que ce soit par naissance ou par naturalisation, pour des motifs discriminatoires portant atteinte à la dignité humaine, notamment fondés sur des critères raciaux, ethniques, religieux, politiques, d'âge ou de genre ;
 6. Obligation de garantir la protection juridictionnelle, ou celle de toute autre entité indépendante, en cas de refus d'acquisition de la citoyenneté dans les cas où cela est exceptionnellement admis.
 - b. Concernant le droit de ne pas être privé arbitrairement de la citoyenneté :

⁴¹ Comme ordre juridique international des droits humains, on entend à la fois les normes juridiques prévues dans les traités et la jurisprudence internationale. De même, le caractère international de cet ordre impliquerait à la fois le domaine du système universel de protection des droits humains et les différents systèmes régionaux existants.

1. Obligation de subordonner la privation de la citoyenneté à la possession et/ou à l'acquisition effective d'une autre citoyenneté ;
2. Interdiction de priver de la citoyenneté, en cas de risque d'apatridie, en raison de l'abandon du pays dont on est ressortissant, de la résidence dans un pays étranger, de l'absence d'inscription dans un registre déterminé ou pour toute autre raison analogue ;
3. Interdiction de priver de la citoyenneté pour des motifs discriminatoires portant atteinte à la dignité humaine, notamment fondés sur des critères raciaux, ethniques, religieux, politiques, d'âge ou de genre ;
4. Obligation de garantir la protection juridictionnelle, ou celle de toute autre entité indépendante, en cas de privation de la citoyenneté dans les cas exceptionnellement admis.

c. Concernant le droit de récupérer la citoyenneté :

1. Obligation de permettre la récupération de la citoyenneté perdue, si autrement la personne deviendrait apatride ;
2. Interdiction de refuser la récupération de la citoyenneté pour des motifs discriminatoires portant atteinte à la dignité humaine, notamment fondés sur des critères raciaux, ethniques, religieux, politiques, d'âge ou de genre.

d. Concernant le droit à une citoyenneté et le transfert de territoires entre États :

1. Obligation de disposer de la citoyenneté dans les cas de transfert de territoires entre les États.

Cet ensemble d'indicateurs de garantie du droit à une citoyenneté, résultant de la systématisation effectuée, constitue un guide d'évaluation à prendre en compte lors de l'évaluation de la mesure dans laquelle les réglementations juridiques nationales contribuent à garantir l'exercice de ce droit et, par conséquent, à prévenir le risque d'apatridie. Dans ce sens, il constitue une base sur laquelle des prémisses juridiques peuvent être argumentées pour contribuer au perfectionnement du régime juridique de la citoyenneté cubaine.

Conclusions finales de la recherche

Première : Historiquement, l'exercice du pouvoir politique de l'État a impliqué la configuration d'une relation juridique de droit public, sur laquelle se sont stratifiés les différents groupes de population d'un État, à partir de la reconnaissance socio-politique de critères de légitimation – inclusifs et exclusifs- en tant que sujets politiques et juridiques, qui ont été traduits juridiquement en *ius sanguinis*, *ius soli* et *ius domicilii*.

Deuxième : La construction idéologique socio-politique des États depuis leur compréhension en tant que Nation a déterminé la genèse et le développement d'une identité nationale, substrat social de la reconnaissance par les États de quelles personnes considérer comme leurs nationaux, ce qui a également impliqué la configuration d'un sens de l'altérité développé par les personnes exclues de la société politico-juridique.

Troisième : L'apatridie, en tant que situation d'altérité, constitue une forme d'exclusion qui place les personnes dans une condition de vulnérabilité, dans la mesure où aucune entité étatique n'est juridiquement tenue, en principe, de protéger et de garantir leurs droits, de reconnaître et de protéger leur dignité, ce qui renforce le sens social de l'altérité chez les personnes apatrides.

Quatrième : L'acceptation de l'accès à une citoyenneté en tant que droit humain - à partir du paradigme éthique iushumaniste de la dignité humaine, peut être considérée comme une solution politique-juridique à l'apatridie, dans la mesure où la citoyenneté permet aux personnes de revendiquer la reconnaissance et la garantie de leurs droits, ce qui est propice du

point de vue de la théorie sociale, car les droits humains constituent une notion structurante des discours juridiques et des pratiques socio-politiques comme, par exemple, la prévention du risque d'apatridie.

Cinquième : Malgré la réticence des États encore aujourd'hui, le droit humain à une citoyenneté et la prévention de l'apatridie sont reconnus, avec des portées différentes et de différentes manières, tant dans le système universel que dans les systèmes régionaux de protection des droits humains, à partir desquels le contenu de ce droit, ses principes généraux et un ensemble d'indicateurs de garantie pouvant servir de guide à l'évaluation de la prévention du risque d'apatridie dans les réglementations juridiques nationales peuvent être systématisés.

Sixième : La relation politico-juridique entre les personnes et l'État cubain a historiquement été configurée à partir d'un système mixte entre les critères de légitimation *ius soli* et *ius sanguinis*, complété par le *ius domicilii*, ce qui a favorisé la construction d'une identité nationale hétérogène qui se synthétise dans le sens de la cubanité.

Septième : À Cuba, à partir de 1959, tant la reconnaissance en faveur des étrangers ayant mérité dans les luttes afférentes aux références idéologiques du projet révolutionnaire que la privation de la citoyenneté des Cubains agissant contre la nouvelle institutionnalité socialiste, ont résulté de la considération des intérêts politiques prédominants, en plus de la construction sociale de l'identité nationale.

Huitième : Historiquement, le régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine a supposé l'existence du risque d'apatridie, résultant de l'absence de dispositions tendant à sa prévention, problème qui persiste à ce jour.

Neuvième : Le perfectionnement du régime juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, en fonction de la prévention du risque d'apatridie à Cuba, peut être fondée, tant sur le plan normatif que pratique, sur l'identité nationale en tant que substrat social, la dignité humaine en tant que valeur constitutionnelle suprême et l'acceptation de l'accès à la citoyenneté en tant que droit humain, sur la base des arguments constitutionnels suivants :

- en ce qui concerne l'identité nationale, dans la mesure où des questions telles que les causes de la perte de la citoyenneté cubaine, ainsi que les hypothèses factuelles pour sa récupération ou son obtention par naturalisation, ne sont pas prévues constitutionnellement, ce qui contribuerait à la légitimité matérielle de la réglementation juridique à adopter à cet égard ;
- en ce qui concerne la dignité humaine en tant que valeur constitutionnelle suprême, dans la mesure où elle a été constitutionnellement envisagée comme fondement de la reconnaissance et de l'exercice des droits humains et où l'obligation de l'État de la garantir en fonction du développement intégral des personnes a également été établie, ce qui implique la prévention du risque d'apatridie ;
- et en ce qui concerne l'acceptation de l'accès à la citoyenneté en tant que droit humain, dans la mesure où la Constitution reconnaît et garantit à la personne la jouissance et l'exercice des droits humains, ce qui permet de structurer une proposition de prévention du risque d'apatridie à partir des droits constitutifs du droit à une citoyenneté, de ses principes généraux et des normes internationales pour sa protection.

Dixième : L'absence de statistiques publiques sur l'apatridie à Cuba limite l'évaluation de l'impact du risque d'apatridie actuellement existant et, par conséquent, l'argumentation d'une proposition découlant de ces évaluations.

Recommandations

Sur le plan normatif :

Première : Que dans le futur projet de Loi sur la citoyenneté qui développe les dispositions des articles 34 à 39 de la Constitution, prévu dans le calendrier législatif de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, la proposition d'arguments constitutionnels fondée sur la présente recherche en fonction de la prévention du risque d'apatridie soit évaluée, comme moyen de perfectionner le régime juridique de la citoyenneté cubaine.

Deuxième : Que l'affirmation « sont citoyens cubains » soit interprétée par les autorités compétentes, conformément aux articles 34 et 35 de la Constitution, de manière à ce qu'une compréhension précise de la portée du mandat constitutionnel contribue à une réglementation juridique interne cohérente de la citoyenneté cubaine.

Troisième : Que de même, conformément aux articles 40 et 41 de la Constitution, la portée de l'affirmation « l'État cubain reconnaît et garantit à la personne la jouissance et l'exercice irrévocable, imprescriptible, indivisible, universelle et interdépendante des droits humains » soit interprétée, de manière à comprendre si l'acceptation de l'accès à une citoyenneté en tant que droit humain, incluse dans la proposition constitutionnelle réalisée dans cette recherche, constituerait une alternative ou une obligation de l'État cubain.

Quatrième : Qu'il soit considérée la consultation populaire sur le projet de Loi comme faisant partie du processus d'élaboration de la future réglementation juridique de l'acquisition et de la perte de la citoyenneté cubaine, de sorte que la perception actuelle de la population cubaine concernant son identité nationale constitue une source de légitimation matérielle des règles et principes juridiques à adopter.

Cinquième : Que la future Loi sur la citoyenneté, ainsi que les réglementations complémentaires que sa mise en œuvre pourrait générer, soient publiées et largement diffusées, comme le prescrit le droit, afin d'être connues du public en général.

Sur le plan pratique :

Première : Que pour l'élaboration de l'information statistique sur la situation de l'apatridie dans le pays (si elle n'existe pas), les Recommandations Internationales sur les Statistiques de l'Apatridie publiées par le Groupe d'Experts sur les Statistiques des Réfugiés, des Personnes Déplacées et des Apatrides soient prises en compte.

Deuxième : Que l'information statistique élaborée sur la situation de l'apatridie dans le pays soit publiée, par les autorités compétentes, dans des Rapports ou Annuaire statistiques ou démographiques.

A mis madres, en plural,

y a Roberto.

“Los nadies: los hijos de nadie, los dueños de nada.
Los nadies: los ningunos, los ninguneados,
corriendo la liebre, muriendo la vida, jodidos, rejodidos.
Que no son, aunque sean.
Que no hablan idiomas, sino dialectos.
Que no profesan religiones, sino supersticiones.
Que no hacen arte, sino artesanía.
Que no practican cultura, sino folklore.
Que no son seres humanos, sino recursos humanos.
Que no tienen cara, sino brazos.
Que no tienen nombre, sino número.
Que no figuran en la historia universal,
sino en la crónica roja de la prensa local.
Los nadies, que cuestan menos
que la bala que los mata.”

E. Galeano, *Los nadies*, 1989

“Se entiende (...) que la libertad, para ser viable,
tiene que ser sincera y plena;
que si la república no abre los brazos a todos
y adelanta con todos,
muere la república.”

José Martí, *Nuestra América*, 1891

“Revolución es (...)
ser tratado y tratar a los demás
como seres humanos, (...)
es luchar por nuestros sueños de justicia
para Cuba y para el mundo.”

Fidel Castro, 1º de mayo de 2000

Índice

Introducción	1
Capítulo I.- La nacionalidad, la apatridia y su trascendencia histórica, política y social	13
1.1.- Preliminares teóricos de algunos conceptos en torno a la nacionalidad y la apatridia	13
1.2.- Las relaciones político-jurídicas entre las personas y el Estado, algunas de sus diferentes justificaciones y sus formas históricas	16
1.2.1.- La nacionalidad como forma específica de relación político-jurídica y la identidad nacional como su justificación histórica	24
1.3.- La nacionalidad y la identidad nacional como construcciones socio-políticas con trascendencia jurídica	31
1.3.1.- La nacionalidad comprendida como hecho social y la apatridia como hecho social patológico	34
1.3.2.- La nacionalidad como configuración subjetiva de sentido	37
1.3.3.- La nacionalidad como institución social y la apatridia como crisis de sentido	40
1.4.- Los derechos humanos como noción estructurante de una solución a la apatridia	45
Capítulo II.- La nacionalidad como derecho humano. Su contenido, principios esenciales y estándares internacionales de protección	51
2.1.- El acceso a una nacionalidad en el Derecho internacional de los derechos humanos, su reconocimiento y formas de protección	51
2.1.1.- El reconocimiento de la nacionalidad como derecho humano en el sistema universal de protección	51
2.1.2.- El rol del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados	57
2.1.3.- Las formas de protección del acceso a una nacionalidad en los órganos de tratados internacionales de derechos humanos	65
2.2.- Los sistemas regionales de protección del derecho a una nacionalidad y sus formas específicas de prevención del riesgo de apatridia	68
2.2.1.- El derecho a una nacionalidad en el sistema interamericano de protección de los derechos humanos	68
2.2.2.- El sistema europeo de protección de los derechos humanos y el derecho a una nacionalidad	74
2.2.3.- El derecho a una nacionalidad en el sistema africano de protección de los derechos humanos	79
2.3.- Una propuesta de sistematización de los estándares internacionales de protección del derecho a una nacionalidad	83

Capítulo III.- La ciudadanía y la apatridia en Cuba. Pasado, presente y propuesta constitucional para su futura regulación jurídica	88
3.1.- La génesis de la identidad nacional cubana y las construcciones jurídicas de la relación persona-Estado durante el siglo XIX	88
3.1.1.- Los antecedentes independentistas de la constitucionalización cubana de la ciudadanía	95
3.2.- La ciudadanía cubana tras la independencia de España. Su evolución constitucional y jurídica hasta 1959	102
3.2.1.- El proceso constituyente de 1901 y las subsecuentes regulaciones constitucionales y jurídicas de la ciudadanía cubana	103
3.2.2.- La constitucionalización de la ciudadanía cubana en 1940	111
3.3.- La ciudadanía cubana a partir del triunfo revolucionario de 1959	116
3.4.- Una propuesta constitucional de perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana para la prevención de la apatridia en Cuba, o ¿qué hacer?	129
Conclusiones	137
Recomendaciones	139
Notas	
Bibliografía	
Tablas y Figuras	
Anexos	

Listado de abreviaturas

ACERWC - Comité Africano de Expertos sobre los Derechos y el Bienestar del Niño

ACHPR - Comisión Africana de los Derechos Humanos y de los Pueblos

ACNUDH - Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos

ACNUR - Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados

ACoHPR - Corte Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos

AGNU - Asamblea General de las Naciones Unidas

AU - Unión Africana

CCPR - Pacto internacional de derechos civiles y políticos

CDH - Comisión de Derechos Humanos

CmDH - Comité de Derechos Humanos

CDI - Comisión de Derecho Internacional de las Naciones Unidas

CDN - Comité de los Derechos del Niño

CEDAW - Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer

CEPDE – Centro de Estudios de Población y Desarrollo de la República de Cuba

CERA - Comité Especial sobre Refugiados y Apátridas

CoEDM - Comité para la eliminación de la discriminación contra la mujer

CoEDR - Comité para la eliminación de la discriminación racial

CERD - Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación racial

CIDH - Comisión Interamericana de Derechos Humanos

CIJ - Corte Internacional de Justicia

CMCE - Comité de Ministros del Consejo de Europa

CMW - Convención internacional sobre la protección de los derechos de todos los trabajadores migratorios y de sus familiares

CODEHU – Consejo de Derechos Humanos

CoIDH - Corte Interamericana de Derechos Humanos

Const. - Constitución de la República de Cuba

CRC - Convención sobre los derechos del niño

CRDP - Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad

DDIOEA - Departamento de Derecho Internacional de la Organización de Estados Americanos

ECHR - Tribunal Europeo de Derechos Humanos

ECOSOC - Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas

GEERDIA – Grupo de Expertos sobre Estadísticas de los Refugiados, los Desplazados Internos y los Apátridas

MINREX – Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Cuba

OEA - Organización de Estados Americanos

ONEI – Oficina Nacional de Estadística e Información de la República de Cuba

ONU - Organización de las Naciones Unidas

OSCE - Organización para la Seguridad y la Cooperación en Europa

RENCA - Relator Especial sobre Nacionalidad, incluso la Condición de Apátrida

SGNU - Secretaría General de las Naciones Unidas

TJUE - Tribunal de Justicia de la Unión Europea

UE - Unión Europea

UIP - Unión Inter-Parlamentaria

Resumen

La presente investigación se dirige a fundamentar constitucionalmente el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, en función de la prevención del riesgo de apatridia en Cuba. A este fin, se parte de un estudio socio-político, ético y jurídico considerado sobre la base de la valoración de los condicionamientos históricos y los elementos teóricos que informan los fenómenos objeto de la investigación, así como el análisis de la evolución y situación actual de su regulación jurídica en Cuba. Se utilizan como métodos el análisis de procesos socio-políticos, el desempaque de derechos, la comparación y el análisis jurídicos. Como resultado, se realiza una propuesta fundada constitucionalmente en la identidad nacional cubana como sustrato social, la dignidad humana como valor supremo constitucional y la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano. Los argumentos que sustentan la propuesta son estructurados a partir de los derechos constitutivos del derecho a una ciudadanía, los estándares internacionales para su protección y las reglas y principios constitucionales cubanos actualmente vigentes.

Palabras claves: apatridia, derecho a una ciudadanía, prevención de la apatridia, ciudadanía cubana, Derecho constitucional cubano

Abstract

This research is aimed at constitutionally substantiating the improvement of the legal regulation of the acquisition and loss of Cuban citizenship, in accordance with the prevention of the risk of statelessness in Cuba. To this end, it starts from a socio-political, ethical and legal study considered on the assessment of the historical conditions and the theoretical elements that inform the phenomena under study, as well as the analysis of the evolution and current situation. of its legal regulation in Cuba. Analysis of socio-political processes, unpacking of rights, legal comparison and analysis are used as methods. As a result, a proposal is made constitutionally based on the Cuban national identity as a social substrate, human dignity as a supreme constitutional value and the assumption of access to citizenship as a human right. The arguments that support the proposal are structured from the rights that constitute the right to citizenship, the international standards for its protection and the Cuban constitutional rules and principles currently in force.

Keywords: statelessness, right to a citizenship, prevention of statelessness, Cuban citizenship, Cuban Constitutional Law

Introducción

La complejidad de un estudio contemporáneo sobre la apatridia como fenómeno social radica, entre otras razones, en la profusa diversidad de aspectos susceptibles de investigación científica. Entre estas dimensiones de estudio, caben mencionar la política, sociológica, jurídica, ética, psicológica, económica, cultural, histórica e incluso geográfica, desde la perspectiva de la desaparición de Estados producto del cambio climático en la actualidad.

Etimológicamente, el vocablo apátrida proviene del griego *ápatris* – ἄπατρις-, producto de la conjunción del prefijo *alfa* = sin, falta de; y *patria* = tierra de los padres, tierra nativa (Grassi, 1937). Por otra parte, en el Diccionario de la Real Academia Española (RAE) se define como apátrida a “dicho de una persona que carece de nacionalidad”, a partir de la definición de nacionalidad como “vínculo jurídico de una persona con un Estado, que le atribuye la condición de ciudadano de ese Estado en función del lugar en que ha nacido, de la nacionalidad de sus padres o del hecho de habersele concedido la naturalización” (RAE, 2020). Asimismo, el vocablo francés *apatride*, en su doble función sustantiva y adjetiva, es definido en el Diccionario Larousse como: “*Se dit de quelqu'un qui, ayant perdu sa nationalité, n'en a pas légalement acquis une autre*”¹ (Société Éditions Larousse, 2021).

En la doctrina jurídica pueden encontrarse definiciones similares de la apatridia: “Los apátridas, heimatlosen o apoloides (...) son aquellos individuos que carecen de nacionalidad” (González Martín, 1999, p. 81). Una definición similar ofrece el Diccionario Jurídico Espasa (2001) para el concepto apatridia: “cualidad atribuida a aquellas personas no unidas a ningún Estado por un vínculo de nacionalidad”. En este sentido también define Arguas (2008) en la Enciclopedia Jurídica Omeba: “La ausencia de nacionalidad y la pérdida de ésta, ya sea por efecto de un hecho voluntario individual, o de una decisión gubernativa o legislativa que alcance a determinadas personas o a grupos de personas, no seguido de la adquisición de una nueva patria o de una nueva nacionalidad, da origen a lo que se ha dado en llamar en el Derecho contemporáneo, la apatridia”.

En consecuencia, a los efectos de esta investigación se entiende como apatridia la situación de una persona de no poseer ninguna ciudadanía, comprendida esta última como el vínculo político-jurídico entre una persona y un Estado. Las razones de esta situación radican, esencialmente, en los mecanismos y/o procesos de la tecnología política-constitucional (Núñez Jover, 1999) al momento de regularse la adquisición y la pérdida de la ciudadanía.

De este modo, se define el estatuto jurídico de las personas frente a los Estados. La ciudadanía constituye la forma por excelencia de regulación jurídica en cada Estado de los

destinatarios del poder político, por lo cual su tratamiento parte del Derecho constitucional – aunque esta institución, por su trascendencia y los vínculos socio-jurídicos que genera, ha sido también abordada desde el Derecho internacional². Esto se traduce en que la ciudadanía constituye la base fundamental, sin ser el único criterio³ (Córdoba, 1990; Ramírez Barrios, 2012; Santos Belandro, 2012; y Carrascosa González, 2015), sobre la cual cada Estado no solo reconoce a las personas sus derechos, posibilidades de actuación, deberes y obligaciones, sino además, sobre la cual garantiza a estas el disfrute y ejercicio de sus derechos humanos y sobre la cual, en principio, las personas pueden reclamar a determinado Estado la protección de los mismos (De Julios-Campuzano, 2003; Aláez Corral, 2005; Costa, 2006; Costa y Aláez Corral, 2008; y Rodríguez Pineau, 2013).

De esta manera, una persona en estado de apatridia suele devenir vulnerable, en tanto puede resultar desprotegida en el disfrute de una serie de derechos humanos tan elementales como la identidad, la educación, la atención médica, el empleo y la participación política (Arendt, 1974; Open Society Justice Initiative, 2019; Van den Assum, 2020; y Williams y Hales, 2020).

Esta vulnerabilidad se profundiza si se tiene en cuenta que tal discriminación suele conllevar al aislamiento y marginación, con su consecuente impacto en la dignidad humana de la persona afectada. No en vano resulta precisamente la dignidad humana el cimiento del reconocimiento de los derechos humanos. En concordancia con esta concepción de la dignidad de las personas como fundamento axiológico de los derechos humanos, Garzón Valdés (2006) afirma: “(...) tomar en serio el respeto del principio de la dignidad humana es el punto de partida para toda reflexión acerca de reglas de convivencia humana que pretendan poseer alguna justificación moral (...) la determinación del concepto y alcance no solo de los derechos humanos sino de una regulación jurídica moralmente justificable presupone la categoría conceptual de la dignidad humana” (p. 58).

Estas razones han propiciado que en el Derecho internacional se haya reconocido el acceso a la ciudadanía como derecho humano. Por solo referir las disposiciones de mayor generalidad, tal concepción se encuentra presente en el artículo 15 de la Declaración Universal de Derechos Humanos; el artículo 5 de la Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación racial; los artículos 16 y 24 del Pacto internacional de derechos civiles y políticos; el artículo 9 de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer; el artículo 7 de la Convención sobre los derechos del niño; el artículo 29 de la Convención internacional sobre la protección de los derechos de todos los trabajadores migratorios y de sus familiares y el artículo 18 de la Convención sobre

los derechos de las personas con discapacidad (Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos [ACNUDH], 2021a-2021g). Asimismo, han sido adoptadas las Convenciones sobre el Estatuto de los Apátridas de 1954 y para reducir los casos de apatridia de 1961.

Desde un punto de vista material, a partir de esta concepción internacional del acceso a la ciudadanía como un derecho humano, el riesgo de apatridia constituye una vulneración a dicho derecho. En este sentido afirma Barbalau (2003) que *“l’obligation des États de prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir l’apatridie est le corollaire du droit de chaque personne à une nationalité”*⁴ (p. 20).

Consecuentemente, si se ha de comprender la ciudadanía como soporte fundamental para el disfrute de los restantes derechos humanos, la reclamación de sus garantías y la obligación de protección, en fin, de las personas por el Estado del cual son ciudadanos, esto es, como el derecho “que permite tener derechos” (Rodríguez Pineau, 2013, p. 209), un menoscabo al acceso de la ciudadanía implica la primera posible vulneración de los restantes derechos de cada persona y, con ello, de su dignidad humana. Cabe comprender, como De Julios-Campuzano (2003), que: “La ciudadanía definida como ciudadanía–institución ha sido y continúa siendo el elemento vertebrador de las relaciones interindividuales en el ámbito de la vida política intraestatal y, a través de ella, los derechos subjetivos han cobrado cuerpo como correlato jurídico del reconocimiento de la igualdad política de los individuos” (p. 38).

En el caso de Cuba, aunque ha firmado y ratificado algunos de los antes referidos tratados internacionales, no ha ratificado aún el Pacto internacional de derechos civiles y políticos, ni ha suscrito alguna de las dos Convenciones relativas específicamente a la apatridia (ACNUDH, 2024). El acceso o adquisición de la ciudadanía cubana – sea por nacimiento o por naturalización-, tal como en la mayoría de los Estados, se encuentra prevista constitucionalmente, aunque no desde una perspectiva, al menos explícitamente, de su configuración como un derecho (Constitución de la República de Cuba [Const.], 2019, arts. 33-39). La formulación vigente resulta particular en su forma de redacción, pues refiere “son ciudadanos cubanos”, en lugar de “serán reconocidos como cubanos”, “podrán ser ciudadanos cubanos” o alguna otra fórmula similar. De esta particularidad pudiera derivarse la comprensión del acceso a la ciudadanía cubana como un derecho, así como del carácter declarativo – y no constitutivo- del proceso de reconocimiento de la ciudadanía.

No obstante, la remisión constitucional en esta materia a una norma de desarrollo no limitada al establecimiento de formalidades a seguir, sino inclusiva de requisitos al momento de realizar los postulados constitucionales, resulta un indicador de que, en el proceso

administrativo de otorgamiento (no de reconocimiento) del estatuto de ciudadano, podrían incluirse juicios, valoraciones o discrecionalidades administrativas. Si se tienen en cuenta los principios de la hermenéutica constitucional (Guastini, 2001; Atienza, 2010), esta situación refuerza la interpretación de no comprender el acceso a la ciudadanía cubana como un derecho de quienes constitucionalmente pudieran considerarse cubanos.

En tal sentido, en la regulación de la adquisición de la ciudadanía cubana por nacimiento de los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos (Decreto-Ley No. 352, 2017) se reconoce la posibilidad de denegar la solicitud de reconocimiento, sin referir las causas para tal denegación ni la obligación de justificar racionalmente la decisión denegatoria. Asimismo, en la Disposición Especial Segunda de la disposición normativa en cuestión se dispone el archivo del expediente iniciado – sin precisar si tal archivo implica la denegación de la solicitud- “cuando el interesado, el padre o madre cubanos o representantes legales de los menores de edad (...) hayan cometido hechos o realizado acciones contra los fundamentos políticos, sociales y económicos del Estado cubano”.

Por otra parte, en el artículo 38 del texto constitucional (Const., 2019) se establece que “los cubanos no podrán ser privados de su ciudadanía, salvo por causas legalmente establecidas”, realizando en este caso una remisión legal no solo respecto al “procedimiento a seguir para la formalización de la pérdida de la ciudadanía” sino también a “las autoridades facultadas para decidirlo”. La regulación de la pérdida de la ciudadanía, contenida en el vigente Decreto No. 358 “Reglamento de Ciudadanía”, de 4 de febrero de 1944, es omisa en cuanto a las causas para tal proceder, lo cual implica no solo una laguna legal al respecto sino además un incumplimiento de la remisión constitucional. Tal anomia es comprensible si se tiene en cuenta que, hasta la reforma realizada en 1992, en el propio texto constitucional se disponían las causales de referencia.

Igualmente, en ninguna de las disposiciones anteriores se prevé alguna limitante, tanto explícitamente como desde una perspectiva sistemática, en la actuación gubernamental que impida que alguna persona que constitucionalmente pudiera considerarse cubana se mantenga en una situación de apatridia – tras la denegación de la solicitud de reconocimiento- o devenga apátrida – tras una privación de la ciudadanía cubana, más allá de la legitimidad de la causa que lo determine. De esta manera, puede afirmarse que el riesgo de apatridia resultante de la regulación jurídica de la adquisición y de la pérdida de la ciudadanía cubana puede generar una vulneración a la protección y garantías de otros derechos humanos, lo cual implica una contradicción con la comprensión de la dignidad humana como valor supremo constitucional que fundamenta la relación persona – Estado en Cuba.

Esta perspectiva de análisis, filosóficamente anti-positivista, se funda en la consagración constitucional cubana de la dignidad humana como “valor supremo que sustenta el reconocimiento y ejercicio de los derechos” (Const., art. 40). De hecho, la dignidad en tanto valor se presenta en el texto constitucional como presupuesto de las relaciones persona – Estado, en las que este último se funda y viene a asegurar la dignidad de aquella. Este carácter dual de la relación categorial dignidad-Estado, entendida como condición ontológica y teleológica del Estado cubano, puede evidenciarse desde las alusiones martianas a la dignidad plena del ser humano en el preámbulo constitucional – de profundo carácter programático-, así como en su definición como República “fundada en el trabajo, la dignidad, el humanismo y la ética de sus ciudadanos” y en la regulación de sus fines esenciales al incluir la garantía de “la dignidad plena de las personas y su desarrollo integral” (Const., arts. 1 y 13).

Asimismo, el reconocimiento de los derechos humanos en el cuerpo constitucional de 2019, al partir de una posición que puede reputarse iusgarantista, resulta coherente con la referida consagración de la dignidad humana al estipularse como disposición general en su parte dogmática que “el Estado cubano reconoce y garantiza a la persona el goce y el ejercicio irrenunciable, imprescriptible, indivisible, universal e interdependiente de los derechos humanos, en correspondencia con los principios de progresividad, igualdad y no discriminación” (Const., art. 41). A la problemática anteriormente expuesta se adiciona la significativa desactualización de la normativa rectora en vigor (nótese que el Decreto No. 358 de 1944 es anterior a la institucionalidad socialista vigente), así como la falta de publicidad de las disposiciones que instrumentan las formalidades y procedimientos para cada actuación administrativa al respecto, a pesar de su carácter general⁵.

Ante tal situación fáctica, se parte de los paradigmas ético-políticos de la dignidad humana, la inclusión social y la protección de los derechos humanos. Por estas razones, la exclusión consecuente de la discriminación que supone mantener en apatridia a una persona que constitucionalmente pudiera considerarse cubana, así como la posible desprotección en cuanto al disfrute de sus restantes derechos humanos, resultan contrarias al ideal humanista que sustenta la constitucionalidad en Cuba.

Los referidos aspectos – materiales y formales- distintivos de la vulneración de la dignidad humana como valor supremo constitucional en Cuba determinan la necesidad del perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, encaminado a prevenir el riesgo de apatridia existente. Por otra parte, la heterogeneidad de los elementos identitarios de la nacionalidad cubana, resultante de la

evolución cultural de la sociedad y los procesos migratorios que la han determinado (Domínguez, 2003), suponen la necesidad de la actualización del enfoque sobre la consideración jurídica de la composición de la nación, en tanto sustrato sociológico que vincula culturalmente a los miembros del conglomerado nacional y que justifican, desde la perspectiva social, la actualización del discurso político y los marcos jurídicos del reconocimiento de la identidad nacional cubana (De la Torre, 1997).

La búsqueda de argumentos teóricos socio-jurídicos que fundamenten tal perfeccionamiento, tomando como sustento la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano y la identidad nacional cubana como sustrato social, así como la próxima consideración por parte de la Asamblea Nacional del Poder Popular cubana de una Ley de Ciudadanía, según su cronograma legislativo (Acuerdos No. IX-49/2019 y X-12/2023), precisan la pertinencia de la realización de esta investigación.

Los estudios constitucionales cubanos más recientes sobre el tema incluyen acercamientos al análisis de la concepción y la regulación jurídica de la ciudadanía, entre los más relevantes los realizados por Faife León (1982), Álvarez Tabío (1985); Vega Vega (1988; 1997); Pérez Hernández, Prieto Valdés, M. y Sarracino Rivero (1995); Prieto Valdés, M. (1995; 2013a; 2013b; 2016); Peraza Chapeau (1996); Azcuy Henríquez (2010); Vega Castro (2010); Hernández Concepción (2011); Ortiz Concepción (2011) y Piorno Garcell (2013; 2015a; 2015b; 2015c; 2019). Sin embargo, solo Garriga (1973), Piorno Garcell *et al.* (2019) y Prieto Valdés, M. (2019; 2020) han tratado específicamente la regulación de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana. Esta ausencia del estudio en particular de la apatridia como situación negativa de la ciudadanía puede deberse a que los textos escritos por los referidos autores han sido monografías muy generales o artículos de corte didáctico, en ambos casos con fines académicos, o especialmente docentes⁶. Por otra parte, ha sido realizada una tesis doctoral (González García, 2010) en la que se analiza la ciudadanía cubana como identidad y práctica política-jurídica, pero con un enfoque histórico y sin el propósito de abordar el tema de la apatridia o de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana.

Asimismo, la actualidad del objeto de estudio también se verifica en el ámbito internacional, pues se encuentra en vigor el Plan de Acción Mundial para Acabar con la Apatridia: 2014-2024, establecido por el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR) por encomienda de la Asamblea General, en el cual se establecen acciones que los Estados deberán acometer para “resolver las principales situaciones de apatridia existentes y prevenir el surgimiento de nuevos casos” (ACNUR, 2014b).

Este estudio consiste en un análisis de tecnología socio-jurídica con la pretensión de aportar una sistematización de elementos teóricos que coadyuven en el proceso de consolidación de la institucionalidad cubana, en particular, mediante una propuesta constitucional, con enfoque de derechos humanos, para el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, todo lo cual determina su valor teórico.

A partir de la concepción de la tecnología como práctica social (Núñez Jover, 1999), se entiende a los efectos de esta investigación la tecnología en sus tres dimensiones: técnica (en tanto se estudian procedimientos jurídicos, en este caso en los procesos determinantes del riesgo de apatridia), organizativa (por cuanto comprende el análisis de los diferentes actores sociales y políticos involucrados en los referidos procesos) e ideológica-cultural (en el sentido de comprender el contenido ético de la dignidad humana como valor supremo constitucional en relación con el riesgo de apatridia, así como la identidad nacional como sustrato socio-cultural del reconocimiento jurídico del estatuto de ciudadanía). Además, al tratarse de prevenir el referido riesgo de apatridia, se pretende mitigar las consecuencias negativas que este puede conllevar para la sociedad cubana en general, impacto social que completa la utilidad de este trabajo.

Por otra parte, la apatridia, como se ha mencionado, presenta una amplia variedad de aspectos a considerar dado su carácter pluridimensional. Desde un enfoque jurídico puede esencialmente tratarse a partir del Derecho constitucional, pero dada su trascendencia socio-política al ámbito del disfrute de todos los derechos puede ser estudiada desde casi todas las restantes disciplinas científicas. La dimensión epistemológica que se propone para el estudio del tema de la presente investigación, esto es, desde una perspectiva transdisciplinaria, no ha sido abordada con anterioridad, de ahí su novedad.

Pregunta de investigación:

¿Qué fundamentos pueden sustentar, desde una perspectiva constitucional, el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana en aras de prevenir el riesgo de apatridia en Cuba?

En correspondencia con la problemática planteada, el objetivo general de la investigación consiste en:

Fundamentar el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, sobre la base de la identidad nacional como sustrato social, la dignidad humana como valor supremo constitucional y la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano, en función de la prevención del riesgo de apatridia en Cuba.

Asimismo, los objetivos específicos que guían su realización son:

1. Analizar los fenómenos de la nacionalidad y la apatridia a partir de sus antecedentes históricos y político-jurídicos, así como sus explicaciones desde la teoría social, con vistas a la comprensión de su trascendencia para la identidad de las personas y el reconocimiento y garantías de sus derechos.
2. Sistematizar el contenido del acceso a una nacionalidad como derecho humano, sus principios generales y sus indicadores de garantía, en especial respecto a la prevención del riesgo de apatridia, a partir de la operacionalización de los estándares internacionales de su protección en los sistemas universal y regionales.
3. Analizar la evolución histórica y la regulación jurídica actual de la adquisición y de la pérdida de la ciudadanía cubana, en especial respecto a la existencia de riesgo de apatridia, así como del reconocimiento de la dignidad humana como valor constitucional.
4. Argumentar una propuesta constitucional para el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, en función de la prevención del riesgo de apatridia en Cuba, sobre la base de la identidad nacional como sustrato social, la dignidad humana como valor supremo constitucional y la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano.

Consecuentemente, se formula como hipótesis científica:

El perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, en función de la prevención del riesgo de apatridia en Cuba, debe sustentarse, tanto en el orden normativo como práctico, en la identidad nacional como sustrato social, la dignidad humana como valor supremo constitucional y la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano.

A los efectos de la adecuada interpretación de los términos empleados en el diseño metodológico de esta investigación, conviene precisar las siguientes definiciones:

a) nacionalidad / ciudadanía: en la doctrina socio-política y jurídica – lo cual se desarrolla en el cuerpo de la tesis-, se han utilizado ambos conceptos indistintamente para referir la relación político-jurídica de una persona con un Estado (Figura 1). Debido a que en la mayoría de los textos sociológicos y en los jurídicos internacionales se utiliza el término nacionalidad, este resulta el empleado en el desarrollo de los análisis de este tipo, lo cual no debe entenderse como una afiliación teórica de esta investigación a este concepto, en detrimento del término ciudadanía. Luego, en la doctrina y la práctica cubanas se ha empleado este último término, por lo cual, al abordar el estudio de caso cubano, así como las referencias a los países que realizan tal distinción, este constituye el término utilizado, en lugar de nacionalidad.

b) riesgo de apatridia: posibilidad de que una persona no sea considerada como ciudadana por ningún Estado conforme a su legislación (a partir de la definición establecida por el ACNUR (2014) sobre la base de la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas de 1954). En tal sentido, la prevención del riesgo de apatridia se comprende como la instrumentación de mecanismos concretos encaminados a impedir la posibilidad de que alguna persona carezca del estatuto de ciudadanía de algún Estado – en este caso, no se trata del riesgo de apatridia en tanto potencial ilegalidad o arbitrariedad en el actuar de alguna autoridad, sino el resultante del diseño del marco jurídico del acceso y la pérdida de la ciudadanía en determinado Estado.

Asimismo, resulta conveniente precisar que el concepto riesgo de apatridia constituye una categoría relacional con identificación propia, utilizada en estos términos en el Derecho internacional público al abordar el derecho a una ciudadanía. Consecuentemente, en tanto se funda en un derecho humano en lugar de criterios patrimoniales, resulta inaplicable en este sentido la doctrina civilista de la teoría del riesgo, comprendida como fundamento de la responsabilidad producto del hecho ajeno (Díez-Picasso, 1999).

c) derecho humano a una ciudadanía: derecho de cada persona a adquirir, cambiar y conservar una ciudadanía – sobre la base de la definición brindada por el ACNUDH (2022). Esta concepción se comprende en estrecha relación con la dignidad humana como valor, esto es, la salvaguarda de la dignidad humana como fundamento de las disposiciones jurídicas relativas a los derechos humanos, determinada por la existencia de un adecuado sistema de garantías a los mismos.

d) estándares internacionales de protección: reglas y principios jurídicos generados por los diferentes mecanismos internacionales de protección de los derechos humanos que, configurados como obligaciones para los Estados, suponen un conjunto de indicadores de garantía de determinado derecho. Los estándares constituyen un marco de orientación general para la definición de políticas públicas y estrategias tanto de los Estados, como de los actores sociales y agencias de cooperación, hacia la protección y garantía de los derechos humanos. Para esta comprensión se toma como referente teórico la propuesta de Serrano (2015a).

e) regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana: sistema de normas, principios, valores, mecanismos y procedimientos constitutivos del marco jurídico aplicable a los procesos de obtención, privación y renuncia del estatuto de ciudadanía en la República de Cuba. Esta aproximación al fenómeno jurídico se realiza desde una perspectiva del pensamiento crítico, en el sentido de comprender el Derecho no solo desde su dimensión

formal normativa, sino también desde sus dimensiones materiales histórica, axiológica, política y social, a partir de los postulados teóricos de Fernández Bulté (2005b).

De esta manera, se plantea una investigación cualitativa que parte de la comprensión del objeto de estudio desde una perspectiva transdisciplinaria, a partir del paradigma epistemológico socio-crítico, desde los postulados de los pensamientos de Bourdieu (2007 y 2015) y de Habermas (1988), aunque con especial relación con el Derecho (González Galván, 1998; Pérez Hernández, 2011 y 2021). En tal sentido, los análisis serán realizados desde la comprensión de la situación de apatridia como fenómeno transdisciplinario, a partir de las relaciones categoriales ciudadanía – apatridia e identidad – alteridad. Por esta razón, la conjunción de referencias, reflexiones y deducciones filosóficas, axiológicas, sociológicas y políticas, además de jurídicas, resultan imprescindibles para la adecuada proposición científica de las conclusiones (Figura 2).

Asimismo, la investigación responde a una metodología de estudio de caso, a partir de los referentes de Yin (2009), de tipo explicativo en tanto se pretende una comprensión de la relación causal, condiciones, contexto y diferentes relaciones categoriales entre la regulación jurídica de la ciudadanía en Cuba y el riesgo de apatridia derivado de esta.

A tales propósitos, fueron utilizados los siguientes métodos teóricos para la construcción del conocimiento, todos como metodología aplicada a los derechos humanos, a saber:

- Método de análisis de procesos socio-políticos, el cual permitió explicar las diferentes interacciones dadas en torno a los fenómenos de la nacionalidad y de la apatridia como unidades de análisis, en particular en su relación con el Estado y con la sociedad, tanto desde una dimensión normativa como práctica, a fin de comprender su trascendencia para la identidad de las personas y el reconocimiento y garantías de sus derechos, lo cual determinó los argumentos históricos, sociales y político-jurídicos justificativos de la necesidad de la solución de la problemática del riesgo de apatridia en la actualidad. En la aplicación de este método se tomaron los referentes de Vázquez (2012).
- Método del desempaque, en este caso, del derecho a una nacionalidad, lo que permitió definir el contenido específico de este derecho humano y sus principios generales, así como sistematizar sus indicadores de garantía, configurados como obligaciones para los Estados, especialmente en función de la prevención del riesgo de apatridia. Esta sistematización constituyó el referente de indicadores de garantía de este derecho, valorado en función del perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía en Cuba y, consecuentemente, de la prevención del riesgo de apatridia. Se tomaron los referentes de Serrano y Vázquez (2015b).

- Método de la comparación jurídica, mediante el cual se realizó una comparación próxima, tanto institucional como funcional, de los mecanismos de protección de derechos humanos universal y regionales, lo cual contribuyó a la generalización teórica y normativa en el proceso de sistematización del contenido del derecho humano a una nacionalidad, sus principios generales y sus indicadores de garantía. En la aplicación de este método se tomaron los referentes de Duverger (1981) y Pérez Hernández (2021).

- Método de análisis jurídico, a través del cual se realizó una interpretación sistémica de los principios y las reglas reguladoras de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, para la definición, desde la valoración de su contenido histórico, político, axiológico y social, de una propuesta concreta de argumentos constitucionales que fundamentan, tanto en el orden normativo como práctico, su perfeccionamiento, en función de la prevención del riesgo de apatridia en Cuba. Para este método se tomaron los referentes de Pérez Hernández (2021). Como técnicas de investigación para la recopilación de la información se utilizaron las siguientes:

- Revisión bibliográfica de textos doctrinales, disposiciones normativas nacionales y foráneas tratados y demás instrumentos internacionales, así como de fuentes iconográficas, audiográficas y videográficas, lo que permitió conocer el estado de las construcciones teóricas, normativas y prácticas en torno al objeto de estudio.

- Entrevista semiestructurada a expertos, tanto a académicos – teniendo en cuenta el referido escaso tratamiento doctrinal de la problemática en Cuba- como a autoridades vinculadas al objeto de la investigación – atendiendo a la necesidad de obtener criterios oficiales sobre las prácticas institucionales relacionadas con el fenómeno estudiado.

Para las citas y las referencias bibliográficas, así como las cuestiones formales de la estructura y redacción del informe de investigación se utiliza el formato APA, en su séptima edición.

En función de cumplir con sus objetivos, la investigación se estructuró en tres capítulos:

Capítulo I.- La nacionalidad, la apatridia y su trascendencia histórica, político-jurídica y social. En este capítulo se explica conceptualmente el binomio institucional nacionalidad – apatridia. En tal sentido, se explican las diferentes formas en que se han relacionado las personas con el Estado en tanto poder político institucionalizado, así como las condiciones históricas del surgimiento de la nacionalidad como relación político-jurídica. Asimismo, ambos fenómenos se analizan desde la teoría social en vistas a la comprensión de su trascendencia para la dignidad humana de las personas y las garantías de sus derechos, determinantes de la prevención del riesgo de apatridia.

Capítulo II.- La nacionalidad como derecho humano. Su contenido, principios esenciales y estándares internacionales de protección. En este segundo capítulo se sistematiza el contenido del acceso a una nacionalidad como derecho humano, sus principios generales y un conjunto de indicadores de garantía de este derecho, configurados como obligaciones para los Estados, especialmente en función de la prevención del riesgo de apatridia. En tal sentido, se analizan las regulaciones jurídicas y los mecanismos de protección en torno a este derecho humano y a la prevención del riesgo de apatridia, tanto del sistema de protección universal como de los sistemas regionales.

Capítulo III – La ciudadanía y la apatridia en Cuba. Pasado, presente y propuesta constitucional para su futura regulación jurídica. En este capítulo final se analizan la evolución histórica y la actualidad de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, tanto desde su dimensión formal normativa, como desde sus dimensiones materiales axiológica, política y social, tomando como punto de partida el surgimiento y consolidación de la identidad nacional cubana. Asimismo, en función de tales análisis, se incluye una propuesta de argumentos constitucionales, tanto en el orden normativo como práctico, para el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana, en función de la prevención del riesgo de apatridia en Cuba.

Sobre la base de todo lo anteriormente expuesto, los resultados obtenidos son los siguientes:

- una argumentación histórica, político-jurídica y social justificativa de la necesidad de la solución de la problemática del riesgo de apatridia en la actualidad, sobre la base de una explicación teórica de las diferentes interacciones en torno a los fenómenos de la nacionalidad y la apatridia, tanto desde una dimensión normativa como práctica, que comprenda su trascendencia para la identidad de las personas y el reconocimiento y garantías de sus derechos;
- un conjunto de indicadores de garantía del derecho humano a una nacionalidad, configurados como obligaciones para los Estados, a valorar en la regulación jurídica de la ciudadanía cubana en función de la prevención del riesgo de apatridia, generados a partir de la sistematización del contenido específico de este derecho y de sus principios generales, así como de la operacionalización de los estándares internacionales para su protección en los sistemas universal y regionales;
- una propuesta de argumentos constitucionales que fundamentan, tanto en el orden normativo como práctico, el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana para la prevención del riesgo de apatridia en Cuba, en función del análisis jurídico del contenido histórico, político, axiológico y social de dicha regulación.

CAPÍTULO I.- LA NACIONALIDAD, LA APATRIDIA Y SU TRASCENDENCIA HISTÓRICA, POLÍTICA Y SOCIAL

1.1.- Preliminares teóricos de algunos conceptos en torno a la nacionalidad y la apatridia

Desde la Teoría General del Estado, la población ha resultado ser uno de los elementos ineludibles en los intentos de explicación del fenómeno estatal, como forma específica de institucionalización del poder político (Kelsen, 1934, pp. 154-157; Kriele, 1980, pp. 130-134; Caldach, 1991, pp. 113-150; Carré de Malberg, 1998, pp. 46-61; Jellinek, 2000, pp. 378-393; Herrera, 2003; Dabin, 2003, pp. 11-23; Porrúa Pérez, 2005, pp. 269-276). La comprensión del poder, sea político o de cualquier otra naturaleza o contexto, es interpersonal. Por tanto, puede considerarse que no existe el poder de las cosas sino, en última instancia, el poder que respecto a las cosas atribuyen las personas en su interacción con el medio ambiente. En este sentido se pronuncia Carpizo (1999), al afirmar: “El poder es un fenómeno social que no puede concebirse en forma aislada sino siempre en grupo. El poder fuera de la sociedad no es imaginable porque siempre se manifiesta a través de las relaciones sociales” (pp. 321-322).

Consecuentemente, no se admite la existencia del poder en contextos unipersonales, sino siempre en relación con terceros. El poder deberá comprenderse, por tanto, como relación interpersonal, intersubjetiva, social. Esta relación social de poder va asimismo a determinar los contextos políticos. Siguiendo a Carpizo (1999): “El fenómeno del poder se encuentra en los más diversos espacios de la sociedad; en consecuencia, existe pluralidad de poderes que adoptan una estructura jerárquica y un perfil piramidal, los que a su vez se interrelacionan entre sí” (p. 322)⁷. Esta estructura jerárquica del poder resulta de su esencia de dominación. Tal como afirma Weber (2002), “Poder significa la probabilidad de imponer la propia voluntad, dentro de una relación social, aun contra toda resistencia y cualquiera que sea el fundamento de esa probabilidad. Por dominación debe entenderse la probabilidad de encontrar obediencia a un mandato de determinado contenido entre personas dadas” (p. 43). En igual sentido, desde su explicación del fenómeno del poder se pronuncia Foucault (2000): “el poder no se da, ni se intercambia, ni se retoma, sino que se ejerce y sólo existe en acto. (...) el poder no es, en primer término, mantenimiento y prórroga de las relaciones económicas, sino, primariamente, una relación de fuerza en sí mismo” (p.28).

Luego, la Política – así en mayúsculas, en referencia al fenómeno-, cuyo contenido ha variado históricamente, se ha definido por algunos políticos como “el arte de gobernar”, tanto en la filosofía helénica clásica (Aristóteles, 1985) como incluso en nuestros días⁸. En similar sentido afirmó Martí (1975e): “La política no es la ciencia de las formas, aunque sea esto en

mucho; sino el arte de fundir en actividad pacífica los elementos, heterogéneos u hostiles, de la nación” (p. 58). De igual manera, se ha considerado como una ciencia, sea denominada Ciencia Política, Ciencia del Estado, Teoría Política o Teoría General del Estado (Bobbio, 2007; Schmitt, 2009). En cualquier caso, la Política como ciencia comprende el estudio del gobierno y de las formas de organización estatal, esto es, la Política (como ciencia) estudia la Política (como fenómeno). Luego, la Política como fenómeno, desde su comprensión como actividad de los gobernantes y de quienes aspiran a gobernar, se basa indiscutiblemente en relaciones e intereses de poder⁹. Por este motivo, el Estado, desde su definición teórico-conceptual, se sustenta en relaciones de poder político que, siguiendo la comprensión del poder anteriormente expuesta, solo podrían tener lugar en espacios sociales, en espacios donde interactúan los intereses y las necesidades de los miembros de una comunidad de personas políticamente organizadas. En tal sentido expone Duverger (1997): “Incluso aquellos que definen la política como ciencia del poder en general, reconocen que este alcanza su forma más perfilada, su organización más perfecta, en el Estado, y que es dentro de este contexto donde se le debe estudiar principalmente” (pp. 11-12).

A partir de esta noción, conviene comprender las diferentes formas que han tenido esas relaciones de poder, así como su evolución, y los criterios que la han determinado. Las personas no siempre se han relacionado con el Estado de la misma manera. De hecho, la opinión sobre el momento del surgimiento del Estado como institucionalización del poder político no es uniforme, ni tampoco aquella sobre los determinantes de su evolución histórica (Fernández Bulté, 2005a). Existe incluso la consideración de que el Estado constituye un fenómeno resultante de los últimos siglos, comprendiendo bajo otras premisas a las formaciones políticas anteriores a las Repúblicas italianas del Renacimiento y a los Estados-nación (Weber, 2002, pp. 661-694). Sobre la base de lo expuesto, si se comprende el poder como relación entre dos personas consistente en la capacidad de una de disponer sobre la acción de otra, para el logro de determinado fin, esto es, la posibilidad de una persona de imponerle a otra determinada decisión, entonces el poder político deberá comprenderse como la posibilidad de disponer sobre la capacidad de acción de un grupo de personas para el logro de determinada finalidad de gobierno (Pérez Hernández y Fraga Acosta, 2016, pp. 1-6).

En el mismo sentido, sería entonces comprendido el Estado como mecanismo de institucionalización de esta capacidad de disposición sobre la acción política de otros, pero no sobre la base contractualista, mediadora y garantista que en parte de la teoría política se le ha atribuido como inherente (Proudhon, 1851; Locke, 1988; Hobbes, 1992; Pettit, 1997; Rousseau, 2007), sino sobre la premisa de que el Estado constituye un mecanismo de

dominación política, sea desde su explicación como “máquina para mantener la dominación de una clase sobre otra” (Lenin, 1973a, p. 3; 1973b, pp. 30-38) o desde su consideración como “instituto político de actividad continuada, cuando y en la medida en que su cuadro administrativo mantenga con éxito la pretensión al monopolio legítimo de la coacción física para el mantenimiento del orden vigente” (Weber, 2002, pp. 43-44).

Mediante tal dominación política, determinado grupo social detentador del poder político en determinada sociedad, somete – sea por imposición¹⁰ o mediante la persuasión¹¹- al resto del conglomerado social a su propia organización social, a sus reglas, a sus principios, a sus intereses. Estas concepciones sobre la Política, el poder político y el Estado resultan compartidas por la tradición cubana teórica político-jurídica (Zamora, 1941, pp. 36-40 y pp. 106-112; Lavín, 1948, pp. 80 y 181; Infiesta, 1954; Álvarez Tabío, s.f., 1-4; Cañizares Abeledo, 1979; Fernández Bulté, 2005a; Pérez Hernández y Fraga Acosta, 2016, pp. 1-20). En consecuencia, solamente en un “Estado” democrático, participativo, en el que la universalidad del conglomerado social que lo comprende tenga las mismas posibilidades de acción política en el propio conglomerado es que puede comprenderse que la organización estatal pasa entonces a ser garante de un orden social inclusivo, igualitario, sin dominación, o lo que sería igual afirmar, la universalidad del conglomerado social se apropia de la institución estatal para evolucionarla hacia otra forma de institucionalización política post-Estado¹².

Esta perspectiva a los efectos de esta investigación resulta medular. La definición precisa de los conceptos a utilizar supone una clave para el éxito en la comunicación de las ideas que serán expuestas a continuación. En tal sentido, cuando se refiere que se abordan las formas de las relaciones políticas entre las personas y el Estado, se estará refiriendo al aspecto formal, a las maneras en que se construyen dichas relaciones, pero no al fondo, no al contenido, no al modo. Se parte de la idea de que el modo en que estas relaciones se han dado, al menos hasta la contemporaneidad¹³, ha sido impositivo, con fines de dominación de un grupo social sobre el resto del conglomerado social, sobre el resto de la población del Estado. Precisamente, la categoría población del Estado constituye el objeto de estudio del presente capítulo: las formas en que ha sido compuesta, los criterios de inclusión y de exclusión, así como las maneras en que se relacionan tanto los incluidos como los excluidos con el Estado, en cada uno de los escenarios que sean abordados.

Asimismo, se refiere a la población, y no al pueblo, debido al carácter abstracto de este segundo concepto, abstracción resultante de su contenido esencialmente ideológico. La población de un Estado puede jurídicamente determinarse, esto es, como conjunto de

personas en base a su relación jurídica concreta con el Estado, sean ciudadanos, extranjeros o personas apátridas, con residencia permanente o temporal. Por su parte, la identificación de qué personas forman parte o no de un pueblo ha resultado ser meta-jurídica, en tanto supera la ordenación establecida por el Derecho para formarse en el discurso político, ideológico, cultural¹⁴. En el mismo sentido se pronuncia Badeni (2006) al explicar la composición de la sociedad política: “Tampoco nos parece adecuada la expresión pueblo. (...) su significado científico es ambiguo e incompleto. En efecto, puede designar, de manera indistinta, a un territorio o a la población estable de un territorio, o al conjunto de ciudadanos dotados de derechos políticos, o al cuerpo electoral, o como sinónimo de Estado o nación” (p. 318). Consecuentemente, debido a la ambigüedad de su significado, determinado por la subjetividad de las posiciones políticas que justifiquen su utilización, lo cual restaría a la necesaria objetividad del presente estudio, la categoría pueblo no será valorada en los análisis científicos de esta investigación.

El posicionamiento teórico realizado constituye, pues, la base conceptual sobre la cual se realiza el presente estudio de los fenómenos de la nacionalidad y la apatridia. Subsecuentemente, se impone el análisis de los antecedentes históricos de este tipo de relación específica persona-Estado (o población-Estado), esto es, de algunas de las diferentes justificaciones y formas que han tenido dichas relaciones persona-Estado antes del surgimiento de la nacionalidad como categoría político-jurídica y, en consecuencia, de la apatridia como situación problemática trascendente al Derecho.

1.2.- Las relaciones político-jurídicas entre las personas y el Estado, algunas de sus diferentes justificaciones y sus formas históricas

Desde las formaciones estatales más tempranas en Occidente¹⁵, la cuestión de la población y sus relaciones con el poder político han sido sujetas a análisis, generando diversas proposiciones teóricas e históricas (Aristóteles, 1988; Platón, 1988; Tucídides, 1998). A partir de su trascendencia en la construcción de las sociedades políticas occidentales resulta necesario comenzar el análisis de este tipo de relaciones por las *póleis* de la Antigüedad griega. En tanto, tal cual plantea Sabine (2009): “La mayor parte de los ideales políticos modernos (...) o, al menos, sus definiciones comenzaron con la reflexión de los pensadores griegos sobre las instituciones de la ciudad-estado” (p. 31). De tal manera, la *pólis* (o ciudad-Estado), se constituyó como comunidad política institucionalizada. Producto del sinecismo¹⁶ surgen las primeras *póleis* griegas (Bintliff, 1999; Hansen, 2006; Gallego, 2017). La formación de estas *póleis* no fue uniforme, ni en sus contextos ni en sus formas. La *pólis* era

el Estado en sí, diferente del tipo, forma o sistema de gobierno que pudiera tener o de las normas, cultura e idiosincrasia en torno a cada comunidad política¹⁷.

Luego, en estas comunidades políticas, a pesar de su heterogeneidad desde el punto de vista socio-económico¹⁸, la persona devino *polítes* en su relación con el poder estatal institucionalizado, lo que equivaldría a la posición de los ciudadanos de la actualidad. Dos valores esenciales marcaron las relaciones entre los *polítes*: la *isonomía* (o igualdad política)¹⁹ y la *parrhesía* (o libertad de expresión), valores que trascenderán las fronteras de la Antigüedad griega para llegar a nuestros días (González Ochoa, 2004, p. 12). Asimismo, a los efectos de la comprensión de estas estructuras políticas griegas, debe entenderse la *pólis* en su sentido subjetivo, esto es, como conglomerado de *polítes*, más que la denominación de un espacio territorial donde estos se encontraban asentados²⁰.

Este origen gentilicio, personalista, va a determinar que el criterio principal para considerar a una persona como *polítes* de cierta *pólis* sería su origen familiar. La descendencia de un ateniense era pues, considerada ateniense, aunque hubiera nacido fuera de los límites territoriales de las ciudades de Atenas. Este derecho de sangre, posteriormente denominado *ius sanguinis* en el espacio latino, puede afirmarse como la primera justificación para considerar como incluida la descendencia que quienes ya se encontraban en tal estatuto respecto a la ciudad-Estado. Aristóteles (1988) fue preciso al respecto: “En la práctica se define al ciudadano como el nacido de dos padres ciudadanos y no de uno solo, el padre o la madre. Otros incluso piden más en tal sentido, por ejemplo, dos, tres o más antepasados” (p. 156)²¹. Aristóteles utilizó en esta definición el vocablo *astós*, en lugar del referido *polítes*. Esto se debe a que *astós* era el apelativo originario para quienes pertenecían a la comunidad política²². Tal como afirma Gómez Arboleya (1952): “*Astós* es la designación antigua del ciudadano y tiene un cierto matiz gentilicio. *Polites* indica más la pertenencia a un determinado territorio jurídico y se contrapone a los de otras ciudades: el *polites* de Atenas al de Tebas, por ejemplo” (p. 73)²³.

Luego, frente al *polites* se posicionaban los demás estamentos sociales, por diversas razones excluidos de la legitimidad absoluta que ostentaba el *polítes* para interactuar políticamente en la *pólis*, excluidos de la *isonomía* y la *parrhesía*, excluidos de la *politeía* o espacio político en sí: los metecos, las mujeres y los esclavos, en orden de menor a mayor precariedad político-jurídica (Plácido Suárez, 2010, p. 8).

Respecto al primero de estos estamentos, los metecos (*métoikos*: que ha cambiado de *oikos*: casa), resultó el equivalente griego antiguo del extranjero residente habitual de una *pólis*, conocido también por diferentes nombres respecto a otras *póleis* pero con similares estatutos

político-jurídicos: *pároikos* en Cos y Pérgamo, o *sýnoikos* en Epidauro y Delfos²⁴. Aunque no existe claridad sobre el momento de surgimiento de este estatuto en Atenas, se conoce que su contenido evolucionó en la misma medida que evolucionaba el contenido de la condición de “ciudadano”. De esta manera, desprovisto de cualquier derecho político, el estatuto de meteco permitía al menos el disfrute de un conjunto de derechos civiles y, en ocasiones, de ciertos privilegios que los distinguían no solo de los *xenos* (o extranjeros no residentes) sino también dentro de la propia comunidad de metecos en la *pólis*²⁵.

Siguiendo a Gagarin, M. y a Adak, M., coincide Ginestí Rosell (2013a) en que la situación político-jurídica de los metecos podía no distar mucho de la de los ciudadanos, en el entendido de la comunión de ciertos intereses y la asociación en beneficio de la *pólis*, en cuyo sentido afirma: “Probablemente había más relación entre la vida de un meteco acaudalado y la de un ciudadano de la élite que la del mismo meteco con otro meteco de origen humilde” (p. 293)²⁶. De hecho, en Atenas, como en otras *póleis*, existió la posibilidad de otorgar a un extranjero el máximo privilegio posible, esto es, la concesión de la ciudadanía, acto equiparable a la moderna naturalización. Mediante la inscripción en algún *demos* se obtenían pues, los derechos políticos inherentes a los ciudadanos atenienses (Baslez, 1976, p. 359; Ginestí Rosell, 2013a, p. 301)²⁷.

De esta manera, puede identificarse una segunda justificación o criterio de legitimación para el acceso a la condición de ciudadano de la *pólis*, esto es, el derecho de residencia, posteriormente denominado *ius domicilii*, por el cual, debido al asentamiento tendente a la permanencia de una persona extranjera, ajena a la *pólis* pero voluntariamente decidida a establecerse en ella, accede al estatuto de ciudadanía. Esta posibilidad supone un segundo fundamento a la ciudadanía, más allá del hecho natural del nacimiento vinculado a determinada familia: la voluntad. La ciudadanía no debe entenderse en la Grecia antigua, pues, solo como una consecuencia no buscada, involuntaria, dada por el reconocimiento jurídico en determinada *pólis* del hecho natural de la vinculación sanguínea paterno-filial. La ciudadanía puede ser, en ciertos contextos, la consecuencia de un acto voluntario, buscado, de la persona que desee y pueda integrarse a la comunidad política de la ciudad²⁸.

En cuanto al segundo de los estamentos excluidos de la vida política en la antigüedad griega, esto es, las mujeres, debe precisarse que las *póleis* surgen en un contexto patriarcal de la sociedad. De hecho, según un *Fragmento* atribuido a Hesíodo, el propio denominativo “griego” deriva de *Graikoi*, y este a su vez de Graikos, el hijo de Zeus y la primera mujer, Pandora (Hesíodo, 1978, p. 214)²⁹. Asimismo, el propio Aristóteles (1988) llega a afirmar: “En efecto, el hombre es por naturaleza más apto para mandar que la mujer – a no ser que se

dé una situación antinatural” (p. 79), continuando posteriormente con una crítica negativa a la administración por mujeres, durante un período de tiempo, de algunos de los asuntos públicos en la región de Laconia (pp. 125-126)³⁰.

No obstante, algunos estudios recientes sobre el rol de la mujer en la vida política de la Antigüedad griega se distancian de esta posición de exclusión absoluta, partiendo de una comprensión más amplia de lo que significaba la “ciudadanía” griega, en tanto concepto moderno utilizado para explicar una realidad en la cual esta noción tal como se comprende en la actualidad, no existía (Blok, 2005). De esta manera, la evidencia de la participación de las mujeres en actividades políticas en estudios anteriores no contempladas como tales (por ejemplo, la guerra), así como en otras de naturaleza religiosa o social reservadas a la comunidad de *astós* (y su femenino *asté*) llevan a comprender que la exclusión se limitaba a espacios particulares de toma de decisiones y no a la “ciudadanía” en sí misma³¹.

En relación al tercer estamento de personas en situación de exclusión político-jurídica, esto es, los esclavos, conviene precisar la existencia de diferencias al interior de la esclavitud en la Antigüedad griega. En este sentido, se presentan esencialmente tres formas de esclavización, a saber: i. la esclavitud por deudas, en las que se esclavizaba a un ciudadano de la *pólis* o a un meteco por razón de la imposibilidad de honrar el pago de una deuda; ii. el ilotismo o “esclavitud arcaica”, por el cual se sometía a una población vencida en acciones militares, ocupado el territorio de su asentamiento, quienes devienen *douloi* o *heilótes*, esto es, esclavos; y iii. la *chattel-slavery*, similar a la esclavitud moderna, supuso la equiparación de la persona a una mercancía y se producía mediante la compra de las poblaciones denominadas bárbaras, a quienes no se consideraban civilizadas (Fernández Arencibia, 2013, pp. 26-37).

Tal distinción en las formas de esclavización marcó, en buena medida, una diferenciación social. En la esclavitud por deudas y el ilotismo, la persona esclavizada era identificada como griego. A pesar de haber perdido su libertad, tanto su idiosincrasia, como su cultura, sus costumbres, su cosmovisión y su identidad se correspondían con la de sus amos³². Por otra parte, el esclavo producto del *chattel-slavery*, de origen bárbaro y considerado como mercancía, como objeto, carecía de tales elementos identitarios, culturales, lo cual lo excluía aún más del conglomerado social en el cual vivía y se desarrollaba. Esta diferenciación social conllevó también sus correlativas distinciones económica y jurídica³³.

Asimismo, mientras que la “esclavitud-mercancía” implicaba que la persona esclava no era persona, sino cosa, y como tal no podía ser titular de ningún derecho, la “esclavitud-servidumbre”, al contrario, implicó el reconocimiento a los ilotas de ciertos derechos

familiares (Garlan, 1982). En cualquier caso, la comprensión de la esclavitud en la Antigüedad griega, no fue uniforme, ni socio-cultural ni económica ni jurídicamente, sin excluir el denominador común de exclusión en los asuntos políticos de la *pólis* (Montoya Rubio, 2014, p. 284; Santibáñez-Guerrero, 2021, p.98).

De este estudio de las relaciones persona-Estado en la Antigüedad griega puede colegirse que dichos vínculos fueron esencialmente heterogéneos. Esto no solo debido a sus distintos tipos y formas entre los diferentes estamentos sociales y la *pólis*, sino también en relación a la pluralidad de *póleis* existentes, cada una con sus propias concepciones políticas, su propio ordenamiento jurídico y sus propios valores y principios morales de funcionamiento de la sociedad. Los fundamentos de la cohesión social entre estas *póleis* no deben considerarse, por tanto, ni políticos ni jurídicos ni éticos, sino en una comunidad cultural, étnica, de religión, de lenguaje, de costumbres o, dicho sintéticamente, como comunidad de civilización. Esto es, una suerte de identidad pan-helénica que podría reputarse como antecedente sociológico – sin equipararse en su totalidad- de lo que en la actualidad se denomina identidad nacional (Jardé, 1926, pp. 311-333). Tampoco puede identificarse estrictamente la nacionalidad contemporánea, comprendida como relación político-jurídica de las personas con el Estado, con la *politeía*, ni la condición de nacional con la de *polítes* o de *astós*, en tanto estos estatutos difieren, en su contenido, alcance y variabilidad, con la condición contemporánea de nacional. Un ejemplo ilustrativo es que una mujer era *asté* pero no *polítes* y un *polítes* o un meteco podían ser víctimas de la esclavitud.

Asimismo, la apatridia como fenómeno resultó ausente en este contexto. Las *póleis* no consideraban un estatuto determinado para una persona sin vínculo político-jurídico con ninguna otra *pólis* o, al menos, ninguna otra comunidad política reconocida como civilizada (Egipto, Persia o, posteriormente, Roma). Quienes se encontraban en esta situación de alteridad eran considerados bárbaros, incivilizados y, por tanto, indignos de considerarse personas; lo cual permitió, de hecho, su equiparación a un objeto o cosa mediante la “esclavitud-mercancía”.

Por otra parte, en cuanto a las justificaciones para la legitimación del acceso a la condición de ciudadano, esto es, de sujeto con plenitud político-jurídica, debe destacarse que tanto el reconocimiento del derecho de sangre como de la voluntad de integrarse a la comunidad política tras el cumplimiento de determinados requisitos, generalmente socio-económicos, constituyen antecedentes de los fundamentos actuales de la relación de ciudadanía.

Siguiendo las mismas bases que para el estudio de la Antigüedad griega, se impone revisar estas mismas cuestiones en relación al Estado romano, debido a su impronta política, jurídica

y cultural en el mundo occidental contemporáneo. El Estado romano, o como se le reconoció en la etapa post-republicana, el *Senatus Populusque Romanus* (S.P.Q.R.)³⁴, o simplemente Roma, no resultó ser una entidad homogénea a lo largo de su duración, ni política ni jurídica ni socialmente. En consecuencia, las formas y las regulaciones de las relaciones político-jurídicas entre las personas y el Estado tampoco fueron invariables, aunque, a los efectos del presente estudio, pueden definirse algunos momentos y aspectos trascendentales.

El Estado romano, de forma similar a las *póleis* griegas, surgió en torno al asentamiento de una sociedad gentilicia en una ciudad, en especial, de tres comunidades o tribus independientes: Ramnes, Tities y Luceres (Troisfontaines, 1877, pp. 98-100; Willems, 1888, pp. 18-22). En esta comunidad gentilicia la ciudadanía estuvo compuesta solamente por guerreros, únicos sujetos políticos reconocidos para la toma de decisiones en la comunidad³⁵. Posteriormente el Estado fue transformado hacia una composición social más amplia y diversa a partir de la inclusión del plebeyado: un Estado patricio-plebeyo en el cual el denominador común para los sujetos políticos era el *status civitatis*, o estatuto de ciudadanía, que supuso la consideración de una persona como *cives optimo iure*, o lo que es igual, ciudadano de pleno derecho (Mommsen, 1942, pp. 37 y 45; Quintana Adriano, 2006, p. 410). Luego, la condición de *cives* no significó, en todos los casos, el disfrute de todos los derechos que un *cives optimo iure* podía disfrutar y que integraban el *ius civitatis*, a saber, la totalidad de los derechos civiles, tales como el *ius connubium* o derecho a contraer nupcias y el *ius commercium* o derecho a adquirir y disponer de bienes, así como los derechos políticos, esto es, el *ius suffragii* o derecho a votar y el *ius honorum* o derecho a ocupar determinada magistratura (Willems, 1888, pp. 57-58; Mommsen, 1942, pp. 57-72; Petit, 2007, p. 81). Junto a los *cives optimo iure* se encontraban los ciudadanos incompletos, quienes encontraban sus derechos limitados³⁶.

Por otra parte, la condición de *cives* se adquiría, según la máxima de Marcus Fabius Quintilianus: *ut sit civis quis, aut natus sit oportet, aut factus*, esto es, mediante dos formas: por nacimiento o por comprobación posterior (Troisfontaines, 1877, p. 157). El origen gentilicio del Estado romano determinó que, al igual que en las *póleis* griegas, el criterio principal para considerar a una persona como *cives* fuera su origen familiar. Las fuentes romanistas, basadas en la *Fragmenta iuris Romani Vaticana* de Ulpiano, coinciden en que para ser considerado *cives optimo iure*, se requería ser nacido de progenitores unidos en justas nupcias y de padre ciudadano romano (Troisfontaines, 1877, pp. 157-158; Willems, 1888, pp. 55-57; Homo, 1928, p. 99; Mommsen, 1942, pp. 38-43; Argüello, 1998, pp. 158-159; Morineau e Iglesias, 2000, p. 47; Petit, 2007, p. 84)³⁷. Asimismo, de haber nacido *ex*

justis nuptiis (o fuera de la unión formalizada de los progenitores) el hijo seguía la condición de su madre, por lo que se requirió que esta fuera ciudadana romana para nacer también ciudadano³⁸.

La adquisición del *status civitatis* por comprobación ulterior dependió de la cualidad subjetiva del no ciudadano, esto es, si el adquirente había sido esclavo o si se trataba de alguien *peregrino* u originario de algún país con el cual Roma había realizado algún tratado de alianza o que había sido sometido a la dominación romana. En este punto resulta importante resaltar que en cuanto a los extranjeros existía en Roma una diferenciación entre extranjeros enemigos (*hostes*, luego *barbari*) y no enemigos (*peregrini*). Según Petit (2007): “Los no ciudadanos o extranjeros (...) en la lengua primitiva se les designa con el nombre de *hostes*; (...) el enemigo; y los extranjeros que no tienen el derecho de ciudadanía y con los cuales Roma no está en guerra se califican de *peregrini*.” (p. 82).

En tal sentido, los *peregrini* obtenían la calidad de *cives* mediante una concesión de determinada autoridad (los comicios en la República y posteriormente el emperador)³⁹, en función de ciertos servicios militares o sociales o debido a intereses políticos y/o económicos del Estado romano. Asimismo, la concesión podía realizarse a favor de una persona en específico, a un grupo de personas o a todos los habitantes de alguna ciudad o región⁴⁰. Puede tomarse como ejemplo de esta manera de adquisición, la extensión del *status civitatis* de manera paulatina a las *civitas* itálicas más alejadas de Roma⁴¹. No obstante, el momento culminante de esta forma de naturalización lo constituyó la *Constitutio Antoniniana* dictada por el emperador Caracalla en el año 212 n.e., quien debido a intereses fiscales extendió la calidad de *cives* a todos los hombres libres del Imperio (Troisfontaines, 1877, p. 375; Petit, 2007, p. 85).

Por su parte, los esclavos, mediante una *manumissione justa* o emancipación solemne, devenían *libertini*, o lo que es igual, *cives sine suffragii*, en los términos antes expuestos. Así, si la emancipación o liberación no era solemne, los esclavos de origen latino devenían *latini iuniani*, quienes a pesar de disfrutar el *ius commercium*, tenían una situación más precaria que los *libertini*, en tanto no podían testar ni ser instituidos herederos por testamento (Willems, 1888, p. 56; Homo, 1928, p. 99; Argüello, 1998, p. 160; Petit, 2007, p. 84)⁴².

En este punto, se precisa de la determinación sobre la posibilidad de la existencia de personas sin estatuto jurídico en el Estado romano, equivalente a la situación de apatridia en la contemporaneidad. Poco se ha escrito al respecto pues resulta difícil concebir que una sociedad fundada sobre tan prolífica categorización jurídica, como ha podido comprobarse, se haya permitido no considerar jurídicamente a algún grupo de personas⁴³. En tal sentido se

pronuncia Mommsen (1942), al referirse a la posibilidad de renunciar a la calidad de *cives*: “La pura renuncia del derecho de ciudadano no produce efectos jurídicos, pues el ciudadano no puede por sí mismo, unilateralmente, romper sus relaciones con la comunidad, ni para la confirmación por parte de esta de un acto semejante, completamente negativo, ha existido forma jurídica alguna” (p. 43).

En efecto, el *cives* podía perder su *status civitatis*, pero debido a causas previa y jurídicamente determinadas, a saber: por haber sido reducido a la condición de esclavo, en tanto la pérdida de la libertad implicaba consecuentemente la pérdida de la ciudadanía; debido a determinada condena, como algunas interdicciones o la deportación; o en razón de la *dicatione*, o sea, el abandono voluntario de la ciudadanía a fin de adquirir la condición de ciudadano de otra ciudad extranjera (Petit, 2007, p. 85). En tal sentido, podría decirse que en su afirmación Mommsen reconoce, implícitamente, uno de los elementos esenciales de la relación política-jurídica ciudadana, esto es, su bilateralidad. La renuncia solo se admitió cuando esta se debía y se acompañaba de la adquisición de otra ciudadanía, de un nuevo estatuto ciudadano respecto a otra ciudad. Este componente de necesaria lealtad política-jurídica, que no admite la posibilidad de múltiples vínculos de ciudadanía permanecerá, como se verá más adelante, hasta nuestros días.

Aparentemente en contradicción con lo anterior, el cosmopolitismo de la ciudadanía romana, derivado de la ampliación paulatina del *status civitatis* a todos los habitantes libres del Estado supuso una recomposición de los elementos identitarios de la sociedad romana. La incorporación de nuevos *cives* implicó la incorporación de comunidades no latinas, acompañadas de sus propias costumbres, tradiciones, cultura y religiosidad⁴⁴, aunque en sintonía con la necesaria identificación político-jurídica con el Estado romano. Este cosmopolitismo no solo supuso la incorporación al “mundo romano” de elementos identitarios y socio-culturales ajenos a los originarios del pueblo romano, sino también la romanización de las sociedades incorporadas⁴⁵. Tras la Constitución de Caracalla, “*l'on put, en vérité, dire de Rome qu'elle était la commune patrie du genre humain: Roma communis nostra patria est!*”⁴⁶ (Troisfontaines, 1877, p. 166)⁴⁷.

Para finalizar, este estudio de las sociedades políticas de la Antigüedad grecolatina permite colegir varios elementos respecto a las relaciones político-jurídicas entre las personas y el Estado, así como sus justificaciones. En primer lugar, que el ejercicio del poder político estatal ha implicado, históricamente, la configuración de una relación jurídica de Derecho público, sobre la cual se han estratificado los diferentes grupos poblacionales de un Estado, a partir del reconocimiento de estatutos de legitimación – incluyentes y excluyentes- como

sujeto político. Asimismo, que estos estatutos de legitimación como sujeto político partieron, originariamente, del carácter gentilicio y patriarcal de las primeras formaciones estatales, desde la pertenencia a determinada familia – *ius sanguinis*-, quedando generalmente excluidas las mujeres y miembros de familias ajenas a las “fundacionales” – extranjeros.

Luego, la evolución de las diferentes formaciones estatales, desde la perspectiva de la evolución de los grupos sociales políticamente dominantes, implicó el surgimiento de otros criterios de legitimación, a saber, el lugar del nacimiento – *ius soli*- o la voluntad de incorporarse a la sociedad política tras el cumplimiento de determinados requisitos – *ius domicilii*. Esta última justificación constituye el fundamento de los actuales procesos de naturalización. Por otra parte, desde una perspectiva social, puede considerarse que estos estatutos de legitimación generaron en las personas un sentido de identidad, de pertenencia a la sociedad política en la que se reconocían como incluidos, con independencia de su posición en dicha sociedad. En oposición al sentido de identidad se configuraría el de alteridad, desarrollado por aquellas personas excluidas de la sociedad política, sin que se distinguiera si estas se consideraban incluidas o no en otras sociedades políticas distintas a la del Estado en cuestión.

1.2.1.- La nacionalidad como forma específica de relación político-jurídica y la identidad nacional como su justificación histórica

A partir de la caída del Imperio romano de Occidente y la progresiva cristianización de Europa occidental, las bases filosóficas sobre las cuales se concebía la relación entre las personas y el poder político fueron transformadas (Gierke, 1995; Varela Suanzes, 1997; Carvajal Castro y Tejerizo García, 2023). Por una parte, la concepción religiosa de la sujeción a las normas divinas propició el desarrollo de la doctrina del derecho divino de los reyes, la cual fuera sintetizada por Santo Tomás de Aquino (1786) y que se resumen en que “todo gobierno natural es de uno (...) y así el Señor por los Profetas promete a su Pueblo, como grande cosa, el darle una cabeza, y que será uno el Príncipe entre ellos”⁴⁸ (p. 7). Este fundamento de las relaciones feudo-vasalláticas ha permanecido incluso como legitimación de algunas de las monarquías supervivientes en el presente siglo XXI⁴⁹.

Por otra parte, en este contexto esencialmente monárquico y estructurado mediante la sujeción personal a los monarcas, también se transformó el sentido del vínculo entre las personas y el poder político institucionalizado. Tal como sintetiza Aláez Corral (2005): “La sustitución de las recompensas políticas y económicas (materiales) por recompensas espirituales que propugna el cristianismo priva a la ciudadanía de los dos elementos que la habían caracterizado en el período grecolatino: su carácter de privilegio político participativo

excluyente durante la civilización griega, y su carácter de *status* legal pasivo incluyente al final de la civilización romana.” (p. 42).

Luego, este escenario socio-político permanecería en tanto la ideología religiosa cristiana católica-romana se mantuvo como hegemónica en el espacio europeo. El surgimiento y desarrollo de las ideas humanistas en el período renacentista y la consecuente pérdida de poder político efectivo del clero, en especial, a partir de la Reforma luterana, implicaron un cambio en la correlación entre los actores políticos del momento. Las monarquías europeas, hasta ese entonces estamentales, devinieron en buena medida en monarquías absolutistas, autoritarias, centralizadoras de la toma de decisiones políticas en la persona del monarca (De la Hera, 1998; Vicens Vives, 1999, pp. 22-25; Miguez, 2009).

En este proceso de centralización, la comunidad de cultura, de idioma, de religión y de costumbres de las poblaciones habitantes de los territorios bajo soberanía de un monarca fueron utilizadas, consecuentemente, como mecanismo ideológico tributante a la consolidación de este poder centralizado de las nuevas monarquías⁵⁰. Surge de esta manera la noción de la nación y, con ella, el denominado Estado-nacional⁵¹. Consecuentemente, el súbdito del monarca lo era ya no solo ni esencialmente debido a un conjunto de pactos o juramentos de vasallaje, sino en su calidad de nacional habitante del territorio del cual el monarca resultaba ser el soberano, y su referida identidad colectiva puede considerarse lo que actualmente se denomina como identidad nacional (Stolcke y Wolfson, 2000; Guibernau, 2009).

Esta noción de identidad nacional comenzaría por admitir, en cuanto a sus justificaciones, el hecho de haber nacido en los territorios de determinado monarca, o derecho de suelo – *ius soli*. Uno de los reconocimientos más tempranos de este derecho tuvo lugar en Francia, donde el 23 de febrero de 1515 el Parlamento de París reconoció como *regnicole*, esto es, súbdito de la Corona francesa, y con ello el derecho a heredar, a todo niño nacido en Francia de padres extranjeros, aunque a condición de residir en el territorio francés (Vanel, 1946; Monod, 2002; Weil, 2002)⁵². Esta práctica en Francia resultó ser combinada tanto con el tradicional derecho de sangre (Slama, 2017, pp. 22-23), como con la posibilidad de ser naturalizado como francés (Sahlins, 2000). Asimismo, puede encontrarse un reconocimiento temprano del *ius soli* en Gran Bretaña, a partir de la unión de las coronas de Escocia e Inglaterra bajo la dinastía Estuardo, mediante la decisión relativa al caso *Calvin v. Smith*, de 1608, en la cual se estableció que un niño nacido en Escocia debía considerarse como súbdito inglés⁵³.

En el caso español, según ley promulgada en 1565 por S.M. Felipe II, para considerarse natural (esto es, nacional) de España, se requería no solo ser nacido en el territorio español,

sino además tener ambos padres o al menos el padre también nacido en él (*Recopilación de Leyes*, 1745a, ley XIX, tít. 3, lib. I; *Novísima Recopilación*, 1805a, ley VII, tit. 4, lib. I). Este criterio fue modificado con posterioridad, cuando S.M. Felipe III estableció, el 14 de agosto de 1620, que se declaraba que “qualquiera [sic] hijo de extranjero, nacido en España, es verdaderamente natural de ella” (*Recopilación de Leyes de las Indias*, 1791a, p. 332). Así sería posteriormente confirmado a 8 de marzo de 1716, cuando S.M. Felipe V amplía las causales para considerar naturales a quienes fueran de ascendencia extranjera: “Debe considerarse vecino en primer lugar qualquier extranjero, que obtiene privilegio de naturaleza; el que nace en estos Reinos; el que en ellos se convierte a nuestra Santa Fe Catholica (...) el que mora diez años con casa poblada en estos Reinos; i lo mismo en todos los demás casos, en que conforme à Derecho Comun, Reales Ordenes, i Leyes adquiere naturaleza (...) siendo todos estos legítimamente Naturales [sic]” (*Recopilación de Leyes*, 1745b, auto XXII, tít. 4, lib. VI; *Novísima Recopilación*, 1805b, ley III, tit. 11, lib. VI)⁵⁴. Esta ampliación del *ius soli* en el caso del desarrollo del Estado-nación español tuvo una razón esencialmente económica, similar a la del emperador Caracalla: garantizar que el acrecentado número de personas hasta aquel momento extranjeras, quedaran sujetos a las contribuciones a las que los nacionales estaban obligados (De Dou, 1800, p. 171).

De esta manera, puede colegirse que las bases socio-culturales sobre las cuales se fue construyendo el sentido de identidad nacional no se limitaron a la pertenencia a determinado grupo social histórico, con una comunidad de lengua, religión, tradiciones y costumbres, transmitido por vía del parentesco de generación en generación – justificación del *ius sanguinis*. De igual forma, aunque no estrictamente de la misma manera en todos los casos, este sentido de nacionalidad admitió la incorporación de descendientes de extranjeros nacidos en los territorios de los nacientes Estados-nación, justificación del *ius soli*, así como la posibilidad de ser reconocido como nacional a partir de un acto de voluntad, aceptado por las autoridades públicas, generalmente el monarca – justificación del *ius domicilii*. No obstante, estas justificaciones, como se ha señalado, fueron ideológicamente construidas en torno a la legitimación de la soberanía de los Estados-nación y, con ello, de sus monarcas absolutos.

Por otra parte, debe subrayarse que sobre la comprensión del surgimiento y desarrollo de los Estados-nación no existe uniformidad doctrinal. Algunos autores, como Brierly (1905) y Walker (2006), consideran los Tratados de Westfalia de 1648 como el momento decisivo del origen de los Estados-nación, debido al reconocimiento mutuo – entre los monarcas- de sus respectivas soberanías⁵⁵. Otros académicos, como Kohn (1984) y Marquardt (2007), consideran dicho origen a partir de las revoluciones burguesas de finales del siglo XVIII, lo

cual podría considerarse más adecuado, partiendo de la comprensión del Estado-nación como fundado en la noción de Nación, y no solamente en la de soberanía, tal cual fuera el caso al momento de los Tratados de Westfalia. De hecho, Kohn (1984) específicamente adopta como modelo el Estado-nación francés resultante de la Revolución de 1789. Ciertamente, el caso francés es ilustrativo, cuanto no paradigmático en tal sentido. Los súbditos del Rey evolucionaron a la calidad de ciudadanos y el título de la monarquía pasó a ser “*Roi des Français*”⁵⁶, esto es, del conjunto de personas consideradas como nacionales de Francia. Posteriormente, sobre esta misma base identitaria subjetiva de los nacionales, Napoleón I fue coronado como “*Empereur des Français*”⁵⁷, y en Bélgica las monedas circulantes con la imagen de Leopoldo I tuvieron la inscripción “*Roi des Belges*”⁵⁸. En tal sentido, podría colegirse que ideológicamente el territorio del Estado pertenecía a la Nación y el monarca lo era del conjunto de personas sobre la base de su nacionalidad⁵⁹.

Luego, precisamente dentro del marco de las revoluciones burguesas que consolidaron la construcción ideológica y política de los Estados-nación, tuvo lugar otra transformación, que debería ser apreciada como no menos trascendente ni menos conflictiva, a saber, la consideración sobre la titularidad de la soberanía. Esta consideración constituyó el cuestionamiento político esencial al comienzo de las revoluciones, sobre la base de los argumentos filosóficos y teóricos del contractualismo, en especial, de Hobbes, Locke y Rousseau (Porrúa Pérez, 2005, pp. 348-351; De la Cueva y de la Rosa, 2014, pp. 545-576; Vichinkeski Teixeira, 2014).

De este modo, en el art. 1 del Título III de la referida Constitución francesa de 1791 fue reconocido que “*la Souveraineté est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible. Elle appartient à la Nation ; aucune section du peuple, ni aucun individu, ne peut s'en attribuer l'exercice*”⁶⁰, postulado en parte reproducido en la Constitución de 1795⁶¹. Posteriormente, la omisión de cualquier referencia a la cuestión de la titularidad de la soberanía en los textos constitucionales franceses de 1799, 1802 y 1804 podría considerarse un indicador de la complejidad de esta cuestión en aquel entonces⁶². En igual sentido, en algunos de los textos constitucionales de los Estados que en Europa se constituyeron inspirados en la República francesa o de aquellos que en algún momento fueron dependientes – en mayor o menor medida- del primer Imperio francés, se establecieron disposiciones (u omisiones, según el momento) similares⁶³. La nacionalidad, en consecuencia, podría afirmarse que trascendió los límites de su calidad de relación socio-cultural legitimadora de la soberanía del monarca para constituirse – tomando como fundamento la nueva consideración revolucionaria burguesa sobre la soberanía- en una relación político-jurídica entre las personas y la Nación⁶⁴.

Luego, esta transformación de la nacionalidad, de relación vertical de sujeción a un monarca a relación horizontal entre connacionales, no debe ser considerada de modo absoluto, en especial en su dimensión político-jurídica. Si bien la titularidad de la soberanía fue desplazada de la individualidad personal del monarca absolutista a la concepción colectiva de un pueblo (con las ambigüedades inicialmente apuntadas sobre este concepto) o de una Nación (noción aún más ambigua que la de pueblo, por impersonal), el ejercicio del poder soberano continuó mediado por las estructuras estatales, desde su esencial posición clasista de dominación. La mutación de la nacionalidad hacia su horizontalidad puede considerarse concretada en el espacio social, mas no en el político-jurídico, debido a la subsistencia de una clara diferenciación entre el poder político de los gobernantes y el de los gobernados.

La primera evidencia de esta valoración puede encontrarse en el propio caso francés. Si bien en las Constituciones de 1791 y 1793, la calidad de *citoyen* tenía un sentido sinonímico al de nacional⁶⁵ y en torno a ella se construyó el reconocimiento de la mayoría de los derechos y garantías – tanto civiles como políticas- de las personas,⁶⁶ a partir de la Constitución de 1795 esta situación varió. En efecto, la Constitución promulgada por la Convención termidoriana puede considerarse la expresión jurídica de la exclusión política en función de los intereses de la burguesía (Gauthier, 1992 y 1997; Guillemin, 1997), de modo que la otrora ciudadanía universal quedaba dividida en dos calidades de sujetos: i. los miembros de la población que eran ciudadanos y ii. aquellos miembros que no lo eran, a quienes se denominó entonces, simplemente, franceses⁶⁷.

En este sentido, el preámbulo constitucional de la Constitución de 1795 reconoce a los hombres el ejercicio y disfrute de los derechos y garantías civiles, tales como la libertad, la igualdad, la seguridad y la propiedad, reservando solo a los *citoyens* los derechos políticos, a saber, la formación de la ley, la nominación de representantes y las funciones públicas. El principal criterio de distinción, a la luz de los intereses de la burguesía no pudo ser otro que la propiedad y la riqueza⁶⁸. Esta distinción entre nacionales y ciudadanos, sobre la base de la comprensión de la calidad de nacional como referencia para la titularidad de los derechos civiles, mientras la condición de ciudadano como consideración básica para el reconocimiento y garantía de los derechos políticos, ha perdurado incluso hasta la actualidad⁶⁹. Asimismo, esta situación distintiva, no solo supuso una diferenciación de fondo o contenido político, sino también de forma, de tratamiento jurídico. Mientras la ciudadanía fue considerada una relación de Derecho público, la nacionalidad se concibió como una categoría de Derecho privado, constitutiva de un elemento del estado civil de las personas, como un atributo de su personalidad. Esta comprensión puede evidenciarse en que las

regulaciones jurídicas relativas a la adquisición y pérdida de la nacionalidad han formado parte integrante de la legislación civil, aún en la actualidad⁷⁰.

Este escenario conllevó a la cristalización de la identidad nacional como sentimiento de pertenencia al conglomerado social que integra la comprensión de la Nación, con independencia de la construcción psicológica subjetiva que, sobre la atribución de tal sentido de pertenencia, fuera generada en cada persona en su individualidad⁷¹. Identificarse como nacional de un Estado, ser reconocido en tal calidad, ha significado en términos socio-políticos, formar parte de determinado grupo nacional, y no de otro. En tal sentido se pronuncia Smith (1900) cuando afirma que la ciudadanía, en su sentido nacional, “no sirve sólo para subrayar la pertenencia a la nación y para diferenciar el «nosotros» del «ellos», sino que permite superar la llamada de fidelidades e identidades rivales” (p. 107)⁷².

Por otra parte, la consolidación del sentido de identidad nacional debe considerarse a partir de las luchas decimonónicas por la reivindicación del “derecho a pertenecer y a decidir”, protagonizadas por los grupos sociales inicialmente excluidos de la ciudadanía, con la paulatina asimilación mutua entre ambas nociones, ser nacional y ser ciudadano, en una misma – o similar- institución político-jurídica (Zúñiga Reyes, 2008; Aedo, 2009). En el mismo sentido, como consecuencia de la ampliación del estatuto de ciudadanía, esto es, de la condición de ciudadano y su acercamiento, cuanto no identificación, con la condición de nacional, la relación de inclusión vs. exclusión, de identidad vs. alteridad, sobre bases identitarias nacionales, puede apreciarse como aún más evidente y marcada. Al tiempo que se consolidaba la identidad sobre la base de la nacionalidad, se desarrollaba una consiguiente alteridad sobre la base de la extranjería (Lochak, 1985, pp. 77-78, y 1996).

En este contexto, surge la problemática de la apatridia como situación negativa de nacionalidad. En aquellos espacios en que la ciudadanía y la nacionalidad tenían un diferente contenido político-jurídico, la persona en situación de apatridia compartió con el nacional la exclusión respecto al ejercicio de los derechos políticos. Sin embargo, su situación era aún más precaria, en tanto no ser nacional de ningún Estado implicaba, como principio, la exclusión también del reconocimiento y garantía de sus derechos civiles. La persona en situación de apatridia, política y jurídicamente, carecía de existencia⁷³.

Hacia el siglo XIX, las situaciones de apatridia resultaban muy puntuales, generadas por lo general por privaciones fundadas en razones políticas o por renunciaciones voluntarias, también por las mismas motivaciones⁷⁴. Luego, la situación de la apatridia comenzó a ser problemática especialmente a partir de los sucesos relacionados con la Primera Guerra Mundial, la desintegración de Imperios multinacionales⁷⁵ y los consecuentes desplazamientos

en masa de personas, generalmente del mismo origen étnico o nacional (Carey, 1946, pp. 114-116; Kulischer, 1949, p. 166; Arendt, 1974, pp. 225-242; Skran, 1995; y Torpey, 2000, pp. 123-131). Luego, a pesar de la necesidad de aliviar esta crisis de apatridia en Europa, la determinación de quiénes serían sus nacionales continuaba siendo considerada una prerrogativa soberana de los Estados, tal como fue reconocido por la Corte Permanente de Justicia Internacional, en su Opinión Consultiva de 1923, relativa al caso de los Decretos de Nacionalidad entre Túnez y Marruecos: “El saber si cierta materia entra o no en el dominio exclusivo de un Estado, es una cuestión esencialmente relativa: depende del desarrollo de las relaciones internacionales. Así es que, en el estado actual del derecho internacional, las cuestiones de nacionalidad están comprendidas, en principio, a juicio del Tribunal, en este dominio exclusivo” (Corte Permanente de Justicia Internacional, 1923).

En consecuencia, desde la Sociedad de Naciones se realizaron intentos, tanto de aliviar la situación de las personas en situación de apatridia, como de prevenir sus causas (Lipovano, 1935). Uno de estos intentos lo constituyó la creación, en 1922, de un documento de identificación y viaje, inicialmente para las personas refugiadas de origen ruso y que sería posteriormente extendido a otras en situación de apatridia y conocido como pasaporte “Nansen” (Torpey, 2000, pp. 127-128). Posteriormente, en función de la prevención de la situación negativa de nacionalidad, el 12 de abril de 1930 fue adoptada en La Haya la Convención sobre ciertas cuestiones relativas al conflicto de leyes de nacionalidad, primer intento internacional de prevenir la situación de apatridia, la cual entró en vigor el 1º de julio de 1937, a poco más de dos años antes del comienzo de la Segunda Guerra Mundial (League of Nations, 1930). No obstante, la soberanía ilimitada de los Estados, entonces legitimada desde el Derecho internacional en tanto fue reconocida en el mismo art. 1 de la referida Convención de 1930, propició el agravamiento de esta problemática. Sobre esta base, por ejemplo, el gobierno nazi de Alemania, en su persecución y exclusión de la población judía, la privó de la nacionalidad alemana, con el consecuente aumento de personas en situación de apatridia. La situación de la apatridia en torno a la década de 1940 en Europa puede considerarse como crítica (Labbé, 1998; Pegelow, 2002).

De esta manera, puede colegirse que las relaciones político-jurídicas entre las personas y el Estado se han fundado históricamente sobre consideraciones de pertenencia a determinado grupo social. Desde la Antigüedad greco-latina hasta los Estados-nación en la Modernidad, los criterios justificativos de dicha pertenencia pueden considerarse, en mayor o menor medida, los mismos: la ascendencia familiar – *ius sanguini*-, el lugar del nacimiento – *ius soli*- o la voluntad de integrarse al grupo social en cuestión – *ius domicili*. Estas

justificaciones, igualmente, han generado un sentido de identidad entre las personas, expresado esencialmente desde lo ético, teniendo en cuenta el deber de defender al conglomerado de agentes externos y de contribuir a su desarrollo. Por estos motivos, los *polítes* de las diferentes *póleis* griegas se unieron contra los persas y los troyanos, y en la misma medida, patricios y plebeyos aunaron esfuerzos contra Cartago y en la expansión de Roma. Actualmente, en la Modernidad el sentido de identidad en torno a la Nación, fundado en las mismas justificaciones que en la Antigüedad, ha continuado siendo un elemento esencial en las diferentes interacciones sociales entre las personas.

Asimismo, estas diferentes relaciones persona-Estado han trascendido, desde la Antigüedad, a las posibilidades de actuación políticas y jurídicas de las personas, a su capacidad de actuar a partir del reconocimiento y garantía de sus derechos. Desde el *ius civilis* de los quirites romanos al reconocimiento como sujeto político del *citoyen* francés, estas relaciones político-jurídicas han sido determinantes del estatuto de las personas frente al poder estatal. Incluso en la actualidad, un extranjero no suele tener los mismos derechos que un nacional o ciudadano. Igualmente, esta existencia del sentido de identidad, así como el reconocimiento y garantía de derechos, ha implicado la configuración de la alteridad y del consecuente desconocimiento y ausencia de garantías de los derechos de las personas en situación de exclusión. Esclavos, mujeres, pobres, extranjeros y apátridas han tenido como denominador común, a lo largo de la historia, haber sido los “otros”, los “nadie”, los “ningunos”, lo cual ha determinado su situación histórica y sistemática en vulnerabilidad. Aún en la contemporaneidad, el binomio conceptual nacionalidad-apatridia puede seguir siendo considerado una manifestación de identidad-alteridad. La comprensión de sus condicionantes político-jurídicos propician la consideración del objeto de perfeccionamiento, esto es, los marcos político-decisor y jurídico-regulador. Sin embargo, la explicación de ambos fenómenos – nacionalidad y apatridia- desde su comprensión sociológica, debe ser considerada igualmente necesaria a los efectos de pretender una propuesta integral que intente superar la problemática objeto de estudio, dada su complejidad.

1.3.- La nacionalidad y la identidad nacional como construcciones socio-políticas con trascendencia jurídica

El estudio de la dimensión político-jurídica de los fenómenos socio-jurídicos, en general, y de la nacionalidad y la apatridia, en especial, no debe considerarse suficiente para la explicación de la trascendencia de dichos fenómenos en la vida de las personas y sus interacciones entre sí. En Derecho y en Política, en tanto ciencias sociales, conviene la comprensión social de los fenómenos en vistas de lograr una propuesta integradora hacia la

solución de las diferentes problemáticas socio-jurídicas que se plantean. El caso de esta investigación no es ajeno a este punto de vista. Siguiendo a Moutouh (1996): “*Le droit offre une représentation partielle de la réalité social en façonnant ses catégories qui en fin de compte imposent une certaine visión et división du monde*”⁷⁶ (p. 336). Por este motivo, resulta necesario abordar, también desde la teoría social, las posibles explicaciones de los fenómenos objeto de estudio, en especial, de su trascendencia para la identidad de las personas – en este caso, la identidad nacional como sustrato social de la nacionalidad en tanto construcción socio-política.

Entre los primeros acercamientos científicos a la nacionalidad en la teoría social, se encuentran los postulados de Karl Marx. Desde su perspectiva histórica materialista, la sociedad ha sido compuesta por grupos sociales constituidos en torno a su función económica, esto es, las clases sociales. Asimismo, estas clases sociales, desde el surgimiento de la sociedad política se han caracterizado por su contraposición, reproduciendo un patrón binario de explotadores-explotados a lo largo de toda la historia. En palabras de los propios Marx y Engels (1980a), “la historia de todas las sociedades es la historia de las luchas de clases” (p. 55). En aplicación de esta línea de pensamiento a la contemporaneidad, las sociedades se encuentran en su mayoría organizadas en torno a Estados burgueses, donde la burguesía, como clase social, ha estructurado el poder político en función de sus intereses. La estructura y la dinámica estatales contemporáneas responden, en este sentido, a dichos intereses: “La burguesía suprime cada vez más el fraccionamiento de los medios de producción (...) La consecuencia obligada de ello ha sido la centralización política (...) una sola nación, bajo un solo Gobierno, una sola ley, un solo interés nacional de clase” (Marx y Engels, 1980a, p. 57).

En consecuencia, la nacionalidad, en tanto relación del individuo con el Estado (burgués) resultaría también un producto, una construcción derivada de los intereses de la burguesía en el proceso de institucionalización de sus relaciones socio-económicas de clase. Debido esencialmente a esta razón, junto a las peculiaridades excluyentes típicas de la práctica política europea del siglo XIX, antes analizadas, podría afirmarse que Marx no considerara la nacionalidad como una relación universal, esto es, que amparara y reconociera como interlocutores válidos a todas las personas integrantes de determinada sociedad. Dada la naturaleza excluyente de una estructura comprendida desde la dominación de clases, resulta difícil – cuanto no imposible- ubicar en plano de igualdad a todos los integrantes del conglomerado social. En este sentido, afirman Marx y Engels (1980a): “Los obreros no tienen patria. (...) Mas, por cuanto el proletariado debe en primer lugar conquistar el poder

político, elevarse a la condición de clase nacional, constituirse en nación, todavía es nacional, aunque de ninguna manera en el sentido burgués” (p. 63). Esta noción puede llevar a comprender que el proletariado, desde un punto de vista político, es por naturaleza apátrida, aunque jurídicamente a los proletarios se les considerara nacionales de determinado Estado-nación.

Este razonamiento marxiano dificulta la posibilidad de comprender el contenido social de la nacionalidad en tanto relación (sea políticamente real o no). Al no considerar el rol de la ideología en torno a la identidad nacional de un conglomerado social, por demás hegemónica; al ignorar la percepción subjetiva en dicho conglomerado social de tal identidad; y al comprender la sociedad de manera escindida en dos grupos sociales antagónicos, en función de intereses estrictamente económicos – situación que por demás no encuentra un correlato discursivo jurídico estatal-, la comprensión de Marx sobre la nacionalidad se limita a definirla como una construcción política. No obstante, esta apreciación no debe ser confundida como equivalente a una limitación de la concepción materialista de la historia en tanto estructura de pensamiento filosófico, sobre la cual por demás – como fuera expuesto al inicio de este capítulo-, se basa la comprensión y el análisis de los fenómenos objeto de investigación.

Por otra parte, la teoría marxiana aporta la posibilidad de comprender el contenido político de la nacionalidad, específicamente a partir de su ordenación jurídica. En este sentido, la regulación de la nacionalidad como relación parte de un discurso normativo estatal, esto es, un discurso jurídico, el cual responde a determinados intereses y requerimientos políticos. De esta manera, se comprende que los criterios de determinación de quiénes serán o no nacionales de un Estado dependen, desde el materialismo histórico, de consideraciones basadas en las interacciones políticas dadas en determinada sociedad de clases⁷⁷.

En tal sentido, las motivaciones para regular de una u otra manera la relación nacional pueden entonces considerarse de índole estrictamente político, sin que implique la negación de la determinación indirecta de las interacciones sociales – y de la ideología- a través de la influencia de las prácticas sociales en las prácticas políticas en determinado contexto social. La apatridia, *mutatis mutandis*, sería igualmente un resultado de dichas interacciones. En consecuencia, ante la referida insuficiencia de la explicación social de la nacionalidad y de la apatridia en Marx, se precisa su análisis desde otras perspectivas sociales, esto es, la comprensión del componente social de la nacionalidad como relación y de la apatridia en tanto su situación negativa.

1.3.1. La nacionalidad comprendida como hecho social y la apatridia como hecho social patológico

En los comienzos de la comprensión de la sociedad como objeto científico, esto es, de la Sociología en tanto ciencia, una de las primeras construcciones teóricas lo constituyó la categoría “hecho social”. A partir de Émile Durkheim y su método sociológico, el hecho social fue definido – desde de su tratamiento metodológico- en el objeto de estudio de este nascente saber científico, se constituyó “en el campo propio de la sociología” (Durkheim, 2001, p. 41). En este sentido, el hecho social es definido por el propio Durkheim (2001) como “toda manera de hacer, establecida o no, susceptible de ejercer sobre el individuo una coacción exterior; o también, el que es general en la extensión de una sociedad determinada teniendo al mismo tiempo una existencia propia, independiente de sus manifestaciones individuales” (p. 51). La objetividad y la generalidad resultan características esenciales del hecho social, considerada la primera por la externalidad al individuo de dicho hecho, en tanto le precede, y la segunda a partir del carácter colectivo del hecho, de su extensión en la sociedad.

Teniendo en cuenta esta definición, cabría preguntarse si la nacionalidad puede ser considerada un hecho social, así como los fundamentos en que tal criterio se basaría. La nacionalidad como fenómeno tiene más de una comprensión, ha resultado un atributo del individuo y así fue regulado, como ha sido referido con anterioridad, por varias codificaciones civiles, como elemento del estado civil de la persona, desde una visión privatista. Asimismo, si se desentraña en clave dialéctica la esencia de la nacionalidad como fenómeno, no puede perderse de vista su naturaleza relacional, esto es, la nacionalidad constituye una relación, un vínculo, un conjunto de interacciones entre dos sujetos, interacciones objetivas que encuentran su ordenación, como se ha dicho, en el Derecho, mecanismo válido para regularlas en tanto resulta el Estado, como se ha presupuesto, uno de los sujetos que integra dicha relación. El propio Durkheim (2001) reconoce que “cuando desempeño mi tarea de hermano, esposo o ciudadano, (...) realizo deberes que están definidos, fuera de mí y de mis actos, en el Derecho y en las costumbres” (pp. 38-39) Asimismo, tales regulaciones, dado su carácter jurídico, gozan de la coercitividad que caracteriza al Derecho (Raz, 1990, pp. 156-162; Hart, 1994, pp. 27-38), lo cual resulta coherente con la noción impositiva en la teoría durkheimiana sobre el hecho social: “estos tipos de conducta o de pensamiento no son solo exteriores al individuo, sino que están dotados de poder imperativo y coercitivo en virtud del cual se imponen a él, lo quiera o no” (Durkheim, 2001, p. 39).

Cuando nacen, las personas no deciden si ser nacionales o no, la mayoría simplemente lo es, se les exige identificarse como tal para legitimarse en la exigencia de garantías y obligaciones públicas en su relación con el Estado. Tampoco suelen tener la posibilidad de escoger cuál nacionalidad ostentar, esto es, de disponer con cuál Estado les complacería relacionarse, en los términos de una relación de nacionalidad. Como ha sido señalado con anterioridad, son los Estados los que, en ejercicio de su soberanía, establecen las normas y principios de determinación de quiénes resultan ser sus nacionales o no, comprendiendo este sentido subjetivo desde la identificación del Estado, antes apuntada, como representación institucional de determinado grupo social detentador del poder político en un contexto social específico.

La imposibilidad o dificultad para renunciar de manera automática a una nacionalidad en buena parte de los ordenamientos que la regulan (entre ellos el cubano) puede considerarse otra muestra de la inexistencia de convencionalidad en las reglas que rigen esta especial relación. Sobre este particular Durkheim (2001) es muy preciso: “un hecho social se reconoce gracias al poder de coacción exterior que ejerce o que es susceptible de ejercer sobre los individuos; y la presencia de dicho poder es reconocida a su vez, bien por la existencia de alguna sanción determinada, o bien por la resistencia que le lleva a oponerse a toda empresa individual que tienda a violentarlo” (p. 48).

En cuanto a la generalidad, la nacionalidad igualmente puede comprenderse ajustada a las consideraciones sobre el hecho social. Como atributo de la personalidad, actualmente la nacionalidad se encuentra tan extendida casi como la persona misma, en tanto forma parte de su identidad. Desde el reconocimiento del nombre y apellido(s) hasta de las capacidades, derechos y posibilidades de actuación de un individuo en su cotidianidad, generalmente se parte de su estatuto nacional. Este atributo de generalidad resulta del carácter colectivo del hecho social, no de que este necesariamente incluya a la totalidad de la sociedad. El propio Durkheim (2001) afirma que “un fenómeno solo puede ser colectivo si es común a todos los miembros de la sociedad o, por lo menos a la mayoría, si es un fenómeno general” (p. 47). En este sentido, la existencia de un hecho social pudiera implicar, consecuentemente, la posibilidad de la exclusión de una parte minoritaria del grupo social respecto a la “generalidad” intrínseca al propio hecho, lo cual en términos de nacionalidad supondría que la existencia de personas que no fueran titulares de alguna nacionalidad, esto es, las personas en situación de apatridia, no impediría la consideración de aquella como hecho social.

Por otra parte, según Durkheim (2001), existe una distinción entre dos tipos de hechos sociales “muy diferentes en ciertos aspectos: los que son todo lo que deben ser y los que

deberían ser diferentes de lo que son, los fenómenos normales y los patológicos” (p. 91). Partiendo de esta distinción, Durkheim propone las consideraciones a tener en cuenta para considerar un hecho social como normal, definiéndose como patológicos aquellos hechos sociales en los que no concurren tales consideraciones. La primera de estas consideraciones consiste en la generalidad, antes expuesta, consistiendo la excepcionalidad una de las características de los hechos sociales patológicos: “son excepcionales; no solo se encuentran únicamente en una minoría, sino que sucede con frecuencia que incluso donde se reproducen no duren toda la vida del individuo. Constituyen una excepción lo mismo en el tiempo que en el espacio” (p. 101). La nacionalidad como hecho social, reviste en tal caso de normalidad, dada su generalidad y extensión, como se ha apuntado antes. La apatridia, por su parte, en tanto situación de ausencia de nacionalidad, esto es, a partir de su naturaleza negativa, equivaldría a la ausencia del hecho social normal, lo cual implicaría una situación (o un hecho) social anormal, patológico.

Otro elemento a tener en cuenta para calificar la normalidad de un hecho social, según Durkheim, consiste en su contextualización histórica. Siguiendo en este sentido el materialismo histórico de Marx, antes abordado, afirma Durkheim (2001): “No puede calificarse un hecho social como normal para una especie social determinada más que en relación con una fase, determinada igualmente, de su desarrollo” (p. 103). A partir del análisis histórico realizado de la nacionalidad, pudo comprenderse que su generalidad fue alcanzada a partir de la constitución de los Estados-nación, específicamente los Estados burgueses, ámbito en el cual se concibió como la nueva forma de relación entre las personas y las instituciones representativas del poder. En base a lo señalado, la persona pasó de ser súbdito de un monarca a ser un nacional. Esta evolución igualmente podría justificar la utilidad de la nacionalidad, puesto que la reconoce como la vía de interacción entre los poderes públicos y las personas, lo cual consolida su comprensión como hecho social normal⁷⁸.

La apatridia, en consecuencia, consiste en una ruptura de la normalidad del hecho social denominado nacionalidad, al menos en el contexto de las sociedades contemporáneas, constituidas políticamente en los términos de los aludidos Estados-nación, lo cual podría considerarse constituye la casi totalidad de los Estados existentes en la actualidad. Asimismo, su existencia implica la imposibilidad de una relación “normal” entre los individuos con los Estados, en tanto no se encuentra legitimada la persona para adoptar una posición de exigencia de obligaciones de determinada autoridad pública o de garantías de, por ejemplo, sus derechos humanos. Asimismo, tampoco se encuentra el Estado posibilitado de requerir

determinados comportamientos a las personas en situación de apatridia, exigibles a sus nacionales, tal cual puede ser el caso de servicios militares o, incluso, el pago de determinados impuestos.

Puede colegirse entonces que, en los términos de la propuesta teórica de Durkheim, la apatridia supone un hecho social patológico, una situación anormal en el contexto de las relaciones sociales de la actualidad, en cuyo ámbito la nacionalidad supone una regla. En este sentido, la apatridia impide la realización del cometido de las relaciones ciudadanas, el que justifica su necesidad y utilidad como hecho social. Pero, ¿cómo definir dicho cometido? ¿Cómo explicar las razones que determinan la necesidad y la utilidad de la nacionalidad en los contextos sociales actuales? Por su parte, Durkheim se limita a establecer formas objetivas de identificar, de comprender, de describir, los hechos sociales, sin aportar elementos que permitan deducir sus sentidos, esto es, sus causas o sus fines y, por ende, solucionar las situaciones patológicas de estos hechos, en aras de lo cual se requerirá de otras aproximaciones doctrinales.

1.3.2.- La nacionalidad como configuración subjetiva de sentido

Otra de las teorías que establece fórmulas para la explicación de los fenómenos sociales lo constituye la fenomenología, en particular la fenomenología social desarrollada por Alfred Schütz, a partir de la cual se pretende la comprensión del sentido subjetivo de las acciones de un individuo en determinado escenario, esto es, el sentido de su comportamiento en sociedad. Desde esta perspectiva teórica, las acciones que realizan los sujetos en el contexto de determinado conglomerado social parten de su propia motivación personal, de sus intereses, determinados por una causa (motivos “porque”) y dirigidos hacia el logro de determinado fin (motivos “para”). En términos del propio Schütz (2012), “el mundo social en que vivo como alguien vinculado con otros por múltiples relaciones es para mí un objeto que debe ser interpretado como provisto de sentido (...) me interesan los motivos “para” por los cuales actúan como lo hacen, y los motivos “porque” sobre los que basan tal actuación” (p. 29).

Dentro del marco de una relación de nacionalidad, dado su carácter bilateral, se está en presencia de dos sujetos, o lo que podría decirse, de dos actores sociales: la persona y el Estado. Por esta razón, si se pretende seguir los postulados schutzianos, debe comprenderse la distinción entre las motivaciones “porque” y “para” de cada uno de estos sujetos en el empeño de alcanzar una explicación integral del fenómeno objeto de estudio. Estas aproximaciones, asimismo, propician la explicación de los contextos en los cuales se desarrollan las interacciones generadas entre ambos elementos subjetivos.

Respecto al Estado, en tanto actor socio-político institucionalizado (o lo que podría ser mejor, institucionalización de la acción socio-política de determinados sujetos), ya se han enunciado sus motivaciones al explicar la nacionalidad como construcción política: las causas, las motivaciones “porque” que determinaron tal construcción consisten en la necesidad de transformar la forma de relacionar a la persona con la nueva estructura política del Estado-nación burgués. Asimismo, las motivaciones “para”, pueden resumirse en la necesidad de controlar la acción política de los diferentes integrantes del conglomerado social, esto es, para (de)limitar sus posibilidades de actuación frente a un poder discursivamente integrador, pero esencialmente excluyente. Los nacionales son aquellos que el Estado reconozca como tal, quien en principio puede, además, privar de la nacionalidad a quienes le resulten políticamente incómodos, y con ella, de su posibilidad de reclamar, de actuar, frente a dicho poder político.

Por otra parte, en cuanto a las personas, resulta necesario también plantearse la identificación de sus motivaciones “porque” y “para”, justificativas de su aceptación de la construcción política de la nacionalidad, tal cual, en el contexto de los Estados-nación. Tal identificación, en términos de Schütz, depende de la posición de cada persona, a partir de su configuración motivacional, de su contexto subjetivo de sentido. Las motivaciones de un nacional pueden resultar diferentes a las de una persona en situación de apatridia, cuya experiencia difiere en este caso de aquella de los nacionales. “La configuración motivacional de las acciones de mi semejante, así como su comportamiento manifiesto, se integra en la experiencia común de la relación Nosotros” (Schütz, 2012, p. 44).

Para el “nosotros, el pueblo de” determinado país, las motivaciones “porque” de actuar de conformidad a las disposiciones estatales que conforman la nacionalidad como relación pueden deducirse con relativa facilidad, incluso han sido de cierta manera expuestas: no hay otra opción. La nacionalidad como hecho social es un fenómeno impuesto, exterior al individuo y anterior a él. Los antecesores de “los actuales nacionales”, los que podrían denominarse “los primeros nacionales” de los Estados-nación, así lo aceptaron, sea por engaño (mediante la ideología – *i.e.* cultura- incluyente y de liberación que contenía el discurso político de entonces), sea por esperanza (en tanto ser nacional era una condición mejor que ser súbdito, en función de la dignidad del ser humano) o sea por resignación (al no tener medios reales para (re)configurar la relación persona-Estado de otra manera). Esta aceptación de la nacionalidad no ha sido uniforme a lo largo de la historia, en tanto diferentes actores en diferentes momentos y espacios han realizado acciones para deconstruirla o, cuanto menos, redimensionarla, la Comuna de París de 1871⁷⁹ y la Revolución Socialista

Soviética de 1917⁸⁰ en Rusia pueden considerarse dos ejemplos significativos de tales acciones.

Asimismo, en cuanto a las motivaciones “para”, desde la experiencia de quien no es forastero, puede afirmarse que, aunque imperfecta, la relación de nacionalidad constituye una vía de interacción política. No se trata solo de ser utilizada para que el individuo funja como mero destinatario del poder público, sino que, de modo sinalagmático, tiene una funcionalidad reivindicatoria. Las personas han encontrado en la nacionalidad un mecanismo para no solo transmitir discursos, sino también legitimar acciones, reclamar derechos, restaurar y/o reproducir su dignidad humana frente al poder político, tal cual fuera la ideología liberadora sobre la que se constituyeron los propios Estados-nación. Los sucesos referidos en el párrafo anterior pueden ser admitidos como sustento de esta apreciación, así como las experiencias de la implementación de los postulados del socialismo del siglo XXI por parte de algunos Estados sudamericanos en la primera década de la presente centuria (Viciano Pastor, 2012; Fraga Acosta, 2022a). Así, lo que teleológicamente para el Estado se construyó como un mecanismo de control de los individuos, diferentes actores sociales lo han ido redimensionando, con el paso del tiempo, hacia una vía de reivindicación de la dignidad humana frente al poder político estatal.

Por otra parte, esta configuración subjetiva de sentido, en términos schutzianos desde la experiencia de la relación “Nosotros”, resulta ajena a quienes no integran esta relación, esto es, las personas en situación de apatridia, los forasteros. Para estas personas, “Nosotros” son “Ellos”, sus “contemporáneos”, en tanto las configuraciones subjetivas de aquellos no les son propias, por cuanto no integran el hecho social denominado “nacionalidad”. Su configuración de sentido resulta objetiva, exterior, constituyendo la nacionalidad pues, para estas personas, una tipificación. “Mientras que experimento directamente el Tú individual en la relación Nosotros concreta, aprehendo al contemporáneo solo de manera mediata, por medio de tipificaciones” (Schütz, 2012, p. 51). La nacionalidad como configuración subjetiva de sentido para unos, resulta ser para otros una relación típica, integrada por interacciones típicas entre sujetos típicos. En este sentido, los sujetos atípicos, las personas en situación de apatridia, resultan la excepción. Una excepción fundada en la exclusión, en la discriminación, en la privación del mecanismo “nacionalidad” como fundamental – aunque no el único- para reclamar la garantía a sus derechos y, con ello, la protección de su dignidad, expresión esencial de su vulnerabilidad⁸¹.

De esta manera, para las personas en situación de apatridia podría afirmarse que existe, en el contexto actual de las relaciones individuo-Estado, una crisis de sentido, una forma

problemática de lo consciente. La teoría de la configuración motivacional de Schütz (2012) brinda herramientas en función de explicar esta situación de crisis desde un punto de vista subjetivo: “La matriz objetiva de sentido que se originó en la construcción de experiencias típicas de contemporáneos típicos, coordinados con realizaciones típicas, puede ser retraducida a configuraciones subjetivas de sentido. Aplico las tipificaciones que forman parte de mi acervo de conocimiento a semejantes concretos en situaciones cara a cara” (p. 59) Este método schutziano permite la comprensión del impacto psico-social de la apatridia en personas que se encuentran en dicha situación, consecuencia que, entre otras, justifica también desde una perspectiva psicológica la realización de una acción social objetiva que supere la referida crisis de sentido⁸².

No obstante, aunque la teoría social de Schütz supera las carencias subjetivas de las nociones durkheimianas sobre el hecho social, por cuanto explica el sentido de los hechos a partir de las motivaciones personales de los individuos, no brinda una construcción teórica que permita comprender, de manera objetiva, la justificación de tales motivaciones. Su fenomenología, centrada en las subjetividades de los actores sociales impide explicar de manera objetiva la nacionalidad como producto social concreto, como resultado estructural de la acción humana. En coincidencia con Berger y Luckmann (2003): “El análisis fenomenológico de la vida cotidiana, o más bien de la experiencia subjetiva de la vida cotidiana, es un freno contra todas las hipótesis causales o genéticas, así como contra las aserciones acerca de la situación ontológica de los fenómenos analizados” (p. 35).

1.3.3.- La nacionalidad como institución social y la apatridia como crisis de sentido

Una comprensión que supere la visión exclusivamente objetiva o subjetiva de la nacionalidad, esto es, a partir de su posición concreta en la dinámica social, implicaría la determinación del contexto de su realización como fenómeno. A partir de la teoría de Durkheim puede identificarse objetivamente la nacionalidad como hecho social y desde los postulados fenomenológicos de Schütz puede concluirse que esta constituye una tipificación sustentada en motivaciones subjetivas. No obstante, ninguna de las dos posiciones agota la explicación teórico-social del fenómeno “nacionalidad”, por lo cual una aproximación más integradora resulta necesaria a tales fines. Partiendo de este presupuesto, cabría preguntarse si la nacionalidad podría ser considerada teóricamente como una institución social. La institucionalización, siguiendo a Berger y Luckmann (2003, pp. 73-74), constituye el resultado del proceso mediante el cual se objetiva la realidad social, esto es, la objetivación. De esta manera, conductas “habitualizadas” del ser humano, una vez externalizadas y aprehendidas por el conglomerado social como típicas, tienden a establecerse como

instituciones sociales, una vez que la reproducción de la conducta típica sea recíproca y legitimada.

En cuanto a la nacionalidad como relación, el análisis debe partir de quiénes son los actores típicos. Si se comprende como relación entre las personas y el Estado, pues serán estos dichos actores típicos. Sin embargo, si el Estado no es una persona humana, no puede considerarse un sujeto con voluntad propia, en tanto, como ha sido explicado con anterioridad, constituye un mecanismo – una herramienta de un determinado grupo social políticamente hegemónico-, resulta difícil comprender la nacionalidad como una forma de interacción social. Cuando los nacionales van, por ejemplo, a votar, podrían sentir que cumplen un deber social, existiría consecuentemente una interacción de aprobación por parte del resto de los nacionales que también asisten a las elecciones. Asimismo, cuando un nacional solicita su pasaporte, indicativo como se ha dicho, de su identidad nacional, otro nacional procede a tramitarlo, siempre que se cumplan los requisitos formales para la expedición. Consecuentemente, puede afirmarse que la nacionalidad genera determinadas relaciones entre nacionales, pero estas relaciones, *prima facie* no pueden identificarse como relaciones de nacionalidad, sino entre sujetos que, en igualdad de condición jurídico-política, se interrelacionan en el ejercicio de sus facultades como nacionales⁸³. La nacionalidad como relación se ha planteado, al menos hasta el momento, entre una persona y el Estado, lo cual lleva inexorablemente a definir el Estado como sujeto de esta relación.

La definición del Estado, en tanto objeto de la teoría política, ha resultado tan variada y contradictoria como posiciones epistemológicas y filosófico-políticas se han desarrollado⁸⁴. Sin embargo, un punto en común en las teorías contemporáneas puede afirmarse lo constituye su consideración como fenómeno socio-político, sin que por esto todas estas teorías coincidan en la naturaleza de su esencia, tal cual fuera expuesto en el marco teórico-conceptual de esta investigación⁸⁵. A través del Estado, como abstracción, los individuos (o más bien solo un grupo de ellos), regulan, norman, ordenan las sociedades, lo cual conduce a una comprensión, desde la teoría social, de que el Estado es un fenómeno abstracto, inmaterial, carente de voluntad, por lo cual no debería ser considerado un actor o un sujeto, no podría concebirse como agente social. Desde el análisis sociológico, el Estado tiene una naturaleza objetiva, sea comprendido como un espacio, una institución o un campo. El Estado, en la teoría social, no puede ser parte de ninguna relación. Desde esta perspectiva, se impondría entonces una definición, desde los postulados de la teoría social, de la relación político-jurídica de nacionalidad.

Para ello, debe partirse de la consideración de que el orden social “existe solamente como producto de la actividad humana. Tanto por su génesis (el orden social es resultado de la actividad humana pasada), como por su existencia en cualquier momento del tiempo (el orden social solo existe en tanto que la actividad humana siga produciéndolo), es un producto humano” (Berger y Luckmann, 2003, p. 71). La relación de nacionalidad sería entonces una relación, de tipo político-jurídica, pero entre seres humanos. Ser nacional de un Estado establece, en consecuencia, los patrones conductuales político-jurídicos a tener en cuenta en la relación de un sujeto con otro, reconocido como parte del mismo conglomerado político-jurídico, como parte del mismo país, como nacional del mismo Estado. En la búsqueda de las explicaciones de las interacciones político-jurídicas, no hay que olvidar que las esencias se encuentran, básicamente, en interacciones sociales, en la relación entre dos o más sujetos; no cabe la posibilidad de una interacción social entre un sujeto y una institución. La nacionalidad, en tanto relación, puede ser consecuentemente definida, desde la teoría social, como el conjunto de interacciones político-jurídicas entre dos sujetos, en torno a una misma entidad estatal, o lo que es lo mismo decir, en torno a un mismo Estado.

Esta comprensión permite explicar, asimismo, la nacionalidad como institución social, esto es, como “tipificación recíproca de acciones habitualizadas” (Berger y Luckmann, 2003, p. 74). Dentro del marco de las interacciones nacionales, a las personas al nacer se les otorga (por lo general) un documento de identificación nacional, como elemento formal legitimador de la personalidad humana para actuar de forma consciente en el campo político-jurídico. Como reproducción de esta matriz de legitimación, asimismo, las personas pueden asumir que, al reproducirse, sus hijos tendrán la misma posibilidad de acceder a tal documento-validación, como asimismo (en la mayoría de las circunstancias, aunque no siempre respecto al mismo Estado) sus ascendentes tuvieron el mismo criterio de legitimación documental. Posteriormente, a partir de dicha acreditación documental el individuo-nacional podrá acceder a prestaciones sociales (servicios médicos, educación, subvenciones para alimentos) o a posibilidades de actuación (integrarse como miembro a alguna asociación civil, votar por los gobernantes, ser candidato a un cargo público), conductas todas asumidas como típicas, como legítimas, por el resto de los connacionales.

La conducta nacional será pues no solo típica, sino también generalmente asumida como “normal”, como continuidad de la aceptación mutua de determinados “comportamientos nacionales” o roles. “En el curso de su interacción, estas tipificaciones se expresarán en pautas específicas de comportamiento (...) La posibilidad de asumir el “rol” del otro surgirá con respecto a las mismas acciones realizadas por ambos (...). De esa manera, surgirá una

colección de acciones tipificadas recíprocamente, que cada uno habitualizará en papeles o *roles*” (Berger y Luckmann, 2003, p. 76).

La cuestión problemática que a partir de lo expuesto se plantea podría definirse, en modo interrogativo, de la siguiente manera: ¿cuál es el “rol” de las personas que se encuentran en situación de apatridia? ¿Cómo se interrelacionan política y jurídicamente con las demás personas integrantes del mismo conglomerado social en el que físicamente se encuentran? ¿Pueden igualmente aspirar a realizar estas conductas “habitualizadas” en dicho conglomerado social? Las respuestas pueden resultar sencillas, pero dependen de cada contexto histórico y estatal en el que se encuentren las personas en situación de apatridia. No obstante, la generalidad de los casos permite considerar que: no desempeñan el mismo rol, no se interrelacionan político-jurídicamente de la misma manera, no pueden aspirar a realizar dichas conductas.

Las personas en situación de apatridia suelen ser invisibilizadas en el meta-campo⁸⁶ que supone el Estado como poder político institucionalizado, no pueden ser considerados sujetos plenos en ese orden institucional. Según afirman Berger y Luckmann (2003): “Dado que dicho conocimiento [el relativo al orden institucional] se objetiva socialmente como tal, o sea, como un cuerpo de verdades válidas en general acerca de la realidad, cualquier desviación radical que se aparte del orden institucional aparece como una desviación de la realidad, y puede llamársela depravación moral, enfermedad mental, o ignorancia a secas” (p. 87).

En coincidencia con los autores, la apatridia puede considerarse una depravación moral. Si se parte de los paradigmas éticos de la dignidad humana y la inclusión social – discursos que son hegemónicos en la actualidad mundial-, que una persona se mantenga en situación de apatridia, esto es, que su personalidad se vea limitada, menoscabada, cuanto no anulada, que sus capacidades para actuar legítimamente en sus interacciones político-jurídicas en el conglomerado social se vean disminuidas, que se discrimine y excluya a una persona por razón de su alteridad, en términos éticos constituye un desvalor con relación a la dignidad humana y, en consecuencia, un contra-sentido en la sociedad actual.

Esto lleva a la necesidad de comprender cuál podría considerarse el sentido de la sociedad actual, así como los fundamentos ético-sociales de tal sentido. Si se toman los presupuestos teóricos y metodológicos sobre las prácticas sociales y sus sentidos que aporta en su obra Pierre Bourdieu, habrá de comprenderse que tales sentidos responden a un *habitus* construido a partir de estructuras sociales objetivas, tales como el Estado, la escuela o la familia. Mediante estas estructuras, los grupos sociales políticamente dominantes, grupos detentores

del capital socio-cultural (y generalmente, también el económico), establecen los esquemas de percepción, valoración y acción de los individuos en tanto agentes sociales. “Los condicionamientos asociados a una clase particular de condiciones de existencia producen *habitus*, sistemas de disposiciones duraderas y transferibles, estructuras estructuradas predispuestas a funcionar como estructuras estructurantes, es decir, como principios generadores y organizadores de prácticas” (Bourdieu, 2007, p. 86).

En este sentido, los mecanismos jurídicos de determinación de cuáles personas serían consideradas nacionales de un Estado y cuáles no, puede considerarse que constituye un discurso normativo estructurante de las interacciones político-jurídicas fundadas en la relación de nacionalidad. Estas fórmulas normativas de legitimación jurídica contienen, a su vez, un sustrato de principios morales que las ordenan – y al mismo tiempo fundamentan- en una función también reguladora, conformándose de tal manera un discurso ético-jurídico estructurante de la realidad social. Sin embargo, producto de la inexactitud de tales formulaciones estructurantes, o también de los cambios de las circunstancias materiales que determinaron su formulación, sucede que en la actualidad un conjunto de personas se encuentra en una condición carente de sentido (en función de los discursos establecidos por las mencionadas estructuras sociales objetivas, fundamentalmente, el Estado): las personas en situación de apatridia. Con fines coincidentes se puede comprender esta situación a partir de la teoría de la estructuración de Anthony Giddens, al comprender la situación de apatridia como una consecuencia no buscada de la acción, esto es, como resultado inesperado de la acción intencional de determinar los principios sobre los cuáles se determinará el colectivo nacional en los marcos de un Estado, o sea, en el contexto de los mecanismos de reproducción de prácticas institucionalizadas. “Actividades repetitivas, localizadas en un contexto de tiempo y de espacio tienen consecuencias regularizadas, no buscadas por quienes emprenden esas actividades” (Giddens, 2006, p. 51).

Finalmente, los análisis realizados desde la teoría social propician, por una parte, la consideración de las interacciones sociales como sustrato de las justificaciones político-jurídicas para la configuración de las relaciones persona-Estado, anteriormente referidas. Esta comprensión supone el cierre de los bucles dialécticos – o pares categoriales- contituidos por las nociones nacionalidad y apatridia, inclusión y exclusión, e identidad y alteridad. En este sentido, una propuesta que ignore las construcciones que desde lo social realizan las personas respecto a su identidad nacional, o el necesario reconocimiento político-jurídico de tal identidad, pudiera reputarse de parcial, fragmentaria o insuficiente. En tal sentido, obviar un elemento esencial del fenómeno problemático objeto de estudio podría resultar en su solución

incompleta, o temporal, o en su transformación en otra problemática, pero difícilmente en una solución integral y duradera que armonice los intereses sociales y políticos existentes, en función de la búsqueda de la necesaria legitimidad del poder estatal.

Asimismo, la comprensión teórico-social de la problemática indica que una alternativa válida a fin de solventar la referida crisis de sentido que supone la existencia de la apatridia y el riesgo de apatridia, requiere ser argumentada necesariamente a partir de discursos institucionalizados. Esto, si la intención supone reajustar la acción estructurante concreta a los cánones ético-sociales antes mencionados que fundamentan las interacciones sociales, en lugar de revolucionar el sistema por completo mediante la búsqueda de nuevos fundamentos discursivos. Esta segunda opción quedaría descartada por cuanto puede considerarse ingenua, en tanto las construcciones artificiales de sentido generalmente no conllevan a su reproducción en prácticas sociales auténticas, en función de los referidos paradigmas éticos, sino a la superposición de un sentido estructural ilegítimo sobre una resistencia de los agentes sociales fundada en discursos legitimados contrapuestos a la intención estructurante del discurso impuesto.

1.4.- Los derechos humanos como noción estructurante de una solución a la apatridia

A partir de los presupuestos enunciados, una solución a la crisis de sentido que supone la apatridia puede (y debe) partir de la teoría de los derechos humanos, en tanto noción estructurante de la percepción actualmente existente de la construcción socio-jurídica de la personalidad de los individuos, a partir del paradigma ético de la dignidad humana.

Los derechos humanos se constituyeron, a partir de la Declaración Universal de 1948, en una “estructura estructurada” – en términos de la teoría social-, en una nueva regla del juego político dentro del meta-campo Estado, o más precisamente, Estados, en plural, dada la trascendencia internacional de esta teoría. En tal sentido, puede comprenderse que la teoría de los derechos humanos se constituyó asimismo en un *habitus*,⁸⁷ en tanto discurso estructurante de nuevas prácticas sociales tendentes hacia la garantía de tales derechos.

El fundamento ético contemporáneo del iushumanismo, el cual supera con creces su comprensión iusnaturalista, historicista y/o positivista (Pérez Luño, 1991; Beuchot, 1993; Bidart Campos, 1993; Massini Correas, 1994; Saldaña, 1997), supone que el origen y justificación de los derechos humanos – incluido el derecho a una nacionalidad- tiene una naturaleza moral, esto es, que se configuran y resultan éticamente exigibles con independencia de su reconocimiento en el Derecho positivo. En consecuencia, su incorporación al ordenamiento jurídico interno de los Estados se limita a los fines de su protección y garantías, pero no a su reconocimiento o consideración de su existencia como tal

(Nino, 1989 y 2003; Fernández García, 1991), comprensión asumida desde el propio Preámbulo y el art. 1 de la Declaración Universal⁸⁸. En concordancia con la afirmación de Dávila (2014)⁸⁹: “La moral crítica contenida en los derechos humanos no sirve exclusivamente como criterio para juzgar el actuar de instituciones sociales y sus representantes, pues la moral crítica trae consigo la idea de que los derechos humanos son instrumentos útiles y legítimos, a los fines de exigir la modificación o eliminación de instituciones y prácticas que contradicen o lesionan dichos derechos. Entonces, el carácter moral crítico de los derechos humanos también es apto para pedir legítimamente la constitución de instituciones y mecanismos que sean compatibles con ellos y que garanticen su efectiva aplicación” (pp. 519-520)⁹⁰.

Esta comprensión de la capacidad de exigencia de la supresión de normas jurídicas y prácticas sociales y políticas contrarias a la protección y garantías de los derechos humanos permite afirmar que el contenido de tales derechos – incluido el derecho a una nacionalidad- puede considerarse un limitante al poder político de los Estados, o especialmente en relación a la nacionalidad, un limitante a su capacidad histórica de determinar unilateralmente los criterios para considerar o no alguna persona como su nacional (Garzón Valdés, 1994; López Cambroner, 2009). Igualmente, la comprensión de la misma exigencia respecto a instituciones y mecanismos de garantía de tales derechos – el de acceder a una nacionalidad inclusive- supone la consideración, como mínimo, de la posibilidad de reclamar su vulneración, en especial, por parte de las instituciones públicas (Ferrajoli, 1999).

Tal justificación racional de la teoría iushumanista contemporánea ha propiciado, en efecto, la incorporación de sus postulados a la vida cotidiana, legitimados *per se* dada la coherencia de los valores y principios que la fundamentan con aquellos imperantes en la moralidad media de la sociedad global de la post-guerra. En una suerte de nuevo Renacimiento, el ser humano hubo de ubicarse una vez más en el centro de las políticas públicas, aunque en cada Estado/sociedad según sus propias condiciones y estructuras pre-existentes, según su propia historia, no se debe olvidar que “producto de la historia, el *habitus* origina prácticas, individuales y colectivas, y por ende historia, de acuerdo con los esquemas engendrados por la historia” (Bourdieu, 2007, p. 88).

En relación a la nacionalidad, se precisa entonces la explicación del debate en torno a su consideración como derecho humano, perspectiva inexistente con anterioridad a la Declaración Universal, al menos en las reglas de Derecho internacional. En la Convención de La Haya de 1930, antes referida, fueron incluidos algunos principios a tener en cuenta por los Estados en sus regulaciones sobre la nacionalidad, pero en ninguna de sus estipulaciones el

acceso a esta fue concebido o dispuesto como un derecho de las personas. De ahí la consideración de la trascendencia de su inclusión en la Declaración Universal, así como de la comprensión de las bases teóricas que la fundamentaron.

En su primera sesión, del 27 de enero al 10 de febrero de 1947, la Comisión de Derechos Humanos del Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas, dispuso a cargo de un Comité de Redacción, la elaboración de un borrador preliminar de la Convención de derechos humanos, sobre el cual se realizarían los trabajos posteriores de debate en la Comisión y su eventual aprobación (Comisión de Derechos Humanos [CDH], 1947a). Este primer borrador o anteproyecto (CDH, 1947b), presentado el 4 de junio siguiente, contenía, en su art. 32 el reconocimiento de que toda persona tenía derecho a una nacionalidad, al tiempo que realizaba a continuación, tres disposiciones en relación a este derecho, a saber: i. que toda persona tenía derecho a la nacionalidad del Estado donde nace (al menos que a su mayoría de edad optara por la nacionalidad que le correspondiera en función de su filiación); ii. que nadie sería privado de su nacionalidad mediante pena ni considerarse que la haya perdido de cualquier otra manera, a menos que haya adquirido simultáneamente otra nacionalidad; y iii. que toda persona tenía derecho a renunciar a su nacionalidad de origen o a alguna nacionalidad posteriormente adquirida, por el hecho de adquirir la nacionalidad de otro Estado. De tales prescripciones puede considerarse evidente la finalidad del proyecto de prevenir el riesgo de apatridia, mediante la restricción de la denegación del reconocimiento o de la privación de la nacionalidad por parte de algún Estado o incluso, mediante la declaración voluntaria de renuncia de la persona en cuestión.

La inclusión del derecho a una nacionalidad en este proyecto fue patrocinada por el representante de Francia, el profesor René Cassin, aunque él mismo expuso, en la sesión de 12 de junio del Comité de Redacción de la Comisión, tener reservas sobre varios detalles de la redacción propuesta (CDH, 1947d), y que respecto a la nacionalidad sentía que sería una tarea muy difícil redactar un protocolo preciso para su adopción por los Estados (CDH, 1947e)⁹¹. La complejidad del proceso de formalización del reconocimiento y protección de los derechos humanos determinó que durante las primeras sesiones del referido Comité se planteara la necesidad de proponer la redacción de dos instrumentos, uno declarativo, tipo manifiesto, y otro convencional, a ser adoptado por los Estados. La redacción del proyecto fue encargada al profesor Cassin.

Respecto a la propuesta de este primer proyecto de Declaración se suscitó un amplio debate. Cassin enfatizó que una situación tan compleja como la nacionalidad no podría ser resuelta en una Declaración, pero que, sin embargo, consideraba que el reconocimiento de este

derecho no debía ser excluido, y que además debía especificarse el derecho a cambiar de nacionalidad. Por su parte, el representante de Chile solicitó la inclusión de la legitimidad de los padres extranjeros en el territorio del Estado al momento del nacimiento de su descendencia, como limitante al derecho de suelo. Charles H. Malik, representante de Líbano, sostuvo que la propuesta debía conservarse tal cual, mientras que Geoffrey Wilson, del Reino Unido, consideraba que en el texto de la Declaración debía permanecer solamente el reconocimiento del derecho, pasando los restantes postulados – determinantes de las obligaciones de los Estados- al proyecto de Convención. En este mismo sentido, Eleanor Roosevelt, en representación de Estados Unidos y presidenta de la Comisión, expuso que el reconocimiento del derecho debía ser suficiente (CDH, 1947f).

Este reconocimiento general del derecho a una nacionalidad, tal cual fue establecido en el primer proyecto de Declaración aprobado por la Comisión de Derechos Humanos para la consideración de los Estados miembros (CDH, 1947g), para nada fue en lo sucesivo pacífico⁹². La fórmula finalmente aprobada en la Comisión de Derechos Humanos no implicó tal reconocimiento general del derecho a una nacionalidad, sino que se limitó a la prohibición de su privación arbitraria y de la denegación del derecho a cambiarla⁹³ (CDH, 1948i).

Posteriormente, el debate sobre el reconocimiento general del derecho a una nacionalidad en el seno de la Tercera Comisión de la Asamblea General⁹⁴ fue aún más intenso que en la Comisión de Derechos Humanos. Con la intención de incorporar dicho reconocimiento general – entre otros aspectos, en algunos de los casos- fueron presentadas cuatro enmiendas por las delegaciones, en orden cronológico, de Cuba, Francia, Líbano y Uruguay (Asamblea General de las Naciones Unidas [AGNU], 1948a). Durante tres días, las delegaciones estuvieron debatiendo sobre la pertinencia o desatino de tal incorporación⁹⁵. En este escenario, Cassin afirmó en referencia a la misión de los representantes de los Estados en las Naciones Unidas: *“Ils ne peuvent fermer les yeux devant ce fait que, dans un ordre international basé sur le principe de la souveraineté nationale, l'existence de personnes rejetées par leurs pays est une source de frictions. La déclaration doit proclamer que tout être humain a droit à une nationalité.”*⁹⁶ (AGNU, 1948c). La propuesta de las enmiendas, llevadas de conjunto a una sola votación, fue finalmente aprobada⁹⁷.

La inexistencia de un consenso generalizado sobre esta cuestión no resulta de difícil comprensión. La particular trascendencia del acceso a la nacionalidad como derecho humano parte de la posición misma del estatuto de nacional como habilitante político-jurídico. Si se comprende la nacionalidad como soporte fundamental para el disfrute de otros derechos humanos, esto es, para la reclamación de su protección y garantías a favor de los individuos

por parte del Estado del cual son jurídicamente nacionales, se explica entonces que el reconocimiento a una persona como nacional genera en los Estados determinadas obligaciones, las que generalmente implican consecuentes erogaciones presupuestarias. Otra dimensión de análisis pudiera consistir en lo que a efectos sociales puede comprenderse como más subversivo, a saber, una redistribución de los capitales sociales de los agentes en el campo político. En cualquier caso, la resistencia a nuevas condiciones de organización social, a nuevos capitales susceptibles de reconfigurar el escenario socio-político del meta-campo estatal, podría comprenderse como la razón (o una de ellas) de la escasa acción política de los Estados a comprometerse con el *habitus* de reconocer/legitimar a determinadas personas como nacionales, o lo que sería igual, como nuevos agentes sociales en el juego. Como ha podido exponerse, en este nuevo “mundo de sentido común”, las prácticas de los Estados, determinadas a partir de la teoría de los derechos humanos, aún resultan, cuanto menos, insuficientes.

Puede concluirse entonces, tomando como base los análisis realizados en el presente capítulo, que:

- El ejercicio del poder político estatal ha implicado, históricamente, la configuración de una relación político-jurídica de Derecho público, sobre la cual se han estratificado los diferentes grupos poblacionales de un Estado, a partir del reconocimiento de lo que podría denominarse criterios de legitimación – incluyentes y excluyentes- como sujeto político-jurídico, a saber:
 - derecho de sangre o *ius sanguinis*: la pertenencia a determinada familia, esto es, la transmisión a la descendencia del estatuto de miembro de la comunidad.
 - derecho de suelo o *ius soli*: el lugar del nacimiento, determinado sobre la base del hecho natural de haber nacido dentro de los límites del territorio del Estado.
 - derecho de residencia o *ius domicilii*: la integración al conglomerado político-jurídico como acto de voluntad, mediante la residencia y/o el juramento de fidelidad a la institucionalidad estatal.
- La pertenencia a determinado conglomerado político-jurídico, desde su sentido social identitario, ha constituido la condicionante socio-política y jurídica fundamental para el reconocimiento de la dignidad de las personas y/o el desarrollo de su personalidad.
- La construcción ideológica y socio-política de los Estados desde su comprensión como Nación, ha determinado la génesis y desarrollo de una identidad nacional, sustrato social del reconocimiento político-jurídico por parte de los Estados respecto a quienes considerar sus nacionales.

- En contraposición al sentido de identidad se ha configurado también el de alteridad, desarrollado por aquellas personas excluidas de la sociedad político-jurídica, a partir de la estratificación y diferenciación de las sociedades. Una de las formas fundamentales de alteridad resulta del hecho de no ser nacional de ningún Estado, esto es, la apatridia.
- La situación de apatridia resulta una forma de exclusión aún más vulnerable para las personas, en tanto ninguna entidad estatal se encuentra jurídicamente obligada, en principio, a la protección y garantía de sus derechos, al reconocimiento y protección de su dignidad, lo cual profundiza el sentido social de alteridad en las personas apátridas.
- La asunción del acceso a una nacionalidad como derecho humano, a partir del paradigma ético iushumanístico de la dignidad humana, puede ser considerada una solución político-jurídica a la apatridia, en tanto ser nacional constituye una condición fundamental de las personas para el disfrute y garantía plenos de sus restantes derechos humanos.
- Desde la teoría social, tal asunción resulta propicia, en tanto los derechos humanos constituyen una noción estructurada a partir de la necesidad socio-política y jurídica – aún vigente- de proteger la dignidad humana frente al abuso del poder de los Estados y, consecuentemente, estructurante de nuevos discursos jurídicos y prácticas socio-políticas como, por ejemplo, la prevención del riesgo de apatridia.
- La fundamentación ética de los derechos humanos a partir de la dignidad humana como valor, así como su planteamiento en la Declaración Universal, permiten reconocer la configuración de una obligación ética para los Estados abstenerse de vulnerar o propiciar la vulneración del acceso a una nacionalidad, así como instrumentar vías y mecanismos que tributen a la protección y garantía de este derecho humano.

En fin, la explicación histórica, político-jurídica y social realizada en el presente Capítulo permite comprenderse como una argumentación justificativa de la necesidad de la solución de la problemática del riesgo de apatridia en la actualidad. Sobre la base de una explicación teórica de las diferentes interacciones en torno a los fenómenos de la nacionalidad y la apatridia, tanto desde una dimensión normativa como práctica, se ha permitido la comprensión de su trascendencia para la identidad y dignidad de las personas y la protección y garantía de sus derechos. Se impone pues, subsecuentemente, sobre la base de estos resultados, la sistematización del contenido del acceso a una nacionalidad comprendido como derecho humano, en particular de sus principios generales e indicadores de garantía, en especial, en función de la prevención del riesgo de apatridia.

CAPÍTULO II.- LA NACIONALIDAD COMO DERECHO HUMANO. SU CONTENIDO, PRINCIPIOS ESENCIALES Y ESTÁNDARES INTERNACIONALES DE PROTECCIÓN

En vistas a la sistematización del contenido del derecho humano a una nacionalidad, así como de sus principios generales e indicadores que, en función de su garantía – y en especial, la prevención del riesgo de apatridia-, se configuran como obligaciones para los Estados, se precisa operacionalizar los diferentes estándares establecidos en el Derecho internacional. En este sentido, se requiere el análisis de dichos estándares, en la medida en que tributen a la protección y garantía del acceso a una nacionalidad en tanto derecho humano y, en especial, a la prevención del riesgo de apatridia. Asimismo, un estudio integral de estos aspectos debe incluir la revisión, tanto del alcance del reconocimiento del derecho en los marcos reguladores como las formas e indicadores de protección emanados de disposiciones jurisprudenciales. Finalmente, debe tenerse en cuenta estos aspectos tanto en el sistema universal de protección de derechos humanos, como en los sistemas regionales existentes.

2.1.- El acceso a una nacionalidad en el Derecho internacional de los derechos humanos, su reconocimiento y formas de protección⁹⁸

Como punto de partida de este análisis, se toma el reconocimiento del acceso a la nacionalidad como derecho humano en la Declaración Universal de 10 de diciembre de 1948, en cuyo artículo 15 se declara que “toda persona tiene derecho a una nacionalidad”, así como que “a nadie se privará arbitrariamente de su nacionalidad ni del derecho a cambiar de nacionalidad” (ACNUDH, 2021a). Este reconocimiento puede comprenderse como la declaración de tres derechos constitutivos del derecho a la nacionalidad, a saber, i. el derecho a adquirir una nacionalidad; ii. el derecho a no ser privado arbitrariamente de ella, y iii. el derecho a cambiar de nacionalidad. Sin embargo, el presente estudio se concentra en los dos primeros derechos “constitutivos”, teniendo en cuenta la comprensión de que un cambio de nacionalidad no implica el riesgo de quedar sin ninguna, esto es, de ser apátrida, problemática objeto de la presente investigación.

2.1.1.- El reconocimiento de la nacionalidad como derecho humano en el sistema universal de protección

El tema de la apatridia fue originariamente abordado, de manera específica, por el Consejo Económico y Social. Este órgano de las Naciones Unidas, en su Resolución 116 D (VI) de 1ro. y 2 de marzo de 1948, al momento de crear la Comisión de Derechos Humanos⁹⁹ y encargarle la cuestión de la redacción final del proyecto mismo de la Declaración y su puesta a consideración de los Estados, reconoció la gravedad del problema de la apatridia y la

necesidad de solucionarlo (ECOSOC, 1948). A tales fines, solicitó además al Secretario General un estudio sobre la protección que entonces se brindaba a las personas apátridas, y otro relativo a las regulaciones nacionales y tratados internacionales para presentar sus recomendaciones sobre la conveniencia de adoptar una nueva Convención al respecto¹⁰⁰. Como resultado de estos estudios y del debate en su seno, el Consejo Económico y Social decidió la creación de un Comité Especial sobre Refugiados y Apátridas¹⁰¹, a fin de continuar examinando la cuestión (ECOSOC, 1949). La complejidad del debate había sido centrada en la distinción entre personas refugiadas, desalojadas¹⁰² y apátridas, así como la necesaria diferenciación en su tratamiento por la comunidad internacional, a partir de las causas específicas de cada una de estas situaciones de vulnerabilidad.

Sobre la cuestión de los medios para eliminar el problema de la apatridia y el examen de la conveniencia de solicitar a la Comisión de Derecho Internacional un estudio y recomendaciones al respecto, la Secretaría General presentó un Memorándum el 17 de enero de 1950 (E/AC.32/4). En este documento, a partir de los estudios que anteriormente la propia Secretaría General había realizado (E/1112 y E/1112/Add.1), se confirma la necesidad de distinguir entre personas apátridas y refugiadas. Asimismo, se reconoce que las causas de la apatridia son de índole esencialmente política pues, aunque jurídicamente pudieran ser solucionadas mediante modificaciones técnicas a las diferentes normas reguladoras de la nacionalidad, las decisiones políticas sobre el criterio de la determinación de quiénes son sus nacionales corresponden a la soberanía de los Estados. Por este motivo, recomienda realizar consultas a los Estados para, sobre la base de sus comunicaciones, sentar los cimientos de una futura Convención relativa a la materia (SGNU, 1950).

El trabajo del Comité Especial se realizó en dos sesiones¹⁰³. Como resultado de la primera sesión, se establecieron las bases generales para un proyecto de Convención sobre el estatuto de los refugiados y un Protocolo adicional relacionado con el estatuto de las personas apátridas. Esta distinción de disposiciones normativas derivó de las sugerencias de tratamiento diferenciado y especializado a cada una de estas situaciones (Comité Especial sobre Refugiados y Apátridas [CERA], 1950a).

En tal sentido, como recomendaciones preliminares, el Consejo Económico y Social¹⁰⁴, realizó una recomendación a los Estados “afectados por cambios de soberanía territorial”, la inclusión de disposiciones en función de evitar situaciones de apatridia (ECOSOC, 1950). Asimismo, el Consejo celebró la decisión de la Comisión de Derecho Internacional de la Asamblea General (Sexta Comisión), de incluir el estudio de la nacionalidad como parte de su agenda¹⁰⁵, a fin de redactar el proyecto de Convención internacional para eliminar la

apatridia. A pesar de la realización del referido estudio por la Sexta Comisión, el Comité Especial en su segunda sesión aprobó un proyecto de Protocolo sobre el estatuto de las personas apátridas para la consideración del Consejo Económico y Social y la Asamblea General (CERA, 1950b). Resulta preciso subrayar que dicho Protocolo adicional se limitaba a establecer un conjunto de acciones relacionadas con la protección de las personas apátridas, pero no en relación con la prevención del riesgo de apatridia como forma de tutela del derecho a acceder a una nacionalidad.

En función de los proyectos presentados por el Comité Especial, la Asamblea General convocó la Conferencia de Plenipotenciarios sobre el Estatuto de los Refugiados y de los Apátridas¹⁰⁶, la cual analizó los proyectos de Convención sobre el estatuto de los refugiados y su Protocolo adicional referente al estatuto de los apátridas. Esta Conferencia adoptó la Convención, pero resolvió no decidir sobre la adopción del proyecto de Protocolo, en función de un estudio más detenido de la cuestión por los órganos competentes del sistema de Naciones Unidas, en alusión a los trabajos que entonces se encontraba realizando la Sexta Comisión (Conferencia de Plenipotenciarios sobre el Estatuto de los Refugiados y de los Apátridas, 1951).

De esta manera, a partir de la solicitud de una nueva revisión¹⁰⁷ y observaciones al proyecto de Protocolo, realizada a los Estados por parte de la Asamblea General¹⁰⁸, y de la posterior convocatoria a una Conferencia de Plenipotenciarios realizada por el Consejo Económico y Social en su Resolución 526 A (XVII), de 26 de abril de 1954, fue concebida y finalmente aprobada la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas el 28 de septiembre de dicho año (AGNU, 1952; ECOSOC, 1954). En este tratado, dirigido esencialmente a la protección de las personas que en ese entonces se encontraban en situación de apatridia, ciertamente poco se desarrolla respecto a la instrumentación del acceso a la nacionalidad, pues solo en su art. 32 se realiza una referencia en tal sentido al establecer la obligación de los Estados de facilitar los procesos de naturalización de las personas apátridas (Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Estatuto de los Apátridas, 1954).

A partir de esta limitación y dando continuidad a su agenda de trabajo, son realizados por la Comisión de Derecho Internacional estudios sobre la nacionalidad y la apatridia, en vistas a su codificación, así como el nombramiento de un Relator Especial sobre la materia¹⁰⁹ (CDI, 1951). Asimismo, la Secretaría General presentó un Informe denominado “El problema de la apatridia”, en el cual se explican cuestiones relacionadas con las formas de evitar la apatridia en contextos de cambios de soberanía territorial, la naturalización y procedimientos similares de adquisición de la nacionalidad por personas apátridas que habitualmente residen en

determinado territorio y la posible reducción del número de casos de personas en situación de apatridia debido a la aplicación de las normas de nacionalidad existentes (SGNU, 1952). A partir de estos Informes y otros, anteriormente referidos, la Comisión determinó la procedencia de trabajar en base a dos proyectos de Convención, uno relativo a la eliminación de la apatridia y otro o varios proyectos respecto a la reducción de casos futuros de apatridia (CDI, 1952). Posteriormente, en ejecución de la decisión de la Comisión, el Relator Especial presentó dos proyectos de Convención, uno dirigido a la supresión, mientras otro a la reducción, en ambos casos de la apatridia en el futuro¹¹⁰. Asimismo, considerando los señalamientos realizados por la Comisión, en los que se precisa que ninguno de los referidos proyectos pretendía tener efectos retroactivos (CDI, 1953), fue presentado por el Relator Especial un segundo Informe, en el que presenta un primer acercamiento a la cuestión de la eliminación y/o reducción de la apatridia en el entonces presente. Este segundo Informe incluye otros dos proyectos¹¹¹ de Convención para su estudio por la Comisión en su siguiente período de sesiones (RENCA, 1953b).

La Comisión, al año siguiente, dio continuidad a sus estudios y debates. En este sentido, analizó las observaciones que algunos Gobiernos realizaron sobre los proyectos de Convenciones para eliminar / reducir la apatridia en el futuro¹¹², a partir de las cuales generó dos nuevos proyectos para la consideración de la Asamblea General (CDI, 1954). Asimismo, el Relator Especial presentó un tercer Informe, en el cual propuso dos proyectos de Protocolo a los referidos proyectos de Convención y dos proyectos alternativos de Convención, todos en relación con la posible eliminación / reducción de la apatridia en el entonces presente (RENCA, 1954). De estos últimos proyectos, solo el alternativo de una Convención para reducir los casos de apatridia fue aprobado por la Comisión, teniendo en cuenta la posible colisión de principios con relación a los proyectos de Convención para la eliminación / reducción de la apatridia en el futuro (CDI, 1954).

Tras esta breve exposición de la génesis del debate en torno a la protección del derecho humano a la nacionalidad, puede apreciarse que el proceso de su construcción teórica y asunción práctica inicial fue complejo. En este sentido, se precisó realizar la distinción entre personas apátridas y personas refugiadas o desalojadas, a partir de la comprensión de las diferencias existentes entre las causas de estas diversas situaciones. Además, se requirió complementar la necesidad de la prevención del riesgo de apatridia en lo sucesivo, con la eliminación o reducción de los casos de apatridia entonces existentes. A esto se precisa agregar el reconocimiento de la soberanía de los Estados respecto a la determinación de sus nacionales, lo cual ha conllevado una necesidad de voluntad política, más que una

actualización técnico-jurídica, a fin de contribuir hacia la erradicación de la apatridia en tanto vulneración del derecho a una nacionalidad. La complejidad de este proceso determinó no solo que fueran más rápidamente aprobadas las Convenciones sobre los Estatutos de los Refugiados (1951) y de los Apátridas (1954), sobre cuyas cuestiones pudo lograrse más fácilmente el consenso entre los Estados, sino que una Convención encaminada a la protección del acceso a la nacionalidad tardara más de una década en ser adoptada.

Tomando como base todo el trabajo de la Comisión de Derecho Internacional, la Asamblea General, mediante su Resolución No. 896 (IX), de 4 de diciembre de 1954, dispuso que fuera convocada una Conferencia de Plenipotenciarios para abordar las formas de reducir la apatridia en el futuro (AGNU, 1954). Ante el requerimiento realizado por la propia Asamblea General de que dicha Conferencia (denominada de las Naciones Unidas sobre la Supresión o la Reducción de la Apatridia en lo Porvenir) se realizara cuando veinte Estados hubieran mostrado su disposición de participar, la misma no comenzó sus labores sino hasta el 24 de marzo de 1959.

Su resultado es la actual Convención para reducir los casos de apatridia, aprobada el 30 de agosto de 1961, la cual, en pos de garantizar el acceso a una nacionalidad como derecho humano, instrumenta los diferentes derechos constitutivos del derecho a una nacionalidad, así como un catálogo de obligaciones y prohibiciones a los Estados en función de la garantía de este derecho (Conferencia de las Naciones Unidas sobre la Supresión o la Reducción de la Apatridia en lo Porvenir, 1961). Como sistematización de estas obligaciones y prohibiciones se propone la siguiente:

a. Respecto al derecho a adquirir una nacionalidad en virtud del nacimiento:

1. Obligación de conceder la nacionalidad a los nacidos en el territorio del Estado, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado (Art. 1.1)¹¹³;
2. Obligación de conceder la nacionalidad a los nacidos en el territorio del Estado, dentro del matrimonio, hijos de una madre nacional del Estado, si de otra manera la persona devendría apátrida (Art. 1.3)¹¹⁴;
3. Obligación de presunción del expósito como nacido en el territorio del Estado donde fue hallado (Art. 2);
4. Obligación de extensión, por analogía, del territorio del Estado a los buques y aeronaves de su pabellón o matrícula (Art. 3);
5. Obligación de conceder la nacionalidad a los nacidos en el extranjero, hijo de al menos un nacional del Estado, si de otra manera la persona devendría apátrida, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado (Art. 4.1)¹¹⁵; y

6. Obligación de conceder la nacionalidad a los nacidos en el extranjero, hijo de al menos un nacional del Estado, si de otra manera la persona devendría apátrida por no haber cumplido con las exigencias de edad y/o de residencia exigidos en su país de origen. (Art. 1.4)¹¹⁶.

b. Respecto al derecho a no ser privado arbitrariamente de la nacionalidad:

1. Obligación de subordinar la privación de la nacionalidad a la posesión y/o adquisición de otra, en casos de cambio de estado civil (Art. 5.1)¹¹⁷;

2. Obligación de subordinar la privación de la nacionalidad, en caso de solicitar la naturalización en país extranjero, a la seguridad en su adquisición (Art. 7.2)¹¹⁸;

3. Prohibición de la privación de la nacionalidad, en caso de resultar en apatridia, en razón de abandono del país del cual se es nacional, residencia en un país extranjero, no inscripción en determinado registro o razones análogas (Art. 7.3)¹¹⁹;

4. Prohibición de la privación de la nacionalidad, en caso de resultar en apatridia, por cualquier otra razón no prevista (Arts. 7.6 y 8.1)¹²⁰ y

5. Obligación de garantizar la tutela judicial, o de cualquier otra entidad independiente, para la privación de la nacionalidad en los casos que excepcionalmente se admitan (Art. 8.4).

c. Respecto al derecho a recuperar la nacionalidad:

1. Obligación de posibilitar la recuperación de la nacionalidad perdida como consecuencia de un reconocimiento de filiación. (Art. 5.2)¹²¹.

d. Respecto al derecho a una nacionalidad y la transferencia territorial entre Estados:

1. Obligación de disponer sobre la nacionalidad en los casos de transferencias de territorios entre los Estados (Art. 10.1)¹²².

e. Respecto al derecho a una nacionalidad y la igualdad:

1. Prohibición de privación de la nacionalidad por motivos raciales, étnicos, religiosos o políticos (Art. 9)¹²³.

A los indicadores para la garantía del acceso a una nacionalidad como derecho humano, antes relacionados, debe agregarse el reconocimiento del principio de no oponibilidad a condiciones más favorables reconocidas en las legislaciones nacionales de los Estados partes o en algún otro tratado internacional, sea bilateral o multilateral. El reconocimiento de este principio puede considerarse como una forma de instrumentación del principio *pro homine* o *pro persona*, cuya esencia consiste en decidir por el trato más favorable a la persona ante la colisión de dos reglas o principios aplicables ante determinado supuesto de hecho (Pinto, 1997; Amaya Villarreal, 2005; Medellín Urquiaga, 2013; Castañeda Hernández, 2018; Mata Quintero, 2018).

Asimismo, el acceso a una nacionalidad, en tanto derecho humano, se encuentra también reconocido en otras Convenciones internacionales, posteriormente adoptadas. En estos casos, debe señalarse que, al no tratarse de tratados dirigidos hacia la protección y garantía de este derecho humano en particular, su reconocimiento parte de la interdependencia e interseccionalidad de los derechos humanos. Ello supone una limitante pues la efectividad de la protección de la nacionalidad como derecho depende, en consecuencia, del ámbito específico de cada una de estas Convenciones, las que se identifican a continuación: Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación racial, 1965 (art. 5 d) iii)¹²⁴; Pacto internacional de derechos civiles y políticos, 1966 (art. 24.3)¹²⁵; Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer, 1979 (art. 9)¹²⁶; Convención sobre los derechos del niño, 1989 (art. 7)¹²⁷; Convención internacional sobre la protección de los derechos de todos los trabajadores migratorios y de sus familiares, 1990 (art. 29)¹²⁸; y Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad, 2006 (art. 18)¹²⁹ (ACNUDH, 2021a-2021g).

De esta manera, puede colegirse que el alcance de la protección del acceso a una nacionalidad como derecho humano en el sistema universal puede considerarse amplio, en tanto se desarrolla el contenido de este derecho, se definen los principios generales a tener en cuenta en su instrumentación y se prevé una protección reforzada por más de un tratado internacional para el caso de los grupos de personas con mayor vulnerabilidad ante la discriminación. Asimismo, se reconoce un sistema de obligaciones y prohibiciones para los Estados a partir de los diferentes derechos constitutivos de este derecho humano. Este sistema puede ser considerado una referencia al momento de evaluar la tutela de dicho derecho, tanto para los organismos que integran el sistema de protección universal, como para aquellos regionales y nacionales existentes.

Por otra parte, para la comprensión de las formas de protección del derecho a una nacionalidad en el sistema universal debe tenerse en cuenta la existencia de dos ámbitos de protección. El primero de estos, a partir de las Convenciones internacionales de 1954 y de 1961, en especial, del rol respecto a estas del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (subepígrafe 2.1.2), y el segundo, desde las previsiones de los órganos de tratados de las demás Convenciones integrantes del Derecho internacional de los derechos humanos (subepígrafe 2.1.3).

2.1.2.- El rol del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados

Para la comprensión del rol del Alto Comisionado, debe tomarse como punto de partida que ambas Convenciones destinadas a la protección de las personas apátridas y a prevenir el

riesgo de apatridia, carecen de la constitución de un órgano de tratado como mecanismo de supervisión y control de la aplicación del tratado y que realice la interpretación de su contenido. Solo en el caso de la Convención para reducir los casos de apatridia, en su art. 11, se estipula la creación de un “organismo dentro de la órbita de las Naciones Unidas” para la asistencia a personas que se consideren con derecho a lo establecido en la Convención, lo cual tendría lugar a partir de la entrada en vigor de la misma. Asimismo, en cuanto a la solución de controversias entre los Estados, se incluye la disposición de reconocimiento de la jurisdicción de la Corte Internacional de Justicia (Conferencia de las Naciones Unidas sobre la Supresión o la Reducción de la Apatridia en lo Porvenir, 1961).

En este sentido, de los casos radicados por la Corte Internacional de Justicia hasta el 31 de diciembre de 2023, ninguno ha versado específicamente sobre la protección de las personas apátridas o alguna controversia sobre disposiciones o medidas relativas al acceso por parte de aquellas a una nacionalidad. Solamente como parte de las consideraciones realizadas en la Opinión Consultiva de 11 de abril de 1949, relativa al caso “Reparación por daños sufridos al servicio de las Naciones Unidas” – sometido a la consideración de la Corte por la propia Asamblea General de esta organización-, se reconoce que la garantía de protección por parte de la Organización de las Naciones Unidas a sus agentes en sus misiones, resulta más necesaria en el caso de agentes en situación de apatridia (Corte Internacional de Justicia [CIJ], 1949, pp. 183-184)¹³⁰. La Opinión Consultiva resulta, por demás, anterior a las referidas Convenciones internacionales relativas a la protección del acceso a una nacionalidad y la prevención de la apatridia¹³¹.

Esta situación conduce a colegir que la previsión de la Corte Internacional de Justicia como mecanismo de solución de controversias interestatales puede considerarse como insuficiente en el sentido de la atención al cumplimiento de los postulados de la Convención, teniendo en cuenta que no implica la posibilidad de realizar comunicaciones individuales como reclamo de la realización de los indicadores, en ella previstos, de la garantía del derecho humano a una nacionalidad.

Por otra parte, en relación con el organismo que debería ser creado a partir de la entrada en vigor de la Convención para reducir los casos de apatridia, para la asistencia a personas que se consideren con derecho a sus previsiones, la Secretaría General de las Naciones Unidas emitió el 16 de julio de 1974 una Nota y un Memorándum Explicativo en el cual se solicitaba a la Asamblea General que abordara la cuestión, teniendo en cuenta que la referida Convención entraría en vigor el 13 de diciembre de 1975. En este Memorándum, se expone que, a partir de consultas a los Estados que habían ratificado o se habían adherido a la

Convención, así como a la Oficina del ACNUR, se sugería fuera esta Oficina quien asumiera las funciones previstas para el organismo en cuestión, basándose en que “la idoneidad de este arreglo se desprende del hecho de que muchos de los refugiados de que se ocupa el Alto Comisionado son al mismo tiempo apátridas” (SGNU, 1974, párr. 4). En consecuencia, la Asamblea General dispuso mediante su Resolución No. 3274 (XXIX), de 10 de diciembre de 1974, que el ACNUR asumiera con carácter provisional tales funciones (AGNU, 1974).

Posteriormente, a raíz del nuevo mandato realizado, el ACNUR dirigió cartas circulares a los Estados partes de la Convención¹³², a fin de que le comunicaran sobre la aplicación de medidas legislativas en cumplimiento de la Convención, así como sobre el número de casos de personas apátridas en sus territorios. A partir de la evaluación de las informaciones recibidas, el ACNUR comunicó que se encontraba en disposición de continuar asumiendo las funciones del organismo previsto en el art. 11 de la Convención, así como que esta decisión no implicaba una asignación de fondos o de personal adicionales (ACNUR, 1976b). De esta manera, la provisionalidad originaria del mandato otorgado al ACNUR ha sido extendida hasta nuestros días a partir del pronunciamiento de la Asamblea General sobre su continuidad (AGNU, 1976)¹³³. A los efectos del presente estudio, se analiza la labor del Alto Comisionado mediante la revisión del conjunto de sus informes anuales a la Asamblea General, los de su Comité Ejecutivo y su aprobación (Tabla 1), así como la periodización por etapas de sus actividades.

✓ Primera Etapa: 1951 - 1976. Definiciones en torno a la apatridia

En una primera etapa, la actividad del ACNUR estuvo principalmente centrada en el tratamiento del problema de los refugiados, incluidos aquellos que se encontraban en situación de apatridia. En los primeros años, cuando aún se precisaba la distinción entre personas refugiadas y personas apátridas, no se mencionó en los informes ninguna acción específica dirigida a la protección del acceso a la nacionalidad¹³⁴. No obstante, se refirió la atención prestada a la labor de la Comisión de Derecho Internacional en el proceso de redacción del proyecto de Convención para la supresión o reducción de la apatridia en lo porvenir, al tiempo que se reconoció la importancia de esta cuestión para los refugiados¹³⁵.

Una vez adoptada la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas, en 1954, comenzaron a reportarse las ratificaciones de los Estados firmantes, algunas acciones de asistencia realizadas a favor de las personas apátridas, así como resultados sobre procesos de naturalización de refugiados, esencialmente en varios países europeos, pero sin distinguir entre refugiados que han obtenido una nueva nacionalidad y aquellos que se encontraban en situación de apatridia¹³⁶. En este último sentido, en varias ocasiones se reconoció la

naturalización como una vía para resolver de modo permanente los problemas de las personas refugiadas¹³⁷ y se lamentó que en ocasiones no se accedía a ella por desconocimiento al respecto por parte de la población de personas refugiadas¹³⁸. Asimismo, si bien el ACNUR colaboró con el proceso de redacción del proyecto de Convención para la supresión o reducción de la apatridia en lo porvenir,¹³⁹ lo hizo desde la perspectiva de su importancia para los refugiados, en particular, como causa del cese de la condición de refugiado y para evitar la apatridia en hijos de personas refugiadas¹⁴⁰.

El avance del proceso de firmas y de ratificaciones de la Convención de 1961 también resultó reportado en esta etapa,¹⁴¹ así como algunas acciones de los Estados en función de las disposiciones de la Convención, aunque esta no hubiera entrado aún en vigor¹⁴². En contraste con estas acciones iniciales, para 1971, a una década de la adopción de la Convención, apenas Reino Unido y Suecia la habían ratificado y así lo lamentaban tanto la Oficina del Alto Comisionado como su Comité Ejecutivo¹⁴³. Por este motivo, el ACNUR en sus informes comenzó a abordar la cuestión de la nacionalidad, subrayando que la reducción de las situaciones de apatridia resultaba más compleja en países en los que regía el *ius sanguinis* en comparación con aquellos en los que se aplicaba el *ius soli*,¹⁴⁴ que la pérdida de su nacionalidad suponía un nuevo problema para los refugiados y que el ACNUR trabajaba en función de la adopción de medidas que facilitarían la adquisición de la nacionalidad por parte de las personas refugiadas¹⁴⁵.

Dadas las anteriores razones, puede afirmarse que en esta primera etapa el acceso a una nacionalidad no se concibió en la práctica a partir de su comprensión como derecho humano, sino como solución duradera al problema que suponía el alto número de refugiados existentes tras la guerra, lo cual puede llevar a la consideración de la inexistencia de un verdadero mecanismo de protección. La labor del ACNUR se limitó a la asistencia y protección de las personas refugiadas. El hecho de que solo en algunas ocasiones y como nota aclaratoria se realizó en sus informes la diferenciación entre el número de refugiados apátridas en relación con el total de la población de refugiados¹⁴⁶ tributa a esta conclusión. La decisión de la Asamblea General de ampliar el mandato del ACNUR en función del referido art. 11 puede considerarse el punto culminante de este primer período.

✓ Segunda Etapa: 1977 - 1989. Omisión de actividades en torno a la apatridia

En lo que podría considerarse una segunda etapa, desde 1977 hasta 1989, la actividad del ACNUR en relación con la prevención y la reducción de la apatridia fue muy limitada, por no reputarla de cuasi-inexistente. Aunque en los primeros tres años de este período se informara a la Asamblea General sobre el estado de adhesiones a la Convención de 1961 y del

desempeño de las funciones atribuidas a la Oficina, ninguna referencia en específico fue realizada, y las alusiones a la trascendencia de la Convención, así como a los procesos de naturalización, continuaron basándose en su calidad de solución duradera para el problema de los refugiados. En este mismo sentido, las acciones de protección realizadas se exponían de manera general, sin distinguirse entre cuáles se llevaban a cabo en favor de las personas refugiadas y cuáles respecto a las apátridas¹⁴⁷. Incluso en una ocasión, al exponerse la cifra de personas atendidas por el Alto Comisionado (ACNUR, 1979), se reconoció que su disminución en el continente europeo se debió a la exclusión de un grupo de apátridas residentes en la entonces República Federal de Alemania que, si bien “antes se incluían en las estadísticas, ahora han dejado de serlo porque el ACNUR no se ocupa de ellos directamente” (párr. 248), sin que se refieran las causas tal cese de la asistencia¹⁴⁸. Entre los años 1983 y 1988, no fue reportada en lo absoluto ninguna acción respecto a la población de personas apátridas¹⁴⁹.

Esta etapa puede afirmarse que terminaría en 1989, cuando en sección especialmente dedicada a la apatridia de su informe anual (A/44/12), el ACNUR reconoció que las personas apátridas “constituyen un grupo sin protección y vulnerable, cuyos problemas no han recibido hasta ahora atención adecuada de la comunidad internacional” (ACNUR, 1989, párr. 57)¹⁵⁰.

✓ Tercera Etapa: 1990 - 1995. Promoción de actividades en torno a la apatridia

Posteriormente, el ACNUR comenzó a desarrollar una actividad más consecuente con su mandato relativo a la apatridia. A estos fines, participó en el Comité de Expertos sobre aspectos jurídicos relativos al asilo territorial, los refugiados y los apátridas, de 1990, y el Comité Ejecutivo del Programa, en su Conclusión general sobre la protección internacional, de 1991. Además, realizó un llamamiento a los Estados a adherirse a las Convenciones relativas a la apatridia, y al sistema de las Naciones Unidas a incluir en sus agendas el tratamiento de los problemas relativos a la condición de apátrida, en especial, la privación arbitraria de la nacionalidad y el contenido del derecho a la nacionalidad¹⁵¹.

Esta labor de promoción se vería asimismo intensificada en los años posteriores, en los cuales el ACNUR identificó los apátridas como una de las siete categorías de personas en busca de asilo y refugio, incluyó la apatridia como uno de los temas a tratar de manera específica por parte del Subcomité Plenario sobre Protección Internacional, realizó acciones de asesoramiento a varios Estados de Europa central y oriental sobre disposiciones constitucionales y legales “en particular para evitar la creación de apátridas” (ACNUR, 1992a, párr. 18), así como acciones de asistencia y protección a personas en situación

apatridia¹⁵². Asimismo, el Comité Ejecutivo del Programa llegó a afirmar en 1992 que, “reconociendo la falta de un órgano internacional con mandato general para ocuparse de esas personas, insta a la Alta Comisionada a que prosiga sus esfuerzos en favor de los apátridas” (ACNUR, 1992b, párr. 21)¹⁵³.

Teniendo en cuenta este escenario, el Comité Ejecutivo decidió, en octubre de 1995, adoptar una conclusión dedicada específicamente al tema¹⁵⁴. En esta disposición, se partió una vez más de la concepción de la apatridia como causa de desplazamientos y la razón de su tratamiento y necesidad de solución desde la prevención de situaciones posibles de refugiados. Asimismo, se exhortó a los Estados a su adhesión a las Convenciones de 1954 y de 1961, así como a tomar medidas para evitar las privaciones arbitrarias de la nacionalidad y eliminar, respecto a la renuncia a la misma, disposiciones jurídicas que permitan hacerlo sin la verificación de la adquisición previa de otra nacionalidad. En este sentido, debe reconocerse que fueron tomados – sin abordarse como tales- dos de los indicadores de garantía del derecho a una nacionalidad anteriormente sistematizados.

Respecto a esta Conclusión, la Asamblea General reconoció expresamente la prevención y la reducción de la apatridia como parte de las medidas preventivas integrantes del mandato del ACNUR. Este reconocimiento tiene particular trascendencia pues, si bien el ACNUR había asumido estas cuestiones como propias, a partir de su mandato de prestar protección internacional, las mismas no habían sido formalmente atribuidas por parte de la Asamblea General. Asimismo, la trascendencia de este reconocimiento consistió en que legitimó al ACNUR para el desarrollo de acciones globales para el tratamiento de la apatridia, reconociendo, no obstante, “el derecho de los Estados a dictar leyes que rijan la adquisición, renuncia o pérdida de la nacionalidad” (AGNU, 1995, párr. 16).

✓ Cuarta Etapa: 1996 - Actualidad. Acción hacia la prevención de la apatridia

Esta última etapa se propone dividirla en dos períodos: el primero, de definición y estructuración de acciones, entre 1996 y 2011, año en que se celebró el cincuentenario de la Convención para reducir los casos de apatridia, y el segundo, de impulso y ejecución de planes de acción, desde el año 2011 hasta la actualidad. De esta manera, en 1996 el Comité Ejecutivo del ACNUR incluyó la apatridia como una de las cuestiones integrantes del programa de trabajo del Comité Permanente¹⁵⁵ del ACNUR (ACNUR, 1996b). Asimismo, el ACNUR intensificó sus labores mediante su participación en conversaciones regionales sobre cuestiones relacionadas con la apatridia¹⁵⁶, la elaboración de una carpeta orientadora sobre las Convenciones internacionales en función de promover nuevas adhesiones y el aumento de asesoramientos sobre nacionalidad en disposiciones constitucionales¹⁵⁷.

Como parte del trabajo de estructuración de acciones, el ACNUR impulsó en 1998 una campaña de promoción de adhesiones a las Convenciones, la cual obtuvo resultados positivos en cuanto al interés y el intercambio de los Gobiernos con el Programa a pesar del discreto aumento de Estados partes¹⁵⁸. Precisamente este marco de consultas posibilitaría la realización, en 2003, de un estudio mundial a partir de un cuestionario enviado por el ACNUR a todos los Estados miembros de las Naciones Unidas, a fin de que le informaran sobre las medidas que hubieran adoptado para la prevención y la reducción de la apatridia, los principales problemas detectados al respecto, así como los mecanismos de cooperación posibles para el tratamiento del tema¹⁵⁹. La importancia de este estudio radica en que permitió conocer al ACNUR la magnitud global del problema de la apatridia en ese entonces, en tanto ninguna región se encontraba libre de situaciones conducentes a la apatridia, concluyéndose que para evitar efectivamente los casos de apatridia se necesitaba del establecimiento de un entendimiento común del problema, así como de una plataforma compartida para la acción (ACNUR, 2003b y 2004a)¹⁶⁰. Esta última recomendación en especial conllevó a la posterior adopción, por el Comité Ejecutivo, de una nueva conclusión sobre la temática¹⁶¹.

A partir de este nuevo escenario, el ACNUR estableció un programa mundial de apátridas de manera separada al programa mundial de refugiados, intensificó la colaboración interinstitucional con otros órganos del sistema de las Naciones Unidas - en especial, el Consejo de Derechos Humanos- y con organizaciones regionales¹⁶², además de continuar la publicación de directrices¹⁶³ encaminadas a promover actividades a realizar por los Estados¹⁶⁴. A pesar de estos avances, los resultados de las acciones no fueron suficientes. El propio ACNUR reconocería que “muchos Estados siguen considerando las cuestiones relativas a la nacionalidad como un tema delicado y del ámbito exclusivo de la soberanía nacional y, por lo tanto, son reticentes a compartir información o a abordar la cuestión de la apatridia” (ACNUR, 2009, párr. 47)¹⁶⁵.

Por dichos motivos, el ACNUR promovió un nuevo impulso mediante la celebración, en diciembre de 2011, de un encuentro intergubernamental en conmemoración los aniversarios de las Convenciones sobre el Estatuto de los Refugiados, de 1951, y para reducir los casos de apatridia, de 1961. A partir de este evento, se obtuvieron varios compromisos¹⁶⁶ de adhesiones o de estudio de sus posibilidades, así como relativos al examen de las legislaciones nacionales a partir de las directrices publicadas por el Alto Comisionado¹⁶⁷. Ciertamente, el número de nuevas adhesiones a ambas Convenciones tuvo un crecimiento exponencial, en relación con la desidia característica de sus primeros años, en especial de la

Convención de 1961, y el discreto aumento que habían tenido a partir de los llamamientos reiterados de la Asamblea General en ese sentido (Figuras 3 y 4).

Asimismo, como parte del impulso de acciones sistemáticas concretas a partir de 2011, debe considerarse la adopción por el Comité Ejecutivo de una Conclusión sobre el registro civil en la que se destaca la importancia de las inscripciones de nacimiento para la prevención de la apatridia,¹⁶⁸ la publicación de nuevas directrices de apoyo a los Estados como reflejo de la prioridad estratégica que suponía la protección a las personas apátridas y el perfeccionamiento de las normas sobre la nacionalidad,¹⁶⁹ así como la cooperación con los mecanismos regionales de promoción y protección de derechos humanos como elemento fundamental para una acción global coordinada¹⁷⁰.

En la actualidad, el ACNUR continúa la ejecución del Plan de Acción Mundial para Acabar con la Apatridia: 2014-2024, junto a la campaña mundial de divulgación *#IBelong* [*#YoPertenezco*], iniciativa puesta en marcha en 2014 (ACNUR, 2014b). Como parte de este Plan, se impulsan diez acciones dirigidas a los Estados para erradicar en 10 años la apatridia, en colaboración con el Alto Comisionado, las cuales en buena medida resultan un reflejo de los indicadores de garantía al derecho humano a una nacionalidad¹⁷¹. No obstante, la tendencia de las adhesiones a las Convenciones relativas a la apatridia ha disminuido paulatinamente (Figuras 3 y 4). A 28 de enero de 2024, en el propio año de la finalización del Plan de Acción, apenas 98 Estados son parte de la Convención de 1954¹⁷² y solo 80 lo son de la Convención de 1961¹⁷³ (ONU, 2024a y 2024b).

Asimismo, a pesar de los esfuerzos del ACNUR en la promoción y ejecución del referido Plan de Acción, en 2023 se reportó una población estimada de unos 4,4 millones de personas (un 2 % más que a finales de 2021) en situación de apatridia o de nacionalidad indeterminada (ACNUR, 2023, párr. 2). Esta información estadística sobre la población de personas en situación de apatridia ofrecida por el ACNUR constituye solo una estimación que “subestima de manera flagrante el número de apátridas, debido a que se basa en datos nacionales incompletos” (Grupo de Expertos sobre Estadísticas de los Refugiados, los Desplazados Internos y los Apátridas [GEERDIA], 2022, párr. 13)¹⁷⁴.

Para finalizar, el análisis realizado conduce a la consolidación de la noción de que el ACNUR, desde la perspectiva esencialmente operativa que caracteriza su labor, en general ha tratado el problema de la apatridia a partir de su comprensión en tanto causa, en numerosos casos, de la condición de refugiado, y solo lo ha abordado de manera reciente como una situación de vulneración del derecho humano a una nacionalidad. Por otra parte, la restricción existente a que el ACNUR o cualquiera otra organización u órgano internacional constituya

un mecanismo de protección del derecho a una nacionalidad – como organismo de supervisión y control de las obligaciones de los Estados en relación con la garantía a este derecho-, parte del principio por el cual son los Estados, en ejercicio de su soberanía, los que determinan quienes son sus nacionales.

No obstante, la labor de asesoría y de promoción a que se encuentra limitado este organismo debe reconocerse como muy meritoria, en función del objetivo de reducir la apatridia, así como respecto a su prevención. En tal sentido, sus diversos manuales, notas, directrices, programas y planes de acción han constituido, en especial en los años más recientes de su mandato, una guía de implementación de los indicadores de garantía del derecho a una nacionalidad. Aunque esta producción no pueda considerarse como jurisprudencia internacional, en tanto no resulta del análisis y sanción sobre una situación de conflicto entre una persona apátrida y un Estado parte de alguna de las Convenciones sobre la apatridia, la magnitud y profundidad de las argumentaciones de sus consideraciones, así como de los estudios realizados para su elaboración, complementan en importante medida el contenido de la referida jurisprudencia en el sentido de su utilidad hacia la realización de los postulados convencionales. Por otra parte, en la explicación de las formas de protección del acceso a una nacionalidad en tanto derecho humano, como antes se apuntaba, se requiere el estudio de las previsiones de los órganos de tratados de las demás Convenciones integrantes del Derecho internacional de los derechos humanos

2.1.3.- Las formas de protección del acceso a una nacionalidad en los órganos de tratados internacionales de derechos humanos

En relación a los mecanismos de protección derivados de los tratados internacionales de derechos humanos, debe partirse del reconocimiento del derecho a una nacionalidad en los diferentes tratados internacionales de derechos humanos, antes referidos. Asimismo, se encuentran decisiones adoptadas por los correspondientes órganos de tratado, las cuales se exponen brevemente a continuación.

✓ Comité de Derechos Humanos (CmDH)

En este Comité han sido presentadas las siguientes comunicaciones individuales, respecto a las cuales se ha declarado su inadmisibilidad *ratione materiae*, en tanto el Comité ha considerado que las afirmaciones que las sustentan no configuraban un supuesto de apatridia o una vulneración al derecho en cuestión: Comunicación No. 820/1998. Keshva Rajan y Sashi Kantra Rajan c. Nueva Zelandia (CCPR/C/78/D/820/1998). Decisión de 6 de agosto de 2003; y Comunicación No. 1134/2002. Fongum Gorji-Dinka c. Camerún (CCPR/C/83/D/1134/2002). Decisión de 17 de marzo de 2005. Asimismo, la Comunicación

No. 2264/2013. Deepan Budlakoti c. Canadá (CCPR/C/122/D/2264/2013), en la cual se reclamaba la vulneración del derecho a una nacionalidad, fue declarada inadmisibile en tal sentido, según Decisión de 6 de abril de 2018, por no haberse agotado todos los recursos de la jurisdicción interna del Estado parte (CmDH, 2023a)¹⁷⁵.

✓ Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial (CoEDR)

En este Comité fue presentada la Comunicación No. 42/2008. D.R. c. Australia (CERD/C/75/D/42/2008), mediante la cual se reclamaba la limitación ilícita en varias leyes australianas, entre otros, del derecho a una nacionalidad, en razón del origen nacional. Al respecto, según su Decisión de 14 de agosto de 2009, el Comité concluyó que la legislación en cuestión no establecía ninguna distinción sobre la base del origen nacional y que, en consecuencia, no constataba ninguna violación en ese sentido por el Estado parte. En igual sentido, respecto a la Comunicación No. 53/2013. Benon Pjetri c. Suiza (CERD/C/91/D/53/2013), en la cual se reclamaba la discriminación por motivo de origen nacional en una solicitud de naturalización, el Comité concluyó, según su Decisión de 28 de septiembre de 2020, que la información proporcionada por las partes no demostraba que la denegación de la solicitud de naturalización obedeciera a criterios discriminatorios relacionados con el origen nacional o étnico (CoEDR, 2023a)¹⁷⁶.

✓ Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer (CoEDM)

En este Comité fue presentada la Comunicación No. 11/2006. Constance Ragan Salgado c. Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte (CEDAW/C/37/D/11/2006), mediante la cual se reclamaba la discriminación contra la mujer al impedir que uno de sus hijos adquiriera la nacionalidad británica por filiación y que, según Decisión de 22 de enero 2007, fue declarada inadmisibile *ratione temporis*, debido a que los hechos objeto de la comunicación sucedieron antes de la entrada en vigor del Protocolo Facultativo para el Estado parte y no continuaron produciéndose después de esa fecha, así como por no haberse agotado todos los recursos de la jurisdicción interna del Estado parte (CoEDM, 2023a)¹⁷⁷.

✓ Comité de los Derechos del Niño (CDN)

Este Comité es el único respecto al cual ha podido encontrarse un criterio jurisprudencial en relación al derecho a una nacionalidad, a saber, la Decisión de 22 de septiembre de 2021, relativa a la Comunicación No. 95/2019. M.K.A.H c. Suiza (CRC/C/88/D/95/2019), en la cual se precisa la obligación de los Estados de adoptar medidas positivas para asegurar que un niño en situación de apatridia tenga acceso a una nacionalidad en caso de deportación a su país de origen (CDN, 2023a).

Asimismo, en este Comité han sido presentadas las siguientes comunicaciones individuales relacionadas, entre otros aspectos, con el derecho de todo niño a adquirir una nacionalidad, respecto a las cuales se ha declarado su inadmisibilidad por considerar que las afirmaciones que las sustentan no han sido suficientemente fundamentadas: Comunicación No. 31/2017. W.M.C c. Dinamarca (CRC/C/85/D/31/2017). Decisión de 28 de septiembre de 2020; Comunicación No. 36/2017. A.S. c. Dinamarca (CRC/C/82/D/36/2017). Decisión de 26 de septiembre de 2019; y Comunicación No. 49/2018. L.I. c. Dinamarca (CRC/C/85/D/49/2018). Decisión de 28 de septiembre de 2020. Además, la Comunicación No. 90/2019. Defensora General de la Nación c. Argentina (CRC/C/85/D/90/2019), en la cual se reclamaba, entre otras, la vulneración del derecho a una nacionalidad de dos niñas y un niño, fue archivada, según Decisión de 28 de septiembre de 2020, debido a una conciliación entre las víctimas y el Estado parte¹⁷⁸.

- ✓ Comité de Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares (CMW)

Este Comité, de conjunto con el Comité de los Derechos del Niño, adoptó en 2017 la Observación general conjunta No. 4 del Comité de Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares y No. 23 del Comité de los Derechos del Niño, sobre las obligaciones de los Estados relativas a los derechos humanos de los niños en el contexto de la migración internacional en los países de origen, tránsito, destino y retorno. En esta observación se trata, en un apartado independiente, el derecho de los niños al nombre, a la identidad y a una nacionalidad, en el cual se parte del reconocimiento del especial riesgo que corren los niños no inscritos en un registro “de convertirse en apátridas cuando han nacido de padres que se encuentran en una situación migratoria irregular, debido a los obstáculos existentes para adquirir la nacionalidad en el país de origen de los padres y también de poder inscribirse en el registro y recibir la nacionalidad en su lugar de nacimiento” (CMW, 2023, párr. 20)¹⁷⁹.

Finalmente, en cuanto a la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad, no se encontró ninguna observación general o decisión sobre alguna comunicación individual del Comité sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad, adoptada hasta este momento, en relación con alguna vulneración del derecho a una nacionalidad (Comité sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad, 2023).

De esta manera, respecto a los restantes mecanismos internacionales de protección, puede colegirse que la existencia de otros tratados internacionales de derechos humanos, en los cuales se reconoce el derecho al acceso a una nacionalidad y se encuentra previsto el

mecanismo de comunicaciones individuales, complementa la protección a este derecho. No obstante, la protección específica del derecho a una nacionalidad en estos tratados se encuentra limitada a la protección de los derechos de los niños, niñas y adolescentes (CCPR y CRC) y a la prohibición de la discriminación de ciertos grupos de mayor vulnerabilidad respecto a los procesos de acceso a una nacionalidad (CERD, CEDAW, CMW y CRDP). Igualmente, las observaciones generales adoptadas por los órganos de tratado coadyuvan en la interpretación del contenido y alcance de la protección del derecho a una nacionalidad, a partir de sus respectivas Convenciones, pero solamente respecto a una Comunicación individual, al amparo de estos tratados internacionales, se ha establecido jurisprudencia, lo cual resulta sumamente limitado en relación con el número de casos de personas en situación de apatridia reportados anualmente por el ACNUR.

2.2.- Los sistemas regionales de protección del derecho a una nacionalidad (y sus formas específicas de prevención del riesgo de apatridia)

Tras haber analizado el reconocimiento y protección del derecho a una nacionalidad en el sistema universal de derechos humanos, se impone el estudio, brevemente, de tal reconocimiento y protección en los sistemas regionales de derechos humanos. Este estudio supone el análisis del sistema interamericano (subepígrafe 2.2.1), el sistema europeo (subepígrafe 2.2.2) y el sistema africano (subepígrafe 2.2.3), desarrollados a continuación.

2.2.1.- El derecho a una nacionalidad en el sistema interamericano de protección de los derechos humanos

Tomando como punto de partida el art. XIX de la Declaración Americana de los Derechos y Deberes del Hombre, de 1948, el derecho a una nacionalidad se encuentra reconocido en los arts. 20 y 27.2 de la Convención Americana sobre Derechos Humanos¹⁸⁰, de 1969, y el art. 15 de la Convención Interamericana sobre la Protección de los Derechos Humanos de las Personas Mayores, de 2015 (Departamento de Derecho Internacional de la Organización de Estados Americanos [DDIOEA], 2023b, 2023c y 2023d). Debe tomarse también como antecedente convencional en la región, el art. 1 de la Convención sobre la nacionalidad de la mujer, de 1933 (DDIOEA, 2023a).

Por otra parte, cabe recordar que el sistema interamericano de protección de los derechos humanos se encuentra integrado institucionalmente en la Organización de los Estados Americanos, la cual recientemente ha abordado la cuestión del derecho a una nacionalidad y la protección de personas en situación de apatridia en varias resoluciones de su Asamblea General¹⁸¹. En cuanto a este sistema regional, debe también tenerse en cuenta la jurisprudencia establecida a partir de las sentencias dictadas por la Corte Interamericana de

Derechos Humanos, en su función jurisdiccional contenciosa. Asimismo, esta jurisprudencia debe comprenderse complementada por las opiniones emitidas por la propia Corte, a partir de su competencia consultiva, así como por los informes, tanto temáticos como de país, elaborados por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos.

- La Corte Interamericana de Derechos Humanos

El primer pronunciamiento de la Corte Interamericana de Derechos Humanos con relación al derecho a una nacionalidad se encuentra en su “Opinión Consultiva OC-4/84 de 19 de enero de 1984. Propuesta de modificación a la Constitución Política de Costa Rica relacionada con la naturalización” (Corte Interamericana de Derechos Humanos [CoIDH], 1984). Solicitada por Costa Rica, en esta Opinión la Corte abordó por primera vez el alcance y el contenido del referido art. 20 de la Convención Americana, confirmando dos derechos constitutivos del derecho a una nacionalidad, esto es, el derecho a adquirirla y el de no ser privado de ella. En este sentido, la Corte establece que: i. la nacionalidad constituye un vínculo o conexión de naturaleza política y jurídica entre una persona y un Estado; ii. la nacionalidad como derecho humano implica la necesidad del equilibrio entre el principio según el cual cada Estado en ejercicio de su soberanía determina quiénes son sus nacionales con los límites establecidos en el Derecho internacional respecto a la protección de los derechos humanos; y iii. la protección de la Convención no solo implica el reconocimiento del derecho a adquirir una nacionalidad, sino también el de no ser privado de ella, en consonancia con lo establecido en varias declaraciones y tratados internacionales. Posteriormente, a partir de su competencia contenciosa, la Corte ha establecido los siguientes criterios jurisprudenciales respecto al derecho a una nacionalidad:

- Caso Castillo Petruzzi y otros *vs.* Perú. Sentencia de 30 de mayo de 1999¹⁸². Aunque la Corte no apreció la vulneración en lo relativo al derecho a una nacionalidad previsto en la Convención, confirmó en sus consideraciones los estándares de la Opinión Consultiva OC-4/84, lo cual supuso el afianzamiento, como jurisprudencia, de dichos estándares sobre la nacionalidad como derecho humano (CoIDH, 1999).

- Caso Ivcher Bronstein *vs.* Perú. Sentencia de 6 de febrero de 2001¹⁸³. A partir de la confirmación de los estándares establecidos en la Opinión Consultiva OC-4/84 y de la Sentencia del caso Castillo Petruzzi y otros, la Corte estableció que: i. la protección del derecho a una nacionalidad, prevista en el art. 20 de la Convención, no diferencia entre las distintas formas de adquisición; ii. la privación arbitraria de la nacionalidad supone una violación al referido artículo de la Convención, aun cuando la persona no resulta en una situación de apatridia; iii. el carácter arbitrario de la privación de la nacionalidad puede

constituirse a partir de la vulneración tanto de normas sustantivas – si una persona es privada de su nacionalidad por razones distintas a las legalmente previstas-, como de reglas relacionadas con el debido proceso; y iv. las garantías del debido proceso reconocidas en el art. 8 de la Convención también resultan aplicables a procedimientos administrativos relativos a la realización del derecho a una nacionalidad (CoIDH, 2001).

- Caso de las niñas Yean y Bosico vs. República Dominicana. Sentencia de 8 de septiembre de 2005¹⁸⁴. En este caso la Corte trató por primera vez, como cuestión de fondo, la situación de la apatridia y el derecho a una nacionalidad, en relación, además, con la discriminación por origen nacional y la protección de los derechos de los niños y las niñas (CoIDH, 2005). Al respecto, la Corte afirmó que la soberanía de los Estados respecto a sus nacionales se encuentra limitada por la prohibición de discriminación, en tanto norma de *ius cogens*, y por el deber de prevenir, evitar y reducir la apatridia, en el sentido de la vulnerabilidad a la que se condiciona a las personas en esta situación. Asimismo, estableció los criterios siguientes: i. la prohibición de considerar el estatus migratorio de una persona como condición para el otorgamiento de la nacionalidad por el Estado o del goce y ejercicio de sus derechos, así como la intransmisibilidad de dicho estatus a los hijos; ii. el nacimiento en el territorio del Estado constituye la única condición que debe requerirse, de manera además razonable, para la adquisición de una nacionalidad cuando una persona no tiene derecho a otra; iii. la privación arbitraria de la nacionalidad se configura tanto en el supuesto de la pérdida de una nacionalidad adquirida como en el caso de la denegación del acceso a la nacionalidad a una persona que debe *ex lege* ser considerada como tal; y iv. la denegación de la nacionalidad, a su vez, se configura tanto a partir del supuesto en que una persona es legalmente considerada nacional, pero se impide u obstaculiza el procedimiento para obtener la documentación probatoria de la posesión de tal nacionalidad, así como en el caso de que a una persona se le impida la solicitud o la opción de una nacionalidad a la que tiene derecho. Asimismo, estableció los criterios diferenciadores entre la apatridia *de iure* y la apatridia *de facto* (CoIDH, 2005).

- Caso Gelman vs. Uruguay. Sentencia de 24 de febrero de 2011¹⁸⁵. En este caso, los argumentos de la Corte versaron sobre: i. la comprensión de la nacionalidad no solo como vínculo jurídico-político, sino también como hecho social, tomando como fundamento la noción de la identidad nacional; ii. el delito de desaparición forzada de las personas como un impedimento para sus hijos en relación a la adquisición de determinada nacionalidad, estableciéndose como obligación de los Estados la preservación de la identidad y la nacionalidad de los niños cuyos padres o representantes legales fueren sometidos a

desaparición forzada; y iii. la subsistencia en el tiempo de la violación del derecho a una nacionalidad hasta la recuperación de esta, o sea, que la vulneración a este derecho no termina en el momento en que la persona tiene conocimiento sobre su verdadera identidad, sino que cesa a partir de que efectivamente la recupera (CoIDH, 2011).

- Caso de personas dominicanas y haitianas expulsadas *vs.* República Dominicana. Sentencia de 28 de agosto de 2014¹⁸⁶. En este caso, la Corte reafirmó los argumentos que había expuesto en su Opinión Consultiva OC-4/84, así como en su sentencia sobre el caso *Yean y Bosico vs. República Dominicana* (CoIDH, 2014b). En tal sentido, precisó que el establecimiento de requisitos limitativos de la adquisición de la nacionalidad no es discriminatorio *per se*, pero que los mismos debían fundarse en la razonabilidad y la proporcionalidad de la regla jurídica. Asimismo, expuso que el análisis de la discriminación en relación al derecho a una nacionalidad no debía limitarse a los textos normativos, sino que debían incluir las prácticas administrativas y los criterios judiciales, esto es, que suponía un análisis tanto de hecho como de derecho. Por otra parte, la Corte estableció un criterio extendido sobre la limitación a la prerrogativa de los Estados sobre la determinación de sus nacionales en función de la situación de apatridia, según el cual se establece la prohibición no solo de la adopción de normas que generen efectivamente casos de apatridia, sino también de aquellas que implican el riesgo de generar estos casos (prevención no solo de la apatridia, sino también del riesgo de apatridia). Finalmente, en concordancia con esta prevención, se estableció para el Estado que pretendiere denegar la nacionalidad de una persona nacida en su territorio, la obligación de verificar que en la práctica la persona podrá hacer efectivo el acceso a la nacionalidad de otro país, esto es, que no basta con que exista la posibilidad legal de adquirir otra nacionalidad, sino que se requiere la demostración de su efectividad fáctica.

- Caso *Habbal y otros vs. Argentina*. Sentencia de 31 de agosto de 2022¹⁸⁷. Aunque en su sentencia la Corte consideró que el Estado parte no era responsable, en sus consideraciones se recordó la necesaria compatibilidad entre los procesos de privación de nacionalidad, según las regulaciones propias de cada Estado, con los derechos humanos que se reconocen en la Convención, en especial el derecho al debido proceso y el principio de legalidad (CoIDH, 2022).

Asimismo, la Corte emitió su “Opinión Consultiva OC-21/14 de 19 de agosto de 2014. Derechos y garantías de niñas y niños en el contexto de la migración y/o en necesidad de protección internacional, solicitada por Argentina, Brasil, Paraguay y Uruguay” (CoIDH, 2014a). En esta Opinión, aunque no se trató específicamente el acceso a una nacionalidad como derecho, se establecieron criterios a tener en cuenta sobre la protección a personas en

situación de apatridia. En este sentido, la Corte señaló la consideración de “país de origen” no solo en referencia al Estado del cual una persona es nacional, sino también, respecto a personas apátridas, al Estado de su residencia habitual. En igual sentido, estableció que la prohibición de expulsión de nacionales, consecuentemente, se extiende a aquellas personas que habiendo perdido o sido denegada o privada su nacionalidad, quedasen en situación de apatridia, recibiendo un trato al respecto como si se tratara de nacionales.

- La Comisión Interamericana de Derechos Humanos

Por su parte, en relación con el derecho a una nacionalidad y la prevención de la apatridia, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos ha elaborado los siguientes informes temáticos (2) y de país (1):

- Informe sobre la situación de los derechos humanos en la República Dominicana (OEA/Serv.L/V/II. Doc.45/15), de 31 diciembre 2015. Este Informe se dedicó fundamentalmente a la cuestión de la privación arbitraria y retroactiva de la nacionalidad, a partir de la Sentencia 168/13, de 23 de septiembre de 2013, dictada por el Tribunal Constitucional de la República Dominicana, a cientos de miles de personas de ascendencia haitiana, quienes en consecuencia quedaron en situación de apatridia (Comisión Interamericana de Derechos Humanos [CIDH], 2015a). Asimismo, se expuso un conjunto de recomendaciones en función de la adaptación de disposiciones normativas y prácticas conformes con los estándares internacionales de derechos humanos, en especial, del derecho a una nacionalidad. Estos estándares coinciden con la jurisprudencia establecida por la Corte en sus dos sentencias contra la República Dominicana sobre la materia.

- Derechos humanos de migrantes, refugiados, apátridas, víctimas de trata de personas y desplazados internos: Normas y Estándares del Sistema Interamericano de Derechos Humanos (OEA/Serv.L/V/II. Doc.46/15), de 31 de diciembre de 2015. En este Informe, el cual abordó esencialmente los estándares relativos a los derechos humanos de las personas en movilidad, se reconoció como uno de estos derechos el acceso a una nacionalidad (CIDH, 2015b). Al respecto, se expone el alcance y contenido de este derecho, además de las garantías del debido proceso en procedimientos para el otorgamiento de la nacionalidad, tomando como referencia los estándares internacionales entonces reconocidos, en especial, en la jurisprudencia de la Corte Interamericana.

- Debido proceso en los procedimientos para la determinación de la condición de persona refugiada, y apátrida y el otorgamiento de protección complementaria (OEA/Serv.L/V/II. Doc.255/20), de 5 de agosto de 2020. En este Informe se expusieron las consideraciones más recientes del sistema interamericano sobre el derecho a una

nacionalidad, en especial, el de niñas y niños de adquirir una nacionalidad al nacer, así como las formas de adquisición y pérdida de la nacionalidad y la situación de la apatridia (CIDH, 2020). Las consideraciones se realizaron tomando como referencia las disposiciones de las Convenciones relativas a la apatridia, las directrices del ACNUR y la jurisprudencia de la Corte. Como principales estándares se relacionan: i. la obligación de los Estados de abstenerse de adoptar medidas legislativas, prácticas o políticas relativas a la nacionalidad, que favorezcan el incremento del número de personas apátridas; ii. el deber de los Estados de otorgar de manera automática su nacionalidad a todo infante que nazca en su territorio si de otro modo sería apátrida; y iii. la consideración por los Estados de opciones legislativas y políticas públicas que faciliten la naturalización de las personas apátridas.

Asimismo, la Comisión Interamericana, a partir de la labor de su Relatoría sobre los Derechos de los Migrantes, adoptó el 7 de diciembre de 2019 su Resolución No. 04/19, Principios Interamericanos sobre los derechos humanos de todas las personas migrantes, refugiadas, apátridas y víctimas de la trata de personas, en la cual estableció una serie de principios orientadores para los Estados miembros en vistas al respeto, protección, promoción y garantía de los derechos humanos, tanto en sus funciones legislativas y reglamentarias, como en sus prácticas administrativas, sus políticas públicas y sus decisiones judiciales (CIDH, 2019). Específicamente a la cuestión de la nacionalidad se dedican seis principios, los cuales versan sobre el derecho y la renuncia a la nacionalidad, la relación entre el matrimonio y la nacionalidad, la privación de la nacionalidad, la naturalización y la erradicación de la apatridia.

En conclusión, el sistema interamericano cuenta con una Convención que implica un reconocimiento amplio al derecho a una nacionalidad, que supone una protección a todas las personas, no solo a los niños y las niñas. Además, la jurisprudencia de la Corte ha establecido claramente los límites a la soberanía de los Estados respecto a las cuestiones de nacionalidad y ha incluido indicadores específicos de garantía a este derecho y respecto a la prevención de la apatridia. Asimismo, la protección de todos los derechos humanos – incluido el derecho a una nacionalidad- por un único mecanismo jurisdiccional ha propiciado la sistematicidad de tal protección, lo cual consolida la noción de interdependencia de los derechos humanos. No obstante, el acceso a la jurisdicción contenciosa de la Corte depende de la consideración de la Comisión, lo cual supone un límite al principio de acceso a la justicia interamericana. Además, la existencia de análisis de admisibilidad y excepciones antes de la cuestión de fondo, tanto por parte de la Comisión como posteriormente por la Corte supone una dilación del proceso que pudiera reputarse innecesaria, lo cual resulta contraproducente en vistas a la

reparación de las violaciones que se reclaman. Finalmente, debe subrayarse que la Corte Interamericana no solo cuenta con la jurisprudencia establecida en relación al derecho a una nacionalidad a partir de su jurisdicción contenciosa, sino que desde el sistema de opiniones consultivas también ha establecido estándares en cuanto a la interpretación del contenido y alcance de este derecho.

2.2.2.- El sistema europeo de protección de los derechos humanos y el derecho a una nacionalidad

Para el estudio del sistema europeo de protección de los derechos humanos se procede al análisis, por separado, de sus dos mecanismos de protección. En primer lugar, el Consejo de Europa – en tanto organización que agrupa todos los Estados europeos- y su Tribunal Europeo de Derechos Humanos, así como la Unión Europea y su Tribunal de Justicia.

- El Consejo de Europa y el Tribunal Europeo de Derechos Humanos

En el sistema europeo, el derecho a una nacionalidad no se encuentra reconocido, ni explícita ni implícitamente, en la Convención Europea de Derechos Humanos de 1950 (Council of Europe, 1950). Sin embargo, este derecho se reconoce y regula en el Convenio Europeo sobre la Nacionalidad (CETS-166) de 1997 y en el Convenio del Consejo de Europa sobre la prevención de los casos de apatridia en relación con la sucesión de Estados (CETS-200) de 2006, adoptados en el seno del Consejo de Europa (Council of Europe, 1997 y 2006). No obstante, de los 46 Estados miembros de esta organización regional, al 28 de enero de 2024, solo 21 han ratificado el primero de estos Convenios (Council of Europe, 2024a) y apenas 7 lo han hecho respecto al segundo (Council of Europe, 2024b). Además, estos dos tratados, en los que se reconoce el derecho a una nacionalidad, no se consideran Protocolos adicionales a la Convención Europea de Derechos Humanos por lo cual su supervisión y control no entra en la jurisdicción del Tribunal Europeo de Derechos Humanos ni en el ámbito de competencia de ningún otro órgano de tratado regional europeo.

Sobre la referida falta de competencia del Tribunal Europeo para abordar reclamaciones sobre privaciones de nacionalidad *ratione materiae*, la entonces existente Comisión Europea de Derechos Humanos estableció que el derecho a adquirir determinada nacionalidad no se encontraba garantizado por la Convención o sus Protocolos en los casos siguientes: Caso X vs. Austria, no. 5212/71, Decisión de la Comisión de 5 de octubre de 1972; Caso Familia K. y W. vs. Países Bajos (dec.), no. 11278/84, Decisión de la Comisión de 1 de julio de 1985; Caso Slepčik vs. Países Bajos y República Checa, no. 30913/96, Decisión de la Comisión de 2 de septiembre de 1996; y Caso Kafkasli vs. Turquía, no. 21106/92, Decisión de la Comisión 1 de julio de 1997, párr. 33 (European Court of Human Rights [ECHR], 1972,

1985, 1996 y 1997). En igual sentido se ha pronunciado el Tribunal Europeo de los Derechos Humanos, tras la adopción del referido Convenio Europeo sobre la Nacionalidad, en el Caso *Poenaru vs. Rumanía* (dec.), no. 51864/99, Decisión de 13 de noviembre de 2001, p. 6; y el Caso *Ramadan vs. Malta*, no. 76136/12, Sentencia de 21 de junio de 2016, párr. 84 (ECHR, 2001 y 2016).

No obstante, el Tribunal Europeo de Derechos Humanos, a partir del art. 8 de la Convención, en el cual se establece la protección del derecho al respeto a la vida privada y familiar, ha establecido la siguiente jurisprudencia:

- Aunque el derecho a adquirir determinada nacionalidad no se encuentra garantizado por la Convención o sus Protocolos, no se excluye que una denegación o privación arbitraria de la nacionalidad podría, en determinadas circunstancias, plantear una cuestión en relación al art. 8 de la Convención debido al impacto de tal denegación o privación en la vida privada de los individuos: Caso *Karassev vs. Finlandia* (dec.), no. 31414/96, Decisión de 12 de enero de 1999, párr. 1.b); Caso *Dragan y otros vs. Alemania* (dec.), no. 33743/03, Decisión de 7 de octubre de 2004, párr. 2.2, pág. 19; Caso *Savoia y Bounegru vs. Italia* (dec.), no. 8407/05, Decisión de 11 de julio de 2006, párr. 2, pág. 4; Caso *Kuric y otros vs. Eslovenia*, no. 26828/06, Sentencia de 13 de julio de 2010, párr. 353; Caso *Genovese vs. Malta*, no. 53124/09, Sentencia de 11 de octubre de 2011, párr. 30; Caso *Menesson vs. Francia*, no. 65192/11, Sentencia de 26 de junio de 2014, párr. 97; Caso *Labassee vs. Francia*, no. 65941/11, Sentencia de 26 de junio de 2014, párr. 76; y Caso *Ramadan vs. Malta*, no. 76136/12, Sentencia de 21 de junio de 2016, párr. 62 y 85 (ECHR, 1999, 2004, 2006, 2010, 2011, 2014a, 2014b y 2016).

- La vida privada de un individuo, cuyo derecho a ser respetada se establece en el art. 8 de la Convención, implica la consideración de su identidad, tanto física como social, reconociéndose la nacionalidad como un elemento de la identidad social de una persona: Caso *Genovese vs. Malta*, no. 53124/09, Sentencia de 11 de octubre de 2011, párr. 30 y 33; Caso *Menesson vs. Francia*, no. 65192/11, Sentencia de 26 de junio de 2014, párr. 97; Caso *Labassee vs. Francia*, no. 65941/11, Sentencia de 26 de junio de 2014, párr. 38, 75 y 76; y Caso *Ramadan vs. Malta*, no. 76136/12, Sentencia de 21 de junio de 2016,¹⁸⁸ párr. 62 (ECHR, 2011, 2014a, 2014b y 2016).

- La prohibición de discriminación consagrada en el art. 14 de la Convención se extiende más allá del disfrute de los derechos y libertades que la Convención y sus Protocolos exigen que cada Estado garantice, por lo cual también resulta aplicable a aquellos derechos adicionales que el Estado ha decidido voluntariamente proporcionar.

Consecuentemente, el Estado debe garantizar el derecho [a la nacionalidad] sin discriminación, en el sentido del referido art. 14 de la Convención: Caso *Genovese vs. Malta*, no. 53124/09, Sentencia de 11 de octubre de 2011, párr. 32, 34 (ECHR, 2011).

- El hecho de que una persona haya renunciado a la nacionalidad de un Estado no implica la obligación de otro Estado de regularizar su estancia o su naturalización en su territorio: Caso *Dragan y otros vs. Alemania* (déc.), no. 33743/03, Decisión de 7 de octubre de 2004, párr. 2.2, pág. 20; y Caso *Ramadan vs. Malta*, no. 76136/12, Sentencia de 21 de junio de 2016, párr. 92 (ECHR, 2004 y 2016).

Adicionalmente, aunque no pueda considerarse jurisprudencia en tanto no se trata de una argumentación que fundamente la solución a una situación contenciosa, deben tenerse en cuenta, las siguientes recomendaciones del Comité de Ministros del Consejo de Europa:

- Resolución No. (77) 12, sobre la nacionalidad de los cónyuges de diferentes nacionalidades, de 27 de mayo de 1977. En esta recomendación se promovió la eliminación de distinciones por razones de género en las regulaciones sobre la nacionalidad, además de establecerse una referencia sobre el límite máximo de tiempo de residencia para su adquisición por parte del cónyuge extranjero de algún nacional (Committee of Ministers of the Council of Europe [CMCE], 1977a).

- Resolución No. (77) 13, sobre la nacionalidad de los niños nacidos dentro del matrimonio, de 27 de mayo de 1977. En esta recomendación se exhortó a garantizar la adquisición de la nacionalidad de los niños nacidos dentro del matrimonio si al menos uno de sus progenitores es nacional de algún Estado miembro, así como a tomar provisiones en vistas a evitar la doble nacionalidad (CMCE, 1977b).

- Recomendación No. R (83) 1, sobre los nómadas apátridas y los nómadas de nacionalidad indeterminada, de 22 de febrero de 1983. Entre otras medidas de protección, en esta recomendación se exhortó a la ratificación de las Convenciones internacionales sobre la apatridia, así como a tomar medidas normativas nacionales para la reducción de los casos de apatridia entre las personas nómadas (CMCE, 1983).

- Recomendación No. R (84) 21, sobre la adquisición por parte de los refugiados de la nacionalidad del país de acogida, de 14 de noviembre de 1984. En esta recomendación se promovió la consideración del hecho de ser refugiado como elemento favorable a los efectos del otorgamiento de la nacionalidad, además de la previsión de la garantía de la adquisición de la nacionalidad por parte de los hijos de los refugiados nacidos o que residan en el país de acogida (CMCE, 1984).

- Recomendación No. R (99) 18, sobre la prevención y reducción de la apatridia, de 15 de septiembre de 1999. En esta recomendación se reafirmaron los principios contenidos en la Convención Europea sobre la Nacionalidad de 1997, en especial, los relativos a la prevención y reducción de la apatridia al nacer, la facilitación de la adquisición de la nacionalidad por las personas apátridas y la prevención de la apatridia como consecuencia de la pérdida de la nacionalidad (CMCE, 1999).

- Recomendación CM/Rec (2009) 13, sobre la nacionalidad de los niños, de 9 de diciembre de 2009. En esta recomendación se establecieron principios para la reducción de la apatridia en niños, la adquisición de la nacionalidad como consecuencia de las relaciones paterno-filiales, la adquisición de la nacionalidad por parte de niños nacidos en territorios extranjeros, así como sobre los derechos de los niños en los procedimientos que afectan su nacionalidad, en especial, los registros de nacimiento (CMCE, 2009).

- La Unión Europea y el Tribunal de Justicia de la Unión Europea

El Tratado de la Unión Europea, a partir de su modificación en 1992 por el Tratado de Maastricht, reconoce la existencia de una “ciudadanía europea” en los términos siguientes: “Artículo 20 (antiguo artículo 17 TCE). 1. Se crea una ciudadanía de la Unión. Será ciudadano de la Unión toda persona que ostente la nacionalidad de un Estado miembro. La ciudadanía de la Unión se añade a la ciudadanía nacional sin sustituirla” (Unión Europea [UE], 2012). No obstante, la Carta de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea, de 7 de diciembre de 2000, no prevé el derecho a una nacionalidad (UE, 2000).

En relación con la “ciudadanía europea”, el Tribunal de Justicia de la Unión Europea ha establecido la siguiente jurisprudencia:

- La determinación de los modos de adquisición y pérdida de la nacionalidad es competencia de cada Estado, competencia que debe ejercerse respetando el Derecho comunitario: Caso Mario Vicente Micheletti y otros *vs.* Delegación del Gobierno en Cantabria, C-369/90, Sentencia de 7 de julio de 1992, párr. 10; Caso Bélgica *vs.* Fatna Mesbah, C-179/98, Sentencia de 11 de noviembre de 1999, párr. 29; Caso The Queen & Secretary of State for the Home Department *vs.* Manjit Kaur, C-192/99, Sentencia de 20 de febrero de 2001, párr. 19; Caso Kunqian Catherine Zhu & Man Lavette Chen *vs.* Secretary of State for the Home Department, C-200/02, Sentencia de 19 de octubre de 2004, párr. 37; Caso Janko Rottmann *vs.* Freistaat Bayern, C-135/08, Sentencia de 2 de marzo de 2010, párr. 39 y 48; y Caso M.G. Tjebbes y otros *vs.* Minister van Buitenlandse Zaken, C-221/17, Sentencia de 12 de marzo de 2019, párr. 30 (Tribunal de Justicia de la Unión Europea [TJUE], 1992, 1999, 2001, 2004, 2010 y 2019).

- Un Estado miembro no puede limitar los efectos de la atribución de la nacionalidad de otro Estado miembro, exigiendo requisitos adicionales para reconocer dicha nacionalidad en orden al ejercicio de las libertades fundamentales previstas en el Tratado: Caso Mario Vicente Micheletti y otros *vs.* Delegación del Gobierno en Cantabria, C-369/90, Sentencia de 7 de julio de 1992, párr. 10; Caso Bélgica *vs.* Fatna Mesbah, C-179/98, Sentencia de 11 de noviembre de 1999, párr. 30; Caso Carlos Garcia Avello *vs.* Bélgica, C-148/02, Sentencia de 2 de octubre de 2003, párr. 28; y Caso Kunqian Catherine Zhu & Man Lavette Chen *vs.* Secretary of State for the Home Department, C-200/02, Sentencia de 19 de octubre de 2004, párr. 39 (TJUE, 1992, 1999, 2003 y 2004).

- Es legítimo que un Estado quiera proteger la relación especial de solidaridad y de lealtad con sus nacionales, así como la reciprocidad de derechos y deberes, como fundamento del vínculo de nacionalidad. En ese sentido, la privación de la nacionalidad no puede considerarse arbitraria si se fundamenta en un comportamiento fraudulento de la persona, determinado legalmente: Caso Janko Rottmann *vs.* Freistaat Bayern, C-135/08, Sentencia de 2 de marzo de 2010, párr. 51-54; y Caso M.G. Tjebbes y otros *vs.* Minister van Buitenlandse Zaken, C-221/17, Sentencia de 12 de marzo de 2019, párr. 33 y 39 (TJUE, 2010 y 2019).

- Un Estado miembro no puede considerarse obligado a abstenerse de revocar una naturalización adquirida de manera fraudulenta por la circunstancia de que la persona no haya recuperado la nacionalidad de su Estado miembro de origen. Asimismo, corresponde al Estado la apreciación de la exigencia de la concesión de un plazo razonable, antes de hacer efectiva de privación de la nacionalidad, para que la persona cuya nacionalidad le ha sido privada pueda intentar recuperar su nacionalidad de origen: Caso Janko Rottmann *vs.* Freistaat Bayern, C-135/08, Sentencia de 2 de marzo de 2010, párr. 57-58 (TJUE, 2010).

- El Estado debe considerar, en el caso de menores de edad, la existencia de circunstancias de las que resulte que la pérdida de la nacionalidad por el menor no corresponde al interés superior del niño, en razón de las consecuencias que tal pérdida de nacionalidad tendría desde el punto de vista del Derecho comunitario: Caso M.G. Tjebbes y otros *vs.* Minister van Buitenlandse Zaken, C-221/17, Sentencia de 12 de marzo de 2019, párr. 47 (TJUE, 2019).

De esta manera, puede concluirse que el derecho a una nacionalidad no se encuentra reconocido, ni explícita ni implícitamente, en la Convención Europea de Derechos Humanos ni en la Carta de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea, tratados regionales que cuentan con un órgano de supervisión y control al que se puede acceder mediante comunicaciones individuales. Asimismo, este sistema cuenta con dos Convenios, adoptados

en el seno del Consejo de Europa, que implican una protección amplia al derecho a una nacionalidad, en el sentido de que incluyen indicadores de garantía de este derecho a partir de la disposición de obligaciones y prohibiciones para los Estados partes. No obstante, ninguno de estos Convenios estipula la creación o adhesión a un órgano de tratado o mecanismo que permita la presentación de reclamaciones o de comunicaciones individuales. Las cuestiones relativas a estos dos Convenios siquiera son sujetas a la jurisdicción del Tribunal Europeo de Derechos Humanos como mecanismo efectivo de protección.

Además, estos Convenios solo han sido ratificados por un grupo muy limitado de Estados, por lo cual los escasos indicadores de garantía, antes señalados, solo podrían considerarse respecto a una parte de la población total de las personas en situación de apatridia en la región. Las recomendaciones adoptadas por el Comité de Ministros del Consejo de Europa, sin embargo, coadyuvan en la interpretación del contenido y alcance de la protección del derecho a una nacionalidad, a partir de los dos referidos Convenios.

En definitiva, la protección efectiva del derecho a una nacionalidad en el sistema europeo se encuentra limitada a su consideración jurisprudencial como parte de la identidad social de las personas y el respeto a su vida privada, así como a la prohibición de la discriminación.

2.2.3.- El derecho a una nacionalidad en el sistema africano de protección de los derechos humanos

El derecho a una nacionalidad no se encuentra reconocido en la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos (Carta de Banjul), de 1981 (African Union [AU], 1981). No obstante, se reconoce en el art. 6 de la Carta Africana sobre los Derechos y el Bienestar del Niño, de 1990, y en el art. 6 incisos g) y h) del Protocolo a la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos con relación a los Derechos de las Mujeres en África (Protocolo de Maputo), de 2003 (AU, 1990 y 2003). Además, en la actualidad se trabaja en un proyecto de Protocolo a la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos sobre el Derecho a la Nacionalidad y la Erradicación de la Apatridia en África (AU, 2018), pero aún no ha sido adoptado (AU, 2024).

- La Comisión Africana de los Derechos Humanos y de los Pueblos

Aunque el derecho a una nacionalidad no se encuentra reconocido en la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos, varias comunicaciones individuales han sido presentadas ante la Comisión Africana de los Derechos Humanos y de los Pueblos, en las cuales, respecto al derecho a una nacionalidad, se ha establecido la siguiente jurisprudencia:

- La denegación o privación arbitraria de la nacionalidad implica la consideración de una violación a los derechos a la igualdad de protección legal, al respeto a la dignidad

humana y al reconocimiento de la personalidad jurídica, reconocidos en los arts. 3.2 y 5 de la Carta: Comunicación No. 212/98. *Amnistía Internacional vs. Zambia*. Decisión de 5 de mayo de 1999, párr. 45, 52 y 58; y Comunicación No. 97/93. *John K. Modise vs. Botsuana*. Decisión de 6 de noviembre de 2000, párr. 89 (African Commission on Human and Peoples' Rights [ACHPR], 1999 y 2000).

- Aún con mayor precisión que el criterio anterior, igualmente establece que el derecho a una nacionalidad es un derecho humano fundamental estrechamente vinculado a la personalidad jurídica de un individuo, por lo cual la denegación del acceso a la nacionalidad viola los derechos al respeto a la dignidad humana y al reconocimiento de la personalidad jurídica, protegidos en el art. 5 de la Carta: Comunicación No. 317/06. *Comunidad Nubia en Kenia vs. Kenia*. Decisión de 28 de febrero de 2015, párr. 140; y Comunicación No. 318/06. *Open Society Justice Initiative vs. Costa de Marfil*. Decisión de 28 de febrero de 2015, párr. 97, 109, 120, 141 (ACHPR, 2015a y 2015b).

- Aunque los Estados gozan de una amplia discrecionalidad respecto a la determinación de quiénes califican para adquirir su nacionalidad, esta facultad se encuentra limitada por sus obligaciones de prevenir la apatridia y la prohibición de la discriminación: Comunicación No. 317/06. *Comunidad Nubia en Kenia vs. Kenia*. Decisión de 28 de febrero de 2015, párr. 145, 146 y 149 (ACHPR, 2015a).

- El significado sociológico y político de la nacionalidad se extiende más allá de su dimensión legal, por lo cual toda regulación jurídica de la nacionalidad debe tomar como fuente principal su comprensión sociológica y política, además de la fuente histórica de la nacionalidad. Además, la obligación del Estado de conceder la nacionalidad a los nacidos en el territorio del Estado, si de otra manera la persona devendría apátrida: Comunicación No. 318/06. *Open Society Justice Initiative vs. Costa de Marfil*. Decisión de 28 de febrero de 2015, párr. 98-100 y párr. 113-115 (ACHPR, 2015b).

Asimismo, en relación con el derecho a una nacionalidad, la Comisión Africana de los Derechos Humanos y de los Pueblos ha adoptado las siguientes resoluciones:

- Resolución No. 234, sobre el derecho a una nacionalidad (ACHPR/Res.234(LIII)2013), de 23 de abril de 2013. En esta Resolución se afirmó que el derecho a una nacionalidad es un derecho humano fundamental implícito en las disposiciones del art. 5 (respeto a la dignidad humana) de la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos, así como su función esencial para el disfrute de otros derechos y libertades fundamentales en virtud de la referida Carta. Además, realizó un llamamiento a los Estados africanos a implementar provisiones legales en sus regulaciones sobre nacionalidad en pos de

la prevención de la apatridia, a abstenerse de adoptar medidas discriminatorias en materia de nacionalidad, así como a respetar los estándares procesales mínimos para evitar la arbitrariedad en la toma de decisiones sobre el reconocimiento, adquisición, privación o cambio de nacionalidad. Asimismo, dispuso la realización de un estudio en profundidad sobre temas relacionados con el derecho a la nacionalidad por parte del Relator Especial sobre refugiados, solicitantes de asilo, migrantes y desplazados internos en África (ACHPR, 2013).

- Resolución No. 277, sobre la redacción de un Protocolo a la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos sobre el Derecho a la Nacionalidad en África (ACHPR/Res.277(LV)2014), de 12 de mayo de 2014. En esta Resolución se reconoció la presentación del estudio sobre el derecho a una nacionalidad en África, realizado por el Relator Especial sobre refugiados, solicitantes de asilo, migrantes y desplazados internos en África, quien resultó asimismo mandatado para la redacción de un Protocolo a la Carta Africana sobre esta cuestión. En tal sentido, se subrayó la necesidad de avanzar en la identificación, prevención y reducción de la apatridia como formas de protección del derecho a la nacionalidad (ACHPR, 2014).

- La Corte Africana de los Derechos Humanos y de los Pueblos

Aunque el derecho a una nacionalidad – como ha sido anteriormente señalado- no se encuentra reconocido en la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos, la Corte Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos, siguiendo los criterios jurisprudenciales de la Comisión, también ha establecido la siguiente jurisprudencia:

- La dignidad humana de las personas y el reconocimiento de su personalidad jurídica, cuyo derecho a ser respetada se reconoce en el art. 5 de la Carta, implica la consideración del derecho a una nacionalidad como derecho humano fundamental: Caso Robert J. Penessis vs. Tanzania, No. 013/2015, Sentencia de 28 de noviembre de 2019, párr. 84, 87-89 (African Court on Human and Peoples' Rights [ACoHPR], 2019).

- El reconocimiento de una nacionalidad a cualquier persona constituye un acto soberano de los Estados, por lo cual, consecuentemente, cada Estado determina las condiciones para la atribución y la privación de su nacionalidad, lo cual debe realizarse con el respeto al estándar internacional de la prevención de la apatridia: Caso Anudo Ochieng Anudo vs. Tanzania, No. 012/2015, Sentencia de 22 de marzo de 2018, párr. 74 y 77-79 (ACoHPR, 2018).

- La posibilidad de aplicar directamente los estándares internacionales de reconocimiento y protección de los derechos humanos, incluida la Declaración Universal de

los Derechos Humanos, a un caso sometido a su jurisdicción: Caso Anudo Ochieng Anudo vs. Tanzania, No. 012/2015, Sentencia de 22 de marzo de 2018, párr. 75, 76 y 88; y Caso Robert J. Penessis vs. Tanzania, No. 013/2015, Sentencia de 28 de noviembre de 2019, párr. 85, 86 (ACoHPR, 2019 y 2018).

Por otra parte, a 28 de enero de 2024 ninguna de las Opiniones Consultivas emitidas por la Corte Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos ha tratado, directa o indirectamente, sobre el derecho a una nacionalidad (ACoHPR, 2024).

- El Comité Africano de Expertos sobre los Derechos y el Bienestar del Niño

El Comité Africano de Expertos sobre los Derechos y el Bienestar del Niño, en virtud del art. 44 de la Carta Africana sobre los Derechos y el Bienestar del Niño, puede recibir comunicaciones individuales (AU, 1990).

En consecuencia, en este Comité fue presentada la Comunicación No. 002/2009. Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA) & Open Society Justice Initiative, en representación de los hijos de descendientes nubios en Kenia, vs. Kenia, mediante la cual se reclamaba la dificultad para la inscripción del nacimiento de los descendientes de personas de origen nubio en Kenia, con la consecuente imposibilidad de adquirir su nacionalidad (African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child [ACERWC], 2011). Al respecto, según su Decisión de 22 de marzo de 2011, el Comité reafirmó la vulnerabilidad de un niño cuyo nacimiento no se ha inscrito en relación con el riesgo de apatridia y sus consecuencias para el respeto de su dignidad y el disfrute de sus derechos humanos (ACERWC, 2011, párr. 38-40). Además, concluyó que, efectivamente, si bien existían diversas vías para el reconocimiento de la nacionalidad de los niños de origen nubio, un número significativo de estos habían quedado en situación de apatridia, dadas las dificultades para la inscripción de sus nacimientos (párr. 49). Asimismo, confirmó que el contenido del derecho a una nacionalidad, reconocido en la Carta Africana sobre los Derechos y el Bienestar del Niño, implicaba que, si un niño nacía en el territorio de un Estado parte y no había obtenido la nacionalidad de otro Estado, el Estado en cuyo territorio había nacido el niño debía facilitarle la adquisición de su nacionalidad (ACERWC, 2011, párr. 50).

De esta manera, a pesar de la inexistencia del reconocimiento normativo del derecho a una nacionalidad en la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos ni de un Protocolo o tratado independiente aún adoptado sobre la materia, el sistema africano de protección de derechos humanos ha reconocido este derecho humano de manera jurisprudencial, conjuntamente con la posibilidad de la aplicación directa de cualquiera de los estándares internacionales de protección, los que se articulan como indicadores de garantía de este

derecho. Asimismo, este sistema comprende la nacionalidad no solo desde su contenido jurídico, sino también a partir de su dimensión sociológica e histórica y de su estrecha vinculación con el respeto a la dignidad humana de las personas y al reconocimiento de su personalidad jurídica. Además, la protección de todos los derechos humanos – incluido de manera indirecta el derecho a una nacionalidad- por un único mecanismo jurisdiccional ha propiciado la sistematicidad de tal protección, lo cual consolida la noción de interdependencia de los derechos humanos y supone una respuesta integral y uniforme a las diferentes situaciones de violación de este derecho.

Por otra parte, debe señalarse que el acceso a la jurisdicción contenciosa de la Corte depende de la consideración de la Comisión, lo cual supone un límite al principio de acceso a la justicia africana. Además, la existencia de análisis de admisibilidad y excepciones antes de la cuestión de fondo, tanto por parte de la Comisión como posteriormente por la Corte supone una dilación que podría considerarse innecesaria del proceso, lo cual, sumado a las dilaciones propias de cada proceso, resulta contraproducente en vistas a la reparación de las violaciones que se reclaman. Por otra parte, debe reconocerse como aspecto positivo, la posibilidad de aplicar directamente los estándares internacionales de reconocimiento y protección de los derechos humanos por la Corte, incluida la Declaración Universal de los Derechos Humanos, a un caso sometido a su jurisdicción.

2.3.- Una propuesta de sistematización de los estándares internacionales de protección del derecho humano a una nacionalidad

A partir del estudio jurídico realizado en los epígrafes precedentes puede arribarse a las siguientes deducciones, resultantes de un análisis correlacional entre los diferentes sistemas de protección de los derechos humanos, tanto el universal como los regionales.

En primer lugar, respecto al reconocimiento general del derecho a una nacionalidad, prima el origen convencional¹⁸⁹, salvo en el caso africano que resulta de un reconocimiento en la jurisprudencia de la Comisión y de la Corte Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos¹⁹⁰. En el caso africano, solo se reconoce convencionalmente el derecho a una nacionalidad de manera parcial, respecto a los niños y las mujeres¹⁹¹.

Asimismo, en cuanto al reconocimiento de estándares o indicadores de garantía, existe en todos los sistemas de protección un registro amplio de estos, aunque difieren en su origen, siendo convencional en el caso de los sistemas universal y europeo¹⁹², y jurisprudencial en el caso del interamericano y el africano¹⁹³. En el sistema universal solo un indicador de garantía tiene origen jurisprudencial, a partir de una decisión del Comité de los Derechos del Niño¹⁹⁴.

En cuanto a la supervisión de la aplicación del Derecho convencional, las valoraciones sobre su alcance en los sistemas de protección son variables. En este sentido, puede considerarse como una supervisión amplia en el caso de los sistemas interamericano y africano¹⁹⁵, en el primer caso debido a que el reconocimiento convencional cuenta con un órgano jurisdiccional que supervisa y controla su aplicación, además de desarrollar un conjunto de indicadores de garantía. En el caso del sistema africano, ha sido el reconocimiento jurisprudencial del derecho el que ha permitido el desarrollo de dicho conjunto de indicadores de garantía. En relación al sistema universal, la supervisión y control de la aplicación de las Convenciones puede considerarse como limitada, en tanto el conjunto amplio de garantías de origen convencional no tiene un órgano de tratado que supervise su aplicación. Solo el reconocimiento limitado del derecho o alguno de sus indicadores de garantía cuenta con un órgano de tratado¹⁹⁶. Finalmente, puede reputarse como inexistente esta supervisión en el sistema europeo pues el reconocimiento del derecho a una nacionalidad, así como sus garantías de origen convencional, no tienen un órgano de tratado que supervise su aplicación y solo de manera indirecta y muy limitada se ha reconocido algún indicador de garantía, a partir del derecho a la vida privada¹⁹⁷.

Una cuestión a subrayar también lo constituye el reconocimiento de los límites al poder soberano de los Estados en su discrecionalidad de la determinación de sus nacionales, en especial, porque a partir de este criterio limitativo se desarrollan estándares configurados a modo de obligaciones específicas de los Estados respecto a la protección del derecho a una nacionalidad. Respecto a esta cuestión se han establecido dos límites fundamentales, a saber, la apatridia (o incluso el riesgo de apatridia) y la no discriminación, este último en tanto principio transversal de todos los derechos humanos, a partir de la igualdad y la dignidad como valores fundantes de la doctrina iushumanista.

En cuanto al primero de estos límites, esto es, la apatridia, el mismo se encuentra reconocido en todos los sistemas de protección, aunque tal reconocimiento difiere en su origen, así como en la posibilidad de su protección efectiva. En este sentido, los sistemas universal y europeo cuentan con un reconocimiento de origen convencional¹⁹⁸. Sin embargo, en el caso del sistema universal la posibilidad de protección efectiva es parcial, solamente reconocido para el caso de las mujeres y los niños¹⁹⁹, mientras que en el sistema europeo no existe posibilidad alguna de protección efectiva de este principio limitativo²⁰⁰. Al contrario, tanto en los sistemas interamericano como africano, sí existe una posibilidad de protección efectiva, de hecho, el reconocimiento mismo de la apatridia como límite resulta de origen jurisprudencial²⁰¹. Debe subrayarse que, en el caso del sistema africano, este límite también

ha sido reconocido convencionalmente, aunque de manera parcial (para el caso de los niños)²⁰².

En cuanto al segundo límite, la prohibición de discriminación ha sido también reconocida en todos los sistemas de protección. Al igual que respecto a la apatridia, en el caso de los sistemas universal y europeo se trata de un reconocimiento convencional²⁰³, mientras que en los mecanismos interamericano y africano ha sido de origen jurisprudencial²⁰⁴. En similar sentido que respecto al límite de la apatridia, solo en los sistemas interamericano y africano existe una posibilidad de protección efectiva general y directa de este principio²⁰⁵, pues en el sistema universal la posibilidad de protección es parcial, solo para el caso de discriminación racial, las mujeres y las personas con discapacidad²⁰⁶, y en el sistema europeo no resulta directa, pues se protege la no discriminación como derivativa del derecho a la igualdad, y no como un límite específico a la soberanía de los Estados respecto al derecho a una nacionalidad²⁰⁷.

Finalmente, aunque no suponga en sí un indicador de garantía, pero teniendo en cuenta su utilidad para la argumentación de esta investigación, resulta interesante abordar el reconocimiento de la nacionalidad como hecho social, fundamentada en la identidad nacional, por parte de los sistemas de protección. En tal sentido, resulta que todos los sistemas han realizado este reconocimiento (aunque en el caso de los sistemas universal y europeo, limitado a la consideración de la nacionalidad como parte de la identidad de las personas) y en todos los casos se ha tratado de un reconocimiento jurisprudencial²⁰⁸. Esto puede comprenderse como un indicador de que la comprensión sociológica de la nacionalidad no suele ser normativa, no se tiene en cuenta al momento de establecer las reglas de Derecho que ordenan esta relación político-jurídica. No obstante, debe considerarse en el orden práctico como un argumento necesario, como ha resultado ser evidente en sede jurisdiccional al momento de dirimir una posible vulneración al acceso a una nacionalidad comprendido como derecho humano, al momento de aplicar la regla de Derecho sobre una circunstancia específica, determinada. De ahí la validez jurídica de los argumentos sociales anteriormente expuestos sobre la comprensión de la identidad nacional como sustrato social y como fundamento a considerar en la regulación jurídica de la nacionalidad por cada Estado.

En resumen, tras los análisis y deducciones realizadas en el presente Capítulo, puede arribarse a las siguientes conclusiones:

- El reconocimiento del derecho a una nacionalidad en los diferentes sistemas de protección de los derechos humanos no resulta homogéneo, ni en su contenido ni en su origen convencional o jurisprudencial. Tampoco existe homogeneidad en el alcance y las formas

de los mecanismos de protección a este derecho, pues en algunos casos es amplio, con desarrollo y posibilidad de supervisión de los indicadores de garantía (sistemas interamericano y africano), mientras en otros es limitado, indirecto o inexistente respecto a tales indicadores, esenciales para una protección efectiva (sistemas universal y europeo).

- A partir de la ordenación jurídica internacional de los derechos humanos²⁰⁹, puede considerarse que el derecho a una nacionalidad se encuentra contenido por los siguientes derechos constitutivos: a. derecho a adquirir una nacionalidad; b. derecho a no ser privado arbitrariamente de la nacionalidad; c. derecho a recuperar la nacionalidad; y d. derecho a cambiar de nacionalidad.
- En virtud de dicha ordenación jurídica internacional pueden definirse como principios jurídicos generales en relación al derecho a una nacionalidad, los siguientes:
 - a. La determinación de sus nacionales constituye un acto soberano de los Estados;
 - b. El poder soberano de los Estados en la determinación de sus nacionales se encuentra limitado por: i. el riesgo de apatridia; y ii. la prohibición de discriminación.
- Como sistematización del conjunto de indicadores de garantía del derecho humano a una nacionalidad, configurados como obligaciones para los Estados a partir de los estándares internacionales de protección, se propone la siguiente:
 - a. Respecto al derecho a adquirir una nacionalidad:
 1. Obligación de conceder la nacionalidad a los nacidos en el territorio del Estado, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado, si de otra manera la persona devendría apátrida;
 2. Obligación de presunción del expósito como nacido en el territorio del Estado donde fue hallado. Este indicador se complementa con la comprensión de la extensión, por analogía, del territorio del Estado a los buques y aeronaves de su pabellón o matrícula;
 3. Obligación de conceder la nacionalidad a los nacidos en el extranjero, hijo de al menos un nacional del Estado, si de otra manera la persona devendría apátrida, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado;
 4. Obligación de facilitar los procesos de adquisición de la nacionalidad por naturalización a personas apátridas que residan en el territorio del Estado;
 5. Prohibición de denegación de la adquisición de la nacionalidad, sea por nacimiento o por naturalización, fundada en motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género;
 6. Obligación de garantizar la tutela judicial, o de cualquier otra entidad independiente, ante la denegación de la adquisición de la nacionalidad en los casos que esta se admita.

b. Respecto al derecho a no ser privado arbitrariamente de la nacionalidad:

1. Obligación de subordinar la privación de la nacionalidad a la posesión y/o adquisición efectiva de otra;
2. Prohibición de la privación de la nacionalidad, en caso de resultar en apatridia, en razón de abandono del país del cual se es nacional, residencia en un país extranjero, no inscripción en determinado registro o cualquier otra razón análoga;
3. Prohibición de la privación de la nacionalidad por motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género;
4. Obligación de garantizar la tutela judicial, o de cualquier otra entidad independiente, ante la privación de la nacionalidad en los casos que excepcionalmente se admitan.

c. Respecto al derecho a recuperar la nacionalidad:

1. Obligación de posibilitar la recuperación de la nacionalidad perdida, si de otra manera la persona devendría apátrida;
2. Prohibición de denegación de la recuperación de la nacionalidad por motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género.

d. Respecto al derecho a una nacionalidad y la transferencia de territorios entre Estados:

1. Obligación de disponer sobre la nacionalidad en los casos de transferencias de territorios entre los Estados.

Este conjunto de indicadores de garantía del derecho a una nacionalidad, resultante de la sistematización realizada, supone una guía de evaluación a tener en cuenta al momento de valorar la medida en que las regulaciones jurídicas nacionales tributan a la garantía del disfrute de este derecho y, consecuentemente, a la prevención del riesgo de apatridia. En este sentido, constituye una base sobre la cual puede argumentarse premisas jurídicas que tributen al perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana.

CAPÍTULO III.- LA CIUDADANÍA Y LA APATRIDIA EN CUBA. PASADO, PRESENTE Y PROPUESTA CONSTITUCIONAL PARA SU FUTURA REGULACIÓN JURÍDICA

3.1.- La génesis de la identidad nacional cubana y las construcciones jurídicas de la relación persona-Estado durante el siglo XIX

La cuestión sobre los condicionamientos del surgimiento y la formación de la identidad nacional cubana ha sido abordada desde alrededor de un siglo en la historiografía patria y desde los más disímiles puntos de vista. Las primeras reflexiones teóricas en torno al origen de la diferenciación entre los españoles peninsulares y los que para entonces ya se denominaban cubanos, siguiendo a López Mesa (2000), consistieron en un debate entre Manuel Villanova y Alfredo Zayas y Alfonso, publicado en 1889 en la Revista Cubana²¹⁰. Posteriormente han abordado la cuestión, por solo mencionar algunos de los autores más significativos, Guerra y Sánchez (1922 y 1962), Mañach y Robato (1943), Entralgo (1944), De Córdoba (1946), Guerra y Sánchez, Pérez Cabrera, Remos y Santovenia (1952), Castellanos (1955), Carbonell (1961), Portuondo (1961), Aguirre (1967 y 1974), Ibarra (1967 y 1997), Chaín Soler (1968), Ibarra, Moreno Friginals y Pino-Santos (1968), Le Riverend (1978), Guanche (1983 y 1996), Torres Cuevas (1993, 1996 y 2006), Portuondo Zúñiga (1994), Cristóbal (1995), Ortiz (1996) y Rodríguez (1998).

En este sentido, debe partirse de que tras la conquista y colonización por la Corona española, la isla de Cuba fue una de las pocas entidades caribeñas que conservó su denominación taína²¹¹, mas no su población indígena, llevada a la servidumbre hasta su casi total desaparición (Melón y Ruiz de Gordejuela, 1936; Córdoba, 1968; Morales, 1984; Saco, 2006, pp.81-107). En contraste con esta afirmación, sobre la desaparición o extinción de los habitantes prehispánicos de Cuba, en especial los taínos, recientemente se ha comenzado a considerar científicamente que no ocurrió, a partir de estudios arqueológicos, antropológicos y genéticos (Valcárcel Rojas y Ulloa Hung, 2018; Marcheco et al., 2022). Al respecto conviene citar a Ortiz (1996), quien afirmó: “Los indios se extinguieron. Se decía hace poco que aún quedaban algunos, aunque mestizados, por las sierras de Santiago y de Pinar del Río; pero nada científicamente puede asegurarse de si eran vástagos de la indiada cubana o de las numerosas cargazones de lucayos, guanajos, guajiros, jíbaros, macurijes, taironas, yucatecos, guachinangos y floridanos que fueron traídos a Cuba, y que, juntos con los negros, sometidos a la misma infelicidad, se huyeron a vivir libres por las cimas de los montes, fundando poblados y palenques, en escondida y abigarrada cimarronería.” (pp. 30-31). En cualquier

caso, la escasez de mano de obra en Cuba – y en las Antillas en general- determinó, a partir de 1517, la introducción de población africana en condiciones de esclavitud por parte de los colonos españoles (Ortiz, 1916, pp. 19-21; Mellafe, 1973; Sarmiento Ramírez, 1999; Pérez García, 2021), lo cual implicó que los componentes del conglomerado social que hoy se identifica como cubano se considere resultante, esencialmente, de la mezcla entre estas dos poblaciones.

Así lo expuso Ortiz (1996) en su conferencia pronunciada en el anfiteatro Varona de la Universidad de La Habana, el 28 de noviembre de 1939: “Se ha dicho repetidamente que Cuba es un crisol de elementos humanos. Tal comparación se aplica a nuestra patria como a las demás naciones de América. Pero acaso pueda presentarse otra metáfora más precisa, más comprensiva y más apropiada para un auditorio cubano (...). Hagamos mejor un símil cubano, un cubanismo metafórico, y nos entenderemos mejor, más pronto y con más detalles: Cuba es un ajiaco.” (pp. 11-12)²¹². La integración hispano-africana ha sido en igual sentido destacada por Guanche (1983) como esencial entre los procesos étnicos conformadores de la nacionalidad cubana. Esta integración ha sido además evidenciada mediante estudios científicos realizados sobre la base de marcadores bioquímicos y moleculares (González, R. *et al.*, 1976; García, M. *et al.*, 1982), los cuales indican “la gran mezcla étnica de la población cubana, constituida sobre todo por blancos caucasoides, negros africanos y mulatos resultantes de la mezcla de ambas poblaciones y, en menor proporción y sin significación evidente, de otras poblaciones como son la china y la indoamericana” (Ustáriz García *et al.*, 2011, p. 273).

Por su parte, la identificación de un momento o suceso específico como el determinante para el surgimiento de la identidad nacional cubana resulta no solo complejo, sino que podría reputarse de ilusorio o “ingenuo” (Cristóbal, 1995, p. 106). En tal sentido, Torres Cuevas (1995), ha sostenido: “Desde los primeros pasos en busca de los orígenes del pueblo cubano, se nos presenta la imposibilidad de reducirlo a los esquemas y conceptos clásicos. Éste no se forma siguiendo la evolución lineal de una etnia y su cultura. Contra todo modelo, no resultó el producto del tránsito de determinadas gens, a la tribu, al pueblo y a la nación. Por el contrario, es el resultado de la presencia en un mismo territorio de etnias y culturas provenientes de diversos continentes que, cambiando aquí sus rasgos primigenios e interactuando entre sí, se integran en un nuevo complejo etno-cultural.” (p. 6). Sin embargo, esta integración no debe considerarse inmediata a la conquista y colonización. Las condiciones demográficas de la isla, escasamente poblada durante el primer siglo de la colonia retardó el sentido de integración territorial (Centro de Estudios Demográficos, 1976,

pp- 7-15). Por esta razón se ha planteado que la “criollidad”, primer momento de la formación de la identidad nacional cubana, tuvo lugar de manera local, a partir del sentido de pertenencia a los pueblos o regiones en los que específicamente se habitaba (Portuondo Zúñiga, 1994).

La opinión más generalizada entre los historiadores es que este sentido de “criollidad”, que en sus inicios no implicaba la integración étnica con la población africana, se consolidó paulatinamente a partir de los inicios del siglo XVII (Guerra y Sánchez, 1922, tomo II; Aguirre, 1967; Ibarra, Moreno Fraginals y Pino-Santos, 1968; Ibarra, 1997). Esta razón ciertamente puede considerarse sostenida tomando como referencia que en el poema “Espejo de paciencia”, escrito por Silvestre de Balboa en 1608 y considerada como la primera obra de la literatura cubana, ya se muestra la diferenciación denominativa entre criollos y peninsulares (De Balboa, 2008, pp. 31, 75 y 91).

Posteriormente, durante el siglo XVIII, sin que todavía pudiera considerarse como un sentido de nacionalidad, las diferencias socio-culturales entre los criollos (o españoles americanos) y los españoles peninsulares se fueron acrecentando (Le Riverend, 1940; De la Fuente, 1993; Alvarado Planas, 2017; Sánchez Baena, 2019). Entre las razones de mayor peso, debe considerarse la exclusión en la práctica a los españoles americanos de los nombramientos a los cargos públicos (Ots Capdequi, 1943, pp. 279-282), la cual resulta comprensible como derivación del contexto centralizador que, hacia una monarquía absolutista, estaba teniendo lugar en la España borbónica del momento (Anes, 1969; Maravall, 1991). Sobre las relaciones entre ambos grupos sociales se pronunciaron Juan y Ulloa (1826), en su informe a S.M. Fernando VI: “No deja de parecer cosa impropia, por más exemplares [sic] que se hayan visto de esta naturaleza, que entre gentes de una nacion, de una misma religion, y aun de una misma sangre, haya tanta enemistad, encono y odio, como se observa en el Perú, donde las ciudades y poblaciones grandes son un teatro de discordias y de continua oposicion entre Españoles y Criollos.” (p. 415)²¹³. Una evidencia de la gravedad de esta situación puede considerarse la “Carta dirigida a los Españoles Americanos”, escrita en 1791 por Juan Pablo Vizcardo y Guzmán, jesuita criollo expulsado por Carlos III, en la que expresó: “La inmediatez al cuarto siglo del establecimiento de nuestros antepasados en el Nuevo Mundo, es una ocurrencia sumamente notable, para que deje de interesar nuestra atención. (...) El Nuevo Mundo es nuestra patria, su historia es la nuestra.” (Vizcardo y Guzmán, 2007, p. 323).

De esta manera, pueden en este contexto notarse las primeras manifestaciones de alteridad en la que socio-políticamente se encontraban los criollos²¹⁴; alteridad que no puede considerarse

como fundaba en un correlato discursivo normativo estatal, o lo que es igual, jurídico. Al estudiar esta cuestión, Ots Capdequi (1941) ha referido que “no constituyeron estos [los mestizos y criollos] una clase social propiamente dicha ni en el orden jurídico ni en el orden económico. El Derecho indiano los situó en un plano de igualdad con los propios españoles peninsulares aquí radicados. Pero la realidad social fue muy otra.” (p. 25). Ciertamente, en la Recopilación de las Leyes de las Indias, no se realizó distinción entre los españoles peninsulares y los americanos, a quienes aún siquiera se les denominaba así, sino “los naturales de estos reinos” (Recopilación de Leyes de las Indias, 1791a, p. 326), teniendo en cuenta que en aquel entonces no se había terminado de consolidar la noción de nacionalidad española (Donézar, 2004; Gil Pujol, 2004). De hecho, en la anteriormente referida disposición de S.M. Felipe III, de 14 de agosto de 1620, al establecer la consideración como natural de España a los hijos de extranjeros nacidos en ella, también se ordenó “que en quanto [sic] a esto se guarden en las Indias las leyes, sin hacer novedad” (Recopilación de Leyes de las Indias, 1791a, p. 332).

No sería hasta finales del siglo XVIII (según Chaín Soler, 1968; y Aguirre, 1974), o principios del siglo XIX (en opinión de Ibarra, Moreno Fragnals y Pino-Santos, 1968; Guanche, 1999; y Torres Cuevas, 2006), que puede considerarse el surgimiento de un sentimiento de nacionalidad entre la población de Cuba. En este sentido, Sarmiento Ramírez (2005), en coincidencia con la segunda de las opiniones referidas, afirmó que: “a lo largo del siglo XIX, en Cuba convergen variadas corrientes ideológicas²¹⁵: anexionismo²¹⁶, reformismo, autonomismo e independentismo; y todas hacen sus aportaciones, en mayor o menor medida, al acelerado proceso formativo de la nacionalidad y en la construcción de los cimientos de la futura nación” (p. 208).

Este contexto cubano no debe analizarse de manera aislada a los acontecimientos que ocurrían en la metrópoli, por una parte, ni a los procesos independentistas de la América continental, por otra. El desarrollo y la práctica de las ideas libertadoras latinoamericanas tuvo una recepción creciente, en la medida en que los intereses y las necesidades de los criollos cubanos eran desatendidas en Madrid (Guerra y Sánchez, 1964, pp. 558-650). Sin embargo, esta influencia no puede considerarse homogénea o generalizada, pues entre la élite económica criolla de la época también se encontraban sectores conservadores que vieron en el contexto conflictivo la posibilidad de negociar algunos intereses con la metrópoli, en especial, las cuestiones relativas al mantenimiento de la esclavitud (Le Riverend, 1974; Bravo, 1981, pp. 1202-1207; Moreno Fragnals, 1995, pp. 157-160; Piqueras, 2008).

Asimismo, debe tenerse en cuenta que aunque supusieron minorías en la composición del conglomerado social en la Cuba de las primeras décadas del siglo XIX, también habitaban la isla grupos étnicos diferentes de los europeos y africanos, a saber, culíes llevados por lo general a la fuerza desde el continente asiático (Pérez de la Riva, 1971) y población indígena originaria del vecino virreinato de la Nueva España, bajo las mismas condiciones de pseudo-esclavitud (Venegas Delgado, Venegas Arbolaez y García Moreno, 2017).

Posteriormente, durante la primera mitad del siglo XIX, como consecuencia del contexto peninsular y la implantación de un gobierno satélite del primer Imperio francés, la consideración jurídica de la nacionalidad de los súbditos de la Corona formó parte de la reconfiguración discursiva constitucionalista del Estado español (Donézar, 2004; Gil Pujol, 2004; Fuentes, 2013). En este sentido, en la Constitución Política de la Monarquía Española de 1812, conocida como la Constitución de Cádiz, se previó quiénes serían considerados como españoles, a saber: “1º.- Todos los hombres libres nacidos y avecindados en los dominios de las Españas, y los hijos de estos. 2º.- Los extranjeros que hayan obtenido carta de naturaleza. 3º.- Los que sin ella lleven diez años de vecindad ganada, según la ley, en qualquier [sic] pueblo de la Monarquía. 4º.- Los libertos desde que adquieran la libertad en las Españas.” (art. 5). En el propio texto constitucional, al establecer las partes integrantes del territorio español, fue explícitamente incluida la isla de Cuba (art. 10).

Otro elemento a tener en cuenta en esta Constitución es la distinción que realizó de la “calidad de ciudadano”, a partir de la existencia de un doble vínculo parental de naturales españoles o, en el caso de los extranjeros naturalizados, su capacidad contributiva (arts. 18-22). A esta calidad de ciudadano se reconoció vinculada, esencialmente, la titularidad de derechos políticos (art. 23). Asimismo, estableció un canon de criterios determinantes de la pérdida de esta calidad, a saber, “1º.- Por adquirir naturaleza²¹⁷ en pays extranjero [sic]. 2º.- Por adquirir empleo de otro Gobierno. 3º.- Por sentencia en que se impongan penas aflictivas o difamantes. 4º.- Por haber residido cinco años consecutivos fuera del territorio español sin comisión ni licencia del Gobierno.” (art. 24).

A partir de estas regulaciones, en un ejercicio de contraste con sus precedentes del *Ancien Regime* hispánico, pueden deducirse dos cuestiones. En primer lugar, el criterio para considerar a una persona como “natural del reino”, o lo que es igual, como nacional, fue un reflejo de la tradición hispánica, en la cual había primado el *ius soli* (Novísima Recopilación, 1805b, ley III, tit. 11, lib. VI). Por otra parte, en relación al reconocimiento jurídico de los derechos de los nacionales, que hasta el momento – al menos en el discurso normativo- había sido igualitario, se reconoció una distinción a partir de la introducción de la condición de

ciudadano, distinta de la condición de nacional. Al menos, en cuanto a la consideración de la ciudadanía, se mantuvo la igualdad formal entre los naturales peninsulares y los americanos (art. 18).

En resumen, la Constitución gaditana, cuya vigencia en otras áreas del Derecho cubano ha sido susceptible de estudios (Hernández Corujo, 1960a, pp. 73-76; Matilla Correa y Massó Garrote, 2011), supuso al mismo tiempo un punto de continuidad y de ruptura en la tradición hispana sobre la regulación de las relaciones persona-Estado, en el primer sentido en cuanto a los criterios de legitimación para la consideración de natural (o lo que a estos efectos puede entenderse como lo mismo, nacional), y en el segundo en relación al reconocimiento de derechos en torno a tal consideración. No obstante, apenas dos años después de su promulgación, el texto constitucional de Cádiz fue abolido y el absolutismo monárquico – junto al ordenamiento jurídico precedente- restaurado por Fernando VII.

Un acontecimiento a subrayar durante el reinado de Fernando VII lo constituyó la adopción de la Real Cédula de 21 de octubre de 1817, sobre aumentar la población blanca de la Isla de Cuba²¹⁸. A solicitud del Capitán General de la Isla y de la Sociedad Económica de Amigos del País, mediante esta disposición normativa se derogaron las normas jurídicas que limitaban la llegada y establecimiento de inmigrantes y extranjeros a la isla, siempre que se cumpliera con determinadas condicionantes relativas al color de piel, la religión y la ocupación laboral²¹⁹. Asimismo, se dispuso la posibilidad de obtener la naturalización como español pasados cinco años de residencia (Real Cédula, 1817, art. 1º párr. 3), lo cual supuso la introducción del *ius domicilii* como criterio de legitimación para, al menos en Cuba, ser considerado nacional español²²⁰.

Posteriormente, en 1837, otra Constitución liberal fue adoptada en España. Al igual que su predecesora de 1812, reconocía el principio de soberanía nacional²²¹ y establecía los criterios de legitimación para ser reconocido como nacional, a saber, los mismos del texto constitucional gaditano, con la incorporación de un criterio adicional: “los hijos de padre o madre españoles, aunque hayan nacido fuera de España” (art. 1). A continuación, se dispusieron las causales de la pérdida de la calidad de español: “por adquirir naturaleza en país extranjero [sic] y por admitir empleo de otro gobierno sin licencia del Rey” (art. 1 *in fine*). Otro elemento distintivo de esta Constitución consiste en que no diferenció entre nacionales y ciudadanos, aunque estableció que los requisitos para elegir y ser elegido se determinarían en la ley electoral.

De esta manera, puede colegirse que la Constitución de 1837 supuso la introducción del *ius sanguinis* en el conjunto de criterios de legitimación para la consideración de la nacionalidad

española, pudiéndose calificar el régimen de adquisición de la misma como mixto. Asimismo, aunque también se dispuso que las provincias de Ultramar – entre las que se encontraba Cuba- serían gobernadas por leyes especiales (art. adicional 2º), en ningún caso se afectó el criterio de legitimación como nacional, continuando la tradición de igualdad jurídica formal en ese sentido entre los españoles de ambos hemisferios.

Los restantes textos constitucionales españoles del siglo XIX, a saber, la Constitución de 1845 (art. 1º), la Constitución de la Nación española de 1869 (art. 1º) y la Constitución de la Monarquía española de 1876 (art. 1º), así como el proyecto constitucional no promulgado de 1856 (art. 2º) y el frustrado de Constitución federal de 1873 (art. 3º), mantuvieron exactamente los mismos criterios de legitimación para la consideración de la nacionalidad, utilizando también siempre, de hecho, la misma fórmula: “son españoles”. Asimismo, a pesar de la consolidación del constitucionalismo liberal, las disposiciones relativas al fomento de la inmigración blanca fueron mantenidas, incluida su previsión de la posibilidad de naturalización (Anexo 2). En este mismo sentido, en el Código Civil español, de 24 de julio de 1889, se reproduce exactamente en todos sus términos el texto constitucional entonces vigente respecto tales criterios de legitimación (art. 17), además de establecer que “la calidad de español se pierde por adquirir naturaleza en país extranjero, o por admitir empleo de otro Gobierno, o entrar al servicio de las armas de una potencia extranjera sin licencia del Rey” (art. 20).

Como ha podido evidenciarse, un elemento característico del constitucionalismo español decimonónico fue la utilización de la denominación “calidad de español”, en lugar de las fórmulas “nacional español” o “nacionalidad española”, lo cual podría reputarse a la diversidad de identidades nacionales que componían el tejido social hispano, incluso al interior de la península (De Riquer i Permanyer, 1994; Torres, 1999; Álvarez Junco, 2001). Asimismo, en cuanto a la atribución de los derechos políticos, no hubo en los textos constitucionales – salvo en el gaditano de 1812- la distinción de una calidad de ciudadano frente a la de español, aún cuando en 1845 se constitucionalizó el sufragio censitario, igualmente instrumentado por la Ley Electoral española de 25 de diciembre de 1878²²². El sufragio censitario en España estuvo vigente hasta el reconocimiento del sufragio universal masculino durante el gobierno de Sagasta, mediante la Ley Electoral de 26 de junio de 1890²²³.

A pesar de la proclamada igualdad político-jurídica entre los españoles peninsulares y los criollos, como refirió Hernández Corujo (1960a) que se decía en la primera mitad del siglo XIX, “las leyes desgraciadamente se humedecen, debilitan y aún se borran atravesando el

Océano” (p. 98). La contradicción fundamental entre ambos grupos debe comprenderse debida a razones político-administrativas, con su consecuente impacto social, en lugar de una desigualdad jurídica preestablecida. “La intolerancia gubernamental llegó al extremo de no permitir que en Cuba se publicasen sin mutilaciones o deformaciones los mensajes de la Corona a las Cortes y los debates en el seno de estas desarrollados” (Guerra y Sánchez *et al.*, 1952, p. 3).

De los análisis realizados, puede deducirse que el sentido de identidad español originario en los habitantes de Cuba tras la conquista y colonización se mantuvo siendo tal cual, a pesar de las diferencias socio-culturales que tuvieron lugar entre españoles criollos y peninsulares. Asimismo, que el sustrato ideológico de la génesis de una identidad propia se debió, fundamentalmente, a la ruptura del discurso jurídico igualitario establecido mediante prácticas excluyentes en la gestión política y administrativa de la Isla. Esta exclusión se profundizó durante la primera mitad del siglo XIX, cuando las demandas reformistas y/o autonomistas de los criollos no tuvieron una recepción adecuada en la metrópoli, propiciándose la búsqueda de alternativas separatistas.

Por otra parte, se colige la preminencia del *ius soli* como criterio de legitimación fundamental en las relaciones persona-Estado español, desde las primeras regulaciones aplicables a la administración colonial del país hasta los inicios del constitucionalismo decimonónico. Asimismo, la inclusión del *ius domicilii* y del *ius sanguinis* como criterios de legitimación implicaría la adopción de un sistema mixto que se mantendría hasta el final de la dominación española. En este punto, se requiere analizar, consecuentemente, las propuestas de legitimación discursiva jurídica surgidas en el independentismo cubano, simiente de la consolidación socio-política de la identidad nacional cubana.

3.1.1.- Los antecedentes independentistas de la constitucionalización cubana de la ciudadanía²²⁴

Los primeros intentos patrios de ordenación jurídica de las relaciones persona-Estado, esto es, de la construcción normativa de la ciudadanía cubana, tuvieron lugar en el desarrollo de los primeros movimientos separatistas, durante la primera mitad del siglo XIX. Así, en su “Proyecto de Constitución para la Isla de Cuba”, de 1811, Joaquín Infante, sin asumir la ordenación de la colectividad que sería considerada como nacional en su proyecto de país, permite colegir su posición al respecto. En referencia a quienes podrían ejercer el sufragio, refería que “americanos blancos, naturales o vecinos” (arts. 3 y 4), y agregaba “la Política dicta que en nuestros Estados se excluya de la Supremacía a los del otro Hemisferio, por la oposición de intereses, de sentimientos y aun de pasiones que necesariamente ha de asistirles

respecto a nuestra emancipación, y sus consecuencias [sic]" (nota al art. 4). De esta manera, en su proyecto Infante excluía del conglomerado político-jurídico cubano a los españoles peninsulares²²⁵.

Décadas más tarde en oposición a este criterio se posicionó Narciso López, quien, en su proyecto de Constitución, de 1851, estipuló que "todo individuo que declare su intención de ser ciudadano de Cuba y preste el juramento de fidelidad a la República ante un Tribunal civil, queda admitido a la ciudadanía cubana, en el goce de sus preeminencias y sujeto a sus deberes" (art. 11). No obstante, López distinguió entre las posibilidades de posicionamiento frente a la independencia de Cuba, considerando la oposición a esta como un derecho de los españoles, pero una traición por parte de los cubanos (art. 10). Sobre la base del texto de López, posteriormente, la asociación separatista "El Ave María" realizó sus propias modificaciones al proyecto constitucional. Sin embargo, respecto a la consideración de la ciudadanía cubana, este nuevo texto reproduce en los mismos términos la regulación del proyecto anterior (art. 11).

De esta manera, puede colegirse que en los proyectos separatistas anteriores a la primera guerra de independencia, no hubo homogeneidad respecto a los criterios de legitimación para ser considerado como cubano en la futura República, en especial, en relación a la posible inclusión o exclusión de los entonces españoles peninsulares.

Comenzada la guerra, en 1868, la ordenación jurídica de las relaciones persona-Estado, esto es, la construcción normativa de la ciudadanía cubana, no fue ajena a la primera Constitución mambisa, la de Guáimaro, en 1869. En dicho cuerpo constitucional, si bien no se reguló o se definió quiénes serían considerados ciudadanos, esta alusión se encuentra presente en varias de sus disposiciones. De esta manera, aunque se dispuso que todos los habitantes de la República eran enteramente libres, se reconoció que solo podrían ser representantes a la Cámara "los ciudadanos de la República mayores de veinte años" (art. 4), así como que estos eran considerados soldados del Ejército Libertador (art. 25, a partir de la primera modificación que se le hiciera a esta Constitución el 25 de julio del propio año 1869) y que no podrían admitir honores ni distinciones de un país extranjero (art. 27). En este punto debe subrayarse la mención del concepto pueblo – teniendo en cuenta los criterios teóricos anteriormente expuestos a este respecto- al referir en el preámbulo que los representantes "del pueblo libre de Cuba" eran quienes procedían a aprobar la Constitución.

Con fundamento en estos postulados constitucionales, el 26 de abril de 1876 se realizó por el Gobierno de la República en Armas una Proclama sobre la Emigración. En este texto, se expuso quiénes podrían ser considerados ciudadanos de la República en el exterior, sobre las

siguientes bases: “Con objeto de que los esfuerzos y trabajos de la Emigración Cubana redunden en beneficio publico; con el de adoptar un orden que ponga al Gobierno Nacional en actitud de conocer a los individuos que por sus servicios y su conducta son acreedores al título de ciudadanos de la República (...) se han dictado las disposiciones que a continuación se comunican (...).- Se hará un llamamiento por la prensa periódica a todos los cubanos emigrados que aspiren a ser inscritos como CIUDADANOS de la República.- Se abrirá en la Agencia General [de la República en el exterior] un Registro en que constarán sus nombres, consignándose los servicios que hubieren prestado, los que prestaren y siguieren prestando, ya formando parte de Expediciones militares, auxiliándolas con dinero, elementos de guerra o efectos útiles, ya desempeñando cualesquiera comisiones por órdenes directas o indirectas de los agentes oficiales del Gobierno.” (Proclama, 1876, p. 1).

Como puede colegirse, la primera Constitución cubana en vigor no tuvo la vocación de ordenar una República constituida, sino la de constituir la República en Armas (Carreras, 1987, pp. 175-178; Fernández Bulté, 2005c, pp. 85-94). Por este motivo, pueblo, ciudadano y soldado solían superponerse en el discurso jurídico como referencias subjetivas al conglomerado social que, en definitiva, integraba esta República. Esto puede asimismo comprobarse cuando casi diez años después, en la sucinta Constitución de Baraguá, se proclamó que no se podría aceptar la paz con el Gobierno español bajo otras bases que las dispuestas, sin el conocimiento y consentimiento del “pueblo” (art. 4).

A pesar de estas limitaciones en la construcción jurídica de la ciudadanía cubana, de lo nacional, levantarse en armas por la independencia del país y ensayar su constitución como sujeto político institucionalizado supuso el corolario de la formación de la identidad nacional cubana. En coincidencia con Ibarra (1967), respecto a la significación de esta contienda: “al proclamar la confraternidad étnica, la igualdad jurídica y la libertad política, la vanguardia revolucionaria del 68 sentó las bases definitivas para la formación de la nación cubana” (p. 21)²²⁶.

Posteriormente, en el proceso evolutivo de las ideas político-jurídicas separatistas del siglo XIX cubano, los postulados del Manifiesto de Montecristi, suscrito por José Martí y Máximo Gómez justo antes de su expedición a la isla en 1895, marcaron otro hito respecto a las consideraciones de la integración de la ciudadanía. Este Manifiesto, como sostuvo Infiesta (1942): “deja de ser un simple documento de guerra, un mero alegato con el cual reunir hombres, para convertirse en la base constitucional del futuro político de un país, en la razón, causa y manera de ser de la independencia de un pueblo” (p. 279). En este texto programático se reconoció la posibilidad de la integración en el seno de la futura República a los españoles

que no se opusieran a la independencia: “La guerra no es contra el español, que, en el seguro de sus hijos y en el acatamiento a la patria que se ganen podrá gozar respetado, y aun amado, de la libertad que sólo arrollará a los que le salgan, imprevisores, al camino” (Martí, 1975g, p. 94). No obstante, no existe en este texto, ni se ha podido encontrar en ningún otro de la época, una definición política o jurídica del tipo de asimilación que tendrían los peninsulares en la futura República cubana, de modo que trascienda la moralidad de esta perspectiva martiana.

Recomenzada la guerra de independencia, la Constitución de Jimaguayú, de 1895, con una explícita pauta de provisionalidad (Carreras, 1987, pp. 186-190; Fernández Bulté, 2005c, pp. 108-112), estableció – al igual que su antecesora de Guáimaro- que “todos los cubanos están obligados a servir a la Revolución con su persona e intereses, según sus aptitudes” (art. 19). Además, introdujo la primera alusión a la extranjería, al regular las posesiones y bienes de los extranjeros: “Las fincas y propiedades de cualquier clase pertenecientes a extranjeros, estarán sujetas al pago del impuesto en favor de la Revolución mientras su respectivo Gobierno no reconozca la beligerancia de Cuba” (art. 20). En Jimaguayú no hubo mayor desarrollo que en Guáimaro de la ordenación de la ciudadanía como condición, en el sentido que no estableció las disposiciones – siquiera los criterios de legitimación- sobre los cuales se configuraría la ciudadanía cubana, sin embargo, amerita un par de apuntes.

Por una parte, la referencia realizada a “cubanos”, en sentido subjetivo, en lugar de la mención guaimarenses de “ciudadanos de la República”, lo cual puede ser interpretado como una muestra de la consolidación de la identidad nacional cubana, del sentimiento de cubanía, esa suerte de espíritu nacional cuyo arraigo puede considerarse logrado a partir de la primera gesta independentista. Por otra parte, introdujo en el Derecho constitucional cubano el concepto de Patria, al referir en su preámbulo que los constituyentes ejercían sus funciones “declarando previamente ante la Patria la pureza de sus pensamientos”, lo cual refuerza la interpretación antes referida. En este sentido se pronunció Hernández Corujo (1953) al afirmar: “El concepto de nacionalidad, como entidad sociológica (...) hacía tiempo que se iba queriendo destacar, formándose entre los cubanos un sentimiento de nuestras cosas e instituciones, distinto del sentido español de apreciar las instituciones y las cosas, afianzándose poco a poco un sentimiento de criollismo o de cubanidad” (p. 26).

El patriotismo se constituyó, pues, en una virtud republicana, en tanto se concibió como valor, materializado en el sentimiento de pertenencia y de servicio a Cuba como nación. Este valor tuvo en José Martí a su máximo exponente de la época, para quien los valores Patria y libertad son considerados inseparables (Batista Rodríguez, Reynaldo Aguilera y Arias

Guevara, 2005; Fornet-Betancourt, 2012): “El amor, madre, a la patria / no es el amor ridículo a la tierra, / ni a la yerba que pisan nuestras plantas; / es el odio invencible a quien la oprime, / es el rencor eterno a quien la ataca.” (Martí, 1975a, p. 19); “Y no constituye la tierra eso que llaman integridad de la patria. (...) Patria es comunidad de intereses, unidad de tradiciones, unidad de fines, fusión dulcísima y consoladora de amores y esperanzas.” (Martí, 1975b, p. 93); “La patria no es de nadie: y si es de alguien, será, y esto solo en espíritu, de quien la sirva con mayor desprendimiento e inteligencia.” (Martí, 1975c, p. 179); “La patria es dicha de todos, y dolor de todos, y cielo para todos, y no feudo ni capellanía de nadie.” (Martí, 1975d, p. 239); “Patria es humanidad, es aquella porción de la humanidad que vemos más de cerca, y en que nos tocó nacer.” (Martí, 1975f, p. 468).

Sin embargo, no fue hasta la Constitución de La Yaya, en 1897, que ante la cada vez más cercana independencia – y la consecuente consolidación de la República- se dedicaron los constituyentes cubanos a definir qué entender por cubano. En La Yaya se establecieron, por primera vez, los criterios determinantes de quiénes serían considerados como sujetos componentes de la ciudadanía²²⁷ cubana. De tal suerte, el ciudadano cubano se definió como aquella persona nacida en territorio cubano, aquellos hijos de padre o madre cubanos que nazcan en el extranjero y aquellos que hayan estado al servicio directo de la Revolución, con independencia de su nacionalidad de origen (art. 2). Siguiendo la tradición constitucionalista hispana establecida a partir de 1837, se apostó por un sistema mixto en el que fueron combinados los criterios de legitimación de *ius soli* y de *ius sanguinis*, al que se le adicionó el interés político retributivo hacia toda aquella persona que hubiera apoyado la causa independentista. Llama la atención que, de manera similar a las Constituciones españolas decimonónicas, la fórmula utilizada en esta Constitución fuera la disposición: “Son cubanos...”.

Esta concepción jurídica de la ciudadanía cubana, del “ser cubano”, consolidada a partir de la evolución de las Constituciones mambisas resulta esencial, en tanto puede reputarse como la concepción autóctona – y por tanto auténtica- del estatuto de la ciudadanía cubana. Las personas nacidas en Cuba, los hijos de los nacidos en Cuba y los que hubieran servido en la guerra por la independencia fueron considerados como parte de la relación político-jurídica entre las personas y el naciente Estado cubano, sobre la base de una ya consolidada identidad nacional. Asimismo, respecto a la pérdida de la ciudadanía cubana durante este período no hubo ninguna mención. En todo caso, debe reconocerse, como al respecto lo hacen Bahamonde Rodríguez y Mulet Martínez (2017), que “no cabe duda que el constitucionalismo mambí representó un encomiable esfuerzo de los patriotas

independentistas por tratar de sentar los cimientos de la futura República y de cultivar una conciencia ciudadana, incluso en medio de los avatares de un conflicto armado” (p. 5)²²⁸.

Con posterioridad, el desarrollo de los acontecimientos a partir de la intervención estadounidense en la guerra de independencia cubana implicó transformaciones importantes a la hasta entonces imperante concepción sobre la ciudadanía cubana. Como precisó Hernández Corujo (1960a): “La entrada de los Estados Unidos en la guerra varió el normal desenvolvimiento del constitucionalismo cubano” (p. 318)²²⁹.

El Tratado de Paz entre España y los Estados Unidos de América (Lazcano y Mazón, 1952, pp. 537-544), más conocido como Tratado de París de 1898, pondría fin a la guerra y al dominio español sobre Cuba, encontrándose excluida una representación cubana para su negociación y firma (Carreras, 1987, pp. 285-299). En este tratado se estipuló, respecto a los súbditos españoles que permanecieran en el territorio, que podrían “conservar su nacionalidad española, haciendo ante una oficina de registro, dentro de un año después del cambio de ratificaciones de este Tratado, una declaración de su propósito de conservar dicha nacionalidad: a falta de esta declaración se considerará que han renunciado dicha nacionalidad y adoptado la del territorio, en el cual pueden residir” (art. IX).

La inclusión de los españoles, comprendidos aquellos nacidos fuera del territorio cubano sin tener ni madre ni padre nacido en Cuba, que decidieran permanecer en la isla aún sin haber prestado servicio a la causa de la independencia, resultó completamente novedosa en el panorama de la configuración jurídica de la ciudadanía cubana. Esta situación fáctica no había sido prevista con anterioridad en ninguno de los textos constitucionales mambises y, si bien se reconocía en el Manifiesto de Montecristi – como ha sido referido- la posibilidad de integración de españoles en la sociedad republicana cubana, las condiciones y formas de tal integración no habían sido decididas hasta el momento.

Por otra parte, el hecho de que la génesis de tal concepción se encuentre en un tratado internacional del que Cuba no fue parte, permite considerar sus consecuencias como carentes de legitimidad, al menos desde la perspectiva cubana. La cuestión de la inclusión de españoles peninsulares en la ciudadanía, determinada en la negociación de una paz en ausencia de la representación del Gobierno cubano en Armas, respondió esencialmente a los intereses de los Estados negociantes del Tratado de Paz. Así, debe exponerse que la propuesta inicial de España constituyó la cesión de la soberanía sobre Cuba a favor de Estados Unidos, sobre la consideración del temor a “los peligros de una independencia prematura”. El propio Duque de Almodóvar del Río, Ministro de Estado de España, lo transmitió en dichos términos al Embajador estadounidense en París en telegrama de 28 de julio de 1898, al inicio

de las negociaciones de paz: “Se halla España dispuesta a aceptar la solución que plazca a los Estados Unidos: independencia absoluta, independencia bajo el protectorado o anexión a la República americana; prefiriendo la anexión definitiva, porque mejor garantiza la seguridad de vidas y haciendas de los españoles allí establecidos o fincados” (Almodóvar del Río, 1918, p. 58)²³⁰.

Posteriormente, en ejecución del referido Tratado, mediante la Orden Militar No. 107, de 11 de julio de 1899 (Colección Legislativa, 1899), dictada por el entonces Gobernador Militar de Cuba, se dispuso en su art. I: “Los súbditos españoles naturales de la Península, residentes en Cuba que deseen conservar su nacionalidad española, deberán declarar su propósito ante el Alcalde municipal del término de su domicilio dentro del plazo de un año, a contar del 11 de abril último, transcurrido el cual se entenderán que renuncian a su derecho y adoptan la nacionalidad cubana” (p.40). De manera consecuente, se pronunció con posterioridad la Orden Militar No. 164, de 18 de abril de 1900 (Colección Legislativa, 1900a), la cual al establecer las bases para las elecciones municipales de 1900, reconoció en su art. I.1 entre las condiciones para ser elector, la de “ser varón natural de Cuba o hijo de un natural de Cuba, nacido durante la residencia temporal de sus padres en el extranjero; o español que, con arreglo al artículo 9 del Tratado de París, no hubiese declarado su propósito de conservar su condición de español, de acuerdo con lo dispuesto en dicho artículo” (p. 562). Estas normas fueron las mismas que rigieron las elecciones que para la Convención Constituyente del propio año 1900, fueron posteriormente dispuestas en la Orden Militar No. 301, de 25 de julio (Colección Legislativa, 1900b, p. 778).

Sobre la posible influencia de esta nueva comprensión de la ciudadanía cubana, a los efectos de evaluar el posible impacto que pudieron tener en la conformación institucional de la naciente República, conviene exponer algunos de los datos del Censo realizado en Cuba en 1899. En este sentido, la población total de Cuba el 16 de octubre de 1899 ascendía a 1,572,797 personas, de las cuales 1,400,262 personas (89%) había nacido en la Isla, 129,240 personas (8%) en España y el resto (3%) en otros países. Esta proporción, no obstante, quedaba sustancialmente modificada al momento de valorar quienes podían efectivamente ejercer el sufragio, esto es, los varones con 21 o más años cumplidos que sabían leer, cuyo número total ascendía a solo 200,631 personas (12.75 % de la población total). De este cuerpo electoral, 118,278 personas (59%) eran ciudadanos cubanos, otras 22,629 personas (11%) eran ciudadanos españoles, de otra ciudadanía extranjera o desconocida, y un conjunto de 59,724 personas (30%) tenía aún su ciudadanía en suspenso. Si se tiene en cuenta que, de este último grupo de personas, 58,659 de ellas (98%) eran nacidas en España, puede

comprenderse que de haberse acogido a la ciudadanía cubana y decidir permanecer en Cuba, aproximadamente el 33% del cuerpo electoral cubano habría sido natural de la península, mientras solo el 67% habría nacido en la Isla (Sanger, Gannett y Willcox, 1900, pp, 102-108)²³¹. En resumen, respecto al período estudiado puede concluirse que la identidad nacional cubana se formó a partir de la integración étnica y cultural entre españoles, africanos y sus descendientes nacidos en la isla, y se consolidó hacia finales del siglo XIX, al calor de las luchas por la independencia de Cuba. Asimismo, que este sustrato social identitario sirvió de base para la configuración jurídica primigenia de la ciudadanía cubana, en tanto se reprodujeron en el constitucionalismo mambí, los mismos criterios de legitimación predominantes en la composición precedente de la ciudadanía, a saber, un sistema mixto entre el *ius soli* y el *ius sanguini*, además de la inclusión de los extranjeros que se involucraran activamente en los esfuerzos armados por el logro de la independencia. Además, puede considerarse que tanto la “nacionalidad” española como la ciudadanía cubana – esta última planteada en estos términos, en lugar del concepto nacionalidad- se comprendieron como una condición, en correspondencia con el contexto histórico internacional del momento, tal cual fuera expuesto con anterioridad. En este sentido, no podía esperarse en aquel momento histórico, en especial de las condiciones en que se desarrollaron los constitucionalismos metropolitano español e independentista cubano, alguna regulación de la prevención de la apatridia, muchos menos del acceso a la ciudadanía como un derecho humano.

Asimismo, a los efectos de la ordenación político-jurídica de la futura República de Cuba, debe tenerse en cuenta que en las antes referidas normas electorales para la Convención Constituyente se incluyeron españoles peninsulares que hasta ese momento no habían sido considerados como sujetos políticos activos en la República independiente. Además, fue proscrito el sufragio universal – hasta entonces reconocido en el constitucionalismo mambí-²³², por lo cual puede deducirse que las elecciones resultantes para la Convención que redactaría la Constitución de la naciente República resultó sustancialmente diferente, en su composición, respecto a aquella que hubiera tenido lugar de continuar la tradición mambisa del momento. Las diferencias entre dicha tradición y el resultado constitucional de 1901 – y los textos constitucionales subsecuentes – son analizados a continuación.

3.2.- La ciudadanía cubana tras la independencia de España. Su evolución constitucional y jurídica hasta 1959

Tras haberse abordado el surgimiento y consolidación de la identidad nacional cubana, así como las primeras experiencias de constitucionalización del estatuto de ciudadanía, se

impone el estudio de la experiencia republicana a partir del proceso constituyente de 1901. A estos fines, dicho estudio se divide en dos etapas: una primera (ep. 3.2.1), desde 1901 hasta el proceso constituyente de 1940, en la cual el Estado cubano tuvo una matriz esencialmente liberal, y una segunda (ep. 3.2.2), desde el referido proceso constituyente hasta el triunfo revolucionario de 1959, cuando la configuración del Estado – salvando el período de la dictadura de Fulgencio Batista- se planteó desde una comprensión social-democrática.

3.2.1.- El proceso constituyente de 1901 y las subsecuentes regulaciones constitucionales y jurídicas de la ciudadanía cubana

El proceso constituyente de 1901 tomó como punto de partida varios proyectos, presentados de manera individual por algunos constituyentes, sobre los cuales se adoptó un Proyecto definitivo de Bases de la Constitución. Sobre este proyecto comenzó el debate para la redacción del que sería el primer texto constitucional de la República independiente. Respecto a la constitucionalización de la ciudadanía, en la Sección Segunda de las referidas Bases se proponía (Comisión Redactora, 1901a, pp.149-150):

“1ra.- Serán cubanos: 1°. Los nacidos, dentro o fuera del territorio de la República, de padres cubanos. 2°. Los hijos de padres extranjeros, nacidos en el territorio de la República, que después de cumplir la mayor edad, se inscriban como cubanos en el Registro correspondiente. 3°. Los nacidos en el extranjero de padres naturales de Cuba que hayan perdido la nacionalidad cubana, siempre que, cumplida la mayor edad, reclamen su inscripción como cubanos en aquel Registro. 4°. Los extranjeros que hubieren pertenecido al Ejército Libertador y que, residiendo en Cuba, reclamen la ciudadanía cubana dentro de los seis meses siguientes a la promulgación de la Constitución. 5°. Los africanos que hayan sido esclavos en Cuba y los emancipados, comprendidos en el artículo 13 del Tratado entre España e Inglaterra, de 28 de junio de 1835. 6°. Los españoles residentes en el territorio de Cuba el 11 de abril de 1899, que no se hubiesen inscrito como tales españoles en los registros correspondientes, hasta igual mes y día del año 1900. 7°. Los extranjeros que hallándose establecidos en Cuba antes del 1° de enero de 1899, hubieren conservado su domicilio después de dicha fecha, siempre que reclamen la nacionalidad cubana dentro de los seis meses siguientes a la promulgación de la Constitución, o, si fueren menores, dentro de un plazo igual, a contar desde su arribo a la mayor de edad. Y 8°. Los extranjeros que, después de cinco años de residencia en el territorio de la República, contados desde la declaración de intención de ser cubanos, obtengan carta de naturalización, con arreglo a las leyes. 2da.- La condición de cubano se perderá: 1°. Por adquirir ciudadanía en país extranjero. 2°. Por admitir

empleo u honores de un Gobierno sin licencia del Senado. 3º. Por entrar al servicio de las armas de potencia extranjera sin aquella licencia.”

En este proyecto, el catálogo de criterios de legitimación para la adquisición de la ciudadanía cubana resulta con creces más amplio que el tradicional en el constitucionalismo decimonónico, tanto el colonial español como el independentista mambí, cuestión no solo atribuible al tiempo de preparación del proyecto, sino también a la inclusión de la práctica política más reciente en la materia, antes apuntada, con relación a los españoles. Asimismo, tributa a esta amplitud, la vocación de permanencia del naciente régimen constitucional, donde la finalidad fundamental del Estado constituido no consistió en alcanzar la total independencia, sino en proceder a la consolidación de sus nuevas instituciones.

En este sentido se pronunció el delegado Juan Gualberto Gómez en los debates constituyentes al afirmar que: “el espíritu que informa nuestra Constitución, tiende a considerar cubanos a casi todos los que habitan en la Isla de Cuba en estos momentos. Y ese espíritu se justifica por las circunstancias de que estamos formando una nueva nacionalidad y se entiende que es conveniente, que es útil y que es justo que contribuya la mayor suma posible de los elementos aquí establecidos, a la formación de esa nacionalidad. Por eso se dan grandes facilidades para adquirir la condición de cubano a los extranjeros, a gentes nacidas fuera de nuestro país, a quienes por el solo hecho de su establecimiento entre nosotros se les abren las puertas de la ciudadanía” (Diario de Sesiones de la Convención Constituyente de la Isla de Cuba [Diario de Sesiones], 1901, p. 188). En similar sentido se pronunció posteriormente Ugarte (1918) quien, al comentar el articulado de la Constitución adoptada, afirmó: “La nacionalidad de un individuo debe definirse en obsequio del mismo y de la nación o naciones a quienes pueda afectar su estado civil y político” (p. 11), y prosiguió, en relación a los cubanos por naturalización: “Se ofrece generosamente la nacionalidad cubana a los que les ayudaron a conquistar su independencia, a los residentes antes del 1º de enero de 1899, y a los que voluntariamente deseen adquirirla” (p. 12).

Los apuntes realizados en los proyectos individuales presentados, en los que pueden apreciarse ejercicios comparativos con las Constituciones de otros Estados de la región – como resulta el caso del proyecto de Gonzalo de Quesada-, confirman que dicha propuesta no resultó accidental, sino que constituyó el fruto de estudios previos en función de dotar a Cuba de una Constitución ajustada a su tiempo²³³. En este sentido también apunta la incorporación de los supuestos de la pérdida de la ciudadanía cubana, anteriormente ausentes en los textos constitucionales independentistas, aunque presentes en la tradición constitucionalista peninsular.

Ambas cuestiones fueron debatidas por los constituyentes en la sesión del viernes 25 de enero, en la que fueron presentadas varias enmiendas y adiciones, algunas relativas a cuestiones muy puntuales o de estilo de redacción. Cabe subrayar al menos tres de estas enmiendas y adiciones. La primera, una enmienda desechada sin debate alguno, presentada por el delegado Juan Gualberto Gómez y relativa a la posibilidad de la adquisición de la ciudadanía cubana en virtud del matrimonio, marcaría una pauta en el constitucionalismo cubano posterior, esto es, la afirmación de que el estado conyugal de las personas no afecta su estatuto de ciudadanía. La segunda, adición aceptada por la Comisión Redactora, presentada por los delegados Alfredo Zayas y Antonio Bravo Correoso sobre la base de los proyectos individuales de los también constituyentes Leopoldo Berriel y Gonzalo de Quesada, en el sentido de distinguir entre cubanos por nacimiento y cubanos por naturalización. Esta distinción resultó completamente novedosa en el panorama constitucional cubano y ciertamente define dos grupos de ciudadanos, con prerrogativas y limitaciones diferentes en cada caso, delimitación aún vigente no solo en Cuba sino en varios de los textos constitucionales contemporáneos²³⁴.

La tercera enmienda, que fuera presentada por el delegado Alfredo Zayas y aprobada, consistente en la adición como motivo de pérdida de la ciudadanía cubana para el caso de los cubanos naturalizados, el hecho de residir por un tiempo prolongado en su país de origen, debido a que – según las propias palabras de su promovente-, en “la residencia continua en el país de donde proviene un ciudadano, viviendo allí donde no presta su parte contributiva a la nación que ha adoptado como nueva ciudadanía, (...) hay algo como una dejación de la ciudadanía adoptada, desde el momento en que se sigue residiendo y habitando, en que se crea familia y se arraiga el individuo, en el país de su origen” (Diario de Sesiones, 1901, p. 199). Vale subrayar que esta causal de disolución de la relación político-jurídica entre una persona y un Estado también estuvo prevista en la Constitución gaditana de 1812 (art. 24.4).

De esta manera, quedó adoptado el texto definitivo de la Constitución de 1901 como sigue:

“Artículo 4. La condición de cubano se adquiere por nacimiento o por naturalización.

Artículo 5. Son cubanos por nacimiento: 1º. Los nacidos, dentro o fuera del territorio de la República, de padres cubanos. 2º. Los nacidos en el territorio de la República de padres extranjeros, siempre que, cumplida la mayor edad, reclamen su inscripción como cubanos en el Registro correspondiente. 3º. Los nacidos en el extranjero de padres naturales de Cuba que hayan perdido la nacionalidad cubana, siempre que, cumplida la mayor edad, reclamen su inscripción como cubanos en el mismo Registro.

Artículo 6. Son cubanos por naturalización: 1º. Los extranjeros que, habiendo pertenecido al Ejército Libertador, reclamen la nacionalidad cubana dentro de los seis meses siguientes a la promulgación de esta Constitución. 2º. Los extranjeros que, establecidos en Cuba antes del 1 de enero de 1899, hayan conservado su domicilio después de dicha fecha, siempre que reclamen la nacionalidad cubana dentro de los seis meses siguientes a la promulgación de esta Constitución, o si fueren menores, dentro de un plazo igual desde que alcancen la mayoría de edad. 3º. Los extranjeros que después de cinco años de residencia en el territorio de la República, y no menos de dos desde que declaren su intención de adquirir la nacionalidad cubana, obtengan carta de naturalización con arreglo a las leyes. 4º. Los españoles residentes en el territorio de Cuba al 11 de abril de 1899 que no se hayan inscrito como tales españoles en los Registros correspondientes hasta igual mes y día de 1900. 5º. Los africanos que hayan sido esclavos en Cuba y los emancipados comprendidos en el artículo 13 del Tratado de 28 de junio de 1835 celebrado entre España e Inglaterra.

Artículo 7. La condición de cubano se pierde: 1º. Por adquirir ciudadanía extranjera. 2º. Por admitir empleo²³⁵ u honores de otro Gobierno sin licencia del Senado. 3º. Por entrar al servicio de las armas de una Nación extranjera sin la misma licencia. 4º. Por residir el cubano naturalizado cinco años continuos en el país de su nacimiento, a no ser por razón de empleo o comisión del Gobierno de la República.

Artículo 8. La condición de cubano podrá recobrase con arreglo a lo que prescriban las leyes. (...) Disposición Transitoria Segunda. Los nacidos en Cuba o los hijos de naturales de Cuba que, al tiempo de promulgar esta Constitución, fueren ciudadanos de algún Estado extranjero, no podrán gozar de la nacionalidad cubana sin renunciar, previa y expresamente, la que tuvieren. Disposición Transitoria Tercera. El tiempo que los extranjeros hubieren servido en las guerras por la independencia de Cuba, se computará como tiempo de naturalización y de residencia para la adquisición del derecho que a los naturalizados reconoce el art. 49.”²³⁶.

En el contexto de la regulación constitucional de 1901, resulta importante subrayar la opinión de Ugarte (1918) en relación a la posibilidad – puesto que no fue configurada como un derecho- de recuperar la ciudadanía cubana. Sin que explícitamente refiriera el fenómeno de la apatridia (con esta denominación), afirmó: “Las leyes a que la Constitución se refiere, o sea las secundarias sobre esa materia, deben inspirarse en los mismos ideales de la Fundamental, y tomar en cuenta que en la mayoría de los casos el ciudadano que ha perdido una nacionalidad, no ha llenado en el país de su residencia las condiciones necesarias para adquirir la otra, y se encuentra en un estado anómalo, sin protección de ninguna especie.

Deben por lo mismo esas leyes, en obsequio de los cubanos, facilitar lo más posible la recuperación de la nacionalidad” (pp. 12-13). Esta preocupación académica permite comprender que las consideraciones sobre la apatridia y sus consecuencias en la esfera jurídica personal de los individuos, aunque se encontraran ausentes del discurso normativo cubano, sí constituían un objeto de análisis doctrinal. En correspondencia con el auge – anteriormente expuesto- de los casos de apatridia consecuentes de la Primera Guerra Mundial, puede afirmarse que en el debate académico de los intelectuales cubanos no se encontraba ausente la trascendencia jurídica de esta situación.

En cuanto a la significación de este texto constitucional de 1901, debe considerarse, en coincidencia con Hernández Corujo (1953), que “es el reflejo de un ideario filosófico y de una época histórica que le sirven de fundamento. (...) aquella época histórica, a la que responde, inspirándose en sus fundamentales principios, es la del siglo XIX, en especial, de los años posteriores al Grito de Yara, en que aquellos ideales encontraron canalización práctica, por los movimientos separatistas, de índole, además, liberal, individualista y democrático. Respondió, además, a las necesidades propias y peculiares de la sociedad cubana, que consiguió su independencia, en forma distinta a la de otros pueblos de América” (p.30)²³⁷.

Posteriormente, tomando como fundamento los postulados constitucionales de 1901, el 7 de noviembre de 1902 fue publicada en la Gaceta Oficial la Ley sobre la Nacionalidad Cubana en la República de Cuba, de 30 de octubre. Esta disposición normativa estuvo destinada a regular los procesos administrativos y registrales en torno al reconocimiento y certificación de la condición de cubano, según cada uno de los criterios de legitimación previstos en la Constitución, por lo cual la totalidad de sus postulados pueden considerarse instrumentales o adjetivos a la norma constitucional. Esta Ley fue posteriormente complementada por el Decreto Presidencial No. 183, de 15 de diciembre de 1902, que dispuso el derecho a obtener la certificación de ciudadanía y la carta de naturalización, el que a su vez fue modificado por el Decreto Presidencial No. 174, de 21 de abril de 1905, en relación a cuestiones de procedimiento. Asimismo, la Ley fue complementada y modificada por otras dos Leyes, de 13 de junio de 1903, relativas a la aplicación del art. 6 constitucional, esto es, los procesos de naturalización, y por el Decreto N°. 859, de 26 de agosto de 1908, sobre la inscripción de la ciudadanía en el Registro Civil.

Por otra parte, en la Ley sobre la Nacionalidad Cubana de 1902, fueron omitidos los procedimientos relacionados con la pérdida de la condición de cubano, así como los casos de las personas comprendidas en el inciso 1º del artículo 5, esto es, los nacidos, dentro o fuera

del territorio de la República, de padres cubanos. La omisión de este último proceder puede considerarse debido a que las disposiciones complementarias para estos casos se encontraban ya previstas en la Ley del Registro Civil y su Reglamento, de 17 de junio de 1870, vigentes para Cuba desde 1º de enero de 1885, así como el Código Civil español de 24 de julio de 1889, hecho extensivo a Cuba por Real Decreto de 31 de julio de 1889²³⁸. Asimismo, el proceso para la solicitud de la licencia para admitir cargos y honores de otros Gobiernos fue regulado por la Ley de 24 de marzo de 1903. Como puede comprobarse, estas disposiciones normativas posteriores tenían como objetivo la reglamentación de cuestiones previstas en la norma constitucional originaria, así como la flexibilización de algunos de los procedimientos inicialmente establecidos.

No obstante, la cuestión de la regulación jurídica de la ciudadanía no debe considerarse para entonces como definida, como es lógico asumir en el proceso de formación de una República²³⁹. En este sentido, debe destacarse el Proyecto de Ley sobre la Ciudadanía Cubana y sobre Extranjería presentado en 1924 por el Dr. José A. del Cueto desde su posición de Decano de la Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana, el cual desarrolló una serie de principios instrumentales a partir de los criterios de legitimación constitucionalmente establecidos. Este proyecto, si bien puede considerarse meritorio por cuanto codificaba la cuestión jurídica de la ciudadanía cubana en un solo texto, debe señalarse resultó inconveniente pues se desarrolló sobre la base patriarcal de los principios “la ciudadanía del padre es preferente a la de la madre” y “la ciudadanía de la mujer sigue a la de su esposo” (arts. 4-14)²⁴⁰.

Con posterioridad, la regulación jurídica de la ciudadanía cubana tuvo varias modificaciones, de relativa trascendencia, las que se exponen a continuación. El período marcado por la Ley Constitucional del Gobierno Provisional de la República, de 3 de febrero de 1934, implicó una ampliación de los criterios de legitimación para adquirir la condición de cubano por naturalización. A los supuestos previstos desde la Constitución de 1901 se adicionó la posibilidad de naturalizar a “las extranjeras casadas con cubanos por nacimiento o naturalización, siempre que no opten por su ciudadanía de origen” (art. 5, apartado 6º). Asimismo, se incluyó una nueva disposición sobre la materia, a saber, que “la cubana casada con extranjero será siempre considerada cubana” (art. 7).

La cuestión de la nacionalidad de la mujer en aquel entonces estaba siendo debatida en el espacio interamericano. En este sentido, en 1928 fue establecida la Comisión Interamericana de Mujeres, con el objetivo de preparar informes sobre la condición civil y política de las mujeres en la región, a fin de ser presentados en la Conferencia de Estados Americanos

(ONU, 2003, p. 6). De los trabajos de esta Comisión resultó el proyecto devenido en Convención sobre la Nacionalidad de la Mujer, adoptada el 26 de diciembre de 1933, en la Séptima Conferencia Interamericana. La única disposición sustantiva de esta Convención estipulaba: “No se hará distinción alguna, basada en el sexo, en materia de nacionalidad, ni en la legislación ni en la práctica” (DDIOEA, 2023a). De esta manera, puede apreciarse cómo la nueva disposición constitucional implicaba justo el efecto contrario de un tratado regional adoptado menos de dos meses antes de la promulgación de la Ley Constitucional en cuestión, teniendo en cuenta que los hombres extranjeros resultaron discriminados en el acceso a la naturalización en tanto no podían hacerlo sino por su residencia continua en el país (según la previsión del art. 5 apartado 5º). En este caso, alegarse un posible desconocimiento del instrumento internacional resulta de difícil comprensión por cuanto Cuba fue uno de los Estados firmantes de la Convención, aunque no la ratificara sino diez años más tarde, el 26 de noviembre de 1943²⁴¹ (DDIOEA, 2023f). En tal sentido, no se ha encontrado en alguna fuente bibliográfica algún indicio que pudiera determinar las razones para que tuviera lugar esta contradicción jurídica. Con posterioridad, la Ley Constitucional de la República de Cuba, de 11 de junio de 1935, reproduce íntegramente los preceptos constitucionales de 1934 (arts. 4-9), incluido el novedoso criterio sobre la posibilidad de naturalización de la mujer casada, en virtud de su vínculo matrimonial (art. 6.6).

En cuanto a las leyes de desarrollo, durante el período histórico analizado hubo una prolífica producción jurídica adjetiva, que reguló y modificó paulatinamente los procedimientos, requerimientos formales, autoridades en específico y términos que viabilizaban la realización de los contenidos constitucionales. Según Borges (1952), se cuentan en esta etapa dieciséis disposiciones normativas relativas a la ciudadanía, todas procedimentales, algunas de las cuales han sido mencionadas con anterioridad.

Por otra parte, en relación a la situación de apatridia, no hubo regulación jurídica que abordara la cuestión. Ello puede deberse a que las personas en situación de apatridia no eran distinguidas de aquellas consideradas extranjeras, en una comprensión amplia de la extranjería, la cual incluía a las personas sin ciudadanía. Esto puede deducirse de las propias disposiciones de la Ley de Extranjería, de 4 de julio de 1870, aún entonces vigente, en las cuales se definía como extranjeras, entre otras, a “todas las personas nacidas de padres extranjeros fuera del territorio cubano” (art. 1.1).

No obstante, cabe subrayar la existencia durante este período de una categoría utilizada para describir el estatuto de algunas personas que, dada su posición político-jurídica, actualmente podrían en principio ser consideradas en situación de apatridia, este estatuto es “la posesión

del estado político de ciudadano cubano”. Desarrollado a partir del Decreto No. 504 de 9 de marzo de 1938 – el cual regulaba el proceso de tramitación de la adquisición de la ciudadanía cubana ante Notario-, se reconoce en las siguientes situaciones: i. el nacido en el extranjero, hijo de cubanos por naturalización, cuyos padres hubieran adquirido la ciudadanía cubana durante su minoría de edad, y que después de haber arribado a la mayoría de edad “no ha optado por su ciudadanía de origen, ni adquirido otra, que se encuentra por ello, en posesión del estado político de ciudadano cubano” (art. 32), y ii. la mujer natural de un país extranjero, casada, viuda o divorciada con un ciudadano cubano por nacimiento o por naturalización, y que con posterioridad a su matrimonio “no ha optado por su ciudadanía de origen, ni adquirido otra, que se encuentra, por ello, en posesión del estado político de ciudadana cubana” (art. 33). Esta categoría también se encuentra presenta en el posterior Decreto No. 678, de 31 de marzo de 1939, Reglamento de Ciudadanía y Migración (arts. 4, 6 y 40 último párrafo).

La existencia de esta consideración permite comprender que, la interpretación del legislador respecto a los postulados constitucionales suponía la comprensión de la adquisición de la ciudadanía cubana *ex lege*, o dicho más adecuadamente, *ex Constitutione*. La persona que se ajustaba a los criterios de legitimación previstos en las normas constitucionales de reconocimiento de quiénes eran cubanos, se consideraban ciudadanas cubanas con independencia de la existencia de algún acto administrativo o registral declarativo del cumplimiento de tal criterio de legitimación. A esta consideración tributa la redacción de otros postulados del referido Reglamento de Ciudadanía y Migración de 1939, el cual, en la reproducción de los referidos criterios constitucionales de legitimación, estableció que las personas en cuestión eran cubanas “por imperio de la Ley Constitucional” (arts. 22 y 28). A los efectos de esta investigación esta comprensión resulta esencial, en función de la interpretación posterior del texto constitucional cubano vigente. Finalmente, la regulación de la relación político-jurídica entre las personas y el Estado cubano durante este período estudiado puede caracterizarse de la siguiente manera:

1. Distinción conceptual entre la condición de cubano por nacimiento y por naturalización, conllevando una diferenciación en cuanto al ejercicio de ciertos derechos políticos: el acceso a ciertos cargos públicos y la posible caducidad de la condición de ciudadano.
2. Establecimiento del principio del *ius sanguinis* como base de los criterios de legitimación para el reconocimiento de la ciudadanía cubana por nacimiento, relegando el principio del *ius soli* como excepcional, lo cual supone una discontinuidad con las pautas establecidas en el constitucionalismo decimonónico, tanto el colonial español como el independentista mambí.

3. Amplio espectro de reconocimiento de la ciudadanía cubana por naturalización, con un explícito sentido de propiciar y fomentar el sentimiento de identidad nacional en las personas que se encontraban residiendo en Cuba al término de la guerra, cuya naturalidad les impedía ser reconocidos como cubanas por nacimiento.
4. Tendencia hacia la protección de lo que pudiera denominarse como relación de fidelidad político-jurídica, traducida en la prohibición de la titularidad de otra ciudadanía además de la cubana o de la existencia de cualquier otro vínculo político-jurídico que implicara en algún sentido la sujeción a otro Estado.
5. Consideración jurídica de la adquisición de la ciudadanía cubana *ex Constitutione*, resultando los actos administrativos y registrales de eficacia declarativa – y no constitutiva– respecto a la condición de ciudadano cubano.
6. Ausencia de mención explícita respecto a las personas en situación de apatridia o del riesgo que supondría la inexistencia de mecanismos de verificación de la posible titularidad de otra ciudadanía ante la pérdida de la cubana.

Consecuentemente, puede en síntesis considerarse que el texto constitucional de 1901, así como sus subsecuentes hasta 1940, en relación a la regulación jurídica de la ciudadanía cubana, supuso un punto de ruptura conceptual con su antecesor independentista más cercano. No obstante, se impone reconocer que también supuso un avance en el aspecto formal, teniendo en consideración la ampliación de los objetos de ordenación constitucional relativos a la ciudadanía y la prolífica regulación jurídica complementaria.

3.2.2.- La constitucionalización de la ciudadanía cubana a partir de 1940

Tras casi una década anhelándose una Asamblea Constituyente (Blanco, 1937; Pérez de Acevedo, 1938; Álvarez Tabío, 1953; Hernández Corujo, 1960b, pp. 194-197; Carreras, 1987, pp. 459-461; Fernández Bulté, 2005c, pp. 278-282; Mulet Martínez, 2013 y 2017), la Constitución promulgada el 5 de julio de 1940 constituyó un parteaguas en la Historia constitucional cubana, no solo en el sentido orgánico-institucional del Estado, su dogmática de avanzada para su época y la consagración de la autonomía local (Hernández Corujo, 1960b, pp. 209-225; Fernández Bulté, 2005c, pp. 295-302), sino también, en lo relativo a ordenación jurídica de la ciudadanía cubana.

Sin abandonar el sistema mixto de reconocimiento del *ius soli* y el *ius sanguinis*, tradicional como se ha visto en el constitucionalismo republicano cubano, en el texto de 1940 se introdujeron varias modificaciones en cuanto a los criterios de legitimación para ser reconocido como ciudadano. De esta manera, al regularse la adquisición de la ciudadanía cubana por nacimiento, se incorporaron el reconocimiento constitucional de la excepción al

principio del *ius soli* en relación a los hijos de quienes se encontraran en Cuba al servicio de un Gobierno extranjero (art. 12 inciso a) y el requisito del avecindamiento en Cuba en el caso de los hijos de cubanos nacidos fuera del territorio nacional (art. 12 inciso b). Asimismo, incorporó un nuevo criterio para la consideración de ser cubano por nacimiento: los extranjeros que por un año o más hubieran servido en el Ejército Libertador permaneciendo hasta la terminación de la guerra (art. 12 inciso d), criterio que hasta ese momento había sido considerado, pero a los efectos de la adquisición de la ciudadanía por naturalización, con sus consecuentes limitaciones en cuanto al acceso al disfrute pleno de determinados derechos políticos²⁴².

Por otra parte, en cuanto a la naturalización también hubo importantes modificaciones. Por una parte, se suprimieron como criterios de legitimación los relacionados con los españoles residentes en Cuba el 11 de abril de 1899 – cuyo contexto para su consideración fue anteriormente abordado-, los africanos que hubieran sido esclavos y los extranjeros que habían conservado su domicilio en Cuba tras el fin de la dominación española. Tal supresión puede asumirse haya sido debida a la actualización del contexto histórico-político de la República, teniendo en cuenta la probablemente escasa aplicabilidad futura de estos criterios y la posibilidad, mediante otros postulados constitucionales, de acceder a la ciudadanía cubana igualmente mediante la naturalización. En cualquier caso, también se dispuso la conservación de la ciudadanía adquirida con anterioridad en estos casos (Disposición Transitoria Primera al Título II). Asimismo, se mantuvo el criterio de la residencia continua de cinco años – *ius domicilii*-, pero con el requisito agregado del conocimiento del idioma español (art. 13 inciso a).

En relación a la naturalización se adicionó un nuevo criterio, a saber, la formalización de matrimonio con cubano o cubana, siempre que – alternativamente- se tuviera descendencia o se contara con residencia continua de dos años en el territorio cubano (art. 13 inciso b). De esta manera, se resuelve la discriminación constitucional precedente respecto a los hombres extranjeros casados con cubana, señalada en el subepígrafe anterior. En este sentido, el matrimonio no implicaría la consideración de la adquisición *per se* de la ciudadanía, sino que supuso una variante de flexibilización del acceso a esta, fundada en los vínculos que con la identidad nacional cubana se presumía serían desarrollados por la persona extranjera al formar una familia con natural de Cuba. Asimismo, la incorporación explícita del principio según el cual “ni el matrimonio ni su disolución afectan la nacionalidad de los cónyuges o hijos” (art. 16) reforzó tal ruptura con las regulaciones constitucionales precedentes, anteriormente analizadas, sobre la incidencia del matrimonio en el reconocimiento de la

nacionalidad²⁴³. El texto de 1940 resultó ser prolífico en aclaraciones al respecto, pues a continuación del referido principio, estableció la conservación de la ciudadanía de la cubana casada con extranjero, así como de la ciudadanía de origen de la extranjera que contrajera matrimonio con cubano (sin que esto implicara un impedimento para acceder a la naturalización por la vía antes expuesta)²⁴⁴.

La aprobación de estos postulados suscitó en la Asamblea Constituyente un debate sobre su procedencia, el cual constituye una evidencia más del efecto que las comprensiones en torno a la identidad nacional pueden tener en la ordenación jurídica de la relación de ciudadanía. Al momento de defender su moción, el delegado José Fernández de Castro, expuso que facilitar la naturalización de los extranjeros a partir de su matrimonio con algún nacional atentaba contra la protección de los intereses de los cubanos, al propiciar la inmigración y, consecuentemente, un impacto negativo en el mercado laboral en detrimento del nacional cubano. A esta posición se sumó el delegado Eusebio Mujal, quien alegó que tal aprobación “no es más que una agresión al sentimiento de cubanidad que debe haber en esta Asamblea Constituyente” (Diario de Sesiones, 1940, pp. 12-14).

Frente a esta posición intervino el delegado Antonio Bravo Acosta, quien afirmó que “todo extranjero que se arraiga en el país, que se casa con cubana y tiene hijos cubanos, debe tener derecho a vivir aquí y a que la Patria, que hace suya, le proporcione todos los recursos y medios de vida, para la subsistencia de él y la de su compañera y la de sus hijos que surjan de su unión”. El delegado Eduardo Chibás también defendió este criterio sobre la base de que “al defender la mujer cubana y al niño cubano se está defendiendo también la cubanidad”. De manera favorable se pronunció además el delegado Ramón Zaydín, quien expuso, desde la comprensión de la formación de las naciones americanas, que “América lo que necesita es que el emigrante que llega a su suelo, y cuyo suelo necesita para fomentar su riqueza, se asimile a América, se olvide de la patria de su origen, se sienta americano, y así su riqueza es de América” (Diario de Sesiones, 1940, pp. 12-18).

Asimismo, en relación a las causales de la pérdida de la ciudadanía, se mantuvieron la adquisición de una ciudadanía extranjera y la prestación de servicios militares o funciones a otra nación sin haber recibido licencia, precisándose que esta la debía otorgar el Senado de la República²⁴⁵ (art. 15 incisos a y b). Por otro lado, fue reducido, de cinco a tres años, el tiempo de permanencia fuera del país para la pérdida de la ciudadanía en el caso de quienes la hubieran adquirido por naturalización, al tiempo que se introdujo la salvedad de declarar ante autoridad consular cubana el deseo de su conservación (art. 15 inciso c).

Además, en este texto se adicionó que por Ley podrían determinarse delitos y causales de indignidad que produjeran la pérdida de la ciudadanía, pero limitada a la adquirida mediante naturalización y, como mismo se dispuso para el caso de los naturalizados ante una doble ciudadanía, se establecía para su procedencia la judicialización del proceso (art. 15 inciso c *in fine*). Esta cuestión no solo resultó novedosa, sino que sentó un precedente en Cuba sobre el cual posteriormente también serían consideradas causales de indignidad que pudieran motivar la privación de la ciudadanía cubana. Sin embargo, los límites de tal proceder a solo aquellas personas cubanas por naturalización y la judicialización del proceso puede considerarse sustentado en dos razones: la primera, la inexistencia de razón suficientemente legítima para considerar la privación de su ciudadanía a una persona reconocida como cubana por su nacimiento, y segunda, que la decisión sobre su procedencia no debía ser administrativa, sino judicial, en función de evitar posibles arbitrariedades por parte del Gobierno de la República²⁴⁶. Al igual que en textos constitucionales anteriores, se mantuvo, sin la precisión de ninguna limitación, la posibilidad de recuperar la ciudadanía cubana perdida (art. 17).

Otro elemento a considerar de esta Constitución consiste en la inclusión, por primera vez en la historia constitucional cubana, del concepto dignidad humana: “Se declara ilegal y punible toda discriminación por motivo de sexo, raza, color o clase, y cualquiera otra lesiva a la dignidad humana” (art. 20 *in fine*). No obstante, esta incorporación no debe ser considerada con una intención de reconocerle a la dignidad humana un carácter de valor fundante de todos o de determinados postulados constitucionales, sino desde la perspectiva de su naturaleza limitativa de la discriminación, en tanto vulneración de la igualdad²⁴⁷.

Las regulaciones complementarias al texto constitucional en este período fueron igualmente abundantes, contándose hasta el año 1958 al menos una veintena de disposiciones normativas (Borges, 1952; Sánchez Roca, 1960). Sobre esta nota característica del período republicano en general, en lo que a la regulación jurídica de la ciudadanía se refiere, Cortina y Corrales (1941), tras lamentar la inexistencia de una Ley General de Ciudadanía, expuso “Decretos y Leyes esporádicos y fragmentarios, disposiciones administrativas vacilantes, práctica legal acomodaticia, hermenéutica y analogía, preceptos del Código Civil de dudosa aplicación, vienen a formar una compilación de normas sobre nacionalidad que carece de la homogeneidad imprescindible que se debe observar en disposiciones de esta naturaleza” (p. 8). Entre las más significativas de estas disposiciones deben mencionarse el Decreto No. 3022, de 15 de octubre de 1940, “Reglamento de Ciudadanía y Migración”, que implementó inicialmente las reglas y principios constitucionales antes vistos, así como su sucesor, el

Decreto No. 358, de 4 de febrero de 1944, aún vigente de manera parcial en lo que precisamente a la regulación jurídica de la ciudadanía se refiere.

La vigencia de la Constitución de 1940 se vería interrumpida por el golpe de Estado del 10 de marzo de 1952, en torno al cual fueron adoptados los Estatutos constitucionales de 4 de abril de 1952, con la intención de otorgarle cierta legitimidad al régimen instaurado. En relación a la regulación jurídica de la ciudadanía cubana, la única modificación realizada tuvo lugar en el sentido de sustituir al Senado por el Consejo de Ministros como autoridad encargada del otorgamiento de los permisos para la prestación de servicios militares o funciones a favor de otra nación (art. 15 inciso b).

De esta manera, puede colegirse que el régimen jurídico instaurado a partir de la Constitución de 1940, supuso una actualización de las bases sobre las cuales se sostenía la configuración político-jurídica de la ciudadanía cubana. Sin abandonar el tradicional sistema mixto republicano entre el *ius soli* y el *ius sanguinis*, los criterios de legitimación para la consideración de la ciudadanía fueron transformados a fin de atemperarse, tanto al contexto histórico nacional, como a las tendencias del Derecho internacional. La supresión de referencias históricas al proceso en que se fundó la República, consideradas como desactualizadas respecto a la cristalizada identidad nacional cubana – argumento utilizado en varios momentos del debate constituyente-, y la inclusión de algunos principios internacionales sobre la materia, fundamentan esta apreciación.

No obstante, en relación a la posible prevención de la apatridia, no hubo ni previsiones normativas ni referencias discursivas en el debate constituyente. Esta ausencia implicó que, en efecto, se pueda determinar la existencia de riesgo de apatridia en los postulados constitucionales de 1940 y su regulación jurídica complementaria, a pesar de constituir para entonces – como ha sido anteriormente señalado- un tema considerado en el debate de la comunidad internacional. En este sentido, debe tenerse también en cuenta que, sin pretenderse una justificación de tal ausencia, la consideración de la introducción de reglas preventivas en las legislaciones nacionales no fue desarrollada – como también ha sido analizado- hasta finalizada la Segunda Guerra Mundial.

Igualmente, un aspecto a señalar durante el período estudiado lo constituye la ambigüedad conceptual con la que se refiere la relación política entre las personas y el Estado cubano. Tanto en la Constitución de 1901 como en la Ley Constitucional de 1934 se utiliza el concepto nacionalidad y la referencia a la “condición de” cubano, apreciándose en el último de estos dos textos constitucionales, además e indirectamente, la referencia a la ciudadanía. Por su parte, en la Constitución de 1940 se privilegia la utilización del término ciudadanía, el

cual no puede reputarse de absoluto pues en más de una ocasión se hace uso del concepto nacionalidad, con el mismo significado jurídico (preámbulo y art. 16)²⁴⁸. Quizás por este motivo esta situación de relativa sinonimia en la regulación constitucional fue abordada en el debate académico constitucionalista de la época, en función de ganar claridad sobre el contenido jurídico de los conceptos: “Debemos distinguir, previamente, entre ciudadanía y capacidad política. Ciudadanía es la calidad de miembro del Estado y capacidad política es la aptitud de hacer uso de esa calidad en la medida y condición que las leyes prevengan. Así, es posible ser ciudadano y no tener capacidad política, en todo o en parte” (Infiesta, 1942, p. 332). Con la constitucionalidad de 1940 – y su ruptura en 1952- culminó la etapa del constitucionalismo republicano burgués en Cuba, la que fuera sucedida por el proceso revolucionario triunfante desde 1959 hasta la actualidad.

3.3.- La ciudadanía cubana a partir del triunfo revolucionario de 1959

La instauración del Gobierno revolucionario en enero de 1959 y la consecuente adopción de la Ley Fundamental, de 7 de febrero siguiente, supuso el comienzo de una época de transformaciones sistémicas – esto es, económicas, políticas, jurídicas, éticas y sociales- en Cuba (Barreras, 1962, pp. 59-67; Carreras, 1987, pp. 501-516). En relación con la regulación jurídica de la ciudadanía, el texto constitucional de 1959 restauró básicamente en su totalidad el ordenamiento previsto en la Constitución de 1940²⁴⁹, a los cuales adicionó dos incisos en relación a las causales de adquisición de la ciudadanía cubana²⁵⁰.

Ambos incisos, uno relativo a la ciudadanía por nacimiento y otro en relación a la naturalización, respondían a un mismo criterio, a saber, el reconocimiento como cubanos a quienes hubieran obtenido grados de oficiales del Ejército Rebelde, recientemente victorioso en la lucha contra la dictadura de Batista. En el caso del reconocimiento de la condición de ciudadano cubano por nacimiento, los requisitos resultaron cualificados, a saber, “que hubiesen servido (...) durante dos años o más, y hubiesen ostentado el grado de comandante durante un año por lo menos” (art. 12 inciso e). De esta manera, solamente una persona cumplía con tal calificación: el argentino Ernesto Guevara, a quien efectivamente se le otorgó la ciudadanía cubana dos días después de la promulgación y publicación de la Ley Fundamental (Gómez Ferrals, 2021), lo cual permite deducir que la previsión constitucional fue concebida intencionalmente a tales fines.

En los años subsiguientes, este cuerpo constitucional fue modificado en múltiples ocasiones (Barreras, 1962, pp. 68-71), dos de las cuales incidieron en la regulación jurídica del acceso a la ciudadanía. En el primer caso, la Ley de Reforma Constitucional de 18 de enero de 1961 adicionó un cuarto criterio de legitimación para la obtención de la ciudadanía cubana por

naturalización, a saber, “d) el extranjero ciudadano de una Nación de América en quien concurren condiciones excepcionales reconocidas por acuerdo expreso del Consejo de Ministros”. La publicación en la Gaceta Oficial de esta Ley se hizo junto al primer Acuerdo del Consejo de Ministros que aplicaba el nuevo precepto, a saber, el otorgamiento de la ciudadanía cubana a Laura Meneses de Albizu Campos y a Juan Juarbe y Juarbe, “en atención a que en ellos concurren las condiciones excepcionales que dicho precepto demanda, dado su demostrado amor a Cuba y Puerto Rico, su identificación constante con la Revolución Cubana y además, su lucha incansable y sin tregua por la libertad de los pueblos oprimidos y su decidida actitud anti-imperialista”. Asimismo, el propio día 18 de enero de 1961 fue adoptado el Decreto No. 2920, por el cual se designó en el Servicio Exterior de la República a Meneses de Albizu Campos como Secretario de Primera Clase y a Juarbe y Juarbe como Consejero, adscribiéndose a ambos a la Misión Permanente de Cuba ante las Naciones Unidas.

Por otra parte, en relación a la privación de la ciudadanía, aunque para entonces no se había realizado ninguna modificación al texto constitucional de 1959, la interpretación de sus postulados se ajustó al contexto político y jurídico del momento. En este sentido, los delitos contra la integridad y la estabilidad de la nación, regulados con tal denominación en el Código de Defensa Social de 1936²⁵¹, a partir de la Ley No. 425 de 7 de julio de 1959, fueron considerados – junto a otros- como delitos contrarrevolucionarios (art. 1), procediéndose asimismo a agravar las sanciones que anteriormente se encontraban establecidas²⁵² – aunque en ningún supuesto se previó como sanción la privación de la ciudadanía cubana. En virtud de esta legislación penal fueron posteriormente sancionados los responsables de los hechos relacionados con la invasión mercenaria de la brigada 2506, el 17 de abril de 1961, por Playa Larga y Playa Girón. De este modo, el Tribunal que juzgó los hechos los consideró, en su Sentencia de 7 de abril de 1962, como constitutivos de traición y dispuso en tal sentido, además de las sanciones previstas en la legislación penal, “la pérdida de la ciudadanía cubana a todos los que ostentaren dicha condición” (Tribunal Supremo, 1962, p. 55). El fundamento de esta decisión radicó en que, si bien la legislación penal no incluía la privación de la ciudadanía como sanción a ningún delito, el texto constitucional entonces vigente era preciso al establecer la prestación de servicios militares a otra nación como causal de pérdida de la ciudadanía cubana (art. 15 inciso b). En relación a la posible situación de apatridia – jurídicamente comprendida- en que los sancionados pudieran haber incurrido no se encontró información alguna.

Este suceso determinó la segunda modificación constitucional en materia de ciudadanía al texto de 1959, al añadir un nuevo supuesto legitimador de su privación mediante la Ley de Reforma Constitucional de 13 de junio de 1973. En este sentido, se consideró también que perdían la ciudadanía cubana “los que en territorio extranjero ingresen o pertenezcan a organizaciones contrarrevolucionarias, o que de cualquier otro modo conspiren o actúen contra el pueblo de Cuba y sus instituciones socialistas y revolucionarias” (art. 15 inciso c)²⁵³. Este nuevo precepto supone el reconocimiento constitucional de la lógica jurídica que fundamentó la legitimidad del fallo judicial contra los responsables de la invasión mercenaria de 1961²⁵⁴.

De lo anterior puede deducirse que la constitucionalidad que rigió a partir de la Ley Fundamental de 1959 en materia de ciudadanía supuso la ampliación de la consideración tanto para su reconocimiento como para su privación, no solo a partir de una construcción social de la identidad nacional, sino también desde los intereses políticos preponderantes del momento, esto es, a favor de los extranjeros que tuvieran méritos en las luchas afines a los referentes ideológicos del proyecto revolucionario – en el primer caso- y en detrimento de los cubanos que actuaran contra la nueva institucionalidad socialista – en el segundo. Tales intereses, que pudieran interpretarse encaminados a reforzar la lucha por la justicia social no solo en el plano nacional sino además internacional, mediante el ofrecimiento del abrigo de la Patria cubana a sus protagonistas, puede considerarse que definirían también los patrones de exclusión jurídica en sede ciudadana. La incorporación de la posible privación de la ciudadanía cubana a quienes fueran considerados enemigos del pueblo y su Revolución sirve de sustento a tal apreciación. A esta percepción debe agregarse que, como mismo la práctica socio-política de entonces modificó el discurso jurídico de la ciudadanía en sentido incluyente, tuvo también lugar su correlativo discurso político de la apatridia como forma de exclusión, de alteridad. Esto puede evidenciarse a partir de la utilización, con una intención meta-jurídica, del calificativo “apátrida” durante la primera década de la Revolución²⁵⁵.

Posteriormente, como parte del proceso de institucionalización del Estado y el Gobierno cubanos, fue promulgada el 24 de febrero de 1976 una nueva Constitución de la República. Este texto mantuvo los criterios de legitimación del sistema mixto de *ius soli* e *ius sanguinis*, tradicionales en el constitucionalismo cubano, aunque en el mismo también fueron realizadas modificaciones y adiciones a tono con el contexto socio-político del país en aquel entonces. En este sentido, se puntualizó que la excepción al *ius soli* aplicaba no solo para los descendientes de quienes se encontraran en Cuba al servicio oficial de su Gobierno, sino también de quienes lo estaban en servicio oficial de organismos internacionales (art. 29 inciso

a). Asimismo, en relación con la consideración de la ciudadanía por nacimiento, adicionó el criterio de incluir a “los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos que se hallen cumpliendo misión oficial” (art. 29 inciso b). Por otra parte, se suprimió del texto constitucional el requisito, para los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos, de avecindarse en Cuba, sustituyéndose por la disposición “previo el cumplimiento de las formalidades que la ley señala” (art. 29 inciso c). En este sentido debe apuntarse que la remisión constitucional a la ley, a los efectos de las regulaciones de la ciudadanía, deben entenderse realizadas respecto al Decreto No. 358, de 1944, Reglamento de la Ciudadanía, en el cual se reproducía el referido requisito de avecindamiento, el cual consecuentemente se mantuvo, solo que a partir de entonces sin rango constitucional²⁵⁶.

Respecto a la ciudadanía por nacimiento, también se mantuvo, aunque con una redacción más simple, la posibilidad de su reclamación por parte de los nacidos en el extranjero de padre o madre naturales de Cuba que hubieran perdido su nacionalidad (art. 29 inciso ch). Asimismo, a pesar de su desaparición física en aquel momento, se mantuvo la disposición que había permitido al Ché Guevara la obtención de la ciudadanía cubana por nacimiento, aunque con una nueva formulación: “son ciudadanos cubanos por nacimiento (...) los extranjeros que por méritos excepcionales alcanzados en las luchas por la liberación de Cuba fueron considerados ciudadanos cubanos por nacimiento” (art. 29 inciso d). Igualmente, el principio por el cual ni el matrimonio ni su disolución afectan la ciudadanía fue mantenido en el texto constitucional (art. 31).

En cuanto a los criterios de legitimación para la naturalización de extranjeros, se mantuvieron los relativos a la obtención por residencia en el país, a partir de una formulación de una remisión similar a la relativa al avecindamiento, antes apuntada (art. 30 inciso a). Asimismo, resultaron ampliadas las consideraciones políticas para la obtención de la ciudadanía por naturalización. En lo que a la lucha contra la dictadura de Batista se refería, ya no se requirió haber obtenido grados de oficial, sino que tuvieron acceso a la ciudadanía todos los extranjeros que hubieran servido en la lucha armada (art. 30 inciso b). En similar sentido, la formulación que en su momento posibilitó la naturalización de Meneses de Albizu Campos y de Juarbe sufrió dos modificaciones, a saber, se amplió el criterio geográfico al eliminar la referencia al continente americano, al tiempo en que se restringió esta posibilidad solo a quienes hubieran sido privados arbitrariamente de su ciudadanía de origen (art. 30 inciso c). Este último aspecto puede considerarse como la primera inclusión en los textos constitucionales cubanos de una referencia clara a las personas en situación de apatridia. Respecto a las causas de la pérdida de la ciudadanía, se mantuvieron las mismas causales en

ese momento existentes, incluida la adicionada apenas tres años, en relación con la posible actuación contrarrevolucionaria (art. 32).

Como puede apreciarse, en la Constitución cubana de 1976 continuó el desarrollo del paradigma que respecto a la noción de la ciudadanía había comenzado a implementarse desde la Ley fundamental de 1959, a saber, su configuración tanto desde la comprensión social de la identidad nacional como desde los intereses políticos predominantes. Si a ello se suma la valoración del inmensamente mayoritario apoyo popular a este texto constitucional, manifiesto en los resultados de su referéndum aprobatorio²⁵⁷, dicha configuración puede considerarse socialmente hegemónica, compartida, aceptada por el conglomerado social. Todo esto permite considerar la existencia de una transformación, a partir del triunfo revolucionario de 1959, de los referentes éticos – y no solo políticos- de la sociedad, lo cual también puede valorarse desde otros postulados de nueva cuenta en la Constitución de 1976.

En este sentido, destaca la incorporación de la dignidad humana como valor constitucional fundante, carácter que puede considerarse desde el enfoque que al mismo le fue dado en el Preámbulo constitucional, a partir de la adopción de la divisa martiana: “Yo quiero que la ley primera de nuestra república sea el culto de los cubanos la dignidad plena del hombre”. La alusión a esta divisa como “profundo anhelo, al fin logrado”, y la referencia a la conciencia popular “de que sólo en el socialismo y el comunismo (...), se alcanza la entera dignidad del ser humano”, consolidan la noción sobre la transformación de los elementos identitarios nacionales cubanos, con su consecuente impacto en el entramado de las interacciones sociales²⁵⁸. La nueva comprensión dialéctica de los fenómenos inclusión-exclusión, identidad-alteridad, traducidos jurídicamente en el binomio ciudadanía-apatridia, sobre estas nuevas bases éticas revolucionarias quedaría pues, formal y materialmente legitimada. En tal sentido, puede colegirse que una previsión constitucional o jurídica dirigida a la prevención del riesgo de apatridia, históricamente existente en la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, resultaba muy difícil que fuera configurada.

Posteriormente, estos patrones socio-jurídicos fueron reproducidos dentro del marco de la reforma constitucional de julio de 1992. En efecto, en cuanto a la regulación jurídica de la ciudadanía cubana, el texto definitivo de la Constitución reformada no difería en casi ningún aspecto relativo a los criterios de legitimación para su adquisición. La única distinción consistió en la adición, respecto al *ius soli*, de la futura previsión legal de los requisitos y formalidades para la obtención en el caso de los descendientes de los extranjeros residentes no permanentes en el país. Las razones de esta precisión pueden deberse al aumento de extranjeros en Cuba bajo esta condición, a partir de los convenios de colaboración

profesional durante los años precedentes con los países del denominado bloque socialista (Samsonov y Martínez Shvietsova, 2008; Rodríguez Chabán y Rodríguez Soriano, 2021), la presencia de estudiantes – principalmente universitarios- provenientes de países amigos²⁵⁹, así como las reformas en materia de inversión extranjera y comercio exterior impulsadas desde la década anterior (Martínez Pérez, 2010)²⁶⁰.

Asimismo, respecto a la ordenación jurídica de la pérdida de la ciudadanía hubo modificaciones sustanciales. En primer lugar, fueron suprimidas del texto constitucional las causales que determinarían la pérdida, quedando solamente en este sentido la disposición sobre la no permisibilidad de la doble ciudadanía, y la consecuente pérdida de la ciudadanía cubana cuando se adquiriera otra extranjera (art. 32, segundo párrafo). El análisis del conflicto positivo de ciudadanía sobrepasa los límites de los objetivos de la presente investigación, la cual se centra en la problemática contraria, esto es, el conflicto negativo, pero debe mencionarse que en los estudios constitucionales más recientes fue abordado en más de una ocasión este postulado constitucional (Prieto Valdés, M., 2013a, 2013b y 2016).

Por otra parte, se estableció la prohibición de la privación arbitraria de la ciudadanía, bajo la comprensión de que solo podría privarse a alguien de la condición de ciudadano “por causas legalmente establecidas” (art. 32, primer párrafo). Teniendo en cuenta que la ley complementaria en materia de ciudadanía para esa fecha continuaba siendo el Decreto No. 358 de 1944, y que dicha disposición no incluía en su articulado las causas de la pérdida de la ciudadanía cubana – por cuanto siempre habían sido objeto de regulación constitucional- esta remisión generó una anomia, situación que durante todo el período restante de vigencia del texto constitucional reformado de 1976 se mantuvo inmutable.

De hecho, la Constitución reformada en 1992 incluyó ocho remisiones legales en materia de ciudadanía (art. 29 incisos a, c y ch, art. 30 incisos a y b, art. 32 primer y último párrafos, y art. 33), las cuales en su mayoría generaban una laguna legal o una contradicción institucional entre la estructura estatal vigente y las disposiciones de la regulación jurídica complementaria, ello sumado a que – como ha sido expuesto en el presente epígrafe- los principios generales sobre los que se fundaba el Estado cubano en 1992 poco se correspondían con aquellos que informaban la institucionalidad cubana de 1944²⁶¹. En entrevista a Prieto Valdés, M. (2023) pudo precisarse como posible razón determinante de la persistencia prolongada de esta problemática, la dilación de la adopción del proyecto de Ley complementaria que había sido prevista promulgarse (Anexo 3).

En tal sentido, no es hasta el 30 de diciembre de 2017 que se adopta una norma complementaria actualizada, aunque parcial, de las regulaciones constitucionales de la

ciudadanía cubana. El Decreto-Ley No. 352, relativo a la adquisición de la ciudadanía cubana por nacimiento de los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos, en efecto supuso el complemento normativo de la remisión legal contenida en el art. 29 c) constitucional. En una breve exposición de motivos, además del mandato constitucional en cuestión, se indicó que “es política del Estado cubano garantizar el ejercicio de los derechos ciudadanos previstos en la Constitución y las demás leyes, por lo cual es procedente suprimir el requisito de avecindamiento para que los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos adquieran la ciudadanía cubana por nacimiento; y a estos efectos establecer las formalidades correspondientes” (Por Cuanto Segundo). Nótese que, según el propio texto legal, la razón determinante de su promulgación fue la supresión del avecindamiento como requisito para la obtención de la ciudadanía.

Poco más de un año después, fue adoptada una nueva Constitución de la República, el 10 de abril de 2019, resultante de un amplio y extendido debate en la sociedad cubana²⁶². Con relación al texto constitucional precedente, el vigente mantiene los mismos criterios de legitimación en un sistema mixto entre el *ius soli* y el *ius sanguinis*. No obstante, se suprimen – tanto respecto a la ciudadanía por nacimiento como por naturalización- el criterio de méritos excepcionales de extranjeros en las luchas por la liberación de Cuba, así como en la lucha armada contra la dictadura de Batista o debido a la privación arbitraria de su ciudadanía de origen.

Asimismo, se adiciona la posibilidad de obtener la naturalización por decisión del Presidente de la República, sin establecerse algún criterio o argumento como necesario para la justificación de la decisión presidencial²⁶³. Debe subrayarse en este sentido que, a pesar de la inexistencia de regulación complementaria, esta prerrogativa constitucional al Presidente de la República ha sido utilizada en al menos una ocasión para precisamente solucionar el caso de una persona residente en Cuba que se encontraba en situación de apátrida, información que pudo obtenerse en entrevista a Aragón Cao (2023), realizada a los efectos de la presente investigación (Anexo 4).

Adicionalmente, puede considerarse que caracteriza esta Constitución, en relación a su predecesora: i. el mantenimiento del principio por el cual el matrimonio ni su disolución afectan la ciudadanía de los cónyuges ni la de sus hijos, el cual se actualiza al nuevo contexto de reconocimiento de la diversidad familiar mediante la inclusión, bajo el mismo supuesto, de las uniones de hecho (art. 37); ii. eliminación de la prohibición de la doble ciudadanía e introducción del principio de ciudadanía efectiva (art. 36); iii. supresión del derecho a cambiar de nacionalidad; iv. mantenimiento de la prohibición de la privación arbitraria de la

ciudadanía (art. 38 primer párrafo), de la remisión legal a las causas de su pérdida y del derecho a su recuperación (arts. 38 in fine y 39), en los mismos términos que el texto constitucional precedente; y v. incorporación del reconocimiento del derecho a la renuncia de la ciudadanía (art. 38 segundo párrafo). Al igual que su predecesora, la Constitución vigente tiene varias remisiones de ley (art. 34, incisos a, b, c y d, art. 35 inciso a, art. 36, y art. 38 primer y segundo párrafos).

Por otra parte, el texto constitucional de 2019 declaró la dignidad humana como “valor supremo constitucional que sustenta el reconocimiento y ejercicio de los derechos y deberes consagrados en la Constitución, los tratados y las leyes” (art. 40), lo cual permite su consideración como valor fundante del ordenamiento jurídico nacional. Esta noción que cobra aún más sentido cuando se interrelaciona con la propia definición constitucional del Estado cubano, de profundo carácter ético: “Cuba es un Estado socialista de derecho y justicia social, (...) organizado con todos y para el bien de todos como república (...), fundada en el trabajo, la dignidad, el humanismo y la ética de sus ciudadanos para el disfrute de la libertad, la equidad, la igualdad, la solidaridad, el bienestar y la prosperidad individual y colectiva” (art. 1). Esta consideración resulta igualmente instrumentada en el cuerpo del texto constitucional al mantener de su predecesor, entre los fines esenciales del Estado, la garantía de la dignidad plena de las personas y su desarrollo integral (art. 13 inciso f). Sobre este fundamento, la propia Constitución declara que el Estado reconoce y garantiza a la persona el goce y ejercicio de los derechos humanos (art. 41), formulación que permite la atribución de un sentido genérico, amplio, universal, no estrictamente los derechos constitucionales sino todos los derechos que como humanos han sido reconocidos en la doctrina y la práctica internacional²⁶⁴.

En este mismo sentido, no debe ignorarse que el texto constitucional de 2019, debido a la amplitud de la consulta popular en su construcción – así como el alto apoyo popular manifiesto en los resultados de su referéndum aprobatorio²⁶⁵, puede ser considerado un reflejo de la moralidad media de la población cubana, así como la síntesis integradora del proyecto político-jurídico que permitiría la realización de sus aspiraciones, en su diversidad y su identidad nacional contemporáneas. En concordancia con Torres-Cuevas (2002): “La cubanidad es, también, la constante autocreación de nuestra siempre en construcción autocomprensión.”²⁶⁶.

A partir de esta comprensión, resulta pertinente en consecuencia realizar una valoración de la validez de los postulados del pre-constitucional – pero aún vigente- Decreto-Ley No. 352, sobre la adquisición de la ciudadanía cubana por nacimiento de los nacidos en el extranjero

de padre o madre cubanos. Del análisis de esta disposición normativa pueden deducirse los siguientes tres elementos discutibles en relación a la Constitución vigente²⁶⁷, trascendentes además a la existencia de riesgo de apatridia:

1°. Se reconoce la posibilidad de denegación de la solicitud de reconocimiento, sin referir las causas para tal denegación ni la obligación de justificar racionalmente la decisión denegatoria (art. 8 inciso b). Esta disposición puede considerarse discordante con la definición constitucional del Estado cubano como socialista de Derecho (art. 1), así como en relación a uno de los principios de la democracia socialista establecidos como rectores de la actividad de los órganos del Estado, a saber, que estos “actúan con la debida transparencia” (art. 101 inciso h). En este mismo sentido, debe comprenderse que la posibilidad de una actuación arbitraria en relación con la privación de la ciudadanía no solo debe ser prevista respecto al acto, administrativo o judicial, que dispone la pérdida de la ciudadanía de quien la ostenta, sino también, en una actuación denegatoria que impida el acceso a la ciudadanía a quien sobre la misma tiene un derecho legítimo. Tal arbitrariedad, asimismo, no debe concebirse en su sentido positivista, como sinónimo de ilegalidad, sino como todo “acto o proceder contrario a la justicia, la razón o las leyes dictado solo por voluntad o capricho de su autor, sin un razonamiento suficiente y sin explicación bastante de las razones en que se basa o careciendo estas de cualquier fundamento serio” (RAE, 2024)²⁶⁸.

2°. Se establece la improcedencia de recurso alguno contra lo resuelto en el recurso de revisión, ni en lo administrativo ni en lo judicial (art. 20 segundo párrafo). Esta disposición contrasta sustancialmente con la comprensión constitucional del acceso a la justicia como derecho (art. 46), sobre la base antes referida de la definición del Estado cubano como socialista de Derecho (art. 1). Asimismo, debe advertirse que ignora el mandato constitucional por el cual la impartición de justicia es una función que se ejerce únicamente por el Tribunal Supremo Popular y los demás tribunales que la ley instituye (art. 147). Sobre esta cuestión, la Constitución de 2019 destaca que “la persona a la que se le vulneren los derechos consagrados en esta Constitución y, como consecuencia sufre daño o perjuicio por órganos del Estado, sus directivos, funcionarios o empleados, con motivo de la acción u omisión indebida de sus funciones, (...) tiene derecho a reclamar ante los tribunales la restitución de los derechos y obtener, de conformidad con la ley, la correspondiente reparación o indemnización” (art. 99)²⁶⁹.

3°. Se dispone el archivo del expediente iniciado – sin precisar si tal archivo implica la denegación o no de la solicitud- “cuando el interesado, el padre o madre cubanos o representantes legales de los menores de edad (...) hayan cometido hechos o realizado

acciones contra los fundamentos políticos, sociales y económicos del Estado cubano” (Disposición Especial Segunda). Esta disposición, profundamente cuestionable desde una perspectiva ética, puede afirmarse encierra en sí tres discrepancias con la Constitución vigente. En primer lugar, la indefinición de qué acciones objetivamente deben ser consideradas como contrarias a los fundamentos del Estado, pues si bien existe una tradición en Cuba de reconocer como sanción legítima la privación de la ciudadanía ante la comisión de actos en contra de su población y/o sus instituciones, esta consideración no debe quedar al arbitrio de la interpretación administrativa, sino objetivamente tipificada a partir del reconocimiento constitucional del Estado socialista de Derecho (art. 1) y del respeto al orden público, constitucional y legal como límite al ejercicio de los derechos de los ciudadanos (art. 45). Además, la indefinición de los efectos jurídicos del archivo del expediente puede igualmente advertirse como incoherente con la transparencia como principio constitucional rector de la actividad de los órganos del Estado (art. 101 inciso h).

Finalmente, resulta difícil considerar justificada o legítima la posibilidad de sancionar a los niños, niñas y adolescentes a una posible situación de apatridia debido a una actuación de sus padres. En tal sentido, debe advertirse la incompatibilidad de esta disposición con el postulado constitucional que dispone la especial protección a favor de los niños por parte del Estado y la sociedad en función de garantizar “su desarrollo armónico e integral para lo cual tienen en cuenta su interés superior en las decisiones y actos que les conciernan. Las niñas, niños y adolescentes son considerados plenos sujetos de derechos y gozan de aquellos reconocidos en esta Constitución, además de los propios de su especial condición de persona en desarrollo” (art. 86)²⁷⁰. Por otra parte, esta última situación discordante en relación a los derechos de los niños, niñas y adolescentes, también puede reputarse como opuesta a las disposiciones de la Convención de los Derechos del Niño, de la Cuba es Estado parte²⁷¹, en especial, el reconocimiento que en este tratado internacional se realiza del derecho del niño a adquirir una nacionalidad (art. 7.1) y el compromiso de los Estados partes a respetar sus derecho a preservar su identidad, incluida la nacionalidad (art. 8.1).

En este último sentido, en relación al Derecho internacional de los derechos humanos, el Estado cubano es parte – además de la referida Convención de los Derechos del Niño- de los siguientes tratados internacionales, estudiados en relación al derecho a una ciudadanía y la prevención del riesgo de apatridia en el Capítulo precedente: la Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación racial de 1965²⁷², la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer de 1979²⁷³ y la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad de 2006²⁷⁴ (ACNUDH,

2024). Por este motivo, el Estado cubano se encuentra obligado solamente²⁷⁵ a garantizar el derecho a una ciudadanía a los niños, niñas y adolescentes y a no discriminar en los procesos de adquisición y de pérdida de la ciudadanía cubana por motivos raciales, de género o de discapacidad, prohibición de discriminación que, de manera general, se encuentra en todo caso constitucionalmente prevista en la Constitución vigente (art. 42).

Por otra parte, sobre la verificación del riesgo o la situación de apatridia en Cuba, debe subrayarse la ausencia de estadísticas que permitan comprender la realidad material sobre esta problemática en Cuba²⁷⁶, en especial si se tiene en cuenta la previsión legal – desde 1976- de la emisión de un carné de identidad de la persona sin ciudadanía y la tarjeta del menor de 16 años sin ciudadanía²⁷⁷, el nivel de institucionalización de la estadística existente en el país²⁷⁸, así como la regulación jurídica cubana sobre la identificación de las personas residentes en su territorio²⁷⁹. En entrevista realizada a Aragón Cao (2023), pudo determinarse que en Cuba no se dispone de estadística pública de personas en situación de apatridia ni existe un mecanismo nacional de determinación del estatuto de apátrida (Anexo 4). En este sentido, no consta información sobre esta cuestión en el último Censo de Población, realizado en 2012 (ONEI, 2014), ni en alguno de los más recientes Anuarios Estadísticos publicados por la Oficina Nacional de Estadística e Información (ONEI, 2015-2023), sus Informes mensuales sobre Arribo de Viajeros y Visitantes Internacionales (ONEI, 2024) o los Anuarios Demográficos publicados por el Centro de Estudios de Población y Desarrollo (CEPDE, 2018-2023)²⁸⁰. Esta situación no solo dificulta la comprensión del alcance material de la problemática objeto de la presente investigación – en tanto impide valorar el impacto del riesgo de apatridia existente en la actualidad-, sino que, en consecuencia, limita la argumentación de alguna propuesta resultante de dichas valoraciones.

Finalmente, tras realizar el análisis de la regulación jurídica actual de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, se impone contrastar sus reglas y principios con los estándares internacionales relativos al disfrute del derecho a una ciudadanía. Este análisis permite valorar la medida en que la regulación jurídica cubana tributa a la garantía del disfrute de este derecho, en especial, a la prevención del riesgo de apatridia.

a. Respecto al derecho a adquirir una ciudadanía:

1. Obligación de conceder la ciudadanía a los nacidos en el territorio del Estado, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado, si de otra manera la persona devendría apátrida: Se prevé en parte. Cuba reconoce constitucionalmente el *ius soli*, pero existe una anomía en cuanto a los requisitos y las formalidades para el caso de los hijos de los extranjeros no

residentes permanentes en el país que impide la certeza sobre la prevención del riesgo de apatridia en este caso.

2. Obligación de presunción del expósito como nacido en el territorio del Estado donde fue hallado, incluidos los buques y aeronaves de su pabellón o matrícula: Se prevé en parte. En el Código Civil cubano se reconoce que “los buques y las aeronaves están sometidos a la ley del Estado de su abanderamiento, matrícula o registro” (art. 14.2). También debe comprenderse que, debido a las características de su sistema de salud, así como tratarse de un Estado insular, en Cuba muy difícilmente pueden darse casos en los que el nacimiento de un expósito se considere ocurrido en un Estado distinto al cubano.

3. Obligación de conceder la ciudadanía a los nacidos en el extranjero, hijo de al menos un nacional del Estado, si de otra manera la persona devendría apátrida, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado: Se omite. Cuba reconoce constitucionalmente el *ius sanguinis*, pero existen disposiciones al respecto que determinan la existencia de riesgo de apatridia.

4. Obligación de facilitar los procesos de adquisición de la ciudadanía por naturalización a personas apátridas que residan en el territorio del Estado: Se prevé en parte. Cuba reconoce constitucionalmente el *ius domicilii*, pero existe una anomia en cuanto a los requisitos y las formalidades que impide la certeza sobre la prevención del riesgo de apatridia en este caso.

5. Prohibición de denegación de la adquisición de la ciudadanía, sea por nacimiento o por naturalización, fundada en motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género: Se omite. Cuba reconoce constitucionalmente la prohibición de discriminación, pero existen disposiciones en el caso de los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos que debido a su abstracción propician la existencia de arbitrariedad y discriminación por motivos políticos.

6. Obligación de garantizar la tutela judicial, o de cualquier otra entidad independiente, ante la denegación de la adquisición de la ciudadanía en los casos que esta se admita: Se omite. Cuba reconoce constitucionalmente el derecho de acceso a la justicia, pero existen disposiciones que implican expresamente la exclusión de la tutela judicial, sin previsión de ningún recurso ante alguna otra entidad independiente.

b. Respecto al derecho a no ser privado arbitrariamente de la ciudadanía:

1. Obligación de subordinar la privación de la ciudadanía a la posesión y/o adquisición efectiva de otra: Se prevé en parte. Cuba reconoce constitucionalmente la prohibición de privación arbitraria, pero existe una anomia en cuanto a sus causas y el procedimiento a seguir que impide la certeza de la prevención del riesgo de apatridia en este caso.

2. Prohibición de la privación de la ciudadanía, en caso de resultar en apatridia, en razón de abandono del país del cual se es nacional, residencia en un país extranjero, no inscripción en determinado registro o cualquier otra razón análoga: Misma situación que respecto al estándar anterior.

3. Prohibición de la privación de la ciudadanía por motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género: Se prevé en parte. Cuba reconoce constitucionalmente la prohibición de discriminación, pero existe una anomia en cuanto a las causas de privación y el procedimiento a seguir que impide la certeza de la prevención del riesgo de apatridia en este caso.

4. Obligación de garantizar la tutela judicial, o de cualquier otra entidad independiente, ante la privación de la ciudadanía en los casos que excepcionalmente se admitan: Se prevé en parte. Cuba reconoce constitucionalmente el derecho de acceso a la justicia, pero existe una anomia en cuanto al procedimiento a seguir que impide la certeza de la prevención del riesgo de apatridia en este caso.

c. Respecto al derecho a recuperar la ciudadanía:

1. Obligación de posibilitar la recuperación de la ciudadanía perdida, si de otra manera la persona devendría apátrida: Se prevé en parte. Cuba reconoce constitucionalmente la posibilidad de la recuperación de la ciudadanía cubana, pero existe una anomia en cuanto a sus requisitos y el procedimiento a seguir que impide la certeza de la prevención del riesgo de apatridia en este caso.

2. Prohibición de denegación de la recuperación de la ciudadanía por motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género: Se prevé en parte. Cuba reconoce constitucionalmente la prohibición de discriminación, pero existe una anomia en cuanto a sus requisitos y el procedimiento a seguir que impide la certeza de la prevención del riesgo de apatridia en este caso.

d. Respecto al derecho a una ciudadanía y la transferencia de territorios entre Estados:

1. Obligación de disponer sobre la ciudadanía en los casos de transferencias de territorios entre los Estados. No aplica. En décadas en Cuba no ha habido casos de transferencias de territorios que permitan realizar una valoración del cumplimiento de este estándar.

A partir del análisis anterior puede afirmarse la existencia de riesgo de apatridia en la actualidad cubana, en especial, a causa de las anomalías y la falta de coherencia interna en la regulación jurídica de la ciudadanía – resultantes de la demorada adopción de una Ley complementaria a los postulados constitucionales sobre la materia-, así como debido a la

omisión de algunos de los estándares internacionales que, en tanto indicadores de garantía del derecho a una ciudadanía, tributan a la prevención de la apatridia y del riesgo de apatridia. Esta situación lleva a la necesidad de alertar *de lege ferenda* sobre este riesgo, respecto a lo cual, y en función del objetivo de la presente investigación, se propone la argumentación de una propuesta constitucional para el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana.

3.4.- Una propuesta constitucional de perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana para la prevención de la apatridia en Cuba, o ¿qué hacer?

Para la argumentación de una propuesta constitucional de perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana en función de la prevención del riesgo de apatridia, se plantean como fundamentos la identidad nacional como sustrato social, la dignidad humana como valor supremo constitucional y la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano. En tal sentido, se parte de los derechos constitutivos del derecho a una ciudadanía en correspondencia con las remisiones de ley que se disponen en la Constitución cubana vigente. Asimismo, en cada caso se tienen en cuenta los estándares internacionales que, como indicadores, tributan a la referida prevención del riesgo de apatridia.

- Respecto al derecho a adquirir una ciudadanía:

En relación a la adquisición de la ciudadanía cubana, debe partirse de la consideración del hecho o acto determinante de tal adquisición, para lo cual conviene interpretar, por separado, las dos formas constitucionalmente establecidas: adquisición por nacimiento y por naturalización. En el primer caso, la Constitución establece que “son ciudadanos cubanos por nacimiento”, disponiéndose de esta manera el hecho natural de nacer bajo determinadas circunstancias fácticas como la razón de ser considerado como cubano. La adquisición de la ciudadanía por nacimiento opera, en consecuencia, *ex Constitutione*, por mandato de la propia Constitución, no en virtud de un acto jurídico posterior. En tal sentido, la actuación administrativa en relación a estos supuestos sería limitada al reconocimiento formal, esto es, la comprobación de las referidas circunstancias fácticas constitucionalmente establecidas. En sentido contrario, la naturalización constituye un acto – generalmente administrativo-, cuyo efecto principal consiste en generar la relación de ciudadanía, esto es, la adquisición *ex nunc* de la ciudadanía cubana. Esta comprensión resulta determinante para la coherencia entre los argumentos de la propuesta que se realiza.

En relación a la primera de las formas, se disponen cuatro remisiones de ley, a saber:

✓ Requisitos y formalidades para el reconocimiento como cubanos por nacimiento de los nacidos en el territorio nacional, hijos de extranjeros no residentes permanentes en el país (art. 34 inciso a).

- ✓ Requisitos y formalidades para el reconocimiento como cubanos por nacimiento de los nacidos en el extranjero, hijos de padre o madre cubanos que se hallen cumpliendo misión oficial (art. 34 inciso b).
- ✓ Requisitos y formalidades para el reconocimiento como cubanos por nacimiento de los nacidos en el extranjero, hijos de padre o madre cubanos (art. 34 inciso c).
- ✓ Formalidades de la reclamación de la ciudadanía cubana por nacimiento de los nacidos fuera del territorio nacional de padre o madre cubanos por nacimiento que hayan perdido la ciudadanía cubana (art. 34 inciso d).

Sobre la base de la interpretación anteriormente propuesta, la consideración de requisitos, al menos en el caso de la adquisición de la ciudadanía por nacimiento, sería entendida como la exigencia de requisitos formales, no de fondo, en tanto la propia Constitución ha reconocido – tomando la identidad nacional como sustrato-, qué personas son consideradas como cubanas. En consecuencia, introducir en la regulación complementaria requisitos materiales o de fondo, puede considerarse una limitación a la consideración constitucional de la cubanidad, con su consecuente sentido de ilegitimidad material. En el caso de los hijos de extranjeros no residentes permanentes en el país puede tenerse en cuenta, por ejemplo, la necesidad de la voluntad de los padres en relación a la adquisición de la ciudadanía cubana, sin que ello impida al nacido, una vez alcanzada su mayoría de edad, optar por el reconocimiento de la ciudadanía que a su favor constitucionalmente se ha dispuesto. En este caso, tal manifestación de voluntad vendría a limitarse por el hecho de que el nacido se encuentre, como resultado de la decisión de sus padres, en situación de apatridia, esto sobre la consideración que se propone del derecho humano a una ciudadanía y de la especial protección de los niños que el propio texto constitucional establece. En este sentido debe recordarse la obligación del Estado cubano de garantizar el derecho de los niños a una ciudadanía y que la dignidad humana constituye un valor supremo constitucional. Asimismo, se recomienda tener en cuenta la posible implementación del estándar relativo a la obligación de conceder la ciudadanía a los nacidos en el territorio del Estado, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado, si de otra manera la persona devendría apátrida.

Por su parte, en relación a los nacidos en el extranjero, hijos de padre o madre cubanos, operarían las mismas consideraciones que en el caso anterior. Una denegación de la ciudadanía cubana a una persona que la Constitución dispone que es cubana sería considerada una arbitrariedad, con su consecuente sentido de ilegitimidad material, especialmente si se trata de niños, y más aún, si como resultado de la denegación el niño se mantiene en situación de apatridia. En tal caso, una posiblemente requerida manifestación de

voluntad de los padres para el reconocimiento de la ciudadanía vendría igualmente a limitarse sobre la consideración propuesta del derecho humano a una ciudadanía y de la especial protección de los niños que el texto constitucional cubano establece. Una interpretación que se propone considerar en este sentido consiste en que un niño constitucionalmente reconocido como cubano es cubano dentro o fuera de Cuba y la consecuente obligación de su protección por el Estado cubano traspasa las fronteras del territorio nacional, especialmente si el Estado en cuyo territorio el niño se encuentra lo identifica en situación de apatridia. De igual forma, debe recordarse la obligación del Estado cubano de garantizar el derecho de los niños a una ciudadanía y que la dignidad humana constituye un valor supremo constitucional. Asimismo, se recomienda tener en cuenta la posible implementación del estándar relativo a la obligación de conceder la ciudadanía a los nacidos en el extranjero, hijo de al menos un nacional del Estado, si de otra manera la persona devendría apátrida, sea de pleno derecho o mediante solicitud del interesado. El supuesto de los nacidos en el extranjero, hijos de padre o madre cubanos que se hallen cumpliendo misión oficial, podría suponer una tramitación más expedita o flexible del proceso de reconocimiento en cuestión.

Finalmente, en relación con las formalidades de la reclamación de la ciudadanía cubana por nacimiento de los nacidos fuera del territorio nacional de padre o madre cubanos por nacimiento que hayan perdido la ciudadanía cubana se propone sean tenidos en cuenta los argumentos anteriormente expuestos para el caso de los nacidos en el extranjero, hijos de padre o madre cubanos.

Por otra parte, en cuanto a la adquisición por naturalización en la Constitución se dispone una remisión de ley, a saber

✓ Requisitos y formalidades para los procesos de naturalización (art. 35 inciso a).

Asimismo, aunque no se dispone expresamente una remisión de ley en el siguiente caso, la ausencia en el texto constitucional de las formalidades o del procedimiento a seguir permite comprender su necesaria consideración en la ley:

- Requisitos y formalidades para la naturalización por decisión del Presidente de la República (arts. 35 inciso b) y 128 inciso m).

Como se ha expuesto anteriormente, la adquisición de la ciudadanía cubana por naturalización permite la consideración de requisitos materiales o de fondo para su procedencia, por ejemplo, determinado tiempo de residencia, el pago de un arancel por el proceso y/o la demostración del dominio del idioma del español, de integración a la sociedad cubana o de conocimientos sobre la historia y la cultura nacional. Todo ello debido a que la adquisición no se consideraría *ex Constitutione*, sino que el acto administrativo de su

otorgamiento – en lugar de reconocimiento- supondría la constitución de la relación político-jurídica de ciudadanía. En consecuencia, nada impide al Estado cubano la exigencia para su procedencia de cuanto requisito sea de su consideración, siempre que sea respetada la definición constitucional del Estado como socialista de Derecho y la transparencia como principio constitucional rector de la actividad de los órganos del Estado, lo cual implica el establecimiento de reglas objetivas y precisas, así como la necesaria exposición de los razonamientos de las decisiones tomadas en el proceso de otorgamiento.

Asimismo, en función de los objetivos de esta investigación, en la regulación jurídica complementaria de los procesos de naturalización se propone tener en cuenta la identidad nacional cubana como sustrato de la ciudadanía, en especial para los casos de la naturalización por decisión del Presidente de la República. En función de garantizar la legitimidad material de su actuación se recomienda la inclusión, para este proceso en específico, de los mismos requisitos que para el proceso general de naturalización o, en caso de establecerse requisitos más flexibles, la consideración de determinadas limitantes a esta facultad discrecional – siempre que estas no resulten discriminatorias o lesivas a la dignidad humana-, pero que de alguna manera eviten un uso abusivo de esta prerrogativa presidencial. Por su parte, en el caso de personas que se encuentren en situación de apatridia, se propone la flexibilización de los requisitos antes apuntados, como pueden ser la disminución del tiempo de residencia exigido en el país, la gratuidad del acceso al proceso o una menor exigencia en la demostración de la integración a la sociedad cubana o de conocimientos sobre la historia y la cultura nacional. En este sentido conviene recordar el reconocimiento de la dignidad humana como valor supremo constitucional y, asimismo, que la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano implica la proposición sobre la posible implementación del estándar relativo a la obligación de facilitar los procesos de adquisición de la ciudadanía por naturalización a personas apátridas que residan en el territorio del Estado.

Asimismo, en todos los casos relativos a la adquisición de la ciudadanía, sea por nacimiento o por naturalización, se subraya que la protección de la dignidad humana como valor supremo constitucional conlleva la prohibición – también constitucional- de discriminación, por lo cual puede valorarse la implementación del estándar relativo a la prohibición de denegación de la adquisición de la ciudadanía, sea por nacimiento o por naturalización, fundada en motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género.

- Respecto al derecho a no ser privado arbitrariamente de la ciudadanía:

La privación de la ciudadanía, en el caso cubano, se regula bajo la denominación de “pérdida” de la ciudadanía, consecuentemente, en este apartado se argumenta respecto al “derecho a no perder arbitrariamente la ciudadanía cubana”. En relación a esta cuestión, en la Constitución se disponen tres remisiones de ley, a saber

- Causas de la pérdida de la ciudadanía cubana (art. 38 primer párrafo).
- Procedimiento y autoridades facultadas para decidir la formalización de la pérdida de la ciudadanía cubana (art. 38 segundo párrafo y 128 inciso m).
- Procedimiento y autoridades facultadas para decidir la formalización de la renuncia a la ciudadanía cubana (art. 38 segundo párrafo *in fine* y 128 inciso m).

En cuanto a la cuestión de la determinación de las causas de la pérdida de la ciudadanía, se propone considerar, primeramente, el sentido de la identidad nacional de la población cubana, esto es, la cubanidad comprendida en el contexto actual. Tras más de tres décadas de indeterminación de las causas de la pérdida de la ciudadanía cubana puede resultar complejo identificar bajo qué criterios, en la actualidad, se consideraría legítima por parte de la población cubana, tal privación. Consecuentemente, en función de la verificación de la correspondencia entre la regulación jurídica de la pérdida de la ciudadanía cubana y la cubanidad actual, lo cual implicaría el logro de una mayor legitimidad material de tales disposiciones normativas, se propone considerar que el proyecto de Ley de Ciudadanía sea sometido a consulta popular, aun cuando esto no fuera constitucionalmente previsto. En igual sentido, los hechos que sean incluidos como causales de este proceso se recomienda sean previstos de manera objetiva, clara y precisa, evitando abstracciones que permitan posibles arbitrariedades en la ejecución de la disposición normativa, esto en función de la definición constitucional del Estado cubano como socialista de Derecho y del respeto al orden público, constitucional y legal como límite al ejercicio de los derechos de los ciudadanos. Concretamente, por ejemplo, la fórmula “acciones contra los fundamentos políticos, sociales y económicos del Estado cubano” podría ser sustituida por la determinación de un conjunto de delitos que resultan objetivamente regulados en la legislación penal vigente.

Igualmente, en este caso se propone sea considerada la inclusión de la situación de apatridia como limitante para que opere la pérdida – así como la renuncia- de la ciudadanía cubana. No se trata de hacer inoperante la privación de la ciudadanía por las razones que legítimamente la población cubana considere deba proceder, sino de considerar que tales razones no deben ser comprendidas como superiores a la protección de la dignidad humana como valor supremo constitucional y, consecuentemente, a la asunción de que el acceso a una ciudadanía constituye un derecho humano. En tal sentido, se recomienda tener en cuenta la posible

implementación del estándar relativo a la obligación de subordinar la privación de la ciudadanía a la posesión y/o adquisición efectiva de otra y, en especial, el relativo a la prohibición de la privación de la ciudadanía, en caso de resultar en apatridia, en razón de abandono del país del cual se es nacional, residencia en un país extranjero, no inscripción en determinado registro o cualquier otra razón análoga. Estos estándares, por otra parte, se recuerda resultan ineludibles para el Estado cubano en relación a los niños, niñas y adolescentes, debido a su obligación de garantizarles el derecho a una ciudadanía en tanto Cuba es Estado parte de la Convención de los Derechos del Niño, lo cual pudiera ameritar un pronunciamiento en la regulación complementaria de la ciudadanía cubana.

En relación al procedimiento y las autoridades facultadas para decidir la formalización tanto de la pérdida como de la renuncia de la ciudadanía cubana, la Constitución se pronuncia al establecer, entre las facultades del Presidente de la República, la decisión sobre la aceptación de la renuncia y la disposición de la privación de la ciudadanía. En consecuencia, la remisión de ley a la autoridad facultada para decidir la formalización de estos procesos en realidad remite al propio texto constitucional. Por otra parte, en relación a la regulación del procedimiento a seguir, se recomienda la previsión de reglas objetivas, claras y precisas, así como la necesaria exposición de los razonamientos de las decisiones tomadas, teniendo en cuenta la transparencia como principio constitucional rector de la actividad de los órganos del Estado y su definición constitucional como socialista de Derecho.

Asimismo, en todos los casos relativos a la pérdida de la ciudadanía se subraya que la protección de la dignidad humana como valor supremo constitucional implica la prohibición – también constitucional- de discriminación, por lo cual puede valorarse la implementación del estándar relativo a la prohibición de la privación de la ciudadanía por motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género.

- Respecto al derecho a recuperar la ciudadanía:

En cuanto a la recuperación de la ciudadanía cubana, en el texto constitucional se realiza una única remisión de ley, a saber:

- Requisitos y formalidades para la recuperación de la ciudadanía cubana (art. 39).

La omisión de causales para considerar la recuperación de la ciudadanía – o de alguna remisión de ley en este sentido- permite interpretar que tienen derecho a recuperar la ciudadanía cubana cualquier persona que la haya perdido o que haya renunciado a ella. En consecuencia, para la regulación complementaria de los requisitos y formalidades a seguir en este caso, se propone partir de la razón por la cual determinada persona que en su momento

era ciudadana cubana, ya no lo es. Asimismo, se sugiere tener en consideración si la ciudadanía cubana perdida o renunciada se trataba de una ciudadanía por nacimiento o por naturalización, todo lo cual matiza las valoraciones en relación al proceso de recuperación de la ciudadanía. Así, si la razón fuera que la persona renunció a una ciudadanía cubana por nacimiento, en principio, nada obsta para considerar la recuperación de esta como un derecho, en función de la interpretación antes apuntada sobre la razón justificativa de la adquisición por nacimiento de la ciudadanía cubana. En cambio, si se tratare de una renuncia que hubiera tenido lugar en relación a una ciudadanía obtenida por naturalización, puede comprenderse como prerrogativa del Estado cubano la exigencia, nuevamente, de los mismos requisitos y formalidades que en su momento operaron para la naturalización, o quizás alguna variante más flexible respecto a dichos requisitos y formalidades.

Por otra parte, en el caso de una ciudadanía perdida, o sea, de una persona a la cual le fue privada la ciudadanía cubana, puede considerarse legítima la imposibilidad de recuperarla si esta había resultado de un proceso de naturalización, sobre la comprensión de que una persona que fue aceptada como miembro del conglomerado político-jurídico y posteriormente excluida por razones fundadas, no tendría derecho a ser readmitida en el mismo conglomerado en cuestión. En cambio, se recomienda valorar si esta consideración resultaría igualmente legítima en caso de una persona a la cual le fue privada su ciudadanía cubana por nacimiento. Por tal razón, esta cuestión constituye otro motivo para proponer que el proyecto de Ley de Ciudadanía sea sometido a consulta popular, de modo que otra de las cuestiones relativas a los criterios de legitimación para considerar – o en este caso, reconsiderar- a una persona como parte del conglomerado político-jurídico cubano gocen, en su regulación jurídica, de la necesaria legitimidad material tras la consideración de estos postulados por la población cubana.

Asimismo, la comprensión de la dignidad humana como valor supremo constitucional y, consecuentemente, la asunción del acceso a una ciudadanía como derecho humano que se propone, implica considerar, en cualquiera de estos casos, la situación de apatridia como una limitante a la denegación del acceso a la recuperación de la ciudadanía cubana. En este sentido, se recomienda tener en cuenta la posible implementación del estándar relativo a la obligación de posibilitar la recuperación de la ciudadanía perdida, si de otra manera la persona devendría apátrida. Igualmente, en todos los supuestos relativos a la recuperación de la ciudadanía se subraya que la protección de la dignidad humana como valor supremo constitucional conlleva la prohibición – también constitucional- de discriminación, por lo cual puede valorarse la implementación del estándar relativo a la prohibición de denegación

de la recuperación de la ciudadanía por motivos discriminatorios lesivos a la dignidad humana, en especial, raciales, étnicos, religiosos, políticos, de edad o de género.

- Respecto a todos los casos anteriores:

Como colofón de esta propuesta constitucional, en todos los casos anteriores se comprendería una cuestión común, a saber, la tutela judicial efectiva, a partir del derecho constitucional del acceso a la justicia, así como la consideración – también constitucional- de la administración de justicia como facultad exclusiva del sistema de Tribunales Populares de la República. La regulación jurídica de la ciudadanía no debería, en función de su constitucionalidad, excluir la posibilidad de reclamar judicialmente cualquier decisión administrativa que pueda considerarse dañina o en perjuicio de las personas. Por este motivo, la previsión legal de una limitación en este sentido puede ser comprendida como una vulneración al derecho constitucional a la justicia, lo cual implicaría la posibilidad de recurrir a un proceso de amparo, a partir de la incorporación de esta garantía procesal de los derechos humanos en la Constitución cubana vigente. De esta manera, a tales fines, se propone tener en cuenta la consideración sobre la posible implementación de los estándares relativos a la obligación de garantizar la tutela judicial, o de cualquier otra entidad independiente, ante la denegación de la adquisición o la recuperación de la ciudadanía, así como ante su privación en los casos que excepcionalmente se admitan.

Por otra parte, como cuestión de orden práctico, se subraya la importancia que para la solución de las situaciones de apatridia tiene la posibilidad de contar con una estadística al respecto. Esto facilitaría la comprensión del alcance material de la problemática, en tanto permitiría la valoración del impacto del riesgo de apatridia existente en la actualidad y, en consecuencia, la elaboración de propuestas de solución resultantes de dichas valoraciones. En tal sentido, se propone la elaboración de estadística sobre la situación de apatridia en el país, así como su posible comunicación pública, por ejemplo, en los Anuarios Demográficos publicados por el Centro de Estudios de Población y Desarrollo. A tales fines se sugiere sean tenidas en cuenta las Recomendaciones Internacionales sobre Estadísticas de Apatridia publicadas en 2022 por el Grupo de Expertos sobre Estadísticas de los Refugiados, los Desplazados Internos y los Apátridas.

Conclusiones

Primera: Históricamente el ejercicio del poder político estatal ha implicado la configuración de una relación jurídica de Derecho público, sobre la cual se han estratificado los diferentes grupos poblacionales de un Estado, a partir del reconocimiento socio-político de criterios de legitimación – incluyentes y excluyentes- como sujeto político y jurídico, los cuales han sido traducidos jurídicamente como *ius sanguinis*, *ius soli* e *ius domicilii*.

Segunda: La construcción ideológica socio-política de los Estados desde su comprensión como Nación, ha determinado la génesis y desarrollo de una identidad nacional, sustrato social del reconocimiento por parte de los Estados respecto a qué personas considerar sus nacionales, la cual también ha implicado la configuración de un sentido de alteridad desarrollado por aquellas personas excluidas de la sociedad político-jurídica.

Tercera: La apatridia, como situación de alteridad, resulta una forma de exclusión que ubica a las personas en una condición de vulnerabilidad, en tanto ninguna entidad estatal se encuentra jurídicamente obligada, en principio, a la protección y garantía de sus derechos, al reconocimiento y protección de su dignidad, lo cual profundiza el sentido social de alteridad en las personas apátridas.

Cuarta: La asunción del acceso a una ciudadanía como derecho humano - a partir del paradigma ético iushumanístico de la dignidad humana, puede considerarse una solución político-jurídica a la apatridia, en tanto la ciudadanía permite a las personas reclamar el reconocimiento y garantía de sus derechos, lo cual desde la teoría social resulta propicio, pues los derechos humanos constituyen una noción estructurante de discursos jurídicos y prácticas socio-políticas como, por ejemplo, la prevención del riesgo de apatridia.

Quinta: A pesar de la reticencia de los Estados aún en la actualidad, el derecho humano a una ciudadanía y la prevención de la apatridia se encuentran reconocidos, con diferentes alcances y de diversas formas, tanto en el sistema universal como en los regionales de protección de los derechos humanos, desde los cuales puede sistematizarse el contenido de este derecho, sus principios esenciales y un conjunto de indicadores de garantía que sirven de guía para la evaluación de la prevención del riesgo de apatridia en las regulaciones jurídicas nacionales.

Sexta: La relación político-jurídica entre las personas y el Estado cubano históricamente ha sido configurada a partir de un sistema mixto entre los criterios de legitimación *ius soli* e *ius sanguinis*, complementado por el *ius domicilii*, lo cual ha propiciado la construcción de una identidad nacional heterogénea que se sintetiza en el sentido de cubanidad.

Séptima: En Cuba a partir de 1959, tanto el reconocimiento a favor de extranjeros que tuvieran méritos en las luchas afines a los referentes ideológicos del proyecto revolucionario, como la privación de la ciudadanía a los cubanos que actuaran contra la nueva institucionalidad socialista, ha resultado de la consideración de los intereses políticos preponderantes, además de la construcción social de la identidad nacional.

Octava: Históricamente, la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana ha supuesto la existencia del riesgo de apatridia, como resultado de la ausencia de disposiciones tendentes a su prevención, problemática que se mantiene en la actualidad.

Novena: El perfeccionamiento de la regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, en función de la prevención del riesgo de apatridia en Cuba, puede fundamentarse, tanto en el orden normativo como práctico, en la identidad nacional como sustrato social, la dignidad humana como valor supremo constitucional y la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano, sobre la base de los siguientes argumentos constitucionales:

- en la identidad nacional, por cuanto cuestiones como las causas de la pérdida de la ciudadanía cubana, así como los supuestos fácticos para su recuperación o su obtención por naturalización, no se encuentran constitucionalmente previstos, lo cual tributaría a la legitimidad material de la regulación jurídica que en este sentido se adopte;
- en la dignidad humana como valor supremo constitucional, por cuanto ha sido constitucionalmente contemplada sustento del reconocimiento y ejercicio de los derechos humanos y asimismo establecida la obligación del Estado de garantizarla en función del desarrollo integral de las personas, lo cual comporta la prevención del riesgo de apatridia;
- y en la asunción del acceso a la ciudadanía como un derecho humano, por cuanto la Constitución reconoce y garantiza a la persona el goce y el ejercicio de los derechos humanos, lo cual permite estructurar una propuesta de prevención del riesgo de apatridia a partir de los derechos constitutivos del derecho a una ciudadanía, sus principios rectores y los estándares internacionales para su protección.

Décima: La ausencia de estadísticas públicas sobre la apatridia en Cuba limita la valoración del impacto del riesgo de apatridia existente en la actualidad y, en consecuencia, la argumentación de alguna propuesta resultante de dichas valoraciones.

Recomendaciones

En el orden normativo:

Primera: Que en el futuro proyecto de Ley de Ciudadanía que desarrolle las remisiones de los arts. 34 al 39 constitucionales, previsto en el cronograma legislativo de la Asamblea Nacional del Poder Popular, sea valorada la propuesta de argumentos constitucionales fundamentada en la presente investigación en función de la prevención del riesgo de apatridia, como vía para el perfeccionamiento de la regulación jurídica de la ciudadanía cubana.

Segunda: Que la afirmación “son ciudadanos cubanos” sea interpretada por las autoridades correspondientes, conforme a los arts. 34 y 35 constitucionales, de modo que una comprensión precisa del alcance del mandato constitucional tribute a una regulación jurídica internamente coherente de la ciudadanía cubana.

Tercera: Que asimismo, en correspondencia con los arts. 40 y 41 constitucionales, sea interpretado el alcance de la afirmación “el Estado cubano reconoce y garantiza a la persona el goce y el ejercicio irrenunciable, imprescriptible, indivisible, universal e interdependiente de los derechos humanos”, de modo que su definición permita comprender si la asunción del acceso a una ciudadanía como derecho humano, incluida en la propuesta constitucional que en esta investigación se realiza, supondría una alternativa o una obligación del Estado cubano.

Cuarta: Que se considere la consulta popular del proyecto de Ley como parte del proceso de elaboración de la futura regulación jurídica de la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana, de manera que la percepción actual de la población cubana sobre su identidad nacional constituya una fuente de legitimación material de las reglas y principios jurídicos a ser adoptados.

Quinta: Que la futura Ley de Ciudadanía, así como las regulaciones complementarias que su implementación pudiera generar, sean publicadas y ampliamente difundidas, como corresponde jurídicamente, a los efectos de su conocimiento público general.

En el orden práctico:

Primera: Que para la elaboración de la información estadística sobre la situación de apatridia en el país (si no existiera) se tomen en cuenta las Recomendaciones Internacionales sobre Estadísticas de Apatridia publicadas por el Grupo de Expertos sobre Estadísticas de los Refugiados, los Desplazados Internos y los Apátridas.

Segunda: Que sea publicada la información estadística elaborada sobre la situación de apatridia en el país, por las autoridades que correspondan, en Informes o Anuarios Estadísticos o Demográficos.

Notas

¹ [“Dígase de alguien que, habiendo perdido su nacionalidad, no ha adquirido legalmente alguna otra.”] Todas las traducciones del inglés y del francés al español son realizadas por el autor de la investigación.

² La ciudadanía ha sido abordada como punto de conexión personal en el proceso de aplicación de las normas de conflicto en las relaciones de Derecho internacional privado (Goldschmidt, 2009; Abarca, 2013), así como criterio de referencia en lo relativo al asilo y al estatuto de refugiado en las relaciones de Derecho internacional público (Mazzuoli, 2011).

³ Aunque la ciudadanía pueda ser considerada la base fundamnetal para el reconocimiento de derechos y obligaciones, no resulta el único criterio para tal determinación, puesto que también suelen tomarse como referencia o puntos de conexión otras circunstancias de las personas, por ejemplo, su domicilio o su residencia habitual, en función del principio de proximidad.

⁴ [“La obligación de los Estados de tomar todas las medidas apropiadas para prevenir la apatridia es el corolario del derecho de cada persona a una nacionalidad.”]

⁵ Téngase en cuenta a este respecto lo establecido en las normas para la publicación en la Gaceta Oficial: “Las disposiciones de carácter general que dictan los Organismos de la Administración Central del Estado se publican en la Gaceta Oficial de la República. Se entiende que una disposición tiene carácter general cuando debe ser cumplida fuera de los marcos del organismo donde se dicta, por otros órganos u organismos estatales o las empresas o dependencias de éstos, o interesa a las organizaciones sociales y de masas o a la población” (Decreto No. 62, 1980, art. 1).

⁶ Por otra parte, debe tenerse en cuenta que en ocasiones, para la enseñanza del Derecho, se han utilizado directamente fuentes de origen soviético, en lugar de textos patrios, cual es el caso del estudio sobre la regulación jurídica de la ciudadanía en Peraza Chapeau (1985).

⁷ Igualmente afirma Badeni (2006): “La población es el ingrediente humano sobre el cual se ejerce el poder político de la organización global” (p. 313).

⁸ En una entrevista realizada por la revista *Ethic* al expresidente del Gobierno español, Felipe González, este refirió “el arte de la política es el arte de gobernar un espacio público compartido y lleno de contradicciones” (González, 2021).

⁹ En tal sentido también se pronuncia Foucault (2000): “La política es la continuación de la guerra por otros medios; vale decir que la política es la sanción y la prórroga del desequilibrio de fuerzas manifestado en la guerra. Y la inversión de esa proposición querría decir también otra cosa: a saber, que dentro de esa las luchas políticas, los enfrentamientos con respecto al poder, con el poder, por el poder, las modificaciones de las relaciones de fuerza —acentuaciones de un lado, inversiones, etcétera—, todo eso, en un sistema político, no debería interpretarse sino como las secuelas de la guerra. Y habría que descifrarlo como epi-sodios, fragmentaciones, desplazamientos de la guerra misma” (p. 29). En igual sentido, *vid.* Foucault (1981).

¹⁰ En este sentido, desde la filosofía política materialista histórica, se ha pronunciado Engels (2006): “El segundo rasgo característico es la institución de una “fuerza pública” que ya no es el pueblo armado (...) Esta fuerza pública existe en todo Estado y no está formada sólo por hombres armados, sino también por aditamentos materiales (cárceles e instituciones coercitivas de todo tipo)” (p. 184), y Lenin (1973a): “El ejército permanente y la policía son los instrumentos fundamentales de la fuerza del poder estatal” (p. 4).

¹¹ Sobre la importancia de la hegemonía y el papel de la ideología y la persuasión políticas, en la referida filosofía histórico-materialista, deben considerarse las teorizaciones de Gramsci (1981): “la combinación de fuerza y consentimiento se equilibran recíprocamente, sin que la fuerza predomine excesivamente sobre el consenso. De hecho, la intención es siempre asegurar que la fuerza aparezca basada en el consentimiento de la mayoría” (p. 80), y de Althusser (1971): “Para hacer progresar la teoría del Estado es indispensable tener en cuenta, no solamente la distinción entre poder de Estado y aparato de Estado, sino también otra realidad que se manifiestamente junto al aparato (represivo) de Estado, pero que no se confunde con él. Llamaremos a esa realidad por su concepto: los aparatos ideológicos de Estado” (pp. 28-29).

¹² Sobre la consideración de la apropiación del Estado, a partir de los postulados de su extinción expuestos por Engels (1973): “El gobierno sobre las personas es sustituido por la administración de las cosas y por la dirección de los procesos de producción. El Estado no será “abolido”; se extingue” (p. 342), *vid.* Guastini (1984) y Armesilla Conde (2019). En contraposición a esta doctrina, *vid.* Arriola (1989).

¹³ Cuestión polémica, en tanto los Estados en la actualidad se promocionan como incluyentes, democráticos y garantes de los derechos humanos, y que requiere del análisis particular de cada caso en especial.

¹⁴ Un ejemplo de estas distintas comprensiones ideológicas sobre el concepto pueblo puede comprobarse, en el caso cubano, en los discursos en torno al golpe de Estado del 10 de marzo de 1952. Por una parte, el expresidente Fulgencio Batista, protagonista del golpe, afirmó: “Hablo al pueblo de Cuba desde la Ciudad Militar esta vez, en donde he tenido que regresar forzado por las circunstancias y llevado por mi amor al pueblo para reanudar una nueva gestión de paz” (Canal Cuba Hoy, 2013, 0m22s). Frente a dicho alegato, el entonces

candidato a representante a la Cámara, Fidel Castro, publica su artículo “¡Revolución no, zarpazo!” en el que expone: “No fue un cuartelazo contra el presidente Prío, abúlico, indolente; fue un cuartelazo contra el pueblo, vísperas de elecciones cuyo resultado se conocía de antemano. No había orden, pero era el pueblo a quien le correspondía decidir democráticamente” (Castro Ruz, F., 2007, p. 1). Posteriormente, en su alegato publicado como programa político del Movimiento “26 de Julio” bajo el título “La Historia me Absolverá”, Fidel Castro precisa su propia definición de pueblo cubano: “Nosotros llamamos pueblo si de lucha se trata, a los seiscientos mil cubanos que están sin trabajo (...); a los quinientos mil obreros del campo que habitan en los bohíos miserables (...) ¡Ése es el pueblo!, cuyos caminos de angustias están empedrados de engaños y falsas promesas” (Castro Ruz, F., 1993, pp. 53-55).

¹⁵ A los efectos de este estudio, son consideradas las formas históricas estatales que han tributado en mayor medida a la filosofía y teoría políticas occidentales, a partir de la ubicación de Cuba en dicho contexto occidental. Por esta razón, estudios de las relaciones político-jurídicas entre las personas y los Estados despóticos orientales, o de otros en Asia, África o América no se tienen en consideración.

¹⁶ Sinecismo proviene de *synoikismós*: cohabitación, vivir juntos en la misma casa (Romero y Mora, 2017), proceso histórico en el cual un grupo de comunidades aisladas se juntan a fin de alcanzar una mayor protección, una especialización de los oficios y una defensa común.

¹⁷ Como afirma Finley (1975): “la palabra *polis* no distinguía la estructura de gobierno; nada implicaba – lo mismo que nada implica la nuestra de “estado”- respecto a si era una democracia, una oligarquía o una tiranía” (p. 56).

¹⁸ Sobre la composición socioeconómica de la ciudadanía de las *póleis* y su impacto en las estructuras y sistemas de gobierno, en especial, el rol de los periecos (*péριοικος*: que habita en la periferia) o campesinado *vid.* Gallego (2012; 2016).

¹⁹ La cual se instrumentó esencialmente mediante la *isegoría* (o igualdad en el derecho a la expresión) y la *isopsephía* (o igualdad de la calidad de los votos).

²⁰ Siguiendo a Finley (1975): “La *polis* no era un sitio, un lugar material, aunque ocupaba, naturalmente, un territorio determinado, sino que era, en su esencia, el conjunto del pueblo actuando de común acuerdo” (p. 57). En igual sentido expresa Arendt (2009) que “la polis, propiamente hablando, no es la ciudad-estado en su situación física; es la organización de la gente tal como surge de actuar y hablar juntos, y su verdadero espacio se extiende entre las personas que viven juntas para este propósito, sin importar dónde estén” (p. 221).

²¹ Para un estudio pormenorizado sobre las diferentes traducciones e interpretaciones de este pasaje de Aristóteles en su *Política*, *vid.* Fröhlich (2016).

²² Un *astós* era quien poseía el *astu*, el suelo.

²³ A tal punto era trascendente este aspecto que los *atimoi*, aquellos que en Atenas eran privados de sus derechos políticos – *atimía*: *α* (privativa) + *timé* (honor)-, en el periodo clásico conservaban su cualidad de *astós*, lo que suponía, siguiendo la referencia aristotélica, que mantenía la capacidad de transmitir a su descendencia el estatuto de ciudadano (Hansen, 1976; Valdés Guía, 2022; Woram, 2022).

²⁴ Cabe resaltar que a la *metoikía* podían acceder no solo foráneos de origen griego, sino también extranjeros provenientes de otras civilizaciones reconocidas como tal, por ejemplo, persas y egipcios (Ginestí Rosell, 2013a, p. 293).

²⁵ Entre estos privilegios se encontraban la *proxenia*, suerte de consulado que podía otorgar a su titular, en función de su importancia para la *pólis*: la *asylía*, o derecho de asilo, el cual incluía la inmunidad de su persona y sus bienes; la *atéleia*, o exención fiscal; el *eisagogué* y el *exagogué*, esto es, los derechos a importar y exportar; así como la *énktesis*, o derecho a adquirir propiedades inmobiliarias (Santiago Álvarez, 2013, p. 91). Además, podía recibir en la *pólis* de acogida honores fúnebres en caso de muerte (Santiago Álvarez, 2013, p. 92; Ginestí Rosell, 2013a, p. 289). Otro de los privilegios lo constituía la *isotéleia*, forma de equiparación del meteco al ciudadano en cuanto a los asuntos fiscales, el servicio militar junto a los ciudadanos, el derecho de *énktesis* y la protección jurídica por parte de las autoridades de la ciudad (Ginestí Rosell, 2013a, pp. 297-298). Sobre las primeras evidencias del reconocimiento del derecho de *énktesis* a extranjeros en la Antigüedad griega, *vid.* Piñol Villanueva (2013). Asimismo, los metecos podían dedicarse a los más variados oficios, desde profesiones artísticas, artesanales o domésticas hasta el ejercicio de la medicina y el servicio en el ejército, como a partir de los estudios de los monumentos funerarios atenienses ha podido concluir Ginestí Rosell (2013b).

²⁶ Baslez (2007) coincide con tal percepción: “*L'intégration locale, sociale sinon politique, est indéniable et facile à constater*” [“La integración local, social si no política, es innegable y fácil de constatar.”] (p. 233). Sobre la integración cultural de los extranjeros en el espacio griego antiguo, *vid.* García Cataldo (2019).

²⁷ Incluso existió, como refiere Piñol Villanueva (2015, p.14), a partir de su verificación en inscripciones del periodo tardoarcaico, la *isopoliteia*, esto es, la posibilidad de reconocimiento mutuo del derecho de acceder a la ciudadanía entre dos ciudades, en caso de que uno de sus *polítes* decidiera establecerse en la otra *pólis*.

²⁸ Este mecanismo de acceder a la ciudadanía se mantuvo, no obstante, como un acto excepcional, tal y como lo afirma Aristóteles (1988), al distinguir los ciudadanos “naturalizados” de quienes lo son por su nacimiento:

“Dejemos de lado a los que de un modo excepcional reciben esa denominación, como los ciudadanos naturalizados. El ciudadano no lo es por habitar en un lugar determinado (de hecho, los metecos y los esclavos participan de la misma residencia)” (p. 152).

²⁹ Precisamente, en la cosmovisión griega del mundo, la mujer era la causante de los males de los hombres. Siguiendo al propio Hesíodo (1978) en su *Teogonía*, al narrar el mito de Prometeo y Pandora: “«Yo a cambio del fuego les daré un mal con el que todos se alegren de corazón acariciando con cariño su propia desgracia». Así dijo y rompió a carcajadas el padre de hombres y dioses; ordenó al muy ilustre Hefesto mezclar cuanto antes tierra con agua, infundirle voz y vida humana y hacer una linda y encantadora figura de doncella semejante en rostro a las diosas inmortales” (p. 125).

³⁰ Siguiendo esta posición, complementada con referencias a Licurgo, Platón, Lisias y Demóstenes, así como a autores posteriores, Loraux (1981) afirma la exclusión absoluta de la mujer de la vida política y jurídica de la ciudad, al menos en Atenas, sobre la base de la confrontación entre lo masculino y lo femenino, y sobre la comprensión de este último como lo ajeno a la *politeía*. Esta posición de exclusión absoluta es también compartida por Duby y Perrot (1991), Mossé (1991), Fantham, Foley, Kampen, Pomeroy y Shapiro (1994), Cantarella (1996), Pomeroy (1999), Ardesi de Tarantuviez (2009) y Fuentes Santibáñez (2012).

³¹ Siguiendo a Blok, y en este sentido, Sebillotte Cuchet (2015) afirma: “El hecho de que, en la ciudad ateniense, las mujeres sean las excluidas del proceso de decisión política y del gobierno se debe a una evolución de las prácticas que habría que actualizar con precisión, no a una división estructural básica. En cualquier caso, las mujeres no están excluidas de la ciudad, son ciudadanas en la medida en que son atenienses, lo que explica que, al igual que los hombres, concursen en pruebas de valentía (...) y que intervengan en la guerra para salvar a la patria en peligro cuando faltan hombres” (p. 78). Sobre la participación de la mujer ateniense en la guerra, *vid.* Schaps (1982).

³² Siguiendo a Fernández Arencibia (2013), en sus análisis sobre las reflexiones de Platón en tal sentido: “La situación de los hilotas era controversial para Platón, producto de su célebre “consejo” en torno a la población servil (*Leyes*, 777 b-c), en donde se refiere a las dificultades de controlar a grandes cantidades de esclavos que tuviesen el mismo origen, el mismo lenguaje, o lazos familiares, caso demostrado por el comportamiento de los hilotas y sus rebeliones. La solución: los esclavos no deberían ser griegos, ni hablar el mismo idioma ni tener el mismo origen étnico” (p. 31). Aristóteles (1988), por su parte, no se centró en realizar una descripción de las variantes o las consecuencias de la esclavitud existentes en las *póleis*, sino que desarrolló un análisis sobre su justificación natural o social. Sobre la perspectiva aristotélica de la esclavitud, *vid.* Muñoz García (2007).

³³ En cuanto a la dimensión económica, Santibáñez-Guerrero (2021), siguiendo los análisis de Finley (1981) y de Vernant (1988), afirma: “varios helenistas de la segunda mitad del siglo XX tienden a coincidir en aceptar la diferencia entre un sistema de “esclavitud-dependencia” o “servidumbre” (donde el “esclavo” administra el proceso productivo, cancelando un monto prefijado de renta al propietario), y uno de “esclavitud-mercancía” (donde el “esclavo” participa como un elemento material de un proceso productivo dirigido completamente por el propietario)” (pp. 94-95).

³⁴ Collares (2010), siguiendo a Homo (1928) y a Guarinello y Joly (2001), sostiene que resulta necesario no desestimar los argumentos de que el poder imperial en Roma se expresaba a través de la noción de la soberanía del Senado y el pueblo romanos, y afirma “*o que pode ser consubstanciado pela manutenção da sigla SPQR (Senatus Populusque Romanus – senado e o povo romano), presente em muitos brasões militares e construções públicas imperiais*” (p. 46). Sobre el término S.P.Q.R. y su significado puede consultarse el estudio historiográfico realizado por Moatti (2017), así como en términos lingüísticos el publicado por Ruiz de Elvira (1995).

³⁵ Como afirma Troisfontaines (1877): “*Leur arme à tous, c’était la lance, quir. Tous allaient aux comices et abordaient l’ennemi la lance à la main. (...) À ce premier âge, tout citoyen était guerrier, c’est-à-dire Quirite, et l’on n’était citoyen qu’à condition d’être ou d’avoir été guerrier.*” [“El arma de todos era la lanza, *quir*. Todos iban a los comicios y abordaban al enemigo, lanza en mano. (...) En esta primera época todo ciudadano era guerrero, es decir Quirite, y sólo se era ciudadano a condición de ser o haber sido guerrero.”] (p. 98). Asimismo, resume Willems (1888): “*L’ensemble des citoyens forme le populus Romanus Quiritium ou populus Romanus Quirites. Le sens propre de populus est le peuple armé, guerrier.*” [“El conjunto de los ciudadanos forman el *populus Romanus Quiritium* o *populus Romanus Quirites*. El significado propio de *populus* es el pueblo armado, guerrero.”] (p. 22).

³⁶ Los *cives sine suffragio*, que gozaban de los derechos civiles mas no de los políticos, y los *libertini* o libertos, que disfrutaban del *ius commercium* pero no del *connubium* ni de los derechos políticos (Homo, 1928, pp. 98-99; Mommsen, 1942, pp. 73-80).

³⁷ Incluidos en el *Digesto* por el emperador Justiniano, los preceptos enunciados se resumían en el principio siguiente: *Connubio interveniente, liberi semper patrem sequuntur. Non interveniente connubio, matris conditioni accedunt.* [“Cuando interviene el matrimonio, los hijos siempre siguen a su padre. Al no intervenir en el matrimonio, se acercan a la condición de madre.”] (Troisfontaines, 1877, pp. 147-148; Willems, 1888, p. 55).

³⁸ Este último principio fue modificado, en perjuicio de la condición de nacer ciudadano, por la *lex Minicia* del año 19 n.e., aunque un senadoconsulto de Adriano decidió que la ley no se aplicara al hijo nacido de ciudadana romana y de un latino, por lo cual el hijo nacería entonces *cives romanus* (Troisfontaines, 1877, p. 158; Willems, 1888, p. 57; Petit, 2007, p. 84).

³⁹ Sobre la evolución de las formas de adquisición del *status civitatis* hacia el Imperio, Troisfontaines (1877) afirma: “*Le droit de cité s’acquiert, comme sous la République, par naissance, par naturalisation, et par manumissio justa. Mais le droit de naturalisation, qui avait déjà appartenu aux dictateurs Sulla et César, passa définitivement des comices à l’empereur.*” [“El derecho de ciudadanía se adquiere, como en la República, por nacimiento, por naturalización y por *manumissio justa*. Pero el derecho de naturalización, que ya había pertenecido a los dictadores Sila y César, pasó definitivamente de los comicios al Emperador.”] (p. 373).

⁴⁰ En este caso, la condición adquirida de *cives* podía ser *optimo iure* o *sine suffragio*, en función de lo dispuesto por la concesión realizada (Troisfontaines, 1877, pp. 159-160; Willems, 1888, p. 56; Homo, 1928, p. 99; Argüello, 1998, p. 159; Morineau e Iglesias, 2000, p. 47; Petit, 2007, p. 84). Sobre las formas y procedimientos mediante los cuales el Estado imperial romano documentaba y daba seguimiento a los ciudadanos romanos *vid.* Dolganov (2021).

⁴¹ A saber, Sabina en el año 268 a.n.e.; Piceno, Velitrae, Privenno y los Hérmicos en 241 a.n.e.; Arpino, Fundi y Formiae en 188 a.n.e.; hasta llegar a la totalidad de Italia, mediante las leyes *Julia* y *Plautia Papiri*, entre los años 90 y 89 a.n.e. (Homo, 1928, pp. 104 y 412).

⁴² La descendencia de los *libertini* se denominó *cives ingenui* o ingenuos, quienes tuvieron una condición más favorable que los *libertini*, sin llegar a salir de la precariedad de la calidad de *cives sine suffragio* (Willems, 1888, p. 57).

⁴³ “El carácter nacional de los Romanos nos descubre las cualidades morales, fuertemente pronunciadas, de un pueblo regido mucho tiempo por leyes e ideas religiosas” (Navarro *et al.*, 1842, p. 62).

⁴⁴ En coincidencia con Bancalari, citado por Lázaro Guillamón (2019): “para ser *cives romani*, no se necesitaba que los extranjeros tuviesen el mismo origen, una lengua común y costumbres similares, era sólo un asunto político y un convencimiento de la mecánica de extenderla y al mismo tiempo, mantener cohesionado el imperio.” (p. 335).

⁴⁵ Sobre esta consideración cosmopolita, explica Lázaro Guillamón (2019): “Ulpiano, jurista que desarrolla su labor durante el reinado de Caracalla, comenta el edicto perpetuo y, en concreto, en este párrafo [*In orbe romano qui sunt ex constitutione imperatoris Antonini cives romani effecti sunt*] describe la “mundialización” operada por Caracalla de manera muy breve pero que permite, por la enorme significación y poder de las palabras empleadas por el jurista, hacernos idea de la relevancia de la medida. Esta descripción es recogida después por su discípulo Modestino a modo de expresión final de un largo proceso de identificación de la *urbs Roma* con el *orbis Romanus* (...): *Roma communis nostra patria est.*” (p. 332). Sobre la posible comprensión de la ciudadanía romana como un modelo de ciudadanía de carácter cosmopolita, a partir de las diversas posturas del cosmopolitismo actual, *vid.* Andrés Santos (2007).

⁴⁶ [“se podría, en realidad, decir de Roma que era la patria común del género humano: *Roma communis nostra patria est!*”]

⁴⁷ Sobre esta perspectiva “socio-simbiótica” respecto al proceso de ampliación de la ciudadanía, coincide Williamson (2005): “*In brief, each Roman experienced his world as a member of a group or even several overlapping groups. Each Roman intuitively accepted a position within his group along a hierarchical spectrum determined by community standing, that is, by property and status. Each Roman intuitively lived according to the remembered conventions of his group with respect to the proper comportment and behavior to the gods, to other men, to other groups, and to Rome at large. The continuance of Roman society depended on the capacity of groups to connect, combine, and speak as one in all arenas*” [“En resumen, cada romano experimentó su mundo como miembro de un grupo o incluso de varios grupos superpuestos. Cada romano aceptó intuitivamente una posición dentro de su grupo a lo largo de un espectro jerárquico determinado por la posición de la comunidad, es decir, por la propiedad y el estatus. Cada romano vivía intuitivamente de acuerdo con las convenciones recordadas de su grupo con respecto al comportamiento adecuado hacia los dioses, hacia otros hombres, hacia otros grupos y hacia Roma en general. La continuidad de la sociedad romana dependía de la capacidad de los grupos para conectarse, combinarse y hablar como uno solo en todos los ámbitos.”] (pp. 416-417).

⁴⁸ Para una explicación más detallada sobre la concepción y práctica de la doctrina del derecho divino de los reyes, *vid.* Figgis (2021).

⁴⁹ En las monedas británicas circulantes en la actualidad puede leerse la inscripción “CHARLES III . D. G. REX. F. D.”, acrónimo de D(EI) G(RATIA) R(EX) F(IDEI) D(EFENSOR), esto es, Carlos III, Rey por la Gracia de Dios, Defensor de la Fe. Asimismo, en las monedas canadienses emitidas en este propio año 2023, aún en referencia a la fallecida monarca Elizabeth II, se encuentra la inscripción “D. G. REGINA”, con igual significado al antes referido, *vid.* *World Coins Catalog* (2023).

⁵⁰ Siguiendo a Vicens Vives (1999): “En esta empresa [la monarquía] se ve auxiliada por el rápido desarrollo de las culturas nacionales autónomas, que aparecen como uno de los rasgos más típicos de la Europa renacentista, y contribuyen, por un proceso de diferenciación nacional, a dar coherencia a las formaciones estatales creadas en el siglo XV” (p. 25).

⁵¹ “La nación emerge como una construcción puramente ideológica y expresa la cristalización de una voluntad de consolidar un sentimiento de existencia y de reconocimiento en tanto identidad colectiva. A través de una construcción imaginaria, la conciencia (nacional) crea la nación” (Marín Gonzáles, 2007, p. 343).

⁵² Para un estudio sobre el origen de la identidad nacional y la nacionalidad francesas *vid.* Slimani (2004) y Pataut y Schaal (2021), así como sobre la evolución de la nacionalidad francesa *vid.* Assemblée Nationale (2011).

⁵³ “*There be regularly (unless it be in special cases) three incidents to a subject born. 1. That the parents be under the actual obedience of the King. 2. That the place of his birth be within the King’s dominion. And, 3. The time of his birth is chiefly to be considered. (...) The place is observable, but so as many times ligeance or obedience without any place within the King’s dominions may make a subject born, but any place within the King’s dominions may make a subject born, but any place within the King’s dominions without obedience can never produce a natural subject*” [“Regularmente (salvo en casos especiales) existen tres incidentes respecto a un súbdito nacido. 1. Que los padres estén bajo la obediencia del Rey. 2. Que el lugar de su nacimiento esté dentro del dominio del Rey. Y, 3. Se debe considerar principalmente el momento de su nacimiento. (...) El lugar es observable, pero así como muchas veces la ligadura u obediencia sin ningún lugar dentro de los dominios del Rey puede hacer nacer un súbdito, cualquier lugar dentro de los dominios del Rey puede hacer nacer un súbdito, pero ningún lugar dentro de los dominios del Rey sin que exista la obediencia podrá nunca producir un súbdito por nacimiento.”] (Coke, 1826, p. 31). Para un estudio detallado sobre las consideraciones expuestas en este caso, *vid.* Price (1997). Específicamente sobre los argumentos de este caso, relativos a la trascendencia del momento del nacimiento a los efectos del reconocimiento de la nacionalidad, *vid.* Cohen (2010). Esta justificación fue posteriormente utilizada en los Estados Unidos como criterio de configuración de la naciente nacionalidad estadounidense (Kettner, 1978, pp. 13-64).

⁵⁴ Este criterio fue posteriormente confirmado, por disposición real, el 7 de julio de 1727 al regularse la jurisdicción de los “jueces conservadores de extranjeros [sic]” (*Novísima Recopilación*, 1805b, ley V, tit. 11, lib. VI).

⁵⁵ La noción de soberanía sobre la cual se adoptaron los Tratados de Westfalia encuentra su sustento teórico en los argumentos expuestos por los españoles Francisco de Vitoria respecto al derecho de gentes, en su *De potestate civili* (1528), y Francisco Suárez, sobre el derecho natural y el estatus de un monarca, en su *Tractatus de legibus ac Deo legislatore* (1612), así como los desarrollados por el florentino N. Maquiavelo sobre *lo stato*, en especial en sus *Discorsi sopra la prima Deca di Tito Livio* (1531), y por el francés Jean Bodin en relación a la soberanía, en particular en los dos primeros libros de su obra *Les Six Livres de la République* (1576). Sobre esta apreciación, *vid.* Ebenstein (1965), García Gestoso (2003), Echandi Gurdíán (2009) y Lee (2021).

⁵⁶ Según el art. 2 de la sección primera del Capítulo II del Título III de la Constitución francesa, de 3 de septiembre de 1791: “*La personne du roi est inviolable et sacrée ; son seul titre est Roi des Français.*” [“La persona del rey es inviolable y sagrada; su único título es Rey de los Franceses.”]

⁵⁷ Según el primer artículo de la Constitución francesa, de 18 de mayo de 1804: “*Le Gouvernement de la République est confié à un Empereur, qui prend le titre d’Empereur des Français.*” [“El Gobierno de la República es confiado a un Emperador, que toma el título de Emperador de los Franceses.”]

⁵⁸ Las primeras monedas belgas fueron acuñadas en 1832, a poco más de un año de la declaración de independencia de Bélgica, *vid.* *World Coins Catalog* (2023).

⁵⁹ Asimismo, en América, la Constitución de los Estados Unidos, de 1787, comienza su preámbulo reflejando esta misma subjetividad identitaria nacional: “*We the People of the United States...*” [“Nosotros el Pueblo de los Estados Unidos...”] Sobre el Preámbulo constitucional estadounidense y su relación con los nacionales, la Corte Suprema de los Estados Unidos se pronunció en 1857, en el paradigmático caso *Dred Scott v. Sandford*, por el cual se privó del derecho a la nacionalidad estadounidense a todas las personas de ascendencia africana, sin trascender si fueran o no esclavas, en los siguientes términos: “*It speaks in general terms of the people of the United States, and of citizens of the several States, when it is providing for the exercise of the powers granted or the privileges secured to the citizen. It does not define what description of persons are intended to be included under these terms, or who shall be regarded as a citizen and one of the people.*” [“Habla en términos generales del pueblo de los Estados Unidos y de los ciudadanos de los distintos Estados, cuando se refiere al ejercicio de los poderes otorgados o de los privilegios asegurados al ciudadano. No define qué tipo de personas se pretende incluir en estos términos, ni quiénes serán considerados ciudadanos y parte del pueblo.”] (Finkelman, 2007).

⁶⁰ [“La Soberanía es una, indivisible, inalienable e imprescriptible. Pertenece a la Nación; ningún sector del pueblo, ni ningún individuo, puede atribuirse su ejercicio.”]

⁶¹ “Article 17. - La souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens. Article 18. - Nul individu, nulle réunion partielle de citoyens ne peut s'attribuer la souveraineté.” [“Artículo 17.- La soberanía reside esencialmente en la universalidad de los ciudadanos. Artículo 18.- Ningún individuo, ninguna asamblea parcial de ciudadanos puede atribuirse la soberanía.”]

⁶² En este sentido, debe tenerse en cuenta que solamente en la Constitución de 24 de junio de 1793, la cual nunca entró en vigor, se reconoció que la titularidad de la soberanía residía en el pueblo: “Article 25. - La souveraineté réside dans le peuple ; elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable.” [“Artículo 25.- La soberanía reside en el pueblo; esta es una e indivisible, imprescriptible e inalienable.”]. Sobre la Constitución francesa de 1793, su contexto y la noción de la soberanía popular, *vid.* Mathiez, 1921 y 1928; y Tomba, 2015.

⁶³ Por ejemplo, en la Constitución de la República Italiana, de 26 de enero de 1802, se estableció: “Art. 2 – La sovranità risiede nell'universalità dei cittadini.” [“Artículo 17.- La soberanía reside en la universalidad de los ciudadanos.”]. Sin embargo, en el Estatuto Constitucional del Reino de Italia, de 19 de marzo de 1805, se omite la referencia a la titularidad de la soberanía. Para un estudio sobre la influencia de la Revolución francesa respecto al constitucionalismo europeo de la época, *vid.* Constantini, 2010. Similar trascendencia tuvo la comprensión de la soberanía nacional como justificación del orden político en los procesos independentistas latinoamericanos. El contractualismo que fundamentó la ideología revolucionaria europea y en los nacientes Estados Unidos de América, en especial el contractualismo lockeano, tributó a la legitimidad ideológica de la construcción de los nuevos Estados-nación latinoamericanos, en su mayoría republicanas, salvo el caso muy temporal de México y, debido a las peculiaridades de su formación, el Estado brasileño (Barragán Barragán, 2013 y 2016).

⁶⁴ En este sentido, a pesar de su extensión, resulta sintética la afirmación de Jault-Seseke, Corneloup y Barbou des Places (2015): “Avec la formation de l'État moderne et l'émergence de la notion de souveraineté aux XV^e et XVI^e siècles, le lien d'allégeance se simplifie : chaque sujet n'est relié qu'à un seul seigneur, qui est le souverain. De là la conception de la nationalité comme relation verticale qui monte vers le souverain. La conception horizontale de la nationalité apparaît plus probablement avec la révolution française qui consacre la nation : la nationalité devient le lien d'une personne, non plus à un homme ou une entité unitaire mais à un collectif appelé peuple ou nation qui est le titulaire de la souveraineté. Chacun est donc en rapport avec les autres membres de cette nation au titre de compatriote” [“Con la formación del Estado moderno y el surgimiento de la noción de soberanía en los siglos XV y XVI, el vínculo de lealtad se volvió más simple: cada súbdito sólo está vinculado a un único señor, que es el soberano. De ahí la concepción de la nacionalidad como una relación vertical que se eleva hacia el soberano. La concepción horizontal de la nacionalidad aparece más probablemente con la revolución francesa, que consagra la nación: la nacionalidad se convierte en el vínculo de una persona, ya no con un hombre o una entidad unitaria sino con un colectivo llamado pueblo o nación que es el titular de la soberanía. Por tanto, cada uno se relaciona con los demás miembros de esta nación como compatriota.”] (p. 22).

⁶⁵ Según el art. 2 de la Constitución francesa de 1791, eran *citoyens français* [ciudadanos franceses]: i. los nacidos en Francia de un padre francés, ii. los nacidos en Francia de un padre extranjero que hayan fijado su residencia en el Reino, iii. los nacidos en el extranjero de un padre francés que se hayan establecido en Francia y hayan prestado el juramento cívico, y iv. los que, nacidos en un país extranjero, descendientes en cualquier grado de un francés o de una francesa expatriados por causa religiosa, se establezcan en Francia y presten el juramento cívico. Asimismo, el art. 3 dispuso los requerimientos para que un extranjero pudiera ser naturalizado como ciudadano francés.

⁶⁶ En la Constitución francesa de 1791 el término *citoyen* se menciona en 49 ocasiones, utilizado ampliamente como referencia subjetiva al reconocimiento de los derechos y garantías, tanto civiles como políticos. En la Constitución de 1793, el mismo término es mencionado en 33 ocasiones; sin embargo, la declaración del reconocimiento de los derechos y garantías, tanto civiles como políticos, se extiende aún más, mediante la equiparación de los extranjeros que cumplan determinados requisitos a los efectos del ejercicio de los derechos de un *citoyen* francés (Art. 4 del Acta constitucional). Para un estudio más detallado sobre la cuestión de la ciudadanía en la Constitución de 1793, *vid.* Bacot, 2014.

⁶⁷ La denominación de franceses puede considerarse estrictamente masculina, teniendo en cuenta la exclusión de la mujer de la consideración jurídica de persona, sobre la base de su sujeción patriarcal al padre o al esposo (Osta Vázquez, 2021). Incluso la consideración de nacional francés, sin calificativo, puede considerarse más amplia que la realidad social, si se tiene en cuenta la permanencia de la esclavitud en las Antillas, constituida sobre el color de la piel (Halpern, 1993; Girard, 2005; Gómez, 2007). En coincidencia con Troper (2006): “Si tous ceux qui ne peuvent voter ne sont pas de citoyens, que sont-ils? La seule réponse possible est qu'ils sont tout simplement Français, qu'ils sont des nationaux” [“Si aquellos que no pueden votar no son ciudadanos, ¿qué son? La única respuesta posible es que son simplemente franceses, que son nacionales.”] (pp. 159-160). Sobre esta misma cuestión de la distinción entre nacionalidad y ciudadanía en la Constitución de 1795, *vid.* Troper, 1997 y 1998; y Lecoq-Pujade, 2022

⁶⁸ “Article 8. - Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt et un ans accomplis (...) et qui paie une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français” [“Artículo 8. - Todo hombre nacido y residente en Francia, que tenga la edad de veintinueve años cumplidos, (...) y que pague una contribución directa, terrestre o personal, es un ciudadano francés.”]

⁶⁹ Por solamente referir algunos ejemplos del espacio latinoamericano, la distinción entre nacionalidad y ciudadanía, sobre la base de los criterios diferenciadores apuntados, permanece en la actualidad en los textos constitucionales de Costa Rica (arts. 13-14 y 90), Chile (arts. 10 y 13), Perú (arts. 30 y 52) y Venezuela (arts. 32-33 y 39-40). En otros casos, como el de los Estados Unidos de América, desde sus postulados constitucionales la noción de ciudadanía implica la de nacionalidad, siendo el *citizen* considerado como nacional, a quien implícitamente se le reconocen los derechos políticos: “Amendment XIV (1868). Section 1. All persons born or naturalized in the United States, and subject to the jurisdiction thereof, are citizens of the United States and of the State wherein they reside” [“Enmienda XIV (1868). Sección 1. Todas las personas nacidas o naturalizadas en los Estados Unidos, y sujetas a su jurisdicción, son ciudadanos de los Estados Unidos y del Estado en el que residen.”].

⁷⁰ Sobre algunas regulaciones jurídicas civiles vigentes de la adquisición y la pérdida de la nacionalidad, *vid.* arts. 17-33 del Código Civil francés; arts. 17-28 del Código Civil español; y art. 39 del Código Civil de la República de Panamá.

⁷¹ Kriger (2010) relaciona cuatro caracteres de atribución de la condición de nacional: i. carácter natural (“Nacional se nace”), ii. carácter constructivista inconsciente (“Nacional te hace la vida”); iii. carácter constructivista consciente (“Nacional te haces tú mismo”), y iv. carácter cultural impuesto (“Nacional te hacen”); resultando en que, en la mayoría de los casos objeto de estudio, “la nacionalidad fue reconocida desde la identificación nacional, dentro de una lógica de apropiación que ligamos a la autocalificación y en relación con la cual la figura de “el otro” aparece como restrictiva/externa” (p. 101). En sentido similar, para un estudio de la relevancia de la nacionalidad en el proceso de aculturación en contextos migratoria, *vid.* Varela Macedo (2005).

⁷² En términos filosóficos puede incluso comprenderse que la identidad nacional ha significado “existir”, sea como miembro integrante del conglomerado social del Estado-nación en el que se nace y/o vive, o como extranjero, como un “otro”, miembro de un Estado-nación diferente (Laruelle, 1992, pp. 78-82; Chebel d’Appollonia, 1996).

⁷³ En este mismo sentido se pronunció Arendt (1974) al afirmar: “La calamidad de los fuera de la ley no estriba en que se hallen privados de la vida, de la libertad y de la prosecución de la felicidad, o de la igualdad ante la ley y de la libertad de opinión – fórmulas que fueron concebidas para resolver problemas dentro de comunidades dadas-, sino que ya no pertenecen a comunidad alguna. Su condición no es la de no ser iguales ante la ley, sino la de que no existe ley alguna para ellos. No es que sean oprimidos, sino que nadie desea incluso oprimirlos.” (p. 246).

⁷⁴ Uno de estos casos puntuales es el de Karl Marx, quien en 1845 desde Bruselas renunció a su condición de ciudadano de los Estados prusianos debido a las solicitudes de expulsión realizadas por el gobierno de Prusia al de Bélgica. Para más detalles sobre su situación de apatridia, *vid.* Marx, 1848.

⁷⁵ Como era el caso del Imperio ruso, el Imperio austro-húngaro y el Imperio otomano.

⁷⁶ [“El Derecho ofrece una representación parcial de la realidad social, configurando sus categorías que, en última instancia, imponen una determinada visión y división del mundo.”]

⁷⁷ En concordancia con esta perspectiva, Attal-Galy (2003) afirma: “En effet, classer les individus dans des catégories ne se limite pas à enregistrer des données qui seraient objectives mais consiste plutôt à ordonner des personnes en vue de la poursuite d’un résultat précis” [“En efecto, clasificar a los individuos en categorías no se limita a registrar datos objetivos, sino que consiste más bien en ordenar a las personas con vistas a perseguir un resultado específico.”] (p. 84).

⁷⁸ “En relación con el tipo normal, hay que descubrir si un hecho es útil o necesario para poder calificarlo de normal” (Durkheim, 2001, p. 110).

⁷⁹ La Comuna de París, desde una perspectiva cosmopolita, abre la ciudadanía a los extranjeros, al confirmar en sus cargos a los extranjeros electos “considerando que la bandera de la Comuna es la de la República Universal; considerando que cualquier ciudad tiene derecho a dar el título de ciudadano a los extranjeros que la sirvan” (Deluermoz, 2021). En este mismo sentido, al analizar los sucesos acontecidos durante la Comuna, Marx (1980b) afirmó: “La Comuna (...) como gobierno obrero y como campeón intrépido de la emancipación del trabajo, era un gobierno internacional en el pleno sentido de la palabra. A los ojos del ejército prusiano, que había anexado a Alemania dos provincias francesas, la Comuna anexaba a Francia los obreros del mundo entero” (p. 132). Sobre la cuestión de la universalidad de la Comuna, *vid.* Vermeren (2020).

⁸⁰ En igual sentido universalista, la Constitución de la República Socialista Federativa Soviética de Rusia, de 1918, estableció en su art. 20: “Basándose sobre la solidaridad de los trabajadores de todas las naciones, la RSFSR concede todos los derechos políticos de que gocen los ciudadanos rusos a todos los extranjeros que

habitan el territorio de la República rusa y que pertenecen a la clase trabajadora, obrera o a la campesina, que no exploten el trabajo de otro”. En tal sentido, había anteriormente afirmado Lenin (1973c): “Completa igualdad de derechos de las naciones; derecho de autodeterminación de las naciones; fusión de los obreros de todas las naciones; tal es el programa nacional que enseña a los obreros el marxismo, que enseña la experiencia del mundo entero y la experiencia de Rusia” (p. 71).

⁸¹ Un ejemplo ilustrativo de esta contradicción de percepciones, aunque en el sentido opuesto de la explicación, puede apreciarse en el largometraje *The Terminal*, dirigido por Spielberg (2004). En el desarrollo de la película, una persona en situación de apatridia, retenida en el área internacional de un aeropuerto, es inducida a declarar que solicita asilo, fundado en el supuesto temor de regresar a su país. La respuesta de esta persona al respecto, a pesar de su franca situación de vulnerabilidad, fue: “*It’s home. I’m not afraid from my home.*” [“Es el hogar. No tengo miedo de mi hogar.”] (Spielberg, 2004, m44s53). En contraste con esta configuración subjetiva de sentido, uno de los oficiales del aeropuerto le increpó al protagonista “*you are citizen of nowhere*” [“eres ciudadano de ningún sitio”], mientras uno de sus amigos le llamaba “*the man without a country*” [“el hombre sin país”] (Spielberg, 2004, m 6s33 y m55s47). Este puede considerarse un claro ejemplo de relación entre “contemporáneos”.

⁸² En este sentido, resulta propicia la consideración de la propuesta teórica del “sufrimiento ético-político”, realizada por la brasileña Bader Sawaia (1998 y 2001).

⁸³ En este mismo sentido, Carens (2013) afirma que la pertenencia política a un Estado debe estar estrechamente alineada con la pertenencia social.

⁸⁴ Sobre la diversidad de concepciones respecto a la definición y naturaleza del Estado, *vid.* Fernández Bulté (1977 y 2005a), Sabine (2009) e Isuani (2020).

⁸⁵ En tal sentido afirma Bourdieu (1991) “Proponerse pensar el Estado significa exponerse a retomar por cuenta propia un pensamiento de Estado, a aplicar a Estado unas categorías de pensamiento producidas y avaladas por el Estado, por lo tanto, a no reconocer la verdad más fundamental de este” (p.91).

⁸⁶ La teoría de los campos fue introducida en la Sociología por Pierre Bourdieu, bajo la comprensión de un campo como un espacio determinado de realización de interacciones sociales, como un espacio de actividad social. Asimismo, el propio Bourdieu en su explicación del fenómeno estatal lo define como “meta-campo”, esto es, como “campo de campos”, en tanto comprende al Estado como espacio en el cual las interacciones sociales tienen como finalidad la determinación y/o posicionamiento de otros campos, a saber, el económico, el académico, el legal, etc. (Bourdieu, 2015).

⁸⁷ El concepto *habitus* fue introducido en la teoría social por Pierre Bourdieu, como superación de la dualidad hasta entonces existente en la Sociología entre el objetivismo y el subjetivismo (ambas posiciones anteriormente analizadas con respecto a los fenómenos de la nacionalidad y la apatridia). En palabras del propio Bourdieu (2007): “Los condicionamientos asociados a una clase particular de condiciones de existencia producen *habitus*, sistemas de disposiciones duraderas y transferibles, estructuras estructuradas predispuestas a funcionar como estructuras estructurantes, es decir, como principios generadores y organizadores de prácticas y de representaciones” (p. 86). Para un análisis sobre las nociones de *habitus*, campo y prácticas sociales, así como de sus fortalezas y límites explicativos en el estructuralismo Bourdieu, *vid.* Capdevielle (2011), Martínez García (2017) y Cerón-Martínez (2019).

⁸⁸ “Considerando esencial que los derechos humanos sean protegidos por un régimen de Derecho, (...). Art. 1.- Todos los seres humanos nacen libres e iguales en dignidad y derechos y, dotados como están de razón y conciencia, deben comportarse fraternalmente los unos con los otros” (ACNUDH, 2021a).

⁸⁹ Quien en sus postulados sobre la función crítica de los derechos humanos sigue a Rawls (2001).

⁹⁰ La justificación ética de los derechos humanos también es desarrollada por Luigi Ferrajoli, aunque matizada en el sentido de considerar el origen moral de los derechos pero, al mismo tiempo, su necesaria positivación en aras de su protección y garantías, tesis a partir de la cual desarrolla Ferrajoli su doctrina del constitucionalismo iusgarantista (Ferrajoli, 1999 y 2007).

⁹¹ En cuanto a la justificación, Cassin señalaba que tal inclusión en la enumeración de derechos a reconocer se realizaba “*considérant qu’il paraît également possible et nécessaire de compléter une telle énumération par un certain nombre de droits qui, en raison de leur caractère international ne sont pas actuellement sanctionnés pour les législations internes, mais sont exigés par le progrès du droit international (droit à une nationalité, droits des étrangers).*” [“considerando que parece igualmente posible y necesario completar tal enumeración con un cierto número de derechos que, por su carácter internacional, no son actualmente sancionados por las legislaciones internas, pero sí requeridos para el avance del derecho internacional (derecho a una nacionalidad, derechos de los extranjeros).”] (CDH, 1947c).

⁹² Los comentarios emitidos por los Estados implicaron desde la limitación de su alcance, como fue el caso de las propuestas de la Unión Soviética y Brasil (CDH, 1948b y 1948f) hasta la previsión de limitaciones a los Estados sin un reconocimiento explícito del derecho como tal, cual fue el caso de Estados Unidos y Reino

Unido (CDH, 1948d y 1948e), e incluyeron en ocasiones la solicitud de supresión, sin más, de la cuestión, a saber, el caso de India, Países Bajos y Nueva Zelanda (CDH, 1948a, 1948c y 1948g).

⁹³ En el debate en la Comisión de Derechos Humanos sobre el proyecto de Declaración y las propuestas al respecto realizadas por los Estados miembros, se pronunciaron a favor del reconocimiento general del derecho las delegaciones de Francia, Líbano y Uruguay, además de las representaciones de la American Federation of Labor y la International Refugee Organization; a favor de un reconocimiento limitado (en los términos en que quedó aprobada la propuesta de artículo) se pronunciaron las delegaciones de Reino Unido, Estados Unidos, China, India y Egipto. Por su parte, la delegación de la Unión Soviética solicitó una enmienda que implicaba la desnaturalización del derecho, la cual fue rechazada en la Comisión. La redacción final de la propuesta fue aprobada por 10 votos a favor, 3 en contra y 3 abstenciones (CDH, 1948h).

⁹⁴ Encargada de aprobar la versión definitiva de la Declaración que sería llevada a votación en el Plenario.

⁹⁵ A favor de la inclusión del reconocimiento general del derecho a una nacionalidad se pronunciaron Francia, Uruguay y Líbano, como ponentes de las enmiendas, apoyados en su intención por los representantes de Bolivia, Guatemala, Chile, Noruega y Australia. En posición contraria a tal reconocimiento intervinieron las delegaciones de Estados Unidos, Reino Unido, Unión Soviética, Ucrania, Arabia Saudita, Bélgica, Grecia, Turquía y Filipinas. Asimismo, la delegación de Nueva Zelanda posteriormente intervino para explicar su voto favorable a las enmiendas, así como la de India, a los efectos de justificar su abstención (AGNU, 1948b, 1948c y 1948d).

⁹⁶ [“No pueden cerrar los ojos ante el hecho de que, en un orden internacional basado en el principio de soberanía nacional, la existencia de personas rechazadas por sus países es una fuente de fricciones. La declaración debe proclamar que todo ser humano tiene derecho a una nacionalidad.”]

⁹⁷ En realidad, hubo 3 rondas de votaciones: la 1ra., respecto a las enmiendas, fue aprobada por 21 votos a favor, 9 en contra y 6 abstenciones; la 2da., a partir de la solicitud de llevar a votación el artículo de la Declaración en tres partes, respecto a la parte relativa al reconocimiento general del derecho a una nacionalidad, votaron a favor 31 delegaciones, 1 en contra y hubo 11 abstenciones; y la 3ra., relativa a la aprobación del artículo en su totalidad, se determinó por 38 votos a favor, ningún voto en contra y 7 abstenciones (AGNU, 1948d). Estas cifras pueden considerarse una evidencia cuantitativa de la inexistencia de un consenso generalizado sobre esta cuestión.

⁹⁸ Los resultados de la investigación que se exponen en el presente epígrafe han sido parcialmente publicados en la revista “Derecho Global. Estudios sobre Derecho y Justicia”, del Centro Universitario de Ciencias Sociales y Humanidades de la Universidad de Guadalajara, México, *vid.* Fraga Acosta (2023a).

⁹⁹ La Comisión de Derechos Humanos (o de los Derechos del Hombre, como originalmente se refería su denominación en español) fue creada por el Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas mediante su Resolución No. 5 (I), de 16 de febrero de 1946, a fin de asistirlo en su función de promoción del respeto de los derechos humanos. En el seno de esta Comisión fue elaborado el proyecto de la Declaración Universal de los Derechos Humanos de 1948 (Consejo Económico y Social [ECOSOC], 1946).

¹⁰⁰ El estudio del Secretario General fue presentado en dos volúmenes: el primero (E/1112), de 1ro. de febrero de 1949, dedicado al mejoramiento del estado de las personas en situación de apatridia, esto es, la protección de las personas apátridas (Secretaría General de las Naciones Unidas [SGNU], 1949a); el segundo (E/1112/Add.1), publicado el 16 de mayo del mismo año, se relacionaba con las causas de la apatridia y las posibles vías para su eliminación (SGNU, 1949b). Debe subrayarse que, para el momento de la presentación de estos informes, el acceso a una nacionalidad había sido reconocido como derecho humano en la Declaración Universal.

¹⁰¹ También en ocasiones denominado Comité *Ad Hoc* sobre la apatridia y problemas conexos.

¹⁰² El término personas “desalojadas” constituyó la traducción al español inicial del término en inglés “*displaced*” persons, el cual posteriormente fue sustituido por el de personas “desplazadas”, que aún se utiliza en la actualidad. En cualquier caso, debe comprenderse que se trata de la misma categoría, la cual según los principios rectores del sistema de Naciones Unidas sobre la cuestión (E/CN.4/1998/53/Add.2), se define como “toda persona o grupos de personas que se han visto forzadas u obligadas a escapar o huir de su hogar o de su lugar de residencia habitual, en particular como resultado o para evitar los efectos de un conflicto armado, de situaciones de violencia generalizada, de violaciones de los derechos humanos o de catástrofes naturales o provocadas por el ser humano, y que no han cruzado una frontera estatal internacionalmente reconocida” (ACNUR, 2022a, p. 48). [El subrayado es del autor, en función de distinguir los dos elementos esenciales de esta categoría del Derecho internacional de los derechos humanos.]

¹⁰³ La primera del 16 de enero al 16 de febrero de 1950 y la segunda del 14 al 25 de agosto del mismo año.

¹⁰⁴ En su Resolución No. 319 B-III (XI), de 16 de agosto de 1950.

¹⁰⁵ Efectivamente, en su primer período de sesiones, celebrado entre el 12 de abril y el 9 de junio de 1949, la Comisión de Derecho Internacional había establecido una lista provisional de materias a estudiar en vistas a su codificación, entre las que se encontraba “La nacionalidad, incluso la condición de apátrida” (Comisión de Derecho Internacional [CDI], 1949).

¹⁰⁶ Mediante su Resolución No. 429 (V), de 14 de diciembre de 1950 (AGNU, 1950b).

¹⁰⁷ Un llamamiento a los Estados a fin de recibir sus observaciones respecto al proyecto de Protocolo adicional referente al Estatuto de los Apátridas, en función de la Conferencia de Plenipotenciarios, había sido realizado con anterioridad por parte del Secretario General, en carta circular de 27 de septiembre de 1950, la cual solo obtuvo 17 comunicaciones. Asimismo, teniendo en cuenta la falta de decisión de la Conferencia al respecto, el Consejo Económico y Social, en su Resolución No. 352 (XII), de 13 de marzo de 1951, pide al Secretario General dirija otra comunicación a los Gobiernos solicitándoles sus observaciones, así como la comunicación de las acciones realizadas a la Comisión de Derecho Internacional, para su conocimiento (ECOSOC, 1951; SGNU, 1951).

¹⁰⁸ En su Resolución No. 629 (VII), de 6 de noviembre de 1952.

¹⁰⁹ Como parte del trabajo del referido Relator, se incluye un primer Informe sobre la nacionalidad, incluso la condición de apátrida, de 21 de febrero de 1952, el cual aborda, a partir de tres anexos, i. una declaración introductoria, parcialmente histórica y parcialmente analítica, sobre “la nacionalidad en general”, ii. una hoja de trabajo sobre “la nacionalidad de las personas casadas”, y iii. una hoja de trabajo sobre “la apatridia” (Relator Especial sobre Nacionalidad, incluso la Condición de Apátrida [RENCA], 1952).

¹¹⁰ Los proyectos, ambos de 10 artículos, tienen una idéntica redacción, salvo en sus artículos 1 y 7, en los que al establecer las obligaciones de los Estados en relación a la adquisición de la nacionalidad al nacer y a la pérdida de la nacionalidad como resultado de alguna sanción penal, el primer proyecto resulta más radical, mientras el segundo brinda algunas excepciones a favor de los Estados en cuanto a las referidas materias (RENCA, 1953a).

¹¹¹ Como documentación complementaria a estos Informes del Relator Especial, conviene reconocer tres documentos presentados por el Experto de la propia Comisión de Derecho Internacional, Ivan S. Kernó, a saber, “La nacionalidad, inclusive la apatridia”. Pasajes del libro “The International Experiment of Upper Silesia” (1942), por el Sr. Georges Kaeckenbeeck (A/CN.4/65), el Memorandum “Legislación Nacional sobre las causas de privación de la Nacionalidad” (A/CN.4/66), y el Memorandum “Análisis de las modificaciones introducidas por los Estados en las leyes sobre nacionalidad después de 1930” (A/CN.4/67), todos de 6 de abril de 1953 (Kernó, 1953a, 1953b y 1953c).

¹¹² Las observaciones realizadas por los Gobiernos generalmente versaron sobre contradicciones entre los artículos integrantes de los proyectos de Convención y sus legislaciones nacionales (CDI, 1954, Anexo).

¹¹³ Respecto a esta obligación, en la propia Convención (Art. 1.2) se reconocen condicionantes adicionales para el supuesto de la concesión por solicitud del interesado, vinculadas fundamentalmente al término para presentar la solicitud, la edad del interesado y su residencia habitual en el territorio del Estado, al tiempo que se reconocen como causales de exclusión determinadas sanciones penales, así como la adquisición de alguna otra nacionalidad.

¹¹⁴ Esta obligación exime de las condicionantes y exclusiones relacionadas en el caso anterior. Resulta cuestionable la discriminación por cuestión de género y la vulneración del principio de igualdad de los hijos de esta obligación, a no ser extensiva a los hijos de un padre nacional del Estado o a aquellos nacidos fuera del matrimonio, los cuales tendrían que inexorablemente regirse por las reglas referidas en la obligación precedente, para los casos de adquisición por solicitud.

¹¹⁵ Respecto a esta obligación, en la propia Convención (Art. 4.2) se reconocen condicionantes adicionales para ambos supuestos de concesión en este caso, relacionadas con el término para presentar la solicitud, la edad del interesado y su residencia habitual en el territorio del Estado, al tiempo que se reconocen como causales de exclusión determinadas sanciones penales, así como la adquisición de alguna otra nacionalidad.

¹¹⁶ A pesar de su similitud con la obligación precedente, en este caso operan menos condicionantes (Art. 1.5), relacionadas solo con el término para presentar la solicitud y la residencia habitual del interesado en el territorio del Estado, así como la adquisición de alguna otra nacionalidad como causal de exclusión.

¹¹⁷ En el caso de esta obligación se establecen condicionantes (Art. 5.2), en tanto dicha subordinación solo se prevé para determinados casos de cambio del estado civil de la persona, esto es, por el matrimonio o por su disolución, por el reconocimiento de filiación, por la adopción e incluso por la legitimación – para aquellos casos en que haber nacido fuera del matrimonio tuviera alguna implicación negativa en cuanto al acceso a la nacionalidad. Por otra parte, esta obligación limitativa se hace extensiva a favor de los cónyuges y los hijos, en los casos en que la pérdida de la nacionalidad de una persona implica la de estos (Art. 6).

¹¹⁸ Esta obligación va dirigida a que la privación de la nacionalidad por la adquisición de otra extranjera se deba al acceso efectivo de la persona a la nacionalidad que pretende obtener y no a su mera solicitud, en tanto quedaría en riesgo de devenir apátrida en caso de obtener una respuesta negativa a su pretensión de naturalizarse en otro Estado. Asimismo, esta obligación se hace extensiva incluso a los casos en que la pérdida de la nacionalidad proceda a partir de la renuncia a esta por parte de la persona interesada (Art. 7.1.a), salvo incompatibilidad con sus derechos humanos a la libertad de circulación y al asilo, causales de no aplicabilidad de esta obligación en este caso especial (Art. 7.2.b).

¹¹⁹ Operan como excepciones a esta obligación (Arts. 7.4 y 7.5) la posibilidad de privación de la nacionalidad a las personas naturalizadas por residir en el extranjero durante determinado tiempo, sin declaración de su intención de conservar la nacionalidad en cuestión, y a los nacidos fuera del territorio del Estado por no cumplir, en determinado tiempo, con el requisito de su residencia o de su inscripción en algún determinado registro.

¹²⁰ Se trata en este caso de una previsión general en función de prevenir el riesgo de apatridia, al establecer como únicas condicionantes para la admisión de la privación de la nacionalidad, las anteriormente reconocidas en cada uno de los indicadores mencionados. Solo se establece como excepciones a esta previsión general, los casos en que la nacionalidad objeto de privación se haya obtenido por declaraciones o medios fraudulentos (Art. 8.2), o en que opere alguna de las prerrogativas reconocidas al Estado en relación con determinados vínculos de lealtad de una persona de su nacionalidad con algún Estado extranjero (Art. 8.3).

¹²¹ En este caso se reconoce también la posibilidad de condicionantes, las que no podrán ser más limitativas que las reconocidas para el caso de la adquisición de la nacionalidad a los nacidos en el territorio del Estado mediante solicitud del interesado (vid. supra Obligación a.1.).

¹²² Para estos casos se establece, en caso de incumplimiento de esta previsión, la obligación subsecuente de conceder la nacionalidad del Estado adquirente del territorio en cuestión, si de otro modo las personas que lo habitan devendrían en apátridas.

¹²³ Esta obligación no hace más que reafirmar la igualdad como principio esencial de la comprensión de los derechos humanos y, a su vez, como derecho humano en sí misma. La prohibición de discriminación establecida en esta Convención será el punto de partida para el reconocimiento del derecho a una nacionalidad, como se analiza más adelante en el presente Capítulo, en otros tratados e instrumentos internacionales y regionales.

¹²⁴ Proscribe la discriminación racial en el disfrute del derecho a una nacionalidad, en tanto derecho civil, por lo cual puede considerarse una norma complementaria a la prohibición de privación de la nacionalidad por motivos raciales, uno de los indicadores anteriormente reconocidos para la protección y garantía de este derecho humano. Asimismo, es una de las Convenciones que prevé en su propio texto (Art. 14.1), en lugar de un Protocolo Facultativo, la posibilidad de recibir comunicaciones individuales por parte del órgano de tratado, lo que de cualquier manera requeriría de una declaración posterior por parte de los Estados sobre el reconocimiento específico de esta competencia.

¹²⁵ No reconoce de manera universal el acceso a una nacionalidad como derecho humano, sino que se limita a reconocer el derecho de todo niño a adquirirla. En su primer Protocolo Facultativo se reconoce la posibilidad de recibir comunicaciones individuales por parte del órgano de tratado.

¹²⁶ El reconocimiento del derecho a una nacionalidad en este tratado constituye una ampliación expresa a los criterios de prohibición de discriminación establecidos, en relación con la igualdad, como obligatorios para los Estados a partir de la Convención para reducir los casos de apatridia. En este sentido, se dispone que las mujeres y los hombres tendrán iguales derechos en relación a la adquisición, cambio y conservación de la nacionalidad, subrayándose particularmente la necesidad de garantizar que el cambio del estado civil de las mujeres no incida en su derecho a una nacionalidad – lo cual resulta coherente con la obligación de subordinar la privación de la nacionalidad a la posesión y/o adquisición de otra, en casos de cambio de estado civil, anteriormente referida. Asimismo, se precisa el criterio de igualdad de derechos entre las mujeres y los hombres en relación a la nacionalidad de los hijos que tengan en común. En su Protocolo Facultativo se reconoce la posibilidad de recibir comunicaciones individuales por parte del órgano de tratado.

¹²⁷ Desarrolla el contenido del reconocimiento realizado en el Pacto de 1966, al tiempo que precisa que el derecho del niño a la nacionalidad opera desde su nacimiento, así como la importancia de su garantía si de otra manera el niño deviene apátrida. Sin embargo, a pesar de limitar la protección del derecho por un período de tiempo determinado (el de la niñez), esta disposición puede considerarse una norma complementaria a las obligaciones relativas al derecho a adquirir una nacionalidad en virtud del nacimiento, antes expuestas como indicadores de la protección y garantía de este derecho humano. En su Tercer Protocolo Facultativo se reconoce la posibilidad de recibir comunicaciones individuales por parte del órgano de tratado.

¹²⁸ El reconocimiento del derecho a una nacionalidad en este tratado se limita a la disposición relativa a los hijos de los trabajadores migratorios, señalándose que estos tendrán derecho a tener una nacionalidad. Esta disposición puede comprenderse como una reiteración o confirmación de lo dispuesto en el Pacto de 1966 y en la Convención de los Derechos del Niño. Asimismo, es una de las Convenciones que prevé en su propio texto (art. 77.1), en lugar de un Protocolo Facultativo, la posibilidad de recibir comunicaciones individuales por parte del órgano de tratado, lo cual de cualquier manera requeriría de una declaración posterior por parte de los Estados sobre el reconocimiento específico de esta competencia.

¹²⁹ Al igual que otras Convenciones, en lo relativo al derecho a una nacionalidad, este tratado supone la reiteración de algunas de las garantías y/u obligaciones establecidas de manera general, solo que en este caso se subraya la importancia del respeto a la igualdad en el reconocimiento y disfrute de este derecho por parte de las personas con discapacidad. Particularmente se reconocen el derecho a la adquisición y al cambio de una nacionalidad, a no ser privado de esta arbitrariamente o por motivos de discapacidad, así como el derecho de los

niños a una nacionalidad desde el momento de su nacimiento. En su Protocolo Facultativo se reconoce la posibilidad de recibir comunicaciones individuales por parte del órgano de tratado.

¹³⁰ Esta posición es especialmente defendida por el Magistrado chileno Alejandro Álvarez, en cuya opinión individual sobre la Opinión Consultiva subrayó que la Organización de las Naciones Unidas no requería del acuerdo con el Estado del cual la víctima era nacional, pues podía darse en caso, entre otros, de que esta fuera apátrida, lo cual reforzaba la necesidad del reconocimiento a la Organización para realizar las reclamaciones correspondientes (CIJ, 1949, p. 191) Sobre esta cuestión realizaron opiniones disidentes los magistrados Hackworth, Badawi Pacha y Krylov (CIJ, 1949, pp. 196-219).

¹³¹ Debe apuntarse que aunque al 31 de diciembre de 2023 aún no había sido emitida, una Opinión Consultiva denominada “Consecuencias jurídicas que se derivan de las políticas y prácticas de Israel en el Territorio Palestino Ocupado, incluida Jerusalén Oriental” está siendo tramitada por la CIJ. En su Resolución No. 77/247, de 30 de diciembre de 2022, la Asamblea General solicitó a la Corte emitiera su opinión sobre “las consecuencias jurídicas que se derivan de que Israel continúe violando el derecho del pueblo palestino a la libre determinación, de sus prolongados actos de ocupación, asentamiento y anexión del territorio palestino ocupado desde 1967, incluidas las medidas destinadas a alterar la composición demográfica, el carácter y el estatuto de la Ciudad Santa de Jerusalén, y de la aprobación por Israel de legislación y medidas discriminatorias conexas” (CIJ, 2023, pp. 49-50). Teniendo en cuenta la cuestión tratada, puede pensarse que la Opinión que se emita contenga algún pronunciamiento sobre el derecho a una nacionalidad de la población palestina.

¹³² Para este momento solo 6 Estados eran partes de la Convención, a saber, Australia, Austria, Irlanda, Noruega, Reino Unido y Suecia.

¹³³ Sobre la posibilidad de la ampliación del mandato de la Oficina del Alto Comisionado para los Refugiados, por parte de la Asamblea General, debe apuntarse que desde la propia creación de la Oficina quedó establecido que esta debería realizar “cualquier otra función que la Asamblea General le confiara ocasionalmente” (AGNU, 1949). La misma disposición se encuentra establecida, además, en el Artículo 9 de los Estatutos de la Oficina (AGNU, 1950a).

¹³⁴ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/2011, A/2126 y A/2394 (ACNUR, 1951, 1952 y 1953).

¹³⁵ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/2648 y A/2902 (ACNUR, 1954 y 1955).

¹³⁶ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/3123, A/3585, A/3828, A/4104, A/4378, A/4771, A/5211, A/5511, A/5811, A/6011, A/6311, A/6711, A/7211, A/8012, A/8712, A/9012, A/9612 y A/31/12 (ACNUR, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1970, 1972, 1973, 1974 y 1976a).

¹³⁷ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/4378 y A/8712 (ACNUR, 1960 y 1972).

¹³⁸ *Vid.* Informe de la Oficina del Alto Comisionado A/7612 (ACNUR, 1969).

¹³⁹ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/3828, A/4104 y A/5211 (ACNUR, 1958, 1959 y 1962).

¹⁴⁰ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/5211, A/8012, A/8412, A/8712, A/9612 y A/31/12 (ACNUR, 1962, 1970, 1971a, 1972, 1974 y 1976a).

¹⁴¹ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/5511, A/6011, A/6311, A/7612, A/8412, A/8712, A/9012, A/9612 y A/10012 (ACNUR, 1963, 1965, 1966, 1969, 1971a, 1972, 1973, 1974 y 1975).

¹⁴² Ver Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/5811 y A/6011 (ACNUR, 1964 y 1965).

¹⁴³ El Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados fue establecido por el Consejo Económico y Social en 1958, a solicitud de la Asamblea General, en sustitución del Fondo de las Naciones Unidas para los Refugiados y con el objetivo, entre otros, del asesoramiento al Alto Comisionado en el desempeño de sus funciones estatutarias y la aprobación de los proyectos y fondos de asistencia a los refugiados (AGNU, 1957; ECOSOC, 1958). Además, *vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/8412 y de su Comité Ejecutivo A/8412/Add.1 (ACNUR, 1971a y 1971b)

¹⁴⁴ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/8412 y A/10012 (ACNUR, 1971a y 1975).

¹⁴⁵ *Vid.* Informe de la Oficina del Alto Comisionado A/9012 (ACNUR, 1973).

¹⁴⁶ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/8012 y A/8412 (ACNUR, 1970 y 1971a).

¹⁴⁷ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/32/12, A/33/12 y A/34/12 (ACNUR, 1977, 1978 y 1979).

¹⁴⁸ Entre las posibles causas del cese de la asistencia a las referidas personas apátridas, podría considerarse que se trató de una exclusión de la atención, en tanto no se trataban de personas refugiadas, o bien que la asistencia a estas personas la asumiera alguno de los mecanismos o programas nacionales de protección alemanes de ese entonces. En los tres años posteriores continuaron las exposiciones al estado de adhesiones a la Convención y sobre las naturalizaciones, estas últimas igualmente en función de las personas refugiadas, sin que se refirieran a personas apátridas que no estuvieran acogidas al estatuto de refugiadas y ni siquiera se mencionara la labor que pudo haberse realizado (si fuera el caso) en función de la responsabilidad mandatada a partir del art. 11 de la Convención de 1961. *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/35/12, A/36/12 y A/37/12 (ACNUR, 1980, 1981 y 1982).

¹⁴⁹ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/38/12, A/39/12, A/40/12, A/41/12, A/42/12 y A/43/12 (ACNUR, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987 y 1988).

¹⁵⁰ Asimismo, informó sobre las acciones realizadas como organismo responsable de las funciones atribuidas en la Convención de 1961 y reprochó el escaso número de Estados que para ese entonces se habían adherido a esta. Ciertamente, para el 31 de diciembre de 1989 solo 15 Estados eran parte de la Convención de 1961 y apenas 35 lo eran de la Convención de 1954 (Organización de las Naciones Unidas [ONU], 2023a y 2023b).

¹⁵¹ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/45/12 y A/46/12 (ACNUR, 1990 y 1991a), así como el Informe de su Comité Ejecutivo A/46/12/Add.1 (ACNUR, 1991b).

¹⁵² Específicamente en Kuwait, a raíz del conflicto del Golfo Pérsico. *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/47/12, A/48/12, A/49/12 y A/50/12 (ACNUR, 1992a, 1993, 1994a y 1995c).

¹⁵³ Dos años más tarde el Presidente de este Comité planteó la idea de la conveniencia de llevar a cabo un plan de acción mundial en vistas a reducir el número de apátridas, al tiempo que señaló la importancia de ayudar a los Estados “de independencia reciente a evitar o paliar este problema” (ACNUR, 1994b, párr. 16).

¹⁵⁴ La Conclusión No. 78 (XLVI), sobre la prevención y reducción de la apatridia y la protección de los apátridas (ACNUR, 1995d). Para la elaboración de esta Conclusión, el Comité Ejecutivo tuvo como base dos informes de antecedentes presentados a su Subcomité Plenario sobre Protección Internacional por el Alto Comisionado en junio y septiembre de 1995 – EC/1995/SCP/CRP.2 y EC/1995/SCP/CRP.6, respectivamente-, en los que se exponían los principales problemas existentes para la erradicación de la apatridia, las iniciativas que hasta ese entonces había tenido el Alto Comisionado en tal cometido y las principales dificultades presentadas en la ejecución de tales iniciativas (ACNUR, 1995a y 1995b).

¹⁵⁵ El Comité Permanente Plenario fue establecido en octubre de 1995 por el Comité Ejecutivo del Alto Comisionado, en sustitución de sus Subcomités, a fin de asistirlo entre sus períodos de sesiones en el examen de determinadas temáticas de su interés y en la revisión de las actividades y programas del Alto Comisionado (ACNUR, 1995d).

¹⁵⁶ Por ejemplo, mediante su colaboración activa en la redacción del Convenio europeo sobre la nacionalidad y su posterior cooperación con el Comité de expertos en nacionalidad, del Consejo de Europa.

¹⁵⁷ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/51/12, A/52/12, A/53/12, A/54/12 y A/55/12 (ACNUR, 1996a, 1997, 1998, 1999 y 2000b).

¹⁵⁸ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/54/12, A/55/12, A/56/12 y A/57/12 (ACNUR, 1999, 2000b, 2001 y 2002). El propio Comité Ejecutivo del ACNUR reconocería, en su Nota a la Asamblea General sobre Protección Internacional (A/AC.96/930) de 7 de julio de 2000, que “la campaña en curso de adhesión a los instrumentos sobre apatridia también ha permitido establecer un nuevo diálogo con los Estados y ha allanado el camino no sólo al establecimiento de un marco normativo sino también a la realización de consultas sobre su aplicación” (ACNUR, 2000a, párr. 65).

¹⁵⁹ Los resultados de esta encuesta fueron publicados posteriormente, sobre la base de las respuestas enviadas por los 74 Estados que decidieron participar. *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/58/12, A/59/12 y A/60/12 (ACNUR, 2003a, 2004b y 2005b).

¹⁶⁰ En este sentido, el ACNUR presentó sus conclusiones al Comité Permanente a su consideración (ACNUR, 2005a), estableciendo con relación a la prevención y reducción de la apatridia, que el Alto Comisionado debía: i. aumentar su capacidad para emprender estudios como base para el desarrollo de estrategias que ayuden a las personas en situación o en riesgo de apatridia a adquirir una nacionalidad; ii. publicar un manual sobre nacionalidad y prevención de la apatridia, dirigido a parlamentarios, en aras de promover la adhesión y la implementación de las Convenciones sobre la apatridia; y iii. promover una respuesta interinstitucional coherente de las Naciones Unidas a las situaciones prolongadas de apatridia. Respecto a las primeras recomendaciones, como parte de la ampliación del mecanismo de identificación de personas en situación de apatridia, el Alto Comisionado comenzó a informar anualmente – desde 2006 hasta 2020- el número de casos de personas apátridas por países; asimismo, se realizó la publicación en ese mismo año del Manual para parlamentarios No. 11, con directrices dirigidas a evitar y reducir el riesgo de apatridia en las leyes relativas a la nacionalidad (ACNUR, 2006a; ACNUR y Unión Inter-Parlamentaria [UIP], 2005c).

¹⁶¹ La Conclusión No. 106 (LVII), sobre la identificación, prevención y reducción de la apatridia y la protección de los apátridas (ACNUR, 2006b). Esta disposición actualizó el marco de actuación del Programa del Alto Comisionado y permitió el desarrollo de acciones posteriores más eficaces en función de la erradicación de la apatridia. Debe destacarse que en la misma se subrayó que tanto la nacionalidad como no ser despojado arbitrariamente de la nacionalidad constituyen derechos humanos, así como los principios de libertad, igualdad y dignidad humanas reconocidos en la Declaración Universal. En este sentido, se expuso un conjunto de previsiones sobre los escenarios más comunes que propiciaban (y aún propician) el aumento de los casos de apatridia y sobre los cuales se propuso la realización de acciones concretas coincidentes, en buena medida, con los indicadores de garantía al derecho a una nacionalidad anteriormente sistematizados en este estudio. Posteriormente, en concordancia con estas previsiones y como llamado a la concientización sobre la necesidad

de voluntades políticas para la solución del problema de la apatridia, la Asamblea General de las Naciones Unidas insistió en que “la prevención y la reducción de la apatridia son primordialmente responsabilidad de los Estados, en coordinación con la comunidad internacional” (AGNU, 2006, párr. 7).

¹⁶² En su Informe anual de 2011 (A/66/12), la Oficina del Alto Comisionado refirió haber apoyado a la Organización de los Estados Americanos en relación a la aprobación, por vez primera, de una resolución dirigida a la protección de las personas apátridas, así como haber copatrocinado el Foro Iberoamericano sobre Migración y Desarrollo, en el cual se debatió sobre los efectos que tuvo la crisis financiera mundial en la población de personas refugiadas y migrantes. Asimismo, respecto a la región asiática, se comunicó sobre la participación de la Oficina del Alto Comisionado en el Proceso de Bali, a fin de colaborar con el combate al tráfico de personas. Respecto al continente europeo se expuso la continuidad y avance de la colaboración entre el Programa del Alto Comisionado y las instituciones de la Unión Europea, el Consejo de Europa, la Organización para la Seguridad y la Cooperación en Europa (OSCE) y el Centro Internacional para el Desarrollo de Políticas Migratorias, entre otras (ACNUR, 2011).

¹⁶³ Una de estas publicaciones fue “Actuación del ACNUR para afrontar la apatridia: Nota sobre estrategias a seguir”, la cual además de establecer medidas concretas a adoptar sobre el terreno sobre identificación, prevención y reducción de la apatridia y protección de las personas apátridas, propone diversas vías de construcción de alianzas con la sociedad civil, el sistema de las Naciones Unidas y otras organizaciones internacionales y regionales (ACNUR, 2010a).

¹⁶⁴ *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/63/12, A/64/12, A/65/12 y A/66/12 (ACNUR, 2008, 2009, 2010b y 2011). En cuanto a la protección, resulta importante señalar que por primera vez se reportó la realización de acciones de asistencia y orientación a personas apátridas en función de la previsión del art. 11 de la Convención de 1961. *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/62/12, A/64/12 y A/65/12 (ACNUR, 2007, 2009 y 2010b).

¹⁶⁵ Asimismo, en 2011, refirió en relación con la prevención y la reducción de la apatridia que “los progresos realizados han sido lentos” (ACNUR, 2011, párr. 27).

¹⁶⁶ Para conocer los compromisos realizados por cada uno de los Estados participantes, *vid.* la recopilación “Compromisos 2011. Evento Intergubernamental a nivel ministerial sobre los refugiados y los apátridas. Ginebra, Palacio de las Naciones, 7-8 diciembre de 2011” (ACNUR, 2012a).

¹⁶⁷ *Vid.* Informe de la Oficina del Alto Comisionado A/67/12 (ACNUR, 2012d).

¹⁶⁸ Conclusión No. 111(LXIV), sobre Registro Civil, adoptada en 2013 por el Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados; disponible en su Informe A/68/12/Add.1 (ACNUR, 2013b).

¹⁶⁹ En el año 2012, la Oficina del Alto Comisionado publicó cuatro Directrices sobre la Apatridia: No. 1, La definición de “Apátrida” en el artículo 1(1) de la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas de 1954; No. 2, Procedimientos para determinar si un individuo es una persona apátrida; No. 3, La condición de las personas apátridas a nivel nacional; y No. 4, La definición de “Apátrida” en el artículo 1(1) de la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas de 1954” (ACNUR, 2012b, 2012c, 2012e y 2012f).

¹⁷⁰ Por ejemplo, en su Informe A/70/12, la Oficina del Alto Comisionado (2015b) al respecto afirmó: “En 2014 también se registró una tendencia regional positiva de prevenir y resolver el problema de la apatridia. La Comisión Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos inició el proceso de redacción de un protocolo de la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos relativo al derecho a una nacionalidad, en tanto que 15 países de África Occidental adoptaron la Declaración de Abiyán de Ministros de los Estados Miembros de la CEDEAO sobre la Erradicación de la Apatridia, en Côte d’Ivoire en febrero de 2015. La Declaración y el Plan de Acción del Brasil establecieron compromisos relativos al establecimiento de un marco para la erradicación de la apatridia en América Latina y el Caribe en los diez años siguientes (...). En noviembre de 2014, se estableció el objetivo del registro civil universal en 2024 en una declaración adoptada por 44 Estados dentro del marco de la Conferencia Ministerial sobre el Registro Civil y las Estadísticas Vitales en Asia y el Pacífico. En la región del Oriente Medio y África Septentrional en octubre de 2014 se adoptaron, en una conferencia regional celebrada en los Emiratos Árabes Unidos, los “Principios de Sharjah” en los que se instó a registrar el nacimiento de todos los niños refugiados de la región del Oriente Medio y África Septentrional para contribuir a la prevención de la apatridia” (párr. 53). Durante este período también se refiere la realización de actividades de asistencia y orientación a personas apátridas según lo previsto en el art. 11 de la Convención de 1961. *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/68/12, A/69/12 y A/70/12 (ACNUR, 2013a, 2014a y 2015b).

¹⁷¹ Los resultados definitivos de este Plan se encuentran aún pendientes de la finalización del período para el que fue previsto, aunque ha podido reconocerse importantes avances por varios Estados en el cumplimiento de los objetivos propuestos mediante las referidas acciones. *Vid.* Informes de la Oficina del Alto Comisionado A/71/12, A/72/12, A/73/12, A/74/12, A/75/12, A/76/12, A/77/12 y A/78/12 (ACNUR, 2016, 2017b, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022b y 2023).

¹⁷² Las últimas adhesiones fueron las de República del Congo, el 10 de octubre de 2023, y la República Democrática de Sao Tomé y Príncipe, el 15 de enero de 2024. De los Estados firmantes no se encuentra pendiente ninguna ratificación (ONU, 2024a).

¹⁷³ Las últimas adhesiones coinciden con las de la Convención de 1954, en las mismas fechas. De los Estados firmantes aún se encuentran pendientes de ratificación Francia, Israel y Rep. Dominicana (ONU, 2024b).

¹⁷⁴ En función de esta situación, el Grupo de Expertos sobre Estadísticas de los Refugiados, los Desplazados Internos y los Apátridas elaboró sus Recomendaciones Internacionales sobre las Estadísticas de la Apatridia (GEERDIA, 2023), en las que ofrece “orientaciones operacionales que mejoran la armonización de las estadísticas sobre la apatridia mediante un marco estadístico coherente y definiciones también coherentes” (GEERDIA, 2022, párr. 28). Estas Recomendaciones fueron asimismo aprobadas por la Comisión de Estadística del Consejo Económico y Social en su decisión 54/121 (Comisión de Estadística, 2023).

¹⁷⁵ Con anterioridad a estas comunicaciones individuales, este Comité había adoptado en 1989 su Observación general No. 17, Derechos del niño (artículo 24), en la cual se brindan pautas interpretativas del derecho reconocido de todo niño a una nacionalidad. De esta manera, el Comité comprende que si bien el Pacto “no impone necesariamente a los Estados la obligación de otorgar su nacionalidad a todo niño nacido en su territorio. Sin embargo, los Estados están obligados a adoptar todas las medidas apropiadas, tanto en el plano nacional como en cooperación con otros Estados, para garantizar que todo niño tenga una nacionalidad en el momento de su nacimiento” (párr. 8). La observación asimismo subraya la prohibición de discriminación entre hijos legítimos y extramatrimoniales o de padres apátridas o por causa de la nacionalidad de uno o de ambos padres (CmDH, 2023b).

¹⁷⁶ Por otra parte, este Comité emitió en 2005 su Recomendación general No. 30, Sobre la discriminación contra los no ciudadanos, en la cual se disponen recomendaciones a los Estados dirigidas a evitar la discriminación en el disfrute del derecho a una nacionalidad, en especial, mediante la prevención de discriminación de grupos particulares de no ciudadanos en cuanto al acceso a la nacionalidad o la naturalización, el reconocimiento de que la privación de la nacionalidad por motivos discriminatorios supone una violación de la Convención, la consideración de la situación de desventaja a la que se exponen los residentes de larga duración ante la negación de la nacionalidad, así como la reducción de la apatridia (CoEDR, 2023b).

¹⁷⁷ Por otra parte, este Comité adoptó en 1994 su Recomendación general No. 21, La igualdad en el matrimonio y en las relaciones familiares, en la cual se precisa la situación de especial vulnerabilidad en la que se encuentran las mujeres en situación de apatridia, además de subrayar la capacidad que debe tener toda mujer de cambiar de nacionalidad y de no ser privada de su nacionalidad en virtud de su matrimonio, de la disolución de este o del cambio de nacionalidad de su cónyuge o de su padre. Dos décadas después, en 2014, el Comité adoptó su Recomendación general No. 32, Sobre las dimensiones de género del estatuto de refugiada, el asilo, la nacionalidad y la apatridia de las mujeres. En esta recomendación, el Comité confirmó las observaciones generales anteriormente señaladas, realizó observaciones específicas sobre el contenido y alcance del art. 9 de la Convención y, al respecto, señaló recomendaciones específicas a los Estados parte, en especial, a partir del examen y actualización de sus regulaciones jurídicas en materia de nacionalidad y de la adopción de medidas concretas que tributen a la eliminación en dicho ámbito de la discriminación de la mujer (CoEDM, 2023b).

¹⁷⁸ Por otra parte, en su Observación general No. 6, de 2005, Trato de los menores no acompañados y separados de su familia fuera de su país de origen, este Comité señaló la importancia de la consideración por parte de los Estados parte de la conservación de la nacionalidad de los niños para los casos en que estos sean retornados a su país de origen o reasentados en un tercer país como solución duradera a su situación de desplazamiento (CDN, 2023b).

¹⁷⁹ En tal sentido, ambos Comités instan a los Estados partes a la adopción de un conjunto de medidas que tributen a la garantía del derecho a la nacionalidad de los niños, en particular, en relación con la posible discriminación a partir de la situación migratoria del niño y/o de sus padres. (Comité de Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares, 2023)

¹⁸⁰ A 28 de enero de 2024 la Convención Americana sobre Derechos Humanos tenía 24 Estados partes, lo cual supone la inmensa mayoría de los Estados de la región. Debe considerarse entre las principales ausencias a Estados Unidos, que firmó la Convención el 6 de enero de 1977 pero aún se encuentra pendiente su ratificación; Canadá, Guyana y la mayoría de las Antillas menores, de ascendencia inglesa; así como Cuba, cuya expulsión de la O.E.A. en 1962 a instancias de Estados Unidos le impidió continuar su presencia y actividad diplomática en el sistema interamericano (DDIOEA, 2024).

¹⁸¹ “La situación de los refugiados y repatriados en las Américas”, AG/RES. 1693 (XXIX-O/99), de 8 de junio de 1999; “La protección de refugiados, repatriados y desplazados internos en las Américas”, AG/RES. 1762 (XXX-O/00), de 6 de junio de 2000; “La protección de refugiados, repatriados y desplazados internos en las Américas”, AG/RES. 1832 (XXXI-O/01), de 5 de junio de 2001; “La protección de refugiados, repatriados y desplazados internos en las Américas”, AG/RES. 1892 (XXXII-O/02), de 4 de junio de 2002; “La protección de refugiados, repatriados, apátridas y desplazados internos en las Américas”, AG/RES. 1971 (XXXIII-O/03), de

10 de junio de 2003; “La protección de los solicitantes de la condición de refugiado, los refugiados, repatriados y apátridas en las Américas”, AG/RES. 2047 (XXXIV-O/04), de 8 de junio de 2004; “Protección de los Solicitantes de la Condición de Refugiado y de los Refugiados en las Américas”, AG/RES. 2511 (XXXIX-O/09), de 4 de junio de 2009; “Prevención y reducción de la apatridia y protección de las personas apátridas en las Américas”, AG/RES. 2599 (XL-O/10), 8 de junio de 2010; “Prevención y reducción de la apatridia y protección de las personas apátridas en las Américas”, AG/RES. 2665 (XLI-O/11), de 7 de junio de 2011; “Prevención y reducción de la apatridia y protección de las personas apátridas en las Américas”, AG/RES. 2787 (XLIII-O/13), de 5 de junio de 2013; y “Prevención y reducción de la apatridia y protección de las personas apátridas en las Américas”, AG/RES. 2826 (XLIV-O/14), de 4 de junio de 2014 (DDIOEA, 2023e).

¹⁸² En este caso se dirimió la cuestión relativa a si la condena a una persona no nacional por el delito de traición a la patria supondría la imposición arbitraria de un vínculo de nacionalidad, en contradicción con las disposiciones sobre el derecho a una nacionalidad contenidas en el art. 20 de la Convención Americana.

¹⁸³ El caso trató de una privación arbitraria de la nacionalidad peruana, adquirida por naturalización por una persona de origen israelí.

¹⁸⁴ Este caso versó sobre la negación de la emisión de las actas de nacimiento por el Registro Civil dominicano a dos niñas de ascendencia haitiana, aun cuando ambas habían nacido en territorio dominicano y resultaban constitucionalmente nacionales de ese país.

¹⁸⁵ Este caso se refirió a la entrega de una bebé de padres argentinos desaparecidos a un matrimonio uruguayo por las autoridades estatales de su país, quienes la registraron como propia, violándose así su derecho a la identidad y a la nacionalidad argentinas.

¹⁸⁶ En este caso se trató la expulsión hacia Haití de personas dominicanas de origen haitiano que contaban con documentación dominicana oficial de identidad, de conjunto con otras personas nacidas en territorio dominicano, pero sin documentación dominicana oficial.

¹⁸⁷ Este caso trató, entre otras cuestiones, sobre la declaración de nulidad de la naturalización de una persona y de sus hijas, a partir de la consideración de existencia de fraude en el referido proceso de naturalización.

¹⁸⁸ Respecto a este caso, *vid.* las consideraciones sobre la nacionalidad y la identidad social expresadas por el Magistrado Paulo Pinto de Albuquerque en su Opinión Disiente (ECHR, 2016, pp. 26-44).

¹⁸⁹ En el sistema universal: Convención internacional sobre el Estatuto de los Apátridas, de 1954; Convención para reducir los casos de apatridia, de 1961; art. 5 d) iii) de la Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación racial, de 1965; art. 24.3 del Pacto internacional de derechos civiles y políticos, de 1966; art. 9 de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer, de 1979; art. 7 de la Convención sobre los derechos del niño, de 1989; art. 29 de la Convención internacional sobre la protección de los derechos de todos los trabajadores migratorios y de sus familiares, de 1990; y art. 18 de la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad, de 2006. En el sistema interamericano: arts. 20 y 27.2 de la Convención Americana sobre Derechos Humanos, de 1969, y art. 15 de la Convención Interamericana sobre la Protección de los Derechos Humanos de las Personas Mayores, de 2015. En el sistema europeo: Convenio Europeo sobre la Nacionalidad, de 1997, y art. 2 del Convenio del Consejo de Europa sobre la prevención de los casos de apatridia en relación con la sucesión de Estados, de 2006.

¹⁹⁰ Comisión: Comunicación No. 317/06, Comunidad Nubia en Kenia *vs.* Kenia, Decisión de 28 de febrero de 2015; y Comunicación No. 318/06, Open Society Justice Initiative *vs.* Costa de Marfil, Decisión de 28 de febrero de 2015. Corte: Caso Robert J. Penennis *vs.* Tanzania, Sentencia de 28 de noviembre de 2019.

¹⁹¹ Art. 6 de la Carta Africana sobre los Derechos y el Bienestar del Niño, de 1990, y art. 6 incisos g) y h) del Protocolo a la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos con relación a los Derechos de las Mujeres en África (Protocolo de Maputo), de 2003.

¹⁹² En el sistema universal: Convención internacional sobre el Estatuto de los Apátridas, de 1954; Convención para reducir los casos de apatridia, de 1961. En el sistema europeo: Convenio Europeo sobre la Nacionalidad, de 1997, y Convenio del Consejo de Europa sobre la prevención de los casos de apatridia en relación con la sucesión de Estados, de 2006.

¹⁹³ En el sistema interamericano: Opinión Consultiva OC-4/84, Propuesta de modificación a la Constitución Política de Costa Rica relacionada con la naturalización, de 19 de enero de 1984; Caso Castillo Petruzzi y otros *vs.* Perú, Sentencia de 30 de mayo de 1999; Caso Ivcher Bronstein *vs.* Perú, Sentencia de 6 de febrero de 2001; Caso de las niñas Yean y Bosico *vs.* República Dominicana, Sentencia de 8 de septiembre de 2005; Caso Gelman *vs.* Uruguay, Sentencia de 24 de febrero de 2011; Opinión Consultiva OC-21/14, Derechos y garantías de niñas y niños en el contexto de la migración y/o en necesidad de protección internacional, de 19 de agosto de 2014; Caso de personas dominicanas y haitianas expulsadas *vs.* República Dominicana, Sentencia de 28 de agosto de 2014; y Caso Habbal y otros *vs.* Argentina, Sentencia de 31 de agosto de 2022. En el sistema africano: Comisión: Comunicación No. 317/06, Comunidad Nubia en Kenia *vs.* Kenia, Decisión de 28 de febrero de 2015. Corte: Caso Anudo Ochieng Anudo *vs.* Tanzania, Sentencia de 22 de marzo de 2018, y Caso Robert J. Penennis *vs.* Tanzania, Sentencia de 28 de noviembre de 2019.

¹⁹⁴ Comunicación No. 95/2019. M.K.A.H c. Suiza, Decisión de 22 de septiembre de 2021.

¹⁹⁵ En el sistema interamericano: La Comisión Interamericana de Derechos Humanos y la Corte Interamericana de Derechos Humanos supervisan la protección convencional del derecho a una nacionalidad, así como la verificación de la jurisprudencia establecida para su garantía. En el sistema africano: La Comisión Africana de los Derechos Humanos y de los Pueblos y la Corte Africana de los Derechos Humanos y de los Pueblos supervisan la protección convencional del derecho, en este caso, al respeto a la dignidad humana y al reconocimiento de la personalidad jurídica, así como la verificación de la jurisprudencia establecida para la protección y garantía del derecho a una nacionalidad.

¹⁹⁶ Comité de Derechos Humanos, Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial, Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer, Comité de los Derechos del Niño, Comité de Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares y Comité sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad.

¹⁹⁷ El Tribunal Europeo de Derechos Humanos no tiene jurisdicción sobre la supervisión y control de los Convenios europeos relativos al derecho a una nacionalidad, de 1997 y de 2006, puesto que estos no se consideran Protocolos adicionales a la Convención Europea de Derechos Humanos.

¹⁹⁸ En el sistema universal: Convención para reducir los casos de apatridia, de 1961; art. 9.1 *in fine* de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer, de 1979; y art. 7.2 de la Convención sobre los derechos del niño. En el sistema europeo: art. 4 inciso b) del Convenio Europeo sobre la Nacionalidad, de 1997, y art. 3 del Convenio del Consejo de Europa sobre la prevención de los casos de apatridia en relación con la sucesión de Estados, de 2006.

¹⁹⁹ A partir de lo dispuesto en sus respectivas Convenciones, mediante el Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer y el Comité de los Derechos del Niño.

²⁰⁰ *Vid. supra* nota 196.

²⁰¹ En el sistema interamericano: Caso de las niñas Yean y Bosico *vs.* República Dominicana, Sentencia de 8 de septiembre de 2005; y Caso de personas dominicanas y haitianas expulsadas *vs.* República Dominicana, Sentencia de 28 de agosto de 2014. En el sistema africano: Comisión: Comunicación No. 317/06, Comunidad Nubia en Kenia *vs.* Kenia, Decisión de 28 de febrero de 2015. Corte: Caso Anudo Ochieng Anudo *vs.* Tanzania, Sentencia de 22 de marzo de 2018.

²⁰² Art. 6.4 de la Carta Africana sobre los Derechos y el Bienestar del Niño, de 1990.

²⁰³ En el sistema universal: art. 9 de la Convención para reducir los casos de apatridia, de 1961; art. 5 d) iii) de la Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación racial; art. 9 de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer, de 1979; y art. 18.1 de la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad. En el sistema europeo: art. 5 del Convenio Europeo sobre la Nacionalidad, de 1997, y art. 4 del Convenio del Consejo de Europa sobre la prevención de los casos de apatridia en relación con la sucesión de Estados, de 2006.

²⁰⁴ En el sistema interamericano: Caso de las niñas Yean y Bosico *vs.* República Dominicana, Sentencia de 8 de septiembre de 2005; y Caso de personas dominicanas y haitianas expulsadas *vs.* República Dominicana, Sentencia de 28 de agosto de 2014. En el sistema africano: Comisión: Comunicación No. 317/06, Comunidad Nubia en Kenia *vs.* Kenia, Decisión de 28 de febrero de 2015. Corte: Caso Anudo Ochieng Anudo *vs.* Tanzania, Sentencia de 22 de marzo de 2018.

²⁰⁵ *Vid. supra* nota 194.

²⁰⁶ A partir de lo dispuesto en sus respectivas Convenciones, mediante el Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial, el Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer y el Comité sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad.

²⁰⁷ Caso Genovese *vs.* Malta, Sentencia de 11 de octubre de 2011.

²⁰⁸ En el sistema universal: Observación general conjunta No. 4 del Comité de Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares y No. 23 del Comité de los Derechos del Niño. En el sistema interamericano: Caso Gelman *vs.* Uruguay, Sentencia de 24 de febrero de 2011. En el sistema europeo: Caso Genovese *vs.* Malta, Sentencia de 11 de octubre de 2011; Caso Mennesson *vs.* Francia, Sentencia de 26 de junio de 2014; Caso Labasse *vs.* Francia, Sentencia de 26 de junio de 2014; y Caso Ramadan *vs.* Malta, Sentencia de 21 de junio de 2016. En el sistema africano: Comisión: Comunicación No. 318/06, Open Society Justice Initiative *vs.* Costa de Marfil, Decisión de 28 de febrero de 2015.

²⁰⁹ Como ordenación jurídica internacional de los derechos humanos comprendase tanto las normas jurídicas previstas en los tratados como la jurisprudencia internacional. Asimismo, el carácter internacional de dicha ordenación implicaría tanto el ámbito del sistema universal de protección de los derechos humanos, como los diferentes sistemas regionales existentes.

²¹⁰ Para más detalles sobre esta polémica, *vid.* Villanova, M. (1889). Españoles y cubanos (I). *Revista Cubana*, (9), 544-551; Zayas y Alfonso, A. (1889). Españoles y cubanos (II). *Revista Cubana*, (10), 385-399.

²¹¹ De las otras islas del Caribe, *Quisqueya* pasó a denominarse La Española, *Boriquen* actualmente se conoce como Puerto Rico, *Iere* como Trinidad y la otrora *Guanahani* como San Salvador, en el archipiélago de Las Bahamas. Sobre la toponimia colonial en la América española, *vid.* Val Julián (2011) y Gómez Montoya (2022).

²¹² Sobre esta comprensión, el propio Ortiz construiría y desarrollaría su noción de la transculturación, fenómeno explicativo de la formación de la identidad propia del cubano (Ortiz, 1991).

²¹³ Una opinión diferente al respecto se ha defendido, sobre la base de considerar que el término criollo identificaba a una persona cuyo centro de vida social y económica se encontraba en América, más que el sentido geográfico de pertenencia que se le ha dado en la historiografía, determinado por el nacimiento en el “Nuevo Mundo” (Pietschmann, 2003; Pérez Vejo, 2010). Siguiendo esta lógica, “la interpretación de las guerras de independencia como un enfrentamiento entre criollos y peninsulares es el resultado (...) de la necesidad de los nuevos Estados-nación americanos de explicar las guerras como un conflicto de identidades para así poder imaginarlas como guerras de independencia nacional” (Pérez Vejo, 2010).

²¹⁴ El término criollo no siempre tuvo el mismo significado, incluso llegó a ser utilizado en el siglo XIX para denominar la filiación de esclavos (Anexo 1). Para una exposición de las variantes de uso del término y su evolución, *vid.* Davis-Lett (1980), en especial las pp. 133-134. Sobre una perspectiva sociológica del proceso de aculturación de los españoles peninsulares en América, *vid.* Alberro (1992).

²¹⁵ Para un estudio de estas corrientes ideológicas, desde una perspectiva jurídico-constitucional, *vid.* Infiesta (1942, pp. 84-235).

²¹⁶ Aunque las principales corrientes anexionistas decimonónicas apostaban a la incorporación de Cuba a los Estados Unidos de América, no faltaron propuestas anexionistas en favor de la unión a la República mexicana especialmente en las últimas décadas del siglo (Lara, 1896; Rojas Gutiérrez, 1999).

²¹⁷ En el discurso jurídico castellano, así como en el posterior español, se denominaba “naturaleza” a lo que en la actualidad se considera como nacionalidad, tanto en su dimensión social como en su comprensión político-jurídica. En este sentido, se definió por Martínez Alcubilla (1869) en su Diccionario de la Administración Española: “Naturaleza. En la acepción que aquí tomamos la palabra naturaleza, es el origen que uno tiene en algun pueblo en que ha nacido. Solo los naturales de un Reino que están sujetos á sufrir todas las cargas del Estado son los que gozan de los beneficios de la nacion. Así pues, para que un extranjero participe de estos últimos, es preciso que se le conceda carta de naturaleza, en cuyo caso renunciando el fuero de su nacionalidad entra á gozar de los de la nacion á que se somete. Esto es lo que se llama naturalizacion que es una especie de adopcion política.” (p. 467).

²¹⁸ Dos años antes se había establecido la misma cuestión y regulaciones para la isla de Puerto Rico, mediante Real Cédula de 10 de agosto de 1815 (Real Cédula, 1817, Preámbulo).

²¹⁹ Esta posibilidad de asentamiento fue ordenada mediante la emisión de cartas de domicilio, las cuales demostraban la legalidad del establecimiento de la persona extranjera en Cuba. En tal sentido, en el Bando de Gobernación y Policía de la Isla de Cuba (1842) se disponía que “ningún extranjero [sic] podrá residir en la Isla más de tres meses sin obtener carta de domicilio” (art. 22).

²²⁰ Sobre un análisis histórico-social del contexto y las consecuencias de la adopción e implementación de la Real Cédula de 21 de octubre de 1817, *vid.* Perdomo Aguilera (2013). Asimismo, sobre su valoración histórico-jurídica, *vid.* Carreras (1987, pp. 103-105).

²²¹ Esta vez en su Preámbulo, la Constitución de Cádiz lo hacía en su art. 3.

²²² “Tendrá derecho a ser inscrito como elector en las listas del censo electoral de la sección de su respectivo municipio todo español de edad de veinticinco años cumplidos, que sea contribuyente dentro o fuera de cada distrito, por la cuota mínima para el Tesoro de veinticinco pesetas anuales, por contribución territorial, o de 50 por subsidio industrial.” (Ley Electoral, de 25 de diciembre de 1878, art. 15).

²²³ “Son electores para Diputados a Cortes todos los españoles varones mayores de veinticinco años, que se hallen en pleno goce de sus derechos civiles y sean vecinos de un municipio en el que cuenten dos años al menos de residencia.” (Ley Electoral, de 26 de junio de 1890, art. 1).

²²⁴ Los resultados de la investigación que se exponen en el presente subepígrafe han sido parcialmente publicados en la obra colectiva “La Historia del Derecho: compromiso y saber. Estudios en memoria del profesor Dr. Santiago A. Bahamonde Rodríguez”, *vid.* Fraga Acosta (2023b).

²²⁵ Para un análisis histórico y jurídico sobre el proyecto constitucional de Infante, *vid.* Carreras (1987, p. 161), Fernández Bulté (2005c, pp. 78-79) y Matilla Correa (2012).

²²⁶ Sobre la evolución del sentido de identidad nacional en los procesos independentistas cubanos, *vid.* García Mora (2017). Asimismo, sobre la integración de los esclavos negros en posición de igualdad jurídica y en la consolidación de la nacionalidad cubana, *vid.* Ferrer y Ferrandis Garrajo (1995).

²²⁷ Referida de esta misma manera, como ciudadanía, no como nacionalidad.

²²⁸ Asimismo, sobre los rasgos del ideario constitucional y jurídico de los cuatro períodos constitucionales de la República en Armas, *vid.* Fernández Bulté (2005c, pp. 132-138)

²²⁹ Para un estudio documentado de las causas y consecuencias de la intervención estadounidense en la guerra de independencia cubana, *vid.* Soto (1922).

²³⁰ A este respecto, William R. Day, Secretario de Estado de Estados Unidos comunicó el 30 de julio de 1898 como respuesta: “Al discutir la cuestión de Cuba, V.E. da a entender que España había deseado ahorrar a Cuba los peligros de una independencia prematura. El Gobierno de los Estados Unidos no ha compartido las aprensiones de España sobre este punto, pero piensa que en las condiciones de perturbación y abatimiento en que está la Isla, esta necesita ayuda y dirección, que el Gobierno americano se halla dispuesto a otorgarle.” (Day, 1918, p. 60).

²³¹ Para un estudio social y cultural de la convivencia entre cubanos y españoles después de la guerra, *vid.* Naranjo Orovio, Puig Samper Mulero y García Mora (1996) y García Álvarez y Naranjo Orovio (1998).

²³² El sufragio universal se encontraba reconocido en la Constitución de Guáimaro, de 1869 (art. 23, en relación con los arts. 4 y 17), así como en la Constitución de La Yaya, de 1897 (art. 10).

²³³ Los proyectos individuales presentados por cada uno de los constituyentes y sus apuntes pueden consultarse en Comisión Redactora (1901b).

²³⁴ Por solamente referir algunos textos constitucionales del espacio latinoamericano, se distingue entre nacionales por nacimiento y por naturalización en Costa Rica (1949, arts. 13 y 14), México (1917, art. 30), Perú (1993, art. 52) y Venezuela (1999, arts. 32 y 33), entre ciudadanos naturales y legales en Uruguay (1967, arts. 73-75) y entre nacionales por nacimiento y por adopción en Colombia (1991, art. 96).

²³⁵ Respecto a la consideración del vocablo “empleo”, utilizado en este artículo constitucional, comentó Ugarte (1918): “La palabra empleo (...) incluye el Magisterio. Creemos que hubiera sido conveniente exceptuar tales empleos de la necesidad de licencia, ya que no indican ánimo en el que los sirve de cambiar de nacionalidad. La ciencia y la enseñanza no debieran tener fronteras, y el maestro o profesor deberían serlo en todas partes, sin más requisito que el de la idoneidad, calificada por el Gobierno que los nombra” (p. 12).

²³⁶ El referido artículo 49 constitucional establecía, para el caso de los cubanos naturalizados, el tiempo de ocho años de residencia en la República de Cuba, contados desde la naturalización, para ser Representante a la Cámara.

²³⁷ Asimismo, para una caracterización general del texto constitucional de 1901, *vid.* Carreras (1987, pp. 355-359) y Fernández Bulté (2005c, pp. 195-198).

²³⁸ Este Código Civil regulaba en su momento los criterios de legitimación para ser considerado en la condición de español, las causas de la pérdida de tal condición y otras circunstancias relativas a la cuestión. No obstante, en función de la Disposición Transitoria Quinta de la Constitución de 1901, puede considerarse que tales disposiciones fueron subrogadas por las estipulaciones que sobre la condición de cubano, fueron dispuestas en el nuevo texto constitucional (arts. 17-26).

²³⁹ No faltó en aquel momento algún proyecto de nueva Constitución, como el presentado en 1926 por el Dr. J. A. Taboada, que incluso omitía los criterios de legitimación para la consideración de la ciudadanía cubana, limitándose a remitirlos a su regulación por Ley: “La ciudadanía cubana podrá adquirirse y perderse conforme a las disposiciones de las leyes de ciudadanía” (art. 4).

²⁴⁰ Este proyecto también generó objeciones, en relación a sus postulados en relación con la regulación jurídica de la extranjería (Conangla Fontanilles, 1924).

²⁴¹ Según la Proclama Presidencial de 3 de enero de 1944, publicada en la Gaceta Oficial de 24 de enero de 1944, la Convención fue aprobada por el Senado de la República el 11 de noviembre y ratificada por el Presidente el 26 del propio mes, así como que el depósito del instrumento por Cuba fue efectuado el 15 de diciembre de 1943 en la Unión Panamericana, Washington, D.C. (Borges, 1952).

²⁴² Entre los impedimentos que para ciudadanos cubanos por naturalización el propio texto constitucional de 1940 estableció, se encontraban el desempeño de funciones oficiales a nombre de Cuba en su país de origen (art. 18) y el acceso a los cargos de Presidente de la República (art. 139 a), Senador (art. 121 a), Ministro (art. 152 a), Presidente o Magistrado del Tribunal Supremo de Justicia (art. 173 a) y Fiscal o Teniente Fiscal de dicho Tribunal (art. 190).

²⁴³ Esta formulación había sido prevista, exactamente en los términos de su redacción en el texto constitucional de 1940, en el Proyecto de reforma integral de la Ley Constitucional de 1935, aprobado por Acuerdo del Congreso de la República, de 16 de diciembre de 1936 (art. 13 primer párrafo).

²⁴⁴ Formulaciones igualmente previstas en el referido Proyecto de reforma integral de 1936 (art. 13 segundo y tercer párrafos).

²⁴⁵ Un ejemplo del otorgamiento de este tipo de licencia puede evidenciarse en la Resolución de 20 de marzo de 1945, por la cual el Senado concedió autorización a todos los ciudadanos cubanos que servía o hubieran servido militarmente a cualquier país de los que luchaban contra el Eje, por lo cual en consecuencia no perdían “su condición política de ciudadanos cubanos” (Borges, 1952).

²⁴⁶ Sobre esta cuestión argumentaba Cortina (1939): “La Secretaría de Estado no puede legalmente privar a nadie de su ciudadanía, sin probar antes que el individuo ha incurrido en alguna de las causas que determina

taxativamente nuestra Constitución (...). No debemos olvidar que la potestad discrecional que las leyes pueden conceder al Poder Ejecutivo y a su representante, no es equivalente a potestad arbitraria, por consiguiente sus resoluciones tienen que ajustarse tanto a la letra como al espíritu de la ley” (p. 127).

²⁴⁷ Para un estudio sobre la relación entre la nacionalidad y la “raza”, a partir del establecimiento del delito de discriminación racial en la Constitución de 1940, *vid.* Guanche (2017a).

²⁴⁸ Sobre esta cuestión se pronunció Faife León (1982, pp. 46-48), así como Prieto Valdés, M. en entrevista realizada para esta investigación (2023): “En Cuba, los primeros textos resultados de los procesos de liberación nacional y formación de la Patria nueva, empleaban ciudadanía solo para consignar los deberes para con la Patria. De 1901 a 1935 se empleó la categoría de cubano (se era cubano, se tenía la condición de cubano, el cubano o cubana que...). Es a partir de 1936 en que se introduce la ciudadanía, combinada con la nacionalidad (el título del capítulo constitucional reconocía la ciudadanía y se empleaba nacionalidad, o ser cubano), mezcla –indiferenciada– que se mantuvo –al menos formalmente– hasta el texto de 1976.” (Anexo 3).

²⁴⁹ Respecto a la relación de restauración o de ruptura atribuible entre la Constitución de 1940 y la Ley Fundamental de 1959, las interpretaciones más formalistas se decantan por la continuidad (Álvarez Tabío, 1966, p. 13), mientras que aquellos autores que realizan una valoración contextual – tanto desde la oposición como del respaldo al Gobierno revolucionario– afirman la existencia de una ruptura (Lázaro Reboll, 1961; Prieto Valdés, M., 2004, p. 1; Diéguez Méndez, 2013, p. 4; Guzmán Hernández, 2015, pp. 250-251). También existe la posición de aceptar un sentido formal de continuidad y otro material de ruptura (Carreras, 1987, p. 507-508).

²⁵⁰ Asimismo, fue nuevamente adaptado el art. 15 inciso b, en el sentido de sustituir al Senado por el Consejo de Ministros como autoridad encargada del otorgamiento de los permisos para la prestación de servicios militares o funciones a favor de otra nación.

²⁵¹ En este sentido, debe subrayarse el delito de traición previsto y sancionado bajo el referido título del Código de Defensa Social de 1936: “El que en interés de una potencia extranjera ejecutare un hecho con el objeto expreso y conocido de que sufra detrimento la independencia de la República o la integridad del territorio nacional, será sancionado con privación de libertad de diez a veinte años” (art. 128).

²⁵² En el caso del referido delito de traición, por ejemplo, la sanción se aumentó al rango de privación de libertad de veinte años a muerte (Ley No. 425, 1959, art. 2).

²⁵³ Como autoridad legitimada para realizar este proceder se consideró el Presidente de la República, mediante Decreto dictado a propuesta del Ministro del Interior (art. 15 *in fine*).

²⁵⁴ En este sentido, al argumentar sobre el contexto socio-político que determinó esta nueva causal de pérdida de la ciudadanía se pronunció Garriga (1973): “Si en todas nuestras constituciones – desde la de Guáimaro hasta la de 1959–, así como en la abundante legislación penal, se estatuye con una u otra redacción el principio de que todos los cubanos están obligados *a servir a la Patria con su persona e intereses según sus aptitudes*, es lógico y adecuado que se imponga, a aquellos que la traicionan sirviendo al enemigo imperialista, la sanción de pérdida de la ciudadanía” (p. 57).

²⁵⁵ “Y no llamamos cubanos a los que desertaron de la patria; no llamamos ni serán llamados jamás cubanos los que imploran la agresión criminal contra la patria, los desertores y los cobardes que son los menos. Llamamos cubanos a los que en esta hora en que por primera vez se podía ser cubano de verdad lo fueron, y no a aquellos que se llamaban cubanos cuando Cuba no era Cuba ni era de Cuba” (Castro Ruz, F., 1963); “Salida del país. Otro de los datos investigados se refiere a los futuros apátridas. La solicitud del permiso de salida del país fue consignada en 499 individuos de los 8508 investigados.” (Castro Ruz, F., 1968a); “(...) este pueblo de hoy que nuestros enemigos serían incapaces de reconocer. Nosotros decimos que si dentro de algunos años algunos de aquellos apátridas pudieran ver este país no lo conocerían” (Castro Ruz, F., 1968b). Asimismo, la utilización del calificativo de “apátrida” para denotar a personas que actúan en contra de los intereses políticos de Cuba también ha tenido lugar más recientemente, por ejemplo, en torno a las posiciones de quienes pretendían el mantenimiento ilícito de Elián González en la Florida: “El destino de Elián es incierto. (...) Aseguran que rodearán con un cordón humano de apátridas mercenarios la casa de los parientes lejanos donde lo tienen secuestrado” (Castro Ruz, F., 1999).

²⁵⁶ Sobre la vigencia de este Reglamento de Ciudadanía aún después de la adopción de la Constitución de 1976, se pronunció Faife León (1982): “Sabemos que en la actualidad las Comisiones de estudios jurídicos de la Asamblea Nacional se encuentran trabajando en un proyecto de Ley de Ciudadanía que sin duda recogerá las realidades actuales, pero es el hecho cierto de que todavía esta actividad está regida por el Decreto 358 de 1944, lo cual provoca no pocos inconvenientes.” (p. 44).

²⁵⁷ A la votación del referéndum sobre la Constitución de la República y la Ley de Tránsito Constitucional, celebrado el 15 de febrero de 1976, se informó que concurrieron 5,602,973 ciudadanos, lo cual supuso el 98% de los electores. Asimismo, se reportó que a favor de la aprobación del texto constitucional votaron 5,473,534 ciudadanos, que representaron el 97.7% de los votantes (Comisión Nacional del Referendo, 1976).

²⁵⁸ En el cuerpo del texto constitucional se encuentran otras alusiones a la dignidad humana como principio informante de la actividad del Estado, las que refuerzan la noción de su carácter fundante, a saber, que “el

Estado socialista (...) mantiene y defiende la libertad y la dignidad plena del hombre, el disfrute de sus derechos, el ejercicio y cumplimiento de sus deberes y el desarrollo integral de su personalidad” (art. 8), que “el desarrollo de la economía sirve a los fines de (...) promover el desenvolvimiento de la personalidad humana y de su dignidad” (art. 16.2), y que “la actividad de los tribunales tiene como principales objetivos: (...) d) amparar la vida, la libertad, la dignidad, el honor, (...) y demás derechos e intereses legítimos de los ciudadanos” (art. 123).

²⁵⁹ En relación a esta cuestión, Lutjens (1995) expuso: “Desde 1965 hasta 1992-93, cerca de 17,979 estudiantes extranjeros se graduaron de escuelas cubanas, incluyendo 5,106 en educación superior; 775 estudiantes del Medio Oriente y de África fueron registrados para graduarse de los estudios del nivel universitario en 1993-94”.

²⁶⁰ Desafortunadamente, en el censo realizado en 1981 se excluyó, explícitamente, a “los extranjeros que residían temporalmente en el país, tales como diplomáticos y técnicos, y sus familiares; estudiantes, enfermos, etc.; personal de las naves extranjeras surtas en puertos y aeropuertos cubanos; (...) así como la población que residía en la Base Naval de Guantánamo” (Oficina Nacional del Censo, 1981, p. XIV). Esta población fue igualmente excluida en el censo realizado en 2002 (Oficina Nacional de Estadísticas, 2002, p. 20).

²⁶¹ Sobre la prolongada vigencia de esta norma adoptada como adjetiva, afirmaría Guanche (2017b): “Jamás pudo imaginar el legislador de entonces, que hasta el momento en que se escribe este texto, dicho Decreto conservara (parcial) vigencia hasta hoy, pues, como abordaré más adelante, no ha sido dictada normativa alguna sobre el tema desde 1976, a pesar de estar vigente una Constitución, socialista, sustancialmente diferente a la de 1940” (p. 15).

²⁶² Sobre el proceso de consulta popular del Proyecto de Constitución de la República, el Secretario del Consejo de Estado, Homero Acosta Álvarez, informó que durante los tres meses que duró la consulta “se celebraron unas 133,681 reuniones, (...) con una asistencia de 8,945,521 personas. En dichas reuniones se realizaron 1,706,872 intervenciones, de ellas 783,174 propuestas (666,995 modificaciones, 32,149 adiciones, 45,548 eliminaciones y 38,482 dudas). Igualmente, fueron recibidas 2,125 propuestas realizadas por los cubanos residentes en el exterior.” (Redacción Cubadebate, 2018).

²⁶³ Según la Ley No. 136/2020 del Presidente y el Vicepresidente de la República de Cuba, son facultades del Presidente decidir, en los casos que le corresponda, el otorgamiento de la ciudadanía cubana por naturalización, aceptar las renunciaciones y disponer sobre la privación de esta según los requisitos y procedimientos que se regula en la Ley (art. 23 inciso m y art. 62).

²⁶⁴ Sobre una interpretación del alcance que pudiera llegar a tener la interpretación de este artículo, especialmente en relación a los tratados internacionales de derechos humanos, *vid.* Fraga Acosta y Diéguez La O (2022b) y Diéguez La O (2023).

²⁶⁵ Según el Informe de la Comisión Electoral Nacional, de 28 de febrero de 2019, de los 8,705,723 electores que integraban el padrón electoral al momento del referéndum, 7,848,343 ejercieron el derecho al voto (90.15%). Asimismo, se reportó que a favor de la aprobación del texto constitucional votaron 6,816,169 electores, lo cual representó el 78,30% del padrón electoral y el 86,85% de los electores que votaron (Redacción Cubadebate, 2019).

²⁶⁶ En el mismo sentido, también afirmó Torres-Cuevas (2019): “Por último, es importante distinguir la cubanía como sentimiento de lo cubano de la cubanidad como racionalidad de lo cubano. Sentir no es conocer, es amar y se ama lo que es tuyo, lo que te pertenece y a lo que tú perteneces. No es una decisión voluntaria ser quien eres, no puedes dejar de ser lo que eres, pero si es decisión personal decidir lo que amas. La cubanidad, por otra parte, no es un sentimiento; es la comprensión racional de los procesos que te dan vida.”

²⁶⁷ En cuanto a su fundamento de Derecho, este Decreto-Ley debe considerarse aún válido, por cuanto el supuesto de hecho constitucional que amparó su aprobación, esto es, el antiguo art. 29 inciso c), mantiene un correlato en el texto constitucional vigente, el cual establece que son ciudadanos cubanos por nacimiento: “b) los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos que se hallen cumpliendo misión oficial, de acuerdo con los requisitos y las formalidades que establece la ley; y c) los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos, previo cumplimiento de los requisitos y las formalidades que la ley señala” (art. 34 incisos b y c).

²⁶⁸ En similar sentido se han pronunciado las Resoluciones Nos. 1997/36, 1998/48, 1999/28 y 2005/45, de la Comisión de Derechos Humanos, así como las Resoluciones Nos. 7/10, de 2008; 10/13, de 2009; 13/2, de 2010; 20/5, de 2012; 26/14, de 2014; y 32/5, de 2016, del Consejo de Derechos Humanos, ambos órganos del sistema de las Naciones Unidas (CDH, 1997-1999 y 2005; CODEHU, 2008-2010, 2012, 2014 y 2016). Debe asimismo recordarse que Cuba ha sido miembro del Consejo de Derechos Humanos, desde su fundación, durante los períodos 2006-2012, 2014-2019 y desde 2021 hasta el próximo 2026 (ACNUDH, 2023).

²⁶⁹ Siguiendo esta lógica, aunque ciertamente el acceso a la ciudadanía no se encuentre configurado constitucionalmente como un derecho, resulta que el propio Decreto-Ley sí lo hace (art. 1), por lo cual la aplicación del art. 99 constitucional puede comprenderse adecuadamente justificado. En este sentido, deben ser consideradas las disposiciones establecidas en la Ley No. 153, de 2022, Del Proceso de Amparo de los Derechos Constitucionales, en especial, que “en la solución de los conflictos que se originen por la vulneración

de los derechos constitucionales, las disposiciones normativas se interpretan del modo que más favorezca a la persona y al respeto a la dignidad humana, en correspondencia con los valores y principios consagrados en la Constitución, en especial los de progresividad e igualdad y no discriminación, en función de garantizar la tutela judicial efectiva de los derechos, sin perjuicio de los derechos de las demás personas, la seguridad colectiva, el bienestar general, el respeto al orden público, a la Constitución, los tratados internacionales en vigor para la República de Cuba y las leyes” (art. 2). Para un estudio cubano sobre las garantías judiciales y la defensa de los derechos constitucionales, en especial a partir de la constitucionalidad cubana de 2019, *vid.* Prieto Valdés. A.L. y Prieto Valdés, M. (2019) y Prieto Valdés, A.L. (2020).

²⁷⁰ Sobre la obligación de especial protección por parte del Estado en favor de los niños, niñas y adolescentes, así como su consideración como plenos sujetos de derechos, *vid.* Fraga Acosta y Pérez Hernández (2018).

²⁷¹ La Convención de los Derechos del Niño fue firmada por Cuba el 26 de enero de 1990 y ratificada el 21 de agosto de 1991 (ACNUDH, 2024).

²⁷² Firmada el 7 de junio de 1966 y ratificada el 15 de febrero de 1972 (ACNUDH, 2024), e íntegramente publicada en la Gaceta Oficial de la República, de 17 de marzo de 1972, ed. Ordinaria No. 3.

²⁷³ Firmada el 6 de marzo de 1980 y ratificada el 17 de julio de 1980 (ACNUDH, 2024).

²⁷⁴ Firmada el 26 de abril de 2007 y ratificada el 06 de septiembre de 2007 (ACNUDH, 2024).

²⁷⁵ Respecto al Pacto internacional de derechos civiles y políticos de 1966, el Estado cubano lo firmó el 28 de febrero de 2008, pero aún no lo ha ratificado (ACNUDH, 2024). En cualquier caso, la ratificación de este tratado no generaría nuevas obligaciones al Estado cubano en relación al derecho a una ciudadanía, teniendo en cuenta – como ha sido antes analizado- que la previsión de este derecho en el Pacto se limita a favor de los niños, cuestión a la que Cuba se encuentra ya obligada a partir de la ratificación de la Convención de los Derechos del Niño. Asimismo, el Estado cubano no ha firmado ni ratificado la Convención internacional sobre la protección de los derechos de todos los trabajadores migratorios y de sus familiares de 1990 (ACNUDH, 2024), por lo cual, consecuentemente, no se encuentra obligado a ninguna de sus estipulaciones.

²⁷⁶ En relación a la información estadística en materia de apatridia solo pudo encontrarse, en el contenido de la intervención de Cuba en el Segmento de Alto Nivel sobre la Apatridia, el 7 de octubre de 2019, que a partir de las disposiciones del Decreto-Ley No. 352/2017, en vigor desde el 1º de enero de 2018, fueron iniciados hasta el 12 de julio de 2019 un total de 2,320 procesos de adquisición de la ciudadanía cubana, de los cuales 1,914 habían finalizado (MINREX, 2019). Sin embargo, de dicha información no puede conocerse si la finalización fue en todos los casos positiva, cuántos de los procesos finalizados implicaron el cese de la situación de apatridia, si en algún caso los hubiere, o si alguna decisión denegatoria en estos procesos pudo haber implicado o no el mantenimiento de alguna persona en situación de apatridia.

²⁷⁷ La Ley No. 1313, de 20 de septiembre de 1976, Ley de Extranjería, prevé la emisión del carné de identidad de la persona sin ciudadanía y la tarjeta del menor de 16 años sin ciudadanía (art. 5 incisos b y ch), sobre la consideración de que una persona sin ciudadanía “a quienes no sean ciudadanos cubanos ni puedan demostrar ser ciudadanos de otro Estado” (art. 2). Asimismo, establece que el carné de identidad de la persona sin ciudadanía se expide por un término que no excederá de 2 años (art. 10). En igual sentido se pronuncia el Decreto No. 27, de 19 de julio de 1978, Reglamento de la Ley de Extranjería (arts. 1, 3 incisos b) y ch), 7, 9 y 21). Asimismo, en el referido Reglamento se dispone que las personas sin ciudadanía “que se encuentren en el territorio nacional, están obligados a cumplir las disposiciones vigentes en cuanto al Registro de Direcciones”. (art. 39). Para un estudio la relación Estado – persona natural extranjera en Cuba, *vid.* Martínez Pérez (2016).

²⁷⁸ En 1976 fue creado el Comité Estatal de Estadísticas en virtud de la Ley No. 1323, de 30 de noviembre, de Organización de la Administración Central del Estado, el cual fue encargado de “dirigir, ejecutar y controlar la aplicación de la política del Estado y del Gobierno en materia de estadística, y de centralizar y emitir la información estadística oficial del país (arts. 28 y 59). Posteriormente, esta entidad fue sustituida, mediante el Decreto-Ley No. 147, de 21 de abril de 1994, por la Oficina Nacional de Estadísticas, adscrita al Ministerio de Economía y Planificación (art. 3). En la actualidad, la Oficina Nacional de Estadística e Información es la entidad responsable de la gestión del Sistema Nacional Estadístico, comprendido como “el conjunto de normas y procedimientos generales que, como marco metodológico común, integra de forma coherente la información estadística del Gobierno” (Decreto-Ley No. 6/2020, arts. 2, 7, 8 y 10).

²⁷⁹ A partir de los resultados del Censo de Población realizado en 1970, fueron creados por la Ley No. 1234, de 1971, el Registro de Direcciones y el Registro de Población, como parte de “un sistema integral de información e identidad a cargo del Ministerio del Interior” (art. 1), en el cual se consideraron todas las personas residentes en el país, tanto cubanas como extranjeras (art. 5). Posteriormente, mediante la Ley No. 1278, de 1974, se precisó que este sistema se iniciaría “con los datos filiatorios y domiciliarios referentes a todos los ciudadanos cubanos, ciudadanos o súbditos extranjeros y personas sin ciudadanía” (art. 1) y que el referido Registro de Direcciones comprendería “a los ciudadanos cubanos, ciudadanos o súbditos extranjeros y personas sin ciudadanía, residentes temporales o permanentes en el territorio nacional” (art. 2). Ambas disposiciones fueron

derogadas por el Decreto-Ley No. 248, de 22 de junio de 2007, en el cual se mantuvieron las mismas previsiones en relación a las personas sin ciudadanía, antes señaladas (arts. 4 y 5).

²⁸⁰ Como parte de la investigación fue prevista una entrevista semiestructurada a la Jefatura del Órgano Jurídico de la Dirección de Identificación, Inmigración y Extranjería del Ministerio del Interior, a fin de obtener – entre otras informaciones- posibles datos estadísticos sobre la situación de apatridia en el país. Esta entrevista fue solicitada y gestionada pero no llegó a ser concedida.

Bibliografía

Fuentes doctrinales

- Abarca Junco, A.P. (dir.). (2013). *Derecho Internacional Privado* (1ra. ed.). Madrid: Universidad Nacional de Educación a Distancia.
- Aedo, A. (2009). Sobre la identidad nacional: clases sociales, política simbólica y hegemonía. *Persona y Sociedad*, 23(1), 71-89. <https://doi.org/10.53689/pys.v23i1.175>
- Aguirre, S. (1967). Nacionalidad, nación y Centenario. *Cuba Socialista*, 7(66), 75-96.
- _____. (1974). Seis actitudes de la burguesía cubana en el siglo XIX. En *Eco de caminos* (pp. 73-96). La Habana: Editorial Ciencias Sociales. (Trabajo original publicado en 1942).
- Aláez Corral, B. (2005). Nacionalidad y ciudadanía: una aproximación histórico-funcional. *Historia Constitucional*, (6), 29-75. <https://www.historiaconstitucional.com/index.php/historiaconstitucional/issue/view/7>
- Alberro, S. (1992). La aculturación de los españoles, o de cómo los de América dejaron de serlo. En *Del gachupín al criollo: o de cómo los españoles de México dejaron de serlo* (pp. 13-54). México: El Colegio de Mexico. <https://doi.org/10.2307/j.ctv6mtbz2.4>
- Almodóvar del Río, D. (1918). Telegrama de 28 de julio de 1898, del Ministro de Estado de España al Embajador de los Estados Unidos en París, en Senado de la República de Cuba. *Memoria de los trabajos realizados durante el primer período congresional, precedida de una mención documentada sobre los hechos históricos que dieron, como resultado definitivo, la independencia de Cuba y su establecimiento en República* (pp. 57-58). La Habana: Imprenta y Papelería de Rambla, Bouza y Cía.
- Althusser, L. (1971). *Ideología y aparatos ideológicos del Estado (Notas para una investigación)*. Medellín: Editorial La Oveja Negra.
- Alvarado Planas, J. (dir.). (2017). *La Administración de Cuba en los siglos XVIII y XIX*. Madrid: Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Álvarez Junco, J. (2001). *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*. Madrid: Taurus.
- Álvarez Tabío, F. (1953). *Evolución constitucional de Cuba (1928-1940). Conferencia leída en el ciclo organizado por el Colegio Nacional de Abogados*. La Habana: Talleres Gráficos O'Reilly 259.
- _____. (1966). *El constitucionalismo en Cuba*. La Habana: Universidad de La Habana, Escuela de Ciencias Políticas.
- _____. (1985). *Comentarios a la Constitución Socialista* (1ra. ed.). La Habana: Editorial Ciencias Sociales.
- _____. (s.f.). *Derecho Constitucional Comparado y Cubano*. La Habana: Dirección de Publicaciones de la Universidad de La Habana.

- Amaya Villarreal, A.F. (2005). El principio *pro homine*: interpretación extensiva vs. el consentimiento del Estado. *International Law. Revista Colombiana de Derecho Internacional*, 3(5), 337-380.
<https://revistas.javeriana.edu.co/index.php/internationallaw/article/view/14087/11357>
- Andrés Santos, F.J. (2007). Ciudadanía romana y cosmopolitismo moderno. *Hispania antiqua*, (31), 253-266. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2660671>
- Anes, G. (1969). *Economía e Ilustración en la España del siglo XVIII*. Barcelona: Editorial Ariel.
- Aquino, T. de (1786). *Tratado del Gobierno de los Príncipes* (Trad. Alonso Ordoñez das Seyjas y Tobar, versión corregida por Vicente García de la Huerta). Madrid: Imprenta de Benito Cano. (Trabajo original publicado en 1267 bajo el título *De regimine principum*)
- Ardesi de Tarantuviez, B. (2009). La discriminación jurídica sobre la mujer: el caso de la Antigua Atenas. *Revista Melibea*, 3, 29-42.
https://bdigital.uncu.edu.ar/objetos_digitales/7951/vol-3-discriminacinjuridicamujer.pdf
- Arendt, H. (1974). *Los orígenes del totalitarismo* (Trad. de Guillermo Solana). Madrid: Taurus Ediciones. (Trabajo original publicado en 1951)
- _____. (2009). *La condición humana* (Trad. de Ramón Gil Novales, 1ra. ed., 5ta. reimp.). Buenos Aires: Paidós. (Trabajo original publicado en 1958)
- Arguas, M. (2008). Apatridia. *Enciclopedia Jurídica Omeba*, versión electrónica Omeba II. [CD]. Buenos Aires: Driskill.
- Argüello, L.R. (1998). *Manual de derecho romano. Historia e instituciones* (3ra. ed. corregida). Buenos Aires: Editorial Astrea.
- Aristóteles. (1985). *Ética nicomáquea. Ética eudemia* (Trad. J. Pallit Bonet). Madrid: Editorial Gredos, S.A. (Trabajo original publicado ca. 349 a.C.)
- _____. (1988). *Política* (Introducción, traducción y notas de M. García Valdés). Madrid: Editorial Gredos, S.A. (Trabajo original publicado ca. 335-323 a.C.)
- Armesilla Conde, S.J. (2019). Abolición del Estado burgués y extinción del Estado proletario. Revolución y dictadura del proletariado en el marxismo. *Revista Debates*, 13(1), 40-57.
<https://hdl.handle.net/20.500.14352/13223>
- Arriola, J.F. (1989). La extinción del Estado según Marx, Engels y Lenin. *Ars Iuris*, (2), 31-45.
<https://revistas-colaboracion.juridicas.unam.mx/index.php/ars-iuris/article/download/1968/1854>
- Assemblée Nationale. (2011). *Rapport d'information sur le droit de la nationalité en France*, déposé par la Commission des Lois Constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration Générale de la République. (No. 3605) <https://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i3605.pdf>
- Atienza, M. (2010). *Interpretación constitucional* (1ra. ed.). Bogotá: Universidad Libre.

- Attal-Galy, Y. (2003). *Droits de l'Homme et catégories d'individus*. Paris: L.G.D.J.
- Azcuy Henríquez, H.M. (2010). *Análisis de la Constitución cubana y otros ensayos*. (1ra. ed.). La Habana: Instituto Cubano de Investigación Cultural "Juan Marinello" & Ruth Casa Editorial.
- Bacot, G. (2014). La citoyenneté dans la Constitution de 1793. *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 39, 161–170. <http://www.jstor.org/stable/24610839>
- Badeni, G. (2006). *Tratado de Derecho Constitucional. Tomo I* (2da. edición actualizada y ampliada). Buenos Aires: La Ley.
- Bahamonde Rodríguez, S. y Mulet Martínez, F. (2017, julio-diciembre). Jimaguayú. Apuntes de historia constitucional cubana. *Revista de Historia del Derecho*, (54), 1-23.
- Barbalau, M. (2003). *Évolutions récentes du droit à la nationalité au niveau européen. Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de DEA Droit international et communautaire*. [Tesis presentada en vistas a la obtención del diploma DEA Derecho internacional y comunitario, Université de Lille II, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales]. <http://edoctore74.univ-lille2.fr/>
- Barragán Barragán, J. (2013). Conceptos mínimos sobre la soberanía. En Macías Vázquez, M.C. y Anglés Hernández, M. (coord.). *Estudios en homenaje a don José Emilio Rolando Ordóñez Cifuentes* (pp. 411-453). México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- _____. (2016). Algunas consideraciones sobre la soberanía como un derecho del hombre en sociedad. En Cruz Barney, O. y Soberanes Fernández, J.L. (coord.). *Historia del Derecho. X Congreso de Historia del Derecho Mexicano. Memorias. Tomo I* (pp. 21-59). México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- Barreras, A. (1962). Revolución y Constitución. *Revista Cubana de Jurisprudencia*, I(1), 59-73.
- Baslez, M.F. (1976, julio-diciembre). Déliens et étrangers domiciliés à Délos. *Revue des Études Grecques*, 89(426/427), 343-360. <https://www.jstor.org/stable/44277752>
- _____. (2007). La question des étrangers dans les cités grecques (V e -I er siècles). Immigration et partenariat économique. *Pallas*, (74), 213-236. <https://www.jstor.org/stable/43605966>
- Batista Rodríguez, A., Reynaldo Aguilera, E.G. y Arias Guevara, M.A. (2005). Reflexiones en torno al concepto Patria en José Martí. *Luz*, 4(1), 1-8. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=589165920003>
- Berger, P. y Luckmann, T. (2003). *La construcción social de la realidad*. Buenos Aires: Amorrortu.
- Beuchot, M. (1993). *Filosofía y derechos humanos*. México: Siglo XXI.
- Bidart Campos, G. (1993). *Teoría general de los derechos humanos*. México: Universidad Nacional Autónoma de México.

- Bintliff, J. (1999). The origins and nature of the Greek city-state and its significance for world settlement history. En Ruby, P. (Ed.). *Les princes de la protohistoire et l'émergence de l'État. Actes de la table ronde internationale organisée par le Centre Jean Bérard et l'École Française de Rome, Naples, 27-29 octobre 1994* (pp. 43-56). Roma: École Française de Rome. https://www.persee.fr/doc/efr_0223-5099_1999_act_252_1_6004
- Blanco, A. (1937). *El momento constitucional de Cuba*. La Habana: Cultural, S.A.
- Blok, J. (2005). Becoming citizens: Some Notes on the Semantic of "Citizen" in Archaic Greece and Classical Athens. *Klio*, (87), 7-40. https://dspace.library.uu.nl/bitstream/1874/10509/3/blok_05_becoming_citizens.pdf
- Bobbio, N. (2007). Política. En Bobbio, N.; Matteucci, N. y Pasquino, G. *Diccionario de Política* (15ta. ed., Vol. 2, pp. 1215-1225). Buenos Aires: Siglo XXI editores.
- Borges, M.A. (1952). *Compilación ordenada y completa de la Legislación Cubana de 1899 a 1950, ambos inclusive, en 3 volúmenes* (2da. ed.). La Habana: Editorial Lex.
- Bourdieu, P. (1991). *Razones prácticas. Sobre la teoría de la acción*. México, D.F.: Letra e.
- _____. (2007). *El sentido práctico*. Buenos Aires: Siglo XXI Ediciones.
- _____. (2015). *Sobre el Estado. Cursos en el College France 1989-1992*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- Bravo, J.A. (1981). Azúcar y clases sociales en Cuba (1511-1959). *Revista Mexicana de Sociología*, 43(3), 1189-1228. <https://doi.org/10.2307/3539982>
- Brierly, J.L. (1905). *La ley de las naciones*. México: Editorial Nacional.
- Calduch, R. (1991). *Relaciones internacionales*. Madrid: Ediciones Ciencias Sociales.
- Cantarella, E. (1996). *La calamidad ambigua. Condición e imagen de la mujer en la antigüedad griega y romana* (Traducción y presentación de Andrés Pociña, 2da. ed.). Madrid: Ediciones Clásicas.
- Cañizares Abeledo, F. (1979). *Teoría del Derecho*. La Habana: Editorial Pueblo y Educación.
- Capdevielle, J. (2011). El concepto de *habitus*: "con Bourdieu y contra Bourdieu". *Anduli. Revista Andaluza de Ciencias Sociales*, (10), 31-45. https://institucional.us.es/revistas/anduli/10/art_3.pdf
- Carbonell, W. (1961). *Cómo surgió la cultura nacional*. La Habana: Ediciones Yaka.
- Carens, J. (2013). *The Ethics of Immigration*. Oxford: Oxford University Press.
- Carey, J.P.C. (1946). Some Aspects of Statelessness Since World War I. *The American Political Science Review*, 40(1), 113-123. <https://doi.org/10.2307/1949951>
- Carpizo, J. (1999, mayo-agosto). El poder: su naturaleza, su tipología y los medios de comunicación masiva. *Boletín Mexicano de Derecho Comparado*, XXXII(95), 321-356. <https://doi.org/10.22201/ijj.24484873e.1999.95.3588>

- Carrascosa González, J. (2015). El concepto de residencia habitual del causante en el Reglamento sucesorio europeo. *Barataria. Revista Castellano-Manchega de Ciencias Sociales*, (19), 15-35. <https://www.redalyc.org/pdf/3221/322142549001.pdf>
- Carré de Malberg, R. (1998). *Teoría general del Estado*. México: Fondo de Cultura Económica. (Trabajo original publicado en 1922)
- Carreras, J. (1987). *Historia del Estado y el Derecho en Cuba*. La Habana: Editorial Pueblo y Educación.
- Carvajal Castro, A. y Tejerizo García, C. (eds.). (2023). *El Estado y la Alta Edad Media. Nuevas perspectivas*. Leioa: Universidad del País Vasco.
- Castañeda Hernández, M. (2018). *El principio pro persona ante la ponderación de derechos*. México: Comisión Nacional de los Derechos Humanos.
- Castellanos, J. (1955). *Tierra y nación*. Santiago de Cuba: Imprenta Manigua.
- Castro Ruz, F. (1963). Discurso pronunciado en las conclusiones del Primer Congreso Nacional de Maestros de Vanguardia “Frank País”, efectuado en el Teatro “Chaplin”, el 10 de abril de 1963. <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1963/esp/f100463e.html>
- _____. (1968a). Discurso pronunciado en el acto conmemorativo del XI aniversario de la acción del 13 de marzo de 1957, efectuado en la escalinata de la Universidad de La Habana, el 13 de marzo de 1968. <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1968/esp/f130368e.html>
- _____. (1968b). Discurso pronunciado en la concentración regional, celebrada en Sagua la Grande, Las Villas, como resumen de los actos conmemorativos del X aniversario de la huelga del 9 de abril, el 9 de abril de 1968. <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1968/esp/f090468e.html>
- _____. (1993). *La historia me absolverá* (edición anotada). La Habana: Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado. (Texto original de 1953)
- _____. (1999, 20 de diciembre). ¡Salvemos a Elián!, *Trabajadores*. <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1999/esp/f201299e.html>
- _____. (2007). ¡Revolución no, zarpazo! *El Acusador*. En *Fidel Castro. Selección de documentos, entrevistas y artículos (1952-1956)* (pp.1-3). La Habana: Editora Política. (Texto original publicado el 14 de marzo de 1952)
- Centro de Estudios Demográficos. (1976). *La población de Cuba*. La Habana: Ciencias Sociales.
- Centro de Estudios de Población y Desarrollo. (2018). *Anuario Demográfico de Cuba, 2017*. La Habana: Oficina Nacional de Estadística e Información. <https://www.onei.gob.cu/anuario-demografico-de-cuba-2017>
- _____. (2019). *Anuario Demográfico de Cuba, 2018*. La Habana: Oficina Nacional de Estadística e Información. <https://www.onei.gob.cu/anuario-demografico-de-cuba-2018>

- _____. (2020). *Anuario Demográfico de Cuba, 2019*. La Habana: Oficina Nacional de Estadística e Información. <https://www.onei.gob.cu/anuario-demografico-cuba-2019>
- _____. (2021). *Anuario Demográfico de Cuba, 2020*. La Habana: Oficina Nacional de Estadística e Información. <https://www.onei.gob.cu/anuario-demografico-de-cuba-2020>
- _____. (2022). *Anuario Demográfico de Cuba, 2021*. La Habana: Oficina Nacional de Estadística e Información. <https://www.onei.gob.cu/anuario-demografico-de-cuba-2021>
- _____. (2023). *Anuario Demográfico de Cuba, 2022*. La Habana: Oficina Nacional de Estadística e Información. <https://www.onei.gob.cu/anuario-demografico-de-cuba-enero-diciembre-2022>
- Cerón-Martínez, A.U. (2019). *Habitus, campo y capital. Lecciones teóricas y metodológicas de un sociólogo bearnés. Cinta de moebio*, (66), 310-320. <https://dx.doi.org/10.4067/s0717-554x2019000300310>
- Chaín Soler, C. (1968). *Formación de la nación cubana*. La Habana: Ediciones Granma
- Chebel d'Appollonia, A. (1996). Les morales de l'autre : les identités nationales. En Badie, B. y Sadoun, M. (dir.). *L'Autre. Études réunies pour Alfred Grosser* (pp. 137-150). Paris: Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.
- Cohen, E.F. (2010). *Jus Tempus in the Magna Carta: The Sovereignty of Time in Modern Politics and Citizenship. PS: Political Science & Politics*, 43(3), 463-466. <https://www.jstor.org/stable/25699351>
- Coke, E. (1826). *The reports of Sir Edward Coke, Knt., in thirteen parts. A new edition with additional notes and references, and with abstracts of the principal points by John Henry Thomas, Esq., and John Farquhar Fraser, Esq. Vol. IV, parts VII-VIII*. Londres: Joseph Butterworth and Son. (Trabajo original publicado en 1604) <https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=nyp.33433009487145&seq=5>
- Collares, M.A. (2010). *Representações do senado romano na Ab Urbe Condita Libri de Tito Lívio: livros 21-30*. São Paulo: Editora UNESP, Cultura Acadêmica.
- Comisión Nacional del Referendo. (1976). Informe sobre el resultado del referendo, rendido al Consejo de Ministros por el compañero Félix Pérez Milián, Presidente de la Comisión Nacional del Referendo, el día 17 de febrero de 1976. *Revista Cubana de Derecho*, V(11), 96-100.
- Conangla Fontanilles, J. (1924). Objeciones al Proyecto de Ciudadanía Cubana y Extranjería, del Dr. José Antolín del Cueto. *Revista Parlamentaria de Cuba*, III(24), 99-108.
- Constantini, L. (2010). *Les Constitutions des Républiques soeurs, illustration d'un modèle français pour l'Europe ?* [Thèse pour le doctorat en Droit public, Université Paris-Est, Paris, France].

- Córdoba, S. (1990). Punto de conexión domicilio. *Revista de la Asociación de Escribanos del Uruguay*, 76(7-12), 203-210.
- Córdova, E. (1968). La encomienda y la desaparición de los indios en las Antillas Mayores. *Caribbean Studies*, 8(3), 23-49. <http://www.jstor.org/stable/25612071>
- Cortina y Corrales, J.M. (1939). Pérdida de la ciudadanía por residir 5 años en el país de origen. *Boletín Oficial de la Secretaría de Estado de la República de Cuba*, XXXVI(359-360-361), 124-128. <https://ufdc.ufl.edu/AA00037872/00243/thumbs>
- _____. (1941). *El régimen de la nacionalidad en la Constitución cubana de 1940*. La Habana: Editorial Carasa.
- Costa, P. (2006). *Ciudadanía*. Madrid: Marcial Pons.
- _____ y Aláez Corral, B. (2008). *Nacionalidad y ciudadanía*. Madrid: Fundación Coloquio Jurídico Europeo.
- Cristóbal, A. (1995). *Precisiones sobre nación e identidad*. Temas, (2), 103-110.
- Dabin, J. (2003). *Doctrina general del Estado. Elementos de filosofía política*. México: Universidad Nacional Autónoma de México. (Trabajo original publicado en 1939)
- Dávila, J.A. (2014). Derechos humanos en tanto derechos morales: dos concepciones. *Ius et Praxis*, 20(2), 495-524. <https://dx.doi.org/10.4067/S0718-00122014000200015>
- Davis-Lett, S. (1980). Blacks and “criollismo”: a curious relationship. *CLA Journal*, 24(2), 131-149. <http://www.jstor.org/stable/44321652>
- Day, W.R. (1918). Carta de 30 de julio de 1898, del Secretario de Estado de los Estados Unidos al Ministro de Estado de España, en Senado de la República de Cuba. *Memoria de los trabajos realizados durante el primer período congressional, precedida de una mención documentada sobre los hechos históricos que dieron, como resultado definitivo, la independencia de Cuba y su establecimiento en República* (pp. 59-61). La Habana: Imprenta y Papelería de Rambla, Bouza y Cía.
- De Balboa, S. (2008). *Espejo de paciencia*. La Habana: Ediciones Boloña. (Obra original escrita en 1608).
- De Córdoba, F. (1946). Origen de nuestra nacionalidad. *Universidad de La Habana*, (64-69), 149-160.
- De Dou y de Bassols, R.L. (1800). *Instituciones del Derecho Público General de España, con noticia del particular de Cataluña, y de las principales reglas de gobierno en qualquier estado, tomo I*. Madrid: Oficina de Don Benito García, y Compañía. https://bvpb.mcu.es/es/catalogo_imagenes/grupo.do?path=142163
- De Julios-Campuzano, A. (2003). *La globalización ilustrada: ciudadanía, derechos humanos y constitucionalismo*. Madrid: Editorial Dykinson.
- De la Cueva y de la Rosa, M. (2014). *Teoría general del Estado*. México: Suprema Corte de Justicia de la Nación y Benemérita Universidad Autónoma de Puebla. (Trabajo original publicado en 1961)

- De la Fuente, A. (1993). Población y crecimiento en Cuba (siglos XVI y XVII): un estudio regional. *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, (55), 59-93. <http://www.jstor.com/stable/25675595>
- De la Hera, A. (1998). Los orígenes del Estado-nación: el factor religioso. En Universidad A Coruña (Ed.). *Simposio Nacionalismo en Europa. Nacionalismo en Galicia. La religión como elemento impulsor de la ideología nacionalista* (pp. 65-81). A Coruña. <https://ruc.udc.es/dspace/handle/2183/9702>
- De la Torre, C. (1997). La identidad nacional del cubano. Logros y encrucijadas de un proyecto. *Revista Latinoamericana de Psicología*, 29(2), 223-241.
- De Riquer i Permanyer, B. (1994). La débil nacionalización española del siglo XIX. *Historia Social*, (20), 97-114. <http://www.jstor.org/stable/40340639>
- Deluermoz, Q. (2021). La Comuna de París, 1871, acontecimiento local, acontecimiento global. *El Grand Continent*. <https://legrandcontinent.eu/es/2021/03/19/la-comuna-de-paris-1871-acontecimiento-local-acontecimiento-global/>
- Diccionario Jurídico Espasa*. (2001). Madrid: Editorial Espasa Calpe.
- Diéguez La O, T. (2023). *Propuestas para el perfeccionamiento del régimen jurídico de los tratados en Cuba en pos de la unidad del ordenamiento jurídico*. [Tesis presentada en opción al grado científico de Doctora en Ciencias Jurídicas, Universidad de La Habana, Facultad de Derecho].
- Diéguez Méndez, Y. (2013). Un análisis funcional del Derecho. El poder revolucionario cubano durante la provisionalidad. *Derecho y Cambio Social*, 10(31). <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/5490753.pdf>
- Díez-Picazo, L. (1999). *Derecho de daños* (1ra. ed.). Madrid: Civitas Ediciones, S.L.
- Dolganov, A. (2021). Documenting Roman Citizenship. En Lavan, M. y Ando, C. (Eds.). *Roman and Local Citizenship in the Long Second Century* (pp. 185-228). New York: Oxford University Press. doi:10.1093/oso/9780197573884.003.0007
- Domínguez, M.I. (2003). Identidad nacional y sucesión generacional en Cuba. *Caudales*. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/cuba/cips/caudales05/Caudales/ARTICULOS/ArticulosPDF/0109D008.pdf>
- Donézar, J.M. (2004). De las naciones-patrias a la “nación-patria”. Del Antiguo al Nuevo Régimen, en Álvarez-Osorio, A. y García García, B.J. (Eds.). *La Monarquía de las naciones. Patria, nación y naturaleza en la Monarquía de España* (pp. 93-118). Madrid: Fundación Carlos de Amberes.
- Drioux, P. (1872). *Compendio de la Historia Romana, desde la fundación de Roma hasta la invasión de los bárbaros* (6ta. ed.). Paris: Librería de Rosa y Bouret.
- Duby, G. y Perrot, M. (dir.). (1991). *Historia de las mujeres. I. La Antigüedad*. Madrid: Taurus.
- Durkheim, E. (2001). *Las reglas del método sociológico*. México: Fondo de Cultura Económica.

- Duverger, M. (1981). *Métodos de las Ciencias Sociales* (12ma. ed.). Barcelona: Editorial Ariel.
- _____. (1997). *Introducción a la política* (11na. ed.). Barcelona: Editorial Ariel.
- Ebenstein, W. (1965). *Los grandes pensadores políticos. De Platón hasta hoy*. Madrid: Ediciones de la Revista de Occidente.
- Echandi Gurdíán, M. (2009). El concepto de Estado y los aportes de Maquiavelo a la Teoría del Estado. *Revista de Ciencias Jurídicas*, (119), 155-184. <https://www.revistas.ucr.ac.cr/index.php/juridicas/article/viewFile/9777/9223>
- Engels, F. (1973). *Anti Dühring*. La Habana: Editorial Pueblo y Educación. (Trabajo original publicado en 1878)
- _____. (2006). *El origen de la familia, la propiedad privada y el Estado*. Madrid: Fundación Federico Engels. (Trabajo original publicado en 1884)
- Entralgo, E. (1944). *Síntesis histórica de la cubanidad en los siglos XVI y XVII*. La Habana: Imprenta Molina y Cía.
- Faife León, R. (1982). Ciudadanía y Nacionalidad. *Revista Cubana de Derecho*, XI(18), 37-48.
- Fantham, E.; Foley, H.P.; Kampen, N.B.; Pomeroy, S.B. y Shapiro, H.A. (1994). *Women in the Classical World*. Oxford: Oxford University Press.
- Fernández García, E. (1991). *Teoría de la justicia y derechos humanos* (4ta. ed.). Madrid: Debate.
- Fernández Bulté, J. (1977). *Historia de las ideas políticas y jurídicas*. La Habana: Ciencias Sociales.
- _____. (2005a). *Teoría del Estado y el Derecho. Teoría del Estado*. La Habana: Editorial Félix Varela.
- _____. (2005b). *Teoría del Estado y el Derecho. Teoría del Derecho*. La Habana: Editorial Félix Varela.
- _____. (2005c). *Historia del Estado y el Derecho en Cuba*. La Habana: Editorial Félix Varela.
- Ferrajoli, L. (1999). *Derechos y garantías. La ley del más débil*. Madrid: Trotta.
- _____. (2007). *Los fundamentos de los derechos fundamentales*. Madrid: Trotta.
- Ferrer, A. y Ferrandis Garrayo, M. (1995). Esclavitud, ciudadanía y los límites de la nacionalidad cubana: la guerra de los diez años, 1868-1878. *Historia Social*, (22), 101-125. <http://www.jstor.org/stable/40340412>
- Figgis, J.N. (2021). *El Derecho Divino de los Reyes y tres ensayos adicionales* (Trad. Edmundo O'Gorman). Valladolid: Editorial Maxtor. (Trabajo original publicado en 1896)
- Finkelman, P. (2007). Scott v. Sandford: The Court's Most Dreadful Case and How It Changed History. *Chicago-Kent Law Review*, 82(3), 3-48. <https://scholarship.kentlaw.iit.edu/cklawreview/vol82/iss1/2>

- Finley, M.I. (1975). *Los griegos de la Antigüedad* (Traducción de J.M. García de la Mora, 5ta. ed.). Barcelona: Editorial Labor, S.A.
- _____. (1981). *La Grecia antigua. Economía y sociedad* (Introducción de B.D. Shaw y R.P. Saller. Traducción castellana de Teresa Sempere). Barcelona: Editorial Crítica.
- Fornet-Betancourt, R. (2012). La idea de nación en José Martí. En Gómez-Muller, A. (Ed.). *Constructions de l'imaginaire national en Amérique latine*. Tours: Presses universitaires François-Rabelais. <https://doi:10.4000/books.pufr.17897>
- Foucault, M. (1981). *Un diálogo sobre el poder y otras conversaciones*. Madrid: Alianza Editorial.
- _____. (2000). *Defender la sociedad. Curso en el Collège de France (1975-1976)*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica de Argentina, S.A.
- Fraga Acosta, M.A. (2022a). La noción del Estado en León Duguit y el nuevo constitucionalismo latinoamericano, en Fraga Acosta, M.A. y Matilla Correa, A. (coords). *León Duguit desde el prisma jurídico cubano, Ponencias cubanas del Coloquio Internacional "Duguit y las Américas. Historicidades y circulaciones trasatlánticas de un pensamiento jurídico* (pp. 110-119). La Habana: Editorial UNIJURIS.
- Fröhlich, P. (2016). La citoyenneté grecque entre Aristote et les modernes. *Cahiers du Centre Gustave Glotz*, 27, 91-136.
- Fuentes, J.F. (2013). Conceptos previos: Patria y nación en los orígenes de la España contemporánea, en Morales Moya, A.; Fusi, J.P. y Blas Guerrero, A. (dirs.). *Historia de la nación y del nacionalismo español*. Barcelona: Galaxia.
- Fuentes Santibáñez, P. (2012). Algunas consideraciones en torno a la condición de la mujer en la Grecia Antigua. *Intus-Legere Historia*, 6(1), 7-18. <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/4243197.pdf>
- Gallego, J. (2012). La formación de la pólis en la Grecia Antigua: Autonomía del campesinado, subordinación de las aldeas. *Trabajos y Comunicaciones*, (38), 133-151. http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.5783/pr.5783.pdf
- _____. (2016, diciembre). La pólis griega: población, territorio y modelos políticos. *Sociedades Precapitalistas*, 6(1), e014. <http://www.sociedadesprecapitalistas.fahce.unlp.edu.ar/article/view/SPe014>
- _____. (2017). *La pólis griega: orígenes, estructuras, enfoques*. Buenos Aires: Editorial de la Facultad de Filosofía y Letras Universidad de Buenos Aires.
- García, M., Estrada, M., Gutiérrez, A., Ballester, A., y González, R. (1982). Glyoxalase i polymorphism and racial admixture in the Cuban population. *Human genetics*, 61(1), 50-51; 62(1), 91-92. <https://doi.org/10.1007/BF00291332>
- García Álvarez, A. y Naranjo Orovio, C. (1998). Cubanos y españoles después del 98: de la confrontación a la convivencia pacífica. *Revista de Indias*, LVIII(212), 101-129. <https://digital.csic.es/bitstream/10261/267434/1/Cubanos%20y%20espa%C3%B1oles%20despues%20del%2098.pdf>

- García Cataldo, H. (2019, diciembre). Los extranjeros en el devenir cultural del mundo heleno. *Byzantion Nea Hellás. Revista Anual de Estudios Griegos, Bizantinos y Neohelénicos*, (38), 89-103. <http://dx.doi.org/10.4067/S0718-84712019000100089>
- García Gestoso, N. (2003). Sobre los orígenes históricos y teóricos del concepto de soberanía: especial referencia a los Seis libros de la República de J. Bodino. *Revista de Estudios Políticos*, 120, 301-327. <https://dialnet.unirioja.es/download/articulo/668868.pdf>
- García Mora, L.M. (2017). Cuba, de la emergencia de la nacionalidad a la independencia (1868-1898). En Alvarado Planas, J. (dir.). *La Administración de Cuba en los siglos XVIII y XIX* (pp. 69-106). Madrid: Boletín Oficial del Estado, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Garlan, Y. (1982). *Les esclaves en Grèce ancienne*. Paris: François Maspero.
- Garriga, R. (1973). La pérdida de la ciudadanía. *Revista Cubana de Derecho*, 2(6), 55-60.
- Garzón Valdés, E. (1994). *Derecho, ética y política*. Madrid: Centro de Estudios Constitucionales.
- _____. (2006). ¿Cuál es la relevancia moral del concepto de dignidad humana? En Bulygin, E. *El positivismo jurídico*. México: Fontamara.
- Gauthier F. (1992). *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution 1789-1795-1802*. Paris: Presses Universitaires de France.
- _____. (1997). Critique du concept de «révolution bourgeoise». *Raison présente*, 123, 59-72. <https://doi.org/10.3406/raipr.1997.3418>
- Giddens, A. (2006). *La constitución de la sociedad. Bases para la teoría de la estructuración*. Buenos Aires: Amorrortu.
- Gierke, O. (1995). *Teorías políticas de la Edad Media*. Madrid: Centro de Estudios Constitucionales. (Trabajo original publicado en 1881)
- Gil Pujol, X. (2004). Un rey, una fe, muchas naciones. Patria y nación en la España de los siglos XVI y XVII, en Álvarez-Osorio, A. y García García, B.J. (Eds.). *La Monarquía de las naciones. Patria, nación y naturaleza en la Monarquía de España* (pp. 30-76). Madrid: Fundación Carlos de Amberes.
- Ginestí Rosell, A. (2013a). Próxenos, métoikos, isotelés: la integración de extranjeros en Atenas. *Faventia*, (Supp. 2), 287-302. <https://revistes.uab.cat/faventia/article/view/sup2-ginesti/15>
- _____. (2013b). Las profesiones de los metecos en el texto y en la imagen. *Faventia*, (Supp. 2), 303-317. <https://revistes.uab.cat/faventia/article/view/sup2-ginesti2>
- Girard, P.R. (2005). “Liberté, Égalité, Esclavage”: French Revolutionary Ideals and the Failure of the Leclerc Expedition to Saint-Domingue. *French Colonial History*, 6(2005), 55-77. <http://www.jstor.org/stable/41935179>

- Goldschmidt, W. (2009). *Derecho Internacional Privado, basado en la teoría trialista del mundo jurídico* (10ma. ed., actualizada por Alicia M. Perugini Zanetti). Buenos Aires: Abeledo Perrot, S.A.
- Gómez, A.E. (2007, 15 de noviembre). ¿Ciudadanos de color? El problema de la ciudadanía de los esclavos y Gente de Color durante las revoluciones franco-antillanas, 1788-1804. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.9973>
- Gómez Arboleya, E. (1952). La polis y el saber social de los helenos. *Revista de estudios políticos*, (65), 49-84. <https://dialnet.unirioja.es/download/articulo/2128013.pdf>
- Gómez Ferrals, M. (2021, 8 de febrero). Che Guevara: ciudadano cubano y planetario. *Adelante*. <https://www.adelante.cu/index.php/es/historia-incio/personalidades-submenu/22260-che-guevara-como-ciudadano-cubano-y-planetario-camaguey>
- Gómez Montoya, J.J. (2022). Los topónimos del Nuevo Mundo en las crónicas de Indias. Contribución a su conocimiento y sistematización. *Onomàstica*, (8), 11-89. <https://www.raco.cat/index.php/Onomastica/article/view/409261>
- González, F. (2021, 19 de noviembre). La política es el arte de gobernar un espacio público compartido y lleno de contradicciones. *Ethic*. <https://ethic.es/entrevistas/la-politica-es-el-arte-de-gobernar-un-espacio-publico-compartido-y-lleno-de-contradicciones/>
- González, R., Ballester, J.M., Estrada, M., Lima, F., Martínez, G., Wade, M., Colombo, B. y Vento, R. (1976). A study of the genetical structure of the Cuban population: red cell and serum biochemical markers. *American Journal of Human Genetics*, 28(6), 585-596. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1685179/>
- González Galván, J.A. (1998). *La construcción del Derecho. Métodos y técnicas de investigación* (1ra. ed.). México, D.F.: Universidad Nacional Autónoma de México.
- González García, R.F. (2010) *La articulación de la ciudadanía cubana como identidad y práctica política-jurídica (1902-1953)*. [Tesis presentada en opción al grado científico de Doctor en Ciencias Jurídicas, Universidad de Oriente, Facultad de Derecho].
- González Martín, N. (1999). *Régimen jurídico de la nacionalidad en México* (1ra. ed.). México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas.
- González Ochoa, C. (2004). *La polis. Ensayo sobre el concepto de ciudad en Grecia antigua*. México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- Gramsci, A. (1981). *Cuadernos de la cárcel*. México: Ediciones Era S.A. (Trabajo original escrito entre 1929 y 1935)
- Grassi, M.D. (1937). *Latín y griego vulgarizados en un breve estudio de la formación de las palabras en español*. La Habana: Escuela Tipográfica de la Institución Benéfica “Manuel Inclán”.
- Guanche, J. (1983). *Procesos etnoculturales de Cuba*. La Habana: Editorial Letras Cubanas.
- _____. (1996). *Componentes étnicos de la nación cubana*. La Habana: Ediciones Unión.

- _____. (2017a). La Constitución de 1940: Una reinterpretación. *Cuban Studies*, (45), 66-88. <https://www.jstor.org/stable/44782929>
- _____. (2017b). *Informe sobre la ciudadanía: Cuba*. Firenze: Robert Schuman Centre for Advanced Studies.
- Guastini, R. (1984). Sobre la extinción del Estado: Un enfoque analítico. *Crítica Jurídica Nueva Época*, (1), 27-32. https://criticajuridica.org/index.php/critica_juridica/article/view/55/54
- _____. (2001). *Estudios de teoría constitucional* (1ra. ed.). México, D.F.: Universidad Nacional Autónoma de México.
- Guarinello, N.L. y Joly, F.D. (2001). Ética e ambigüidade no Principado de Nero. En Benoit, H. y Funari, P.P. (orgs.). *Ética e política no mundo antigo* (pp. 133-152). São Paulo: Unicamp.
- Guerra y Sánchez, R. (1922). *Historia de Cuba* (2 tomos, 2da. ed.). La Habana: Librería Cervantes.
- _____, Pérez Cabrera, J.M.; Remos, J.J. y Santovenia, E.S. (dir.). (1952). *Historia de la Nación Cubana* (en 10 tomos). La Habana: Editorial Historia de la Nación Cubana, S.A.
- _____. (1962). *Manual de Historia de Cuba (económica, social y política). Desde su descubrimiento hasta 1868, y un Apéndice con la historia contemporánea* (2da. ed.). La Habana: Consejo Nacional de Cultura.
- Guibernau, M. (2009) *La identidad de las naciones*. Barcelona: Ariel.
- Guillemin, H. (1997). *¡Los pobres, a callar!* (Trad. de Juan Vivanco). Barcelona: Editorial Grijalbo Mondadori.
- Guzmán Hernández, T.Y. (2015). El procedimiento de reforma, la participación popular y las reformas de la Constitución en Cuba (1959-2002). *Estudios constitucionales*, 13(2), 237-272. <https://dx.doi.org/10.4067/S0718-52002015000200009>
- Habermas, J. (1988). *La Lógica de las Ciencias Sociales*. Madrid: Tecnos.
- Halpern, J.C. (1993). L'esclavage sur la scène révolutionnaire. *Annales Historiques de La Révolution Française*, (293/294), 409-420. <http://www.jstor.org/stable/41914378>
- Hansen, M.H. (1976). *Apagoge, Endeixis and Ephegesis Against Kakourgoi, Atimoi and Pheugontes: A Study in the Athenian Administration of Justice in the Fourth Century B. C. Odense University classical studies*, 8. Odense: Odense University Press.
- _____. (2006). *Polis. An introduction to the ancient Greek city-state*. Oxford: Oxford University Press.
- Hart, H.L.A. (1994). *The concept of law*. Oxford: Clarendon Press, Oxford.
- Hernández Concepción, R. (2011). *Estudio sobre el tratamiento de la ciudadanía en Cuba*. La Habana: Ediciones Unión.

- Hernández Corujo, E. (1953). *Los fundamentos históricos y filosóficos de la Constitución de 1901*. La Habana: Editorial Lex.
- _____. (1960a). *Historia Constitucional de Cuba I*. La Habana: Compañía Editora de Libros y Folletos.
- _____. (1960b). *Historia Constitucional de Cuba II*. La Habana: Compañía Editora de Libros y Folletos.
- Herrera, W. (2003). La población (Segundo elemento constitutivo del Estado colombiano). *Revista de Derecho*, (19), 224-272. <https://www.redalyc.org/pdf/851/85101912.pdf>
- Hesíodo. (1978). *Obras y Fragmentos* (Introducción, traducción y notas de A. Pérez Jiménez y A. Martínez Díez). Madrid: Editorial Gredos, S.A.
- Hobbes, T. (1992). *Leviatan, o la materia, forma y poder de una república, eclesiástica y civil*. México: Fondo de Cultura Económica. (Trabajo original publicado en 1651)
- Homo, L. (1928). *Las instituciones políticas romanas: de la ciudad al Estado*. Barcelona: Editorial Cervantes.
- Ibarra, J. (1967). *Ideología mambisa*. La Habana: Instituto Cubano del Libro.
- _____, Moreno Friginals, M. y Pino-Santos, O. (1968). Historiografía y Revolución (Mesa redonda). *Casa de las Américas*, 9(51-52), 101-115.
- _____. (1997). Los nacionalismos hispano-antillanos del siglo XIX. En: Fusi, J.P. y Niño, A. (Eds.). *Vísperas del 98; orígenes y antecedentes de la crisis del 98* (pp. 151-162). Madrid: Biblioteca Nueva.
- Infesta, R. (1942). *Historia Constitucional de Cuba*. La Habana: Editorial Selecta.
- _____. (1954). *Derecho Constitucional* (2da. ed.). La Habana: Editorial Lex.
- Isuani, A. (2020). El concepto de Estado: ¿entendemos lo mismo? *Estado abierto. Revista sobre el Estado, la administración y las políticas públicas*, 5(1), 13-49. <https://publicaciones.inap.gob.ar/index.php/EA/article/download/168/135/>
- Jardé, A. (1926). *La formación del pueblo griego* (Traducción de V. Clavel). Barcelona: Editorial Cervantes.
- Jault-Seseke, F.; Corneloup, S; y Barbou des Places, S. (2015). *Droit de la nationalité et des étrangers*. Paris: Presses universitaires de France, Themis.
- Jellinek, G. (2000). *Teoría general del Estado*. México: Fondo de Cultura Económica. (Trabajo original publicado en 1911)
- Juan, J. y Ulloa, A. (1826). *Noticias secretas de América, presentadas en informe secreto a S.M.C. el Señor Don Fernando VI, parte II*. Londres: Imprenta de R. Taylor. (Trabajo original realizado en 1747). <http://www.memoriachilena.gob.cl/archivos2/pdfs/MC0027825.pdf>
- Kelsen, H. (1934). *Compendio de Teoría General del Estado*. Barcelona: Bosch, Casa Editorial.

- Kerno, I.S. (1953a). "La nacionalidad, inclusive la apatridia". Pasajes del libro "The International Experiment of Upper Silesia" (1942), por el Sr. Georges Kaeckenbeeck (A/CN.4/65), de 6 de abril. https://legal.un.org/ilc/documentation/spanish/a_cn4_65.pdf
- _____. (1953b). Memorandum "Legislación Nacional sobre las causas de privación de la Nacionalidad" (A/CN.4/66), de 6 de abril. https://legal.un.org/ilc/documentation/spanish/a_cn4_66.pdf
- _____. (1953c). Memorandum "Análisis de las modificaciones introducidas por los Estados en las leyes sobre nacionalidad después de 1930" (A/CN.4/67), de 6 de abril. https://legal.un.org/ilc/documentation/spanish/a_cn4_67.pdf
- Kettner, J.H. (1978). *The Development of American Citizenship, 1608-1870*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Kohn, H. (1984). *Historia del nacionalismo*. Madrid: Fondo de Cultura Económica de España.
- Kriele, M. (1980). *Introducción a la Teoría del Estado*. Buenos Aires: Ediciones Depalma.
- Kruger, M. (2010). *Nacionalidad e identidad nacional: aportes para su estudio empírico desde una perspectiva psicosocial. II Congreso Internacional de Investigación y Práctica Profesional en Psicología*. Buenos Aires: Facultad de Psicología, Universidad de Buenos Aires. <https://www.aacademica.org/000-031/34>
- Kulischer, E.M. (1949). Displaced Persons in the Modern World. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 262, 166-177. <http://www.jstor.org/stable/1026986>
- Labbé, M. (1998). « Race » et « Nationalité » dans les recensements du Troisième Reich. De l'auto-déclaration au diagnostic racial. *Histoire & Mesure*, 13(1/2), 195-223. <http://www.jstor.org/stable/24566243>
- Lara, C.A. (1896). *Cuba Mexicana. Colección de Artículos, seguida de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos*. México: Imprenta y Encuadernación de F.P. Hoeck.
- Laruelle, F. (1992). *Théorie des identités. Fractalité généralisée et philosophie artificielle*. Paris: Presses universitaires de France.
- Lavín, P. (1948). *Teoría General del Estado*. La Habana: Departamento de Publicaciones de la Universidad de La Habana.
- Lázaro Guillamón, C. (2019). La noción de ciudadanía romana como herramienta para la reflexión en la construcción de Europa. *Vergentis. Revista de Investigación de la Cátedra Internacional Conjunta Inocencio III*, 1(8), 323-341. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=564759679014>
- Lázaro Reboll, A. (1961). Cuba: Las leyes constitucionales de la revolución. *Revista de estudios políticos*, (119), 199-215.
- Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba*. Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.

- Le Riverend, J. (1940). *Síntesis histórica de la cubanidad en el siglo XVIII*. La Habana: Molina y Cía.
- _____. (1974). *Historia económica de Cuba*. La Habana: Instituto Cubano del Libro.
- _____. (1978). *Breve historia de Cuba*. La Habana: Editorial Ciencias Sociales.
- Lecoq-Pujade, B. (2022). Citoyenneté et nationalité sous la Révolution française : histoire d'un imbroglio conceptuel. *Jus Politicum. Revue de droit politique*, (27), 255-296. <https://juspoliticum.com/uploads/jp27-t15-lecoq-pujade.pdf>
- Lee, D. (2021). *The Right of Sovereignty: Jean Bodin on the Sovereign State and the Law of Nations*. Oxford: Oxford Academic. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198755531.001.0001>
- Lenin, V. I. (1973a). El Estado y la Revolución. En *Obras. Tomo VII (1917-1918)*. Moscú: Editorial Progreso. (Trabajo original publicado en 1917)
- _____. (1973b). Acerca del Estado. En *Obras. Tomo X (1919-1920)*. Moscú: Editorial Progreso. (Trabajo original publicado en 1919)
- _____. (1973c). El derecho de las naciones a la autodeterminación, En *Obras. Tomo V (1913-1916)*. Moscú: Editorial Progreso. (Trabajo original publicado en 1914)
- Lipovano, I. G. (1935). *L'apatridie. Thèse pour le Doctorat en Droit, Université de Paris*. Paris: Les éditions internationales.
- Lochak, D. (1985). *Étrangers, de quel droit ?* Paris: Presses universitaires de France.
- _____. (1996). L'Autre saisi par le Droit. En Badie, B. y Sadoun, M. (dir.). *L'Autre. Études réunies pour Alfred Grosser* (pp. 179-199). Paris: Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.
- Locke, J. (1988). *Two Treatises of Government*. Cambridge: Cambridge University Press. (Trabajo original publicado en 1690)
- López Cambronero, M. (2009). Los derechos humanos: ¿límites a la soberanía? *Scio*, (4), 81-101. <https://dialnet.unirioja.es/download/articulo/5623898.pdf>
- López Mesa, E. (2000). La historiografía y el proceso de formación nacional en Cuba. En Morales Padrón, F. (coord.). *XIII Coloquio de Historia Canario-Americana. VIII Congreso Internacional de Historia de América. 1998*. (pp. 478-488). Las Palmas: Asociación Española de Americanistas.
- Loraux, N. (1981). *Les enfants d'Athéna. Idées athéniennes sur la citoyenneté et la division des sexes*. Paris: François Maspero.
- Lutjens, Sh.L. (1995). Cambios perdurables: La educación superior en Cuba en la década de los noventa. *Perfiles Educativos*, (70). <https://www.redalyc.org/pdf/132/13207002.pdf>
- Mañach y Robato, J. (1943). *La nación y la formación histórica. Discurso de recepción a la Academia de la Historia de Cuba*. La Habana: Imprenta El Siglo XX.

- Maravall, J.A. (1991). *Estudios de historia del pensamiento español en el siglo XVIII*. Madrid: Mondadori.
- Marcheco, B., Hartmann, A., Gómez, E., Larramendi, J.A., y Garrido, H. (2022). *Cuba indígena hoy. Sus rostros y ADN*. Ciudad de Guatemala: Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo y Ediciones Polymita S.A.
- Marín Gonzáles, J. (2007). Breve historia del Estado-nación y de la política de integración en Europa y en América Latina. En Hurtado Pozo, J. (dir.). *Derecho penal y pluralidad cultural* (pp. 341-356). Lima: Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú y Universidad de Friburgo, Suiza.
https://perso.unifr.ch/derechopenal/assets/files/anuario/an_2006_18.pdf
- Marquardt, B. (2007). El mito del sistema de Westfalia: una re-evaluación de la cesura de 1648 en la historia del Derecho internacional público. *Pensamiento Jurídico*, (20), 103-134.
https://revistas.unal.edu.co/index.php/peju/article/download/38628/pdf_240/172096
- Martí, J. (1975a). Abdala. Escrito expresamente para “La Patria”. En *Obras Completas, Tomo XVIII Teatro – Novela - La Edad de Oro* (pp. 11-24). La Habana: Editorial Ciencias Sociales. (Trabajo original publicado el 23 de octubre de 1869).
- _____. (1975b). La República española ante la Revolución cubana. En *Obras Completas, Tomo I Cuba* (pp. 89-98). La Habana: Editorial Ciencias Sociales. (Trabajo original publicado el 15 de febrero de 1873).
- _____. (1975c). Carta al General Máximo Gómez, de 20 de octubre de 1884. En *Obras Completas, Tomo I Cuba* (pp. 177-180). La Habana: Editorial Ciencias Sociales.
- _____. (1975d). Discurso en conmemoración del 10 de octubre de 1868, en Hardman Hall, Nueva York, pronunciado el 10 de octubre de 1889. En *Obras Completas, Tomo IV Cuba* (pp. 235-244). La Habana: Editorial Ciencias Sociales.
- _____. (1975e). Un libro del norte sobre las instituciones españolas en los Estados que fueron de México. En *Obras Completas, Tomo 7 Nuestra América II*. La Habana: Editorial Ciencias Sociales. (Trabajo original publicado el 25 de noviembre de 1891).
- _____. (1975f). La revista literaria dominicense. En *Obras Completas, Tomo V Cuba* (pp. 468-469). La Habana: Editorial Ciencias Sociales. (Trabajo original publicado el 26 de enero de 1895).
- _____. (1975g). Manifiesto de Montecristi. En *Obras Completas, Tomo 4 Cuba*. La Habana: Editorial Ciencias Sociales. (Trabajo original de 25 de marzo de 1895).
- Martínez Alcubilla, M. (1869). *Diccionario de la Administración Española, peninsular y ultramarina. Tomo X* (2da. ed.). Madrid: Imprenta de la Sra. V. e Hijas de A. Peñuelas.
- Martínez García, J.S. (2017). El *habitus*. Una revisión analítica. *Revista Internacional de Sociología*, 75(3). doi: <http://dx.doi.org/10.3989/ris.2017.75.3.15.115>

- Martínez Pérez, O. (2010). El régimen jurídico de los extranjeros en Cuba. *Boletín Mexicano de Derecho Comparado*, 43(129), 1233-1259.
https://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0041-86332010000300007
- _____. (2016). Presupuestos teóricos para la constitucionalización de la relación Estado – persona natural extranjera en Cuba. *Revista de la Facultad de Ciencias Sociales y Jurídicas de Elche*, I(11), 215-368.
<https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5420112>
- Marx, K. (1848). Le conflit entre Karl Marx et la qualité de sujet prussien. *La Nouvelle Gazette Rhénane*. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1848/09/km18480904.htm>
- _____. y Engels, F. (1980a). Manifiesto Comunista. En Marx, K. y Engels, F. *Obras escogidas, tomo I* (pp. 49-69). Moscú: Progreso. (Trabajo original publicado el 21 de febrero de 1848).
- _____. (1980b). La guerra civil en Francia. En Marx, K. y Engels, F. *Obras escogidas, tomo II* (pp. 104-142). Moscú: Progreso. (Trabajo original publicado el 13 de junio de 1871).
- Massini Correas, C.I. (1994). *Filosofía del derecho. El derecho y los derechos humanos*. Buenos Aires: Abeledo-Perrot.
- Mata Quintero, G. (2018). El principio pro persona: la fórmula del mejor derecho. *Cuestiones constitucionales*, (39), 201-228. <https://doi.org/10.22201/ijj.24484881e.2018.39.12654>
- Mathiez, A. (1921). La révolution et les subsistances. Les engragés contre la constitution de 1793 (juin 1793). *Annales Révolutionnaires*, 13(4), 297–321.
<http://www.jstor.org/stable/41921299>
- _____. (1928). La Constitution de 1793. *Annales Historiques de La Révolution Française*, 5(30), 497–521. <http://www.jstor.org/stable/41923797>
- Matilla Correa, A. y Massó Garrote, M.F. (coords.). (2011). *De Cádiz (1812) a La Habana (2012). Escritos con motivo del bicentenario de la Constitución española de 1812*. La Habana: Organización Nacional de Bufetes Colectivos, Unión Nacional de Juristas de Cuba, Universidad de La Habana y Universidad de Castilla-La Mancha.
- _____. (comp.). (2012). *El proyecto de Constitución para la isla de Cuba de Joaquín Infante. Aproximaciones histórico-jurídicas a propósito de su bicentenario*. La Habana: Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana y Archivo Nacional de la República de Cuba.
- Mazzuoli, V. de O. (2011). *Curso de Direito Internacional Público* (5ta ed. rev., actual. y ampl.). São Paulo: Editora Revista dos Tribunais.
- Medellín Urquiaga, X. (2013). *Principio pro persona*. México: Oficina en México del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, Suprema Corte de Justicia de la Nación y Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal.

- Mellafe, R.R. (1973). *Breve historia de la esclavitud negra en America Latina*. México: Secretaría de Educación Pública.
- Melón y Ruiz de Gordejuela, A. (1936). De los primeros tiempos de la colonización, en Ballesteros y Beretta, A. (dir.). *Historia de América y de los pueblos americanos. Tomo VI*. Barcelona: Salvat Editores.
- Miguez, P. (2009). El nacimiento del Estado moderno y los orígenes de la Economía Política. *Nómadas*, 22(2). <https://www.redalyc.org/pdf/181/18111430012.pdf>
- Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Cuba. (2019). *Intervención de Cuba en el Comité Ejecutivo del ACNUR. Segmento de Alto Nivel sobre la Apatridia. Ginebra, Suiza, 7 de octubre de 2019*.
<https://www.unhcr.org/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=https%3A%2F%2Fwww.unhcr.org%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Flegacy-pdf%2F5da873dd7.pdf>
- Moatti, C. (2017). 'Res publica', 'forma rei publicae' and SPQR, *Bulletin of the Institute of Classical Studies*, 60(1), 34-48.
- Mommsen, T. (1942). *Compendio de Derecho Público Romano* (1ra. ed. argentina). Buenos Aires: Editorial Impulso.
- Monod, J.C. (2002). Être français dans l'histoire : ombres et lumières de la nationalité. *Esprit*, (285), 126-141. <http://www.jstor.org/stable/24279196>
- Montoya Rubio, B. (2014). La marginación social como factor de identificación de la “esclavitud” en la antigüedad. En Reduzzi Merola, F. (Ed.). *Dipendenza ed emarginazione nel mondo antico e moderno* (pp. 273-284). Roma: Aracne Editrice.
- Morales, S. (1984). *Conquista y colonización de Cuba: siglo XVI*. La Habana: Ciencias Sociales.
- Moreno Franginals, M. (1995). *Cuba/España, España/Cuba. Historia común*. Barcelona: Crítica.
- Morineau, M. e Iglesias, R. (2000). *Derecho romano* (4ta. ed.). México: Oxford University Press.
- Mossé, C. (1991). *La mujer en la Grecia Clásica* (trad. de Celia Ma. Sánchez, 2da. ed.). Madrid: Editorial Nerea, S.A.
- Moutouh, H. (1996). *Recherche sur un « droit des groupes » en droit public français*. [Thèse pour le doctorat en droit, Université Montesquieu, Bourdeaux IV, France].
- Mulet Martínez, F. (2013). Aproximación al pensamiento jurídico-constitucional cubano durante los años 1933-1939. El tránsito hacia un nuevo orden constitucional. En Matilla Corre, A.; Álvarez Torres, O.M. y Martínez Montenegro, I. (coords.). *Temas de Historia del Derecho y Derecho Agrario. Homenaje al profesor Orestes Hernández Más* (pp. 293-322). La Habana: UNIJURIS.
- _____. (2017). El desarrollo constitucional de Cuba, durante los años 1933-1939. *Revista Cubana de Derecho*, (54), 71-101.

- Muñoz García, A. (2007, abril). Esclavitud: Presencia de Aristóteles en la *polis* colonial. *Revista de Filosofía*, 25(55), 7-33. http://ve.scielo.org/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0798-11712007000100001
- Naranjo Orovio, C., Puig Samper Mulero, M.A., y García Mora, L.M. (coords.). (1996). *La nación soñada, Cuba, Puerto Rico y Filipinas ante el 98: actas del Congreso internacional celebrado en Aranjuez del 2 al 28 de abril de 1995*. Madrid: Doce Calles.
- Navarro, R.; de Lara, R.J. y de Zafra, J.A. (1842). *Curso completo elemental de Derecho Romano. Tomo I. Historia externa del Derecho Romano*. Madrid: Imprenta del Colegio de Sordo-Mudos.
- Nino, C.S. (1989). *Ética y derechos humanos. Un ensayo de su fundamentación* (2da. ed. ampliada y revisada). Buenos Aires: Editorial Astrea.
- _____. (2003). *Introducción al análisis del derecho* (2da. ed. ampliada y revisada). Buenos Aires: Editorial Astrea.
- Núñez Jover, J. (1999). *La ciencia y la tecnología como procesos sociales. Lo que la educación científica no debería olvidar* (1ra. ed.). La Habana: Editorial "Félix Varela".
- Oficina Nacional del Censo de la República de Cuba. (1981). *Censo de Población y Viviendas, 1981. República de Cuba*. La Habana: Comité Estatal de Estadísticas. <https://www.onei.gob.cu/censo-1981>
- Oficina Nacional de Estadísticas de la República de Cuba. (2002). *Censo de Población y Viviendas, Cuba, 2002. Informe Nacional*. <https://www.onei.gob.cu/censo-2002>
- Oficina Nacional de Estadística e Información de Cuba. (2014). *Censo de Población y Viviendas, Cuba, 2012. Informe Nacional*. <https://www.onei.gob.cu/node/1140>
- _____. (2015). *Anuario Estadístico de Cuba, 2014*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-ano-2014>
- _____. (2016). *Anuario Estadístico de Cuba, 2015*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-ano-2015>
- _____. (2017). *Anuario Estadístico de Cuba, 2016*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-2016>
- _____. (2018). *Anuario Estadístico de Cuba, 2017*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-ano-2017>
- _____. (2019). *Anuario Estadístico de Cuba, 2018*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-ano-2018>
- _____. (2020). *Anuario Estadístico de Cuba, 2019*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-2019>
- _____. (2021). *Anuario Estadístico de Cuba, 2020*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-ano-2020>

- _____. (2022). *Anuario Estadístico de Cuba, 2021*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-2021>
- _____. (2023). *Anuario Estadístico de Cuba, 2022*. <https://www.onei.gob.cu/anuario-estadistico-de-cuba-2022>
- _____. (2024). *Informes mensuales sobre Arribo de Viajeros y Visitantes Internacionales*. <https://www.onei.gob.cu/publicaciones>
- Open Society Justice Initiative. (2019). *Unmaking Americans: Insecure Citizenship in the United States*. New York: Open Society Foundations.
- Ortiz, F. (1916). *Los negros esclavos. Estudio sociológico y de Derecho público*. La Habana: Revista Bimestre Cubana.
- _____. (1991). *Contrapunteo cubano del tabaco y el azúcar*. La Habana: Editorial Ciencias Sociales. (Trabajo original publicado en 1940)
- _____. (1996). Los factores humanos de la cubanidad, en Suárez, N. (Ed.). *Fernando Ortiz y la cubanidad*. La Habana: Fundación Fernando Ortiz y Ediciones Union. (Trabajo original publicado en 1940)
- Ortiz Concepción, G. (2011). *La doble ciudadanía en Cuba. Dilemas para su regulación jurídico constitucional*. [Tesis en opción al título de Licenciado en Derecho, Universidad de Oriente, Cuba].
- Osta Vázquez, M.L. (2021). La igualdad negligenciada en tiempos de la Revolución Francesa. *Revista de la Facultad de Derecho*, (50), e114. <https://doi.org/10.22187/rfd2021n50a14>
- Ots Capdequi, J.M. (1941). *El Estado español en las Indias*. México: El Colegio de México.
- _____. (1943). *Manual de historia del Derecho español en las Indias y del Derecho propiamente indiano, tomo I*. Buenos Aires: Instituto de Historia del Derecho Argentino.
- Pataut, E. y Schaal, A. (2021). Nationalité française : des émotions aux sentiments. *Revue juridique de la Sorbonne / Sorbonne Law Review*, 3, 237-258. <https://hal.science/hal-03507493>
- Pegelow, T. (2002). “German Jews,” “National Jews,” “Jewish Volk” or “Racial Jews”? The Constitution and Contestation of “Jewishness” in Newspapers of Nazi Germany, 1933-1938. *Central European History*, 35(2), 195–221. <http://www.jstor.org/stable/4547184>
- Peraza Chapeau, J. (comp.). (1985). *Selección de Lecturas de Derecho Constitucional*. La Habana: Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana.
- _____. (1996). La ciudadanía cubana. *Revista Contrapunto*, 7(2).
- Perdomo Aguilera, A.L. (2013). *Raza, historia e identidad en Cuba: condicionantes histórico-sociales para la aprobación de la Real Cédula del 21 de octubre de 1817*. Recuperado el 20 de septiembre de 2023. <https://www.igadi.gal/analise/raza-historia-e-identidad-en-cuba-condicionantes-historico-sociales-para-la-aprobacion-de-la-real-cedula-del-21/>
- Pérez de Acevedo, J. (1938). *La futura Constitución cubana*. La Habana: Editorial Alfa.

- Pérez de la Riva, J.P. (1971). La situación legal del culí en Cuba (1849-1868). *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brésilien*, (16), 7-32. <http://www.jstor.org/stable/40851689>
- Pérez García, R.M. (2021). El mercado de esclavos de Puerto Rico y los comienzos del tráfico negrero transatlántico, 1509-1523, en Fernández Chaves, M.F. y Pérez García, R.M. (coords.). *Tratados atlánticos y esclavitudes en América. Siglos XVI-XIX*. Sevilla: Editorial Universidad de Sevilla.
- Pérez Hernández, L., Prieto Valdés, M. y Sarracino Rivero, G. (1995, enero). A propósito de la ciudadanía en Cuba. *Revista Areito*, 5(17).
- _____. (2011, julio-diciembre). Algunas consideraciones a debate sobre la ciencia jurídica y sus métodos. *Revista Cubana de Derecho*, IV(38), 23-49.
- _____ y Fraga Acosta, M.A. (2016). *Separata de Teoría General del Estado*. La Habana, Cuba: Editorial Universitaria Félix Varela.
- _____. (2021). *La investigación jurídica. Métodos, técnicas e instrumentos científicos*. Bogotá: Leyer Editores.
- Pérez Luño, A.E. (1991). *Derechos humanos. Estado de derecho y Constitución*. Madrid: Tecnos.
- Pérez Vejo, T. (2010). Criollos contra peninsulares: la bella leyenda. *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, (19). <https://doi.org/10.4000/alhim.3431>
- Petit, E. (2007). *Tratado elemental de Derecho romano* (trad. de José Fernández González, 23ra. ed.). México: Editorial Porrúa. (Obra original publicada en 1892)
- Pettit, P. (1997). *Republicanism: A Theory of Freedom and Government*. New York: Oxford University Press.
- Pietschmann, H. (2003). Los principios rectores de la organización estatal en las Indias, en Annino, A. y Guerra, F.-X. (coords.). *Inventando la nación. Iberoamérica. siglo XIX* (pp. 47-84). México: Fondo de Cultura Económica.
- Pinto, M. (1997). El principio *pro homine*. Criterios de hermenéutica y pautas para la regulación de los derechos humanos, en Abregú, M. y Courtis, C. (comp.). *La aplicación de los tratados sobre derechos humanos por los tribunales locales* (pp. 163-172). Buenos Aires: Editores del Puerto y CELS.
- Piñol Villanueva, A. (2013). Acceso de extranjeros a bienes inmuebles: primeros testimonios (siglos viii-v a.C.). *Faventia*, (Supp. 2), 113-145. <https://revistes.uab.cat/faventia/article/view/sup2-pinol2>
- _____. (2015). El extranjero en la Grecia arcaica: acceso a la tierra y a la justicia. [Tesis en opción al grado científico de Doctor en Culturas en Contacto con el Mediterráneo, Universidad Autónoma de Barcelona, Departamento de Ciencias de la Antigüedad y de la Edad Media].

- Piorno Garcell, M. (2013). *Ciudadanía múltiple. Desafíos jurídico-constitucionales*. [Tesis en opción al título de Master en Derecho Constitucional y Administrativo, Universidad de Oriente, Cuba].
- _____. (2015a, julio-diciembre). Cuba, ciudadanía múltiple y estatuto personal. Perspectiva de cambio. *Revista Pensamiento Jurídico*, (42), 71-102.
- _____ y Cutié Mustelie, D. (2015b, septiembre). Ciudadanía múltiple en Cuba: lo cierto y lo controvertido. *Revista Caribeña de Ciencias Sociales* [en línea]. <https://www.eumed.net/rev/caribe/2015/10/ciudadania-multiple.html>
- _____ y Fernández Íñiguez, J.L. (2015c). Cuba, Constitución y Ley de Ciudadanía. *Revista Caribeña de Ciencias Sociales* (en línea). <https://www.eumed.net/rev/caribe/2015/04/ley-ciudadania.html>
- _____, Del Toro Cardosa, A. y Mendoza Pérez, J.C. (2019). Cuba, Constitución y ciudadanía: formas de adquisición y pérdida. *Lex. Revista de la Facultad de Derecho y Ciencia Política de la Universidad Alas Peruanas*, 17(24), 365-390. <http://dx.doi.org/10.21503/lex.v17i24.1826>
<http://revistas.uap.edu.pe/ojs/index.php/LEX/article/view/1826>
- Piqueras, J. A. (2008). La siempre fiel isla de Cuba, o la lealtad interesada. *Historia Mexicana*, 58(1), 427-486. <http://www.jstor.org/stable/25139851>
- Plácido Suárez, D. (2010). La ciudadanía griega y sus lecturas prácticas y teóricas. *Gerión*, 28(2), 7-20. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=3722097>
- Platón (1988). *Discursos. IV.- República*. Madrid: Editorial Gredos. (Obra original publicada ca. 375 a.C.)
- Pomeroy, S.B. (1999). *Diosas, ramerías, esposas y esclavas. Mujeres de la Antigüedad clásica* (3ra. ed.). Madrid: Ediciones Akal, S.A.
- Porrúa Pérez, F. (2005). *Teoría del Estado. Teoría Política* (39ª. ed.). México: Editorial Porrúa.
- Portuondo, J.A. (1961). Cuba, nación “para sí”. *Cuadernos Americanos*, XX(6), 147-172. <https://www.cervantesvirtual.com/nd/ark:/59851/bmc0932079>
- Portuondo Zúñiga, O. (1994). *Criollidad y Patria local en campo geométrico*. *Islas*, (98), 40-46.
- Price, P.J. (1997). Natural Law and Birthright Citizenship in Calvin's Case (1608). *Yale Journal of Law and the Humanities*, 9(2), 73-145. <http://hdl.handle.net/20.500.13051/7701>
- Prieto Valdés, A.L. y Prieto Valdés, M. (2019). Acción pública de constitucionalidad. Una mirada a la luz del texto del 2019. *Revista Derechos en Acción*, 4(12), 848-863. <https://revistas-colaboracion.juridicas.unam.mx/index.php/redea/article/view/38751/35615>
- _____. (2020). Garantías judiciales y propuestas para la defensa de los derechos constitucionales: Cuba, 2019. *UH*, (289), 223-234.

- Prieto Valdés, M. (2004). *Cuba, su desarrollo constitucional posterior a 1959 y su diseño político. Conferencia pronunciada el 11 de octubre de 2004 en el Salón "250 Aniversario", Universidad de La Habana* (comunicación personal).
- _____. (2013a, enero-junio). La ciudadanía y su inserción en el sistema de los derechos fundamentales en Cuba. *Revista Cubana de Derecho*, IV(41), 43-62.
- _____. (2013b). La ciudadanía: presupuesto del disfrute de los derechos. Pasado, presente y necesidades en y para Cuba. *Revista Anales de la Academia de Ciencias de Cuba*, 3(1).
- _____. (2016, enero-abril). La ciudadanía cubana. Mirando alrededor y al pasado para resolver un problema de hoy. *Boletín Mexicano de Derecho Comparado*, 49(145). <https://www.scielo.org.mx/pdf/bmdc/v49n145/2448-4873-bmdc-49-145-00006.pdf>
- _____. (2019). Las novedades de la Constitución Cubana aprobada el 24 de febrero de 2019. *Revista "Cuadernos Manuel Giménez Abad"*, (17), 53-62. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=6967545>
- _____. (2020, enero-junio). La Constitución cubana de 2019: nuevos contenidos y necesidades. *UH* [en línea], (289). <http://scielo.sld.cu/pdf/uh/n289/0253-9276-uh-289-3.pdf>
- Proudhon, J. (1851). *Idée générale de la révolution au XIXe siècle*. Paris: Garnier Frères , Libraires. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6115074k#>
- Quintana Adriano, E.A. (2006). Derecho público y Derecho privado. En González Martín, N. (coord.). *Estudios jurídicos en homenaje a Marta Morineau, t. I: Derecho romano. Historia del derecho* (pp. 407-427). México: UNAM.
- Ramírez Barrios, F. (2012). La residencia como limitante desproporcional del derecho a desempeñar cargos públicos distintos a los de elección popular. *Revista Justicia Electoral*, Cuarta época, (9), 191-225. <https://tecnologias-educativas.te.gob.mx/RevistaElectoral/content/pdf/a-2012-04-009-191.pdf>
- Rawls, J. (2001). *El derecho de gentes y una revisión de la idea de razón pública* (Trad. de Hernando Valencia Villa). Barcelona: Paidós.
- Raz, J. (1990). *Practical Reason and Norms*. Oxford: Oxford University Press.
- Real Academia Española. (2020). *Diccionario de la Real Academia de la Lengua Española*. Recuperado el 12 de abril de 2021 de <http://dle.rae.es>
- _____. (2024). *Diccionario panhispánico de español jurídico*. Recuperado el 28 de enero de 2024. <https://dpej.rae.es/lema/arbitrariedad>
- Redacción Cubadebate. (2018, 18 de diciembre). *Presentan a los diputados resultados de la consulta popular del Proyecto de Constitución*. <http://www.cubadebate.cu/noticias/2018/12/18/presentan-cambios-en-el-proyecto-de-constitucion-derivados-de-la-consulta-popular/>

-
- _____. (2019, 1º de marzo). *Comisión Electoral Nacional fija cifras definitivas: 90.15% de electores votaron en Referendo Constitucional*. <http://www.cubadebate.cu/noticias/2019/03/01/comision-electoral-nacional-fija-cifras-definitivas-90-15-de-electores-votaron-en-referendo-constitucional/>
- Rodríguez, R. (1998). *Cuba. La forja de una nación* (2 tomos). La Habana: Editorial Ciencias Sociales.
- Rodríguez Chabán, M. y Rodríguez Soriano, M.O. (2021). El proceso de integración a la sociedad cubana de inmigrantes exsoviéticas. Estudio de casos. *Revista Novedades en Población*, 17(34), 204-249. http://scielo.sld.cu/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1817-40782021000200204
- Rodríguez Pineau, E. (2013). Identidad y nacionalidad. *Anuario de la Facultad de Derecho de la Universidad Autónoma de Madrid*, (17), 207-236. <https://repositorio.uam.es>
- Rojas Gutiérrez, R.E. (1999). *Cuba mexicana: historia de una anexión imposible, 1810-1910*. [Tesis presentada en opción al grado científico de Doctor en Historia, El Colegio de México]. <https://hdl.handle.net/20.500.11986/COLMEX/10000727>
- Romero, J.M. y Mora, R. (2017, diciembre). Sinecismo e inteligencia espacial y territorial. *URBS. Revista de Estudios Urbanos y Ciencias Sociales*, 7(2), 93-96. http://www2.ual.es/urbs/index.php/urbs/article/view/romero_mora
- Rousseau, J. J. (2007). *El contrato social*. Madrid: Espasa Calpe. (Trabajo original publicado en 1762)
- Ruiz de Elvira, A. (1995). S. P. Q. R., *Myrtia: revista de filología clásica*, (10), 7-16.
- Sabine, G.H. (2009). *Historia de la teoría política* (Trad. de Vicente Herrero, 3ra. ed.). México: Fondo de Cultura Económica.
- Saco, J.A. (2006). *Historia de la esclavitud (Volumen VI) Historia de la esclavitud de los Indios en el Nuevo Mundo, seguida de la Historia de los repartimientos o encomienda de indios* (Ensayo introductorio, compilación y notas de Eduardo Torres Cuevas). La Habana : Ediciones Imagen Contemporánea. (Trabajo original publicado en 1883)
- Sahlins, P. (2000). La nationalité avant la lettre. Les pratiques de naturalisation en France sous l'Ancien Régime (Trad. de Sylvie Rab y Cécile Alduy). *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 55(5), 1081-1108. <https://doi.org/10.3406/ahess.2000.279901>
- Saldaña, J. (coord.). (1997). *Problemas actuales sobre derechos humanos. Una propuesta filosófica*. México : Universidad Nacional Autónoma de México.
- Samsonov, D.P. y Martínez Shvietsova, P. (2008). Acercamiento a la diáspora post-soviética en Cuba. *Cahiers des Amériques latines*, (57-58), 113-123. <https://doi.org/10.4000/cal.1261>
- Sánchez Baena, J.J. (coord.). (2019). *La política naval en el Caribe español durante el siglo XVIII : ordenanzas y realidades*. Murcia: Universidad de Murcia.
- Sánchez Roca, M. (1960). *Compilación ordenada y completa de la Legislación Cubana de 1951 a 1958, ambos inclusive* (1ra. ed.). La Habana: Editorial Lex.

- Sanger, J.P., Gannett, H. y Willcox, W.F. (1900). *Informe sobre el Censo de Cuba, 1899*. Washington: Imprenta del Gobierno. https://ecollections.law.fiu.edu/cuban_law/13/
- Santiago Álvarez, R.A. (2013). De hospitalidad a extranjería. *Faventia*, (Supp. 2), 89-111. <https://revistes.uab.cat/faventia/article/view/sup2-santiago4>
- Santibáñez-Guerrero, D. (2021, diciembre), La concepción del esclavo en el mundo clásico griego: formas heterogéneas de sujeción en la práctica helénica de la esclavitud. *Byzantion Nea Hellás. Revista Anual de Estudios Griegos, Bizantinos y Neohelénicos*, (40), 81–100. <http://dx.doi.org/10.4067/S0718-84712021000100081>
- Santos Belandro, R. (2012). La regla de conflicto y la definición de los puntos de conexión. *Revista de la Facultad de Derecho*, (32), 291-323. <https://revista.fder.edu.uy/index.php/rfd/article/download/37/38/>
- Sarmiento Ramírez, I. (1999). Nota sobre introducción de negros esclavos en Cuba. *Revista de Historia y Arte*, (3), 105-141. <https://ebuah.uah.es/dspace/handle/10017/9548>
- _____. (2005). Itinerario histórico de la identidad cultural y la nacionalidad cubana. *Caravelle*, (84), 193-223. <http://www.jstor.org/stable/40855206>
- Sawaia, B. (1998) *Aspectos psicossociais do sofrimento ético-político resultante da inclusão social pela exclusão*. São Paulo: Pontificia Universidade Católica de São Paulo.
- _____. (2001). O sofrimento ético-político como categoria de análise da dialética exclusão/inclusão. En Sawaia, B.B. (coord). *As artimanhas da exclusão* (pp. 96-118). Petrópolis: Vozes.
- Schaps, D. (1982, julio). The Women of Greece in Wartime. *Classical Philology*, 77(3), 193-213. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/epdf/10.1086/366710>
- Schmitt, C. (2009) *El concepto de lo político*. Madrid: Alianza Editorial. (Trabajo original publicado en 1932)
- Schütz, A. (2012). *Estudios sobre teoría social*. Buenos Aires: Amorrortu.
- Serrano, S. (2015a). *Los estándares internacionales de los derechos humanos : un sistema de derechos en acción*. México : Comisión Nacional de los Derechos Humanos.
- _____ y Vázquez, D. (2015b). *Fundamentos teóricos de los derechos humanos. Características y principios*. México, D.F.: Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal.
- Sebillotte Cuchet, V. (2015). Regímenes de género y Antigüedad griega clásica (siglos V-IV a.C.) (Traducido por Marina Muñoz). *Revista de Historiografía*, (22), 51-81. <https://e-revistas.uc3m.es/index.php/REVHISTO/article/view/2646/1446>
- Skran, C.M. (1995). *Refugees in Inter-war Europe: The Emergence of a Regime*. Oxford: Clarendon Press. <https://academic.oup.com/book/27703>
- Slama, S. (2017). *Jus soli, jus sanguinis, principes complémentaires et consubstantiels de la tradition républicaine*. *Pouvoirs*, 160, 19-34. <https://doi.org/10.3917/pouv.160.0019>

- Slimani, A. (2004). *La modernité du concept de nation au XVIIIe siècle (1715-1789) : Apports des thèses parlementaires et des idées politiques du temps*. Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille. <https://doi:10.4000/books.puam.206>
- Smith, A. (1997). *La identidad nacional* (Trad. de Adela Despujol Ruiz-Jiménez). Madrid: Trama Editorial.
- Société Éditions Larousse. (2021). *Dictionnaire Larousse*. Recuperado el 12 de abril de 2021 de <http://www.larousse.fr/>
- Soto, J.B. (1922). *Causas y consecuencias. Antecedentes diplomáticos y efectos de la guerra hispanoamericana*. San Juan: La Correspondencia de Pto. Rico, Inc.
- Stolcke, V. y Wolfson, L. (2000). La "naturaleza" de la nacionalidad. *Desarrollo Económico*, 40(157), 23-43. <https://www.jstor.org/stable/3455854>
- Tomba, M. (2015). 1793: The Neglected Legacy of Insurgent Universality. *History of the Present*, 5(2), 109–136. <https://doi.org/10.5406/historypresent.5.2.0109>
- Torpey, J. (2000). *The invention of the passport. Surveillance, Citizenship and the State*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Torres, P.R. (1999). Revolución, Estado y Nación en la España del siglo XIX: Historia de un problema. *Ayer*, (36), 15-44. <http://www.jstor.org/stable/41324854>
- Torres-Cuevas, E. (1993) Patria, pueblo y revolución: conceptos bases para la historia y la cultura en Cuba. En *Nuestra común historia; poblamiento y nacionalidad* (pp. 1-22). La Habana: Editorial de Ciencias Sociales.
- _____. (1995). Pensar en el tiempo. En busca de la cubanidad I. *Debates americanos*, (1), 2-6.
- _____. (1996). Cuba: el sueño de lo posible. *Contracorriente*, 2(6), 8-20.
- _____. (2002). Eduardo Torres Cuevas: por el filo del cuchillo. Entrevista. *Opus Habana*, VI(2), 20-33. <http://www.opushabana.cu/index.php/articulos/344-eduardo-torres-cuevas-por-el-filo-del-cuchillo.html>
- _____. (2006). *En busca de la cubanidad* (3 tomos). La Habana: Editorial Ciencias Sociales.
- _____. (2019). Torres Cuevas: Tengo el sueño y la esperanza de que dentro de muy poco tendremos en Cuba un pensamiento nuevo, fuerte y crítico. Entrevista realizada por Astrid Barnet. *Cubadebate*. <http://www.cubadebate.cu/especiales/2019/12/14/torres-cueva-tengo-el-sueno-y-la-esperanza-de-que-dentro-de-muy-poco-tendremos-en-cuba-un-pensamiento-nuevo-fuerte-y-critico/>
- Tribunal Supremo de la República de Cuba. (1962). El juicio contra los mercenarios. Informe del Fiscal, Informe del Abogado Defensor y Sentencia. *Revista Cubana de Jurisprudencia*, I(4), 23-55.
- Troisfontaines, A. (1877). *Introduction à l'histoire de Droit Public Romain*. Paris: E. Thorin.

- Troper, M. (1997). La notion de citoyen sous la Révolution française. En *Études en l'honneur de Georges Dupuis. Droit public.* (pp. 301-322). Paris: LGDJ.
- _____. (1998). La mutation du concept de citoyen en l'An III. *La Constitution de l'An III ou l'ordre républicain* (Actes du colloque du Dijon des 3 et 4 octobre 1996). Dijon: Publications de l'Université de Bourgogne.
- _____. (2006). *Terminer la Révolution. La Constitution de 1795.* Paris: Fayard.
- Tucidides. (1998). *Historia de la guerra del Peloponeso.* México: Editorial Porrúa. (Trabajo original publicado ca. 400 a.C.)
- Ugarte, A. (1918). *Comentarios a la Constitución de Cuba.* La Habana: Compañía Biográfica.
- Ustáriz García, C.R., Morera Barrios, L.M., Hernández Ramírez, P., Estrada del Cueto, M., Bencomo Hernández, A., García García, M.A., y de la Guardia Peña, O. (2011). Origen y composición genética de la población cubana. *Revista Cubana de Hematología, Inmunología y Hemoterapia*, 27(3), 273-282. <http://scielo.sld.cu/pdf/hih/v27n3/hih02311.pdf>
- Val Julián, C. (2011). *La realidad y el deseo : Toponymie du découvreur en Amérique espagnole (1492-1520).* Lyon: ENS Éditions.
- Valdés Guía, M.A. (2022, julio). *Atimoi and agogimoi.* Reflections on debt slavery in archaic Athens. *Dike - Rivista di Storia del Diritto Greco ed Ellenistico*, 24(2021), 5-32. <https://doi.org/10.54103/1128-8221/18459>
- Van den Assum, L. (2020). Deprivation of nationality: a diplomat's perspective. En Institute on Statelessness and Inclusion (Ed.). *The World's Stateless. Deprivation of Nationality.* Países Bajos.
- Vanel, M. (1946). Le Français d'origine dans l'ancien droit français (XVe-XVIIIe siècle). *Revue critique de droit international privé*, 220-231.
- Valcárcel Rojas, R. y Ulloa Hung, J. (Ed.). (2018). *De la desaparición a la permanencia. Indígenas e indios en la reinención del Caribe.* Santo Domingo: Instituto Tecnológico de Santo Domingo.
- Varela Macedo, V.M. (2005). Análisis de la relación existente entre aculturación y nacionalidad. *Psicología para América Latina*, (3). <https://psicolatina.org/Tres/analisis.html>
- Varela Suanzes, J. (1997). Política y Derecho en la Edad Media. *Revista española de derecho constitucional*, 17(49), 335-352. <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/2004548.pdf>
- Vázquez, D. (2012). *Fundamentos teóricos para la metodología aplicada a los derechos humanos.* México, D.F.: Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal.
- Venegas Delgado, H.M., Venegas Arbolaez, B.O. y García Moreno, I. (2017). Rebeliones de indios apaches y chichimecos en Cuba: Historiografía y realidades (fines del siglo XVIII a inicios del siglo XIX). *Caravelle*, (108), 117-134. <http://www.jstor.org/stable/44861028>

- Vega Castro, J.R. (2010, septiembre). Una mirada a la nacionalidad y la ciudadanía en Cuba. *Palabra Nueva*, XX (210).
- Vega Vega, J. (1988). *Derecho constitucional revolucionario en Cuba*. La Habana: Editorial Ciencias Sociales.
- _____. (1997). *Cuba. Su historia constitucional. Comentarios a la Constitución cubana reformada en 1992*. Madrid: Ediciones Endymion.
- Vermeren, P. (2020). Apuntes sobre un enigma filosófico. La República universal y la Comuna de París (1871). *Cuadernos Filosóficos, Segunda Época*, (XVII). <https://rephip.unr.edu.ar/items/97faee56-b63a-451e-8873-fb6b0faf30f0>
- Vernant, J.P. (1988). *Travail et esclavage en Grèce ancienne*, Bruxelles: Éditions Complexe.
- Vicens Vives, J. (1999). *Historia General Moderna. Del Renacimiento a la crisis del siglo XX*. Barcelona: Editorial Vicens Vives.
- Vichinkeski Teixeira, A. (2014). Los orígenes filosóficos de la noción de soberanía nacional en el contractualismo político de Thomas Hobbes, John Locke y Jean-Jacques Rousseau. *Revista de Derecho de la Pontificia Universidad Católica de Valparaíso*, 43, 801-819. <https://scielo.conicyt.cl/pdf/rdpucv/n43/a23.pdf>
- Viciano Pastor, R. (coord.). (2012). *Estudios sobre el nuevo Constitucionalismo Latinoamericano*. Valencia: Tirant lo Blanch.
- Vizcardo y Guzmán, J.P. (2007). Carta dirigida a los Españoles Americanos (Trad. de Francisco de Miranda). *Araucaria: Revista Iberoamericana de filosofía, política y humanidades*, (17), 323-344. (Texto original escrito en 1791, publicado en 1799)
- Walker, T. (2006). *The history of the law of nations*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Weber, M. (2002). *Economía y sociedad. Esbozo de sociología comprensiva* (2da ed. en español de la 4ta. en alemán). Madrid: Fondo de Cultura Económica.
- Weil, P. (2002). *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*. Paris: Grasset.
- Willems, P. (1888). *Le Droit public romain ou les institutions politiques de Rome depuis l'origine de la ville jusqu'au Justinien* (6ta. ed.). Louvain: Ch. Peeters, Libraire-Éditeur.
- Williams, K.D. y Hales, A. (2020). Statelessness as social ostracism: a psychologist's perspective. En Institute on Statelessness and Inclusion (Ed.). *The World's Stateless. Deprivation of Nationality*. Países Bajos.
- Williamson, C. (2005). *The laws of the Roman people: public law in the expansion and decline of the Roman Republic*. Ann Arbor: The University of Michigan Press.
- Woram, K. (2022). Archaic and Classical *Atimia*: Citizenship, Religious Exclusion, and Pollution. *TAPA*, 152(2), 303-344. <https://muse.jhu.edu/pub/1/article/863193/pdf>
- World Coins Catalog* (2023). <https://www.worldcoinscatalog.com>

Yin, R.K. (2009). *Case study research: design and methods* (4ta. ed.). Los Angeles: Sage.

Zamora, J.C. (1941). *Manual de Derecho Constitucional. Parte General*. La Habana: Departamento de Publicaciones de la Facultad de Derecho.

Zúñiga Reyes, D.G. (2008). Nación, identidad y ciudadanía: del ejercicio de inclusión al de exclusión. *Revista CS*, (2), 165-180. <https://doi.org/10.18046/recs.i2.415>

Fuentes documentales del sistema de Naciones Unidas

Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. (2022). *OHCHR and the right to a nationality*. Recuperado el 25 de enero de 2022. <https://www.ohchr.org/en/nationality-and-statelessness>

_____. (2023). *Membership of the Human Rights Council*. Recuperado el 15 de diciembre de 2023. <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/membership>

_____. (2024). *Estado de ratificación de los instrumentos internacionales de derechos humanos*. Recuperado el 23 de enero de 2024. <https://indicators.ohchr.org/>

Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados. (1951). *Refugiados y apátridas, y problemas de la asistencia a los refugiados. Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (A/2011)*. <https://digitallibrary.un.org/record/704494?ln=es>

_____. (1952). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/2126)*. <https://digitallibrary.un.org/record/708599?ln=es>

_____. (1953). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/2394)*. <https://digitallibrary.un.org/record/703561?ln=es>

_____. (1954). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/2648)*. <https://digitallibrary.un.org/record/712108?ln=es>

_____. (1955). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/2902)*. <https://digitallibrary.un.org/record/712869?ln=es>

_____. (1956). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/3123/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/710945?ln=es>

_____. (1957). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/3585/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/712993?ln=es>

_____. (1958). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/3828/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/714091?ln=es>

_____. (1959). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/4104/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/715928?ln=es>

_____ . (1960). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/4378/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/715259?ln=es>

_____ . (1961). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/4771/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/716623?ln=es>

_____ . (1962). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/5211/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/716480?ln=es>

_____ . (1963). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/5511/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/719828?ln=es>

_____ . (1964). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/5811/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/720312?ln=es>

_____ . (1965). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/6011/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/720358?ln=es>

_____ . (1966). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/6311/Rev.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/720008?ln=es>

_____ . (1967). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/6711)*. <https://digitallibrary.un.org/record/720204?ln=es>

_____ . (1968). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/7211)*. <https://digitallibrary.un.org/record/725057?ln=es>

_____ . (1969). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/7612)*. <https://digitallibrary.un.org/record/725738?ln=es>

_____ . (1970). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/8012)*. <https://digitallibrary.un.org/record/722374?ln=es>

_____ . (1971a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/8412)*. <https://digitallibrary.un.org/record/722824?ln=es>

_____ . (1971b). *Adición al Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados. Informe sobre el 22º período de sesiones del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado (A/8412/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/722825?ln=es>

_____ . (1972). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/8712)*. <https://digitallibrary.un.org/record/730941?ln=es>

_____ . (1973). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/9012)*. <https://digitallibrary.un.org/record/725104?ln=es>

_____ . (1974). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/9612)*. <https://digitallibrary.un.org/record/720383?ln=es>

_____ . (1975). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/10012)*. <https://digitallibrary.un.org/record/706932?ln=es>

_____ . (1976a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/31/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/703860?ln=es>

_____ . (1976b). *Adición al Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados. Cuestión de la creación, de acuerdo con la Convención para reducir los casos de apatridia, de un organismo al que puedan acudir las personas que se crean con derecho a acogerse a dicha Convención (A/31/12/Add.2)*. <https://digitallibrary.un.org/record/703866?ln=es>

_____ . (1977). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/32/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/697695?ln=es>

_____ . (1978). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/33/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/438895?ln=es>

_____ . (1979). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/34/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/9733?ln=es>

_____ . (1980). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/35/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/15211?ln=es>

_____ . (1981). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/36/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/23447?ln=es>

_____ . (1982). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/37/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/36695?ln=es>

_____ . (1983). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/38/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/62150?ln=es>

_____ . (1984). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/39/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/69290?ln=es>

_____ . (1985). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/40/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/98926?ln=es>

_____ . (1986). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/41/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/122279?ln=es>

_____ . (1987). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/42/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/141806?ln=es>

_____ . (1988). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/43/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/46431?ln=es>

_____ . (1989). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/44/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/76504?ln=es>

_____ . (1990). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/45/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/103451?ln=es>

_____ . (1991a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/46/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/131164?ln=es>

_____ . (1991b). *Adición al Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General. Informe del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados sobre la labor de su 42º período de sesiones (A/46/12/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/131183?ln=es>

_____ . (1992a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/47/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/242341?ln=es>

_____ . (1992b). *Adición al Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General. Informe del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados sobre la labor de su 43º período de sesiones (A/47/12/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/153848?ln=es>

_____ . (1993). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/48/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/506107?ln=es>

_____ . (1994a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/49/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/163181?ln=es>

_____ . (1994b). *Adición al Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General. Informe sobre el 45º período de sesiones del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (A/49/12/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/169406?ln=es>

_____ . (1995a). *Note on UNHCR and Stateless Persons (EC/1995/SCP/CRP.2)*, de 2 de junio. <https://www.refworld.org/docid/3dd3a8704.html>

_____ . (1995b). *Current UNHCR activities on behalf of stateless persons (EC/1995/SCP/CRP.6)*, de 21 de septiembre. <https://www.refworld.org/docid/3ae68ccf4.html>

_____ . (1995c). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/50/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/200053?ln=es>

_____ . (1995d). *Adición al Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General. Informe del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados sobre la labor de su 46º período de sesiones (A/50/12/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/191183?ln=es>

_____ . (1996a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/51/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/222766?ln=es>

_____ . (1996b). *Adición al Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General. Informe del 47º período de sesiones del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (A/51/12/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/223040?ln=es>

_____ . (1997). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/52/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/243667?ln=es>

_____ . (1998). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/53/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/260968?ln=es>

. (1999). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/54/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/285876?ln=es>

. (2000a). *Nota del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General, sobre protección internacional (A/AC.96/930)*, de 7 de julio. <https://digitallibrary.un.org/record/419791?ln=es>

. (2000b). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/55/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/425305?ln=es>

. (2001). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/56/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/449571?ln=es>

. (2002). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/57/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/473855?ln=es>

. (2003a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/58/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/501258?ln=es>

. (2003b). *Preliminary Report Concerning the Questionnaire on Statelessness Pursuant to the Agenda for Protection. Steps taken by States to Reduce Statelessness and to Meet the Protection Needs of Stateless Persons*. <https://www.refworld.org/docid/402b5af94.html>

. (2004a). *Final Report Concerning the Questionnaire on Statelessness Pursuant to the Agenda for Protection. Steps taken by States to Reduce Statelessness and to Meet the Protection Needs of Stateless Persons*. <https://www.refworld.org/docid/405f09834.html>

. (2004b). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/59/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/533788?ln=es>

. (2005a). *UNHCR's Activities in the Field of Statelessness: Progress Report (EC/55/SC/CRP.13/Rev.1)*, de 30 de junio. <https://www.refworld.org/docid/47a707930.html>

. (2005b). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/60/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/558965?ln=es>

y Unión Inter-Parlamentaria. (2005c). *Manual para Parlamentarios No. 11. Nacionalidad y apatridia*, de 31 de octubre http://archive.ipu.org/PDF/publications/nationality_sp.pdf

_____ . (2006a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/61/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/585475?ln=es>

_____ . (2006b). *Informe del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados, 57º período de sesiones (2 a 6 de octubre de 2006), (A/61/12/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/585870?ln=es>

_____ . (2007). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/62/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/610909?ln=es>

_____ . (2008). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/63/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/640416?ln=es>

_____ . (2009). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/64/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/668783?ln=es>

_____ . (2010a). *Actuación del ACNUR para afrontar la apatridia: Nota sobre estrategias a seguir*, de 31 de marzo <https://www.refworld.org/es/docid/4d089f872.html>

_____ . (2010b). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/65/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/692011?ln=es>

_____ . (2011). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/66/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/712664?ln=es>

_____ . (2012a). *Compromisos 2011. Evento Intergubernamental a nivel ministerial sobre los refugiados y los apátridas. Ginebra, Palacio de las Naciones, 7-8 diciembre de 2011*. <https://acnur.org/fileadmin/Documentos/BDL/2013/9117.pdf>

_____ . (2012b). *Directrices sobre la Apatridia No. 1: La definición de "Apátrida" en el artículo 1(1) de la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas de 1954 (HCR/GS/12/01)*, de 20 de febrero. <https://www.refworld.org/es/docid/57f76e8b1.html>

_____ . (2012c). *Directrices sobre la Apatridia No. 2: Procedimientos para determinar si un individuo es una persona apátrida (HCR/GS/12/02)*, de 5 de abril. <https://www.refworld.org/es/docid/55e94a244.html>

. (2012d). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/67/12)*, de 30 de junio. <https://digitallibrary.un.org/record/736498?ln=es>

. (2012e). *Directrices sobre la Apatridia No. 3: La condición de las personas apátridas a nivel nacional (HCR/GS/12/03)*, de 17 de julio. <https://www.refworld.org/es/docid/55e94c4b4.html>

. (2012f). *Directrices sobre la Apatridia No. 4: Garantizar el derecho de todo niño a adquirir una nacionalidad mediante los artículos 1-4 de la Convención para Reducir los Casos de Apatridia de 1961 (HCR/GS/12/04)*, de 21 de diciembre. <https://www.refworld.org/es/docid/51751fdf4.html>

. (2013a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General, Parte I (A/68/12 Parte I)*. <https://digitallibrary.un.org/record/757022?ln=es>

. (2013b). *Informe del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados, 64º período de sesiones (30 de septiembre a 4 de octubre de 2013), (A/68/12/Add.1)*. <https://digitallibrary.un.org/record/759663?ln=es>

. (2014a). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/69/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/809691?ln=es>

. (2014b). *Plan de Acción Mundial para Acabar con la Apatridia: 2014-2024*, de 4 de noviembre. <https://www.refworld.org/es/docid/5541d5bd4.html>

. (2015a). *Aquí estoy, aquí pertenezco: la urgente necesidad de acabar con la apatridia infantil*. <https://www.refworld.org/docid/563783634.html>

. (2015b). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/70/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/809715?ln=es>

. (2016). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/71/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/842204?ln=es>

. (2017a). *“Este es nuestro hogar”. Las minorías apátridas y su búsqueda de la ciudadanía*. <https://www.refworld.org/docid/59e4a6534.html>

. (2017b). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/72/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/1303980?ln=es>

_____ . (2018). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General, Parte I (A/73/12 Parte I)*. <https://digitallibrary.un.org/record/1643189?ln=es>

_____ . (2019). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/74/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/3829899?ln=es>

_____ . (2020). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/75/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/3884420?ln=es>

_____ . (2021). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/76/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/3942822?ln=es>

_____ . (2022a). *Manual sobre desplazamiento interno*. México: Dirección General de Derechos Humanos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.
<https://www.refworld.org/es/docid/62ba36244.html>

_____ . (2022b). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General (A/77/12)*. <https://digitallibrary.un.org/record/3991420?ln=es>

_____ . (2023). *Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados a la Asamblea General, en dos partes (A/78/12)*. Parte I <https://digitallibrary.un.org/record/4025995?ln=es> y Parte II <https://digitallibrary.un.org/record/4025996?ln=es>

Asamblea General de las Naciones Unidas. (1948a). *Draft International Declaration of Human Rights. Recapitulation of amendments to article 13 of the draft Declaration (A/C.3/286/Rev.1)*, de 30 de octubre. <http://undocs.org/A/C.3/286/REV.1>

_____ . (1948b). *Draft International Declaration of Human Rights. Summary record of the Hundred and Twenty-Second meeting, held on 4 November 1948, at 10:30 am (A/C.3/SR,122)*, de 4 de noviembre. <http://undocs.org/A/C.3/SR.122>

_____ . (1948c). *Draft International Declaration of Human Rights. Summary record of the Hundred and Twenty-Third meeting, held on 5 November 1948, at 10:30 am (A/C.3/SR,123)*, de 5 de noviembre. <http://undocs.org/A/C.3/SR.123>

_____ . (1948d). *Draft International Declaration of Human Rights. Summary record of the Hundred and Twenty-Fourth meeting, held on 6 November 1948, at 10:30 am (A/C.3/SR,124)*, de 6 de noviembre. <http://undocs.org/A/C.3/SR.124>

_____ . (1949). *Resolución No. 319 A (IV). Refugiados y apátridas*, de 3 de diciembre. <https://digitallibrary.un.org/record/666795?ln=es>

-
- _____ . (1950a). *Resolución No. 428 (V). Estatuto de la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados*, de 14 de diciembre. <https://digitallibrary.un.org/record/210564?ln=es>
-
- _____ . (1950b). *Resolución No. 429 (V). Proyecto de Convención sobre el Estatuto de los Refugiados*, de 14 de diciembre. <https://digitallibrary.un.org/record/210565?ln=es>
-
- _____ . (1952). *Resolución No. 629 (VII). Proyecto de Protocolo referente al Estatuto de los Apátridas*, de 6 de noviembre. <https://digitallibrary.un.org/record/211444?ln=es>
-
- _____ . (1954). *Resolución No. 896 (IX). Supresión o reducción de la apatridia en lo porvenir*, de 4 de diciembre. <https://digitallibrary.un.org/record/211926?ln=es>
-
- _____ . (1957). *Resolución No. 1166 (XII). Asistencia internacional a los refugiados comprendidos en la jurisdicción del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados*, de 26 de noviembre. <https://digitallibrary.un.org/record/207272?ln=es>
-
- _____ . (1974). *Resolución No. 3274 (XXIX). Cuestión de la creación, de acuerdo con la Convención para reducir los casos de apatridia, de un organismo al que puedan acudir las personas que se crean con derecho a acogerse a dicha Convención*, de 10 de diciembre. <https://digitallibrary.un.org/record/190193?ln=es>
-
- _____ . (1976). *Resolución No. 31/36. Cuestión de la creación, de acuerdo con la Convención para reducir los casos de apatridia, de un organismo al que puedan acudir las personas que se crean con derecho a acogerse a dicha Convención*, de 30 de noviembre. <https://digitallibrary.un.org/record/199684?ln=es>
-
- _____ . (1995). *Resolución No. 50/152. Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados*, de 21 de diciembre. <https://digitallibrary.un.org/record/205545?ln=es>
-
- _____ . (2006). *Resolución No. 61/137. Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados*, de 19 de diciembre. <https://digitallibrary.un.org/record/589366?ln=es>
- Comisión de Derecho Internacional. (1949). *Informe de su primer período de sesiones, del 12 de abril al 9 de junio de 1949 (A/925)*. <https://digitallibrary.un.org/record/707126?ln=es>
-
- _____ . (1951). *Informe de su tercer período de sesiones, del 16 de mayo al 27 de julio de 1951 (A/1858)*. <https://digitallibrary.un.org/record/704419?ln=es>
-
- _____ . (1952). *Informe de su cuarto período de sesiones, del 4 de junio al 8 de agosto de 1952 (A/2163)*. <https://digitallibrary.un.org/record/708382?ln=es>
-
- _____ . (1953). *Informe de su quinto período de sesiones, del 1ro. de junio al 14 de agosto de 1953 (A/2456)*. <https://digitallibrary.un.org/record/703559?ln=es>

- _____ . (1954). *Informe de su sexto período de sesiones, del 3 de junio al 28 de julio de 1954 (A/2693)*. <https://digitallibrary.un.org/record/712101?ln=es>
- Comisión de Derechos Humanos. (1947a). *Report to the Economic and Social Council on the first session of the Commission, held at Lake Success, New York, from 27 January to 10 February 1947 (E/259)*. [http://undocs.org/en/E/259\(SUPP\)](http://undocs.org/en/E/259(SUPP))
- _____ . (1947b). *Draft Outline of International Bill of Rights (E/CN.4/AC.1/3)*, de 4 de junio. <http://undocs.org/en/E/CN.4/AC.1/3>
- _____ . (1947c). *Proposition soumise par la délégation française au Comité de Rédaction de la Commission des Droits de l'Homme (E/CN.4/AC.1/5)*, de 6 de junio. <http://undocs.org/E/CN.4/AC.1/5>
- _____ . (1947d). *Drafting Committee First Session. Summary record of the Fourth meeting, held on 12 June 1947, at 10:30 am (E/CN.4/AC.1/SR.4)*, de 13 de junio. <http://undocs.org/E/CN.4/AC.1/SR.4>
- _____ . (1947e). *Drafting Committee First Session. Summary record of the Fifth meeting, held on 12 June 1947, at 2:30 pm (E/CN.4/AC.1/SR.5)*, de 17 de junio. <http://undocs.org/E/CN.4/AC.1/SR.5>
- _____ . (1947f). *Drafting Committee First Session. Summary record of the Ninth meeting, held on 18 June 1947, at 10:30 am (E/CN.4/AC.1/SR.9)*, de 3 de julio. <http://undocs.org/E/CN.4/AC.1/SR.9>
- _____ . (1947g). *Report to the Economic and Social Council on the second session of the Commission, held at Geneva, from 2 December to 17 December (E/600)*, de 17 de diciembre. <http://undocs.org/en/E/600>
- _____ . (1948a). *Comments from Governments on the Draft International Declaration on Human Rights, Draft International Covenant on Human Rights and the Question of Implementation (E/CN.4/82)*, de 16 de abril. <http://undocs.org/E/CN.4/82>
- _____ . (1948b). *Comments from Governments on the Draft International Declaration on Human Rights, Draft International Covenant on Human Rights and the Question of Implementation (E/CN.4/82/Add.2)*, de 22 de abril. <http://undocs.org/E/CN.4/82/ADD.2>
- _____ . (1948c). *Comments from Governments on the Draft International Declaration on Human Rights, Draft International Covenant on Human Rights and the Question of Implementation (E/CN.4/82/Add.7)*, de 4 de mayo. <http://undocs.org/E/CN.4/82/ADD.7>
- _____ . (1948d). *Draft International Declaration on Human Rights with United States Recommendations (E/CN.4/AC.1/20)*, de 5 de mayo. <http://undocs.org/E/CN.4/AC.1/20>

- _____. (1948e). *Comments from Governments on the Draft International Declaration on Human Rights, Draft International Covenant on Human Rights and the Question of Implementation (E/CN.4/82/Add.9)*, de 10 de mayo. <http://undocs.org/E/CN.4/82/ADD.9>
- _____. (1948f). *Drafting Committee Second Session. Summary record of the Forty-Fourth meeting, held on 14 May 1948, at 2:30 pm (E/CN.4/AC.1/SR.44)*, de 24 de mayo. <http://undocs.org/E/CN.4/AC.1/SR.44>
- _____. (1948g). *Comments from Governments on the Draft International Declaration on Human Rights, Draft International Covenant on Human Rights and the Question of Implementation (E/CN.4/82/Add.12)*, de 3 de junio. <http://undocs.org/E/CN.4/82/ADD.12>
- _____. (1948h). *Summary record of the Fifty-Ninth meeting, held on 4 June 1948, at 10:45 am (E/CN.4/SR.59)*, de 10 de junio. <http://undocs.org/E/CN.4/SR.59>
- _____. (1948i). *Report to the Economic and Social Council on the third session of the Commission, held at Lake Success, from 24 May to 18 June (E/800)*, de 28 de junio. <http://undocs.org/en/E/800>
- _____. (1997). *Resolución No. 1997/36. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 11 de abril (E/CN.4/RES/1997/36)*. https://ap.ohchr.org/documents/S/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-1997-36.doc
- _____. (1998). *Resolución No. 1998/48. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 17 de abril (E/CN.4/RES/1998/48)*. https://ap.ohchr.org/documents/S/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-1998-48.doc
- _____. (1999). *Resolución No. 1999/28. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 26 de abril (E/CN.4/RES/1999/28)*. https://ap.ohchr.org/documents/S/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-1999-28.doc
- _____. (2005). *Resolución No. 2005/45. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 19 de abril (E/CN.4/RES/2005/45)*. https://ap.ohchr.org/documents/S/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-2005-45.doc
- Comisión de Estadística del Consejo Económico y Social. (2023). *Informe sobre el 54º periodo de sesiones (E/2023/24-E/CN.3/2023/37)*, de 20 de marzo de 2023. https://unstats.un.org/UNSDWebsite/statcom/session_54/documents/2023-37-FinalReport-S.pdf
- Comité Especial sobre Refugiados y Apátridas. (1950a). *Informe de su primera sesión, del 16 de enero al 16 de febrero de 1950 (E/1618 & E/AC.32/5)*, de 17 de febrero. <https://digitallibrary.un.org/record/499026?ln=es>

- _____ . (1950b). *Informe de su segunda sesión, del 14 al 25 de agosto de 1950 (E/1850 & E/AC.32/8)*, de 25 de agosto. <https://digitallibrary.un.org/record/499169?ln=es>
- Conferencia de Plenipotenciarios sobre el Estatuto de los Refugiados y de los Apátridas. (1951). *Acta final de la Conferencia de Plenipotenciarios de las Naciones Unidas sobre el Estatuto de los Refugiados y de los Apátridas (A/CONF.2/108/Rev.1)*, de 25 de julio. <https://www.refworld.org/es/docid/50ac926d2.html>
- Consejo de Derechos Humanos. (2008). *Resolución No. 7/10. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 27 de marzo (A/HRC/RES/7/10)*. https://ap.ohchr.org/documents/S/HRC/resolutions/A_HRC_RES_7_10.pdf
- _____ . (2009). *Resolución No. 10/13. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 26 de marzo (A/HRC/RES/10/13)*. https://ap.ohchr.org/documents/S/HRC/resolutions/A_HRC_RES_10_13.pdf
- _____ . (2010). *Resolución No. 13/2. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 24 de marzo (A/HRC/RES/13/2)*. https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/13/2
- _____ . (2012). *Resolución No. 20/5. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 5 de julio (A/HRC/RES/20/5)*. https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/20/5
- _____ . (2014). *Resolución No. 26/14. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 26 de junio (A/HRC/RES/26/14)*. https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/26/14
- _____ . (2016). *Resolución No. 32/5. Los derechos humanos y la privación arbitraria de la nacionalidad, de 30 de junio (A/HRC/RES/32/5)*. https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/32/5
- Consejo Económico y Social de la Organización de las Naciones Unidas. (1946). *Resolución No. 5 (I). Comisión de Derechos del Hombre y Subcomisión de la Condición Jurídica de la Mujer*, de 16 de febrero. <https://digitallibrary.un.org/record/210598?ln=es>
- _____ . (1948) *Resolución No. 116 D (VI). Informe de la Comisión de Derechos del Hombre sobre su segundo período de sesiones, de 1ro y 2 de marzo.* <https://digitallibrary.un.org/record/212039?ln=es>
- _____ . (1949). *Resolución No. 248 B (IX). Estudio de la situación de los apátridas*, de 8 de agosto. <https://digitallibrary.un.org/record/214075?ln=es>
- _____ . (1950). *Resolución No. 319 B-III (XI). Disposiciones relativas al problema de la apatridia*, de 16 de agosto. <https://digitallibrary.un.org/record/212770?ln=es>

-
- _____ (1951). *Resolución No. 352 (XII). Refugiados y apátridas: informe del Secretario general consecutivo a la sección III de la resolución 319B (XI) del Consejo, relativa al problema de la apatridia*, de 13 de marzo. <https://digitallibrary.un.org/record/212490?ln=es>
-
- _____ (1954). *Resolución 526 A (XVII). Apatridia*, de 26 de abril. <https://digitallibrary.un.org/record/212784?ln=es>
-
- _____ (1958). *Resolución 672 (XXV). Constitución del Comité Ejecutivo del Programa del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados*, de 30 de abril. <https://digitallibrary.un.org/record/213172?ln=es>
- Corte Internacional de Justicia. (2023). *Informe de la Corte Internacional de Justicia a la Asamblea General (A/78/4)*. <https://digitallibrary.un.org/record/4024140?ln=es>
- Grupo de Expertos sobre Estadísticas de los Refugiados, los Desplazados Internos y los Apátridas. (2022). *Informe acerca de la formulación de las recomendaciones internacionales sobre estadísticas de apatridia (E/CN.3/2023/22)*, de 12 de diciembre de 2022. <https://digitallibrary.un.org/record/3999857?ln=es>
-
- _____ (2023). *International Recommendations on Statelessness Statistics (IROSS)*, de 20 de enero. [https://egrisstats.org/wp-content/uploads/International Recommendations on Statelessness Statistics Jan 2023_final.pdf](https://egrisstats.org/wp-content/uploads/International_Recommendations_on_Statelessness_Statistics_Jan_2023_final.pdf)
- Organización de las Naciones Unidas. (2003). *La mujer, la nacionalidad y la ciudadanía*. New York: División de las Naciones Unidas para el Adelanto de la Mujer. <https://www.un.org/womenwatch/daw/public/jun03s.pdf>
-
- _____ (2024a). *Estados parte de la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas*. United Nations Treaty Collection. Recuperado el 28 de enero de 2024 <https://treaties.un.org/doc/Publication/MTDSG/Volume%20I/Chapter%20V/V-3.en.pdf>
-
- _____ (2024b). *Estados parte de la Convención para reducir los casos de apatridia*. United Nations Treaty Collection. Recuperado el 28 de enero de 2024 de <https://treaties.un.org/doc/Publication/MTDSG/Volume%20I/Chapter%20V/V-4.en.pdf>
- Relator Especial sobre Nacionalidad, incluso la Condición de Apátrida. (1952). *Informe sobre la nacionalidad, incluso la condición de apátrida (A/CN.4/50)*, de 21 de febrero. https://legal.un.org/ilc/documentation/english/a_cn4_50.pdf
-
- _____ (1953a). *La nacionalidad, incluso la condición de apátrida. Informe sobre la Eliminación o Reducción de la Apatridia (A/CN.4/64)*, de 30 de marzo. https://legal.un.org/ilc/documentation/english/a_cn4_64.pdf

_____ . (1953b). *La nacionalidad, incluso la condición de apátrida. Segundo Informe sobre la Eliminación o Reducción de la Apatridia (A/CN.4/75)*, de 8 de agosto. https://legal.un.org/ilc/documentation/english/a_cn4_75.pdf

_____ . (1954). *La nacionalidad, incluso la condición de apátrida. Tercer Informe sobre la Eliminación o Reducción de la Apatridia (A/CN.4/81)*, de 11 de marzo. https://legal.un.org/ilc/documentation/spanish/a_cn4_81.pdf

Secretaría General de las Naciones Unidas. (1949a). *Estudio sobre la situación de las personas apátridas, Volumen I (E/1112)*, de 1ro de febrero. <https://digitallibrary.un.org/record/3840643?ln=es>

_____ . (1949b). *Estudio sobre la situación de las personas apátridas, Volumen II (E/1112/Add.1)*, de 16 de mayo. <https://digitallibrary.un.org/record/1655920?ln=es>

_____ . (1950). *Eliminación de la apatridia. Memorándum del Secretario General (E/AC.32/4)*, de 17 de enero. <https://digitallibrary.un.org/record/798439?ln=es>

_____ . (1951). *Eliminación de la apatridia. Nota del Secretario General (A/CN.4/47)*, de 31 de mayo. https://legal.un.org/ilc/documentation/english/a_cn4_47.pdf

_____ . (1952). *El problema de la apatridia. Informe unificado del Secretario General (E/2230)*, de 26 de mayo. <https://digitallibrary.un.org/record/725980?ln=es>

_____ . (1974). *Cuestión de la creación, de acuerdo con la Convención para reducir los casos de apatridia, de un organismo al que puedan acudir las personas que se crean con derecho a acogerse a dicha Convención. Nota y Memorándum Explicativo del Secretario General (A/9691)*, de 16 de julio. <https://digitallibrary.un.org/record/855970?ln=es>

Fuentes documentales de los sistemas regionales

African Commission on Human and Peoples' Rights. (2013). *Resolution No. 234, on the Right to Nationality* (ACHPR/Res.234(LIII)2013). <https://achpr.au.int/en/adopted-resolutions/234-resolution-right-nationality-achprres234liii2013>

_____. (2014). *Resolution No. 277, on the drafting of a Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Right to Nationality in Africa* (ACHPR/Res.277(LV)2014). <https://achpr.au.int/index.php/en/adopted-resolutions/277-resolution-drafting-protocol-african-charter-human-and-peo>

African Union. (2024). *OAU/AU Treaties, Conventions, Protocols & Charters*. Recuperado el 28 de enero de 2024. <https://au.int/en/treaties>

Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2015a). *Informe sobre la situación de los derechos humanos en la República Dominicana* (OEA/Serv.L/V/II. Doc.45/15), de 31 diciembre. <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/RepublicaDominicana-2015.pdf>

_____. (2015b). *Derechos humanos de migrantes, refugiados, apátridas, víctimas de trata de personas y desplazados internos: Normas y Estándares del Sistema Interamericano de Derechos Humanos* (OEA/Serv.L/V/II. Doc.46/15), de 31 de diciembre. <https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/MovilidadHumana.pdf>

_____. (2019). *Resolución No. 04/19, Principios Interamericanos sobre los derechos humanos de todas las personas migrantes, refugiadas, apátridas y víctimas de la trata de personas*, de 7 de diciembre. <https://biblioteca.corteidh.or.cr/documento/74846>

_____. (2020). *Debido proceso en los procedimientos para la determinación de la condición de persona refugiada, y apátrida y el otorgamiento de protección complementaria* (OEA/Serv.L/V/II. Doc. 255/20), de 5 de agosto. <https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/DebidoProceso-ES.pdf>

Committee of Ministers of the Council of Europe. (1977a). *Resolution (77) 12, on the nationality of spouses of different nationalities*, adopted on May 27. https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016804fd020

_____. (1977b). *Resolution (77) 13, on the nationality of children born in wedlock*, adopted on May 27. https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016804fdeed

_____. (1983). *Recommendation No. R (83) 1, on stateless nomads and nomads of undetermined nationality*, adopted on February 22. https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016804fc21e

-
- _____ . (1984). *Recommendation No. R (84) 21, on the acquisition by refugees of the nationality of the host country*, adopted on November 14. https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016804f3901
-
- _____ . (1999). *Recommendation No. R (99)18, on the avoidance and reduction of statelessness*, adopted on September 15. https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016804e0d29
-
- _____ . (2009). *Recommendation CM/Rec (2009) 13, on the nationality of children*, adopted on December 9. https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805cff3b
- Council of Europe. (2024a). *Chart of signatures and ratifications of Treaty 166. European Convention on Nationality*. Recuperado el 28 de enero de 2024. <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list?module=signatures-by-treaty&treaty=166>
-
- _____ . (2024b). *Chart of signatures and ratifications of Treaty 200. Council of Europe Convention on the avoidance of statelessness in relation to State succession*. Recuperado el 28 de enero de 2024. <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list?module=signatures-by-treaty&treaty=200>
- Departamento de Derecho Internacional de la Organización de Estados Americanos. (2023e). *Resoluciones de la Asamblea General referentes a la Apatridia*. Recuperado el 31 de diciembre de 2023. https://www.oas.org/es/sla/ddi/apatridas_resoluciones_AG.asp
-
- _____ . (2023f). *Estado de firmas y ratificaciones de la Convención sobre la nacionalidad de la mujer, de 1933*. Recuperado el 31 de diciembre de 2023. <https://www.oas.org/juridico/spanish/firmas/a-33.html>
-
- _____ . (2024). *Estado de firmas y ratificaciones de la Convención Americana sobre Derechos Humanos, de 1969*. Recuperado el 28 de enero de 2024. https://www.oas.org/dil/esp/tratados_B-32_Convencion_Americana_sobre_Derechos_Humanos_firmas.htm

Fuentes normativas internacionales y regionales

African Union. (1981). *African Charter on Human and Peoples' Rights* (OAU Doc. CAB/LEG/67/3 rev. 5), adopted on June 27. <https://au.int/en/treaties/african-charter-human-and-peoples-rights>

_____. (1990). *African Charter on the Rights and Welfare of the Child* (OAU Doc. CAB/LEG/24.9/49), adopted on July 11. <https://au.int/en/treaties/african-charter-rights-and-welfare-child>

_____. (2003). *Protocol to the African Charter on Human and People's Rights on the Rights of Women in Africa*, adopted in Maputo on July 11. <https://au.int/en/treaties/protocol-african-charter-human-and-peoples-rights-rights-women-africa>

_____. (2018). *Draft Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Right to a Nationality and the Eradication of Statelessness in Africa*, revised for consistency on June, 2018. https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/35139-wd-pa22526_e_original.pdf

Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. (2021a). *Declaración Universal de Derechos Humanos*. Resolución No. 217 A (III) de la Asamblea General de la ONU, de 10 de diciembre de 1948. <https://www.ohchr.org/en/universal-declaration-of-human-rights>

_____. (2021b). *Convención internacional sobre la eliminación de todas las formas de discriminación racial*. Resolución No. 2106 (XX) de la Asamblea General de la ONU, de 21 de diciembre de 1965. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-convention-elimination-all-forms-racial>

_____. (2021c). *Pacto internacional de derechos civiles y políticos*. Resolución No. 2200A (XXI) de la Asamblea General de la ONU, de 16 de diciembre de 1966. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>

_____. (2021d). *Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer*. Resolución No. 34/180 de la Asamblea General de la ONU, de 18 de diciembre de 1979. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-elimination-all-forms-discrimination-against-women>

_____. (2021e). *Convención sobre los derechos del niño*. Resolución No. 44/25 de la Asamblea General de la ONU, de 20 de noviembre de 1989. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>

-
- _____ . (2021f). *Convención internacional sobre la protección de los derechos de todos los trabajadores migratorios y de sus familiares*. Resolución No. 45/158 de la Asamblea General de la ONU, de 18 de diciembre de 1990. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-convention-protection-rights-all-migrant-workers>
-
- _____ . (2021g). *Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad*. Resolución No. 61/106 de la Asamblea General de la ONU, de 12 de diciembre de 2006. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-persons-disabilities>
- Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Estatuto de los Apátridas. (1954). Acta Final de la Conferencia, de 28 de septiembre. Convención sobre el Estatuto de los Apátridas. En Naciones Unidas (Ed.), *Treaty Series* (Vol. 360, pp. 117-207). New York. <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20360/v360.pdf>
- Conferencia de las Naciones Unidas sobre la Supresión o la Reducción de la Apatridia en lo Porvenir. (1961). Acta Final de la Conferencia, de 30 de agosto. Convención para reducir los casos de apatridia. En Naciones Unidas (Ed.), *Treaty Series* (Vol. 989, pp. 175-284). New York. <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20989/v989.pdf>
- Council of Europe. (1950). *Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (CETS No. 005)*, de 4 de noviembre de 1950. <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list?module=treaty-detail&treatynum=005>
- _____ . (1997). *European Convention on Nationality (CETS No. 166)*, de 6 de noviembre de 1997. <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list?module=treaty-detail&treatynum=166>
- _____ . (2006). *Council of Europe Convention on the avoidance of statelessness in relation to State succession (CETS No. 200)*, de 19 de mayo de 2006. <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list?module=treaty-detail&treatynum=200>
- Departamento de Derecho Internacional de la Organización de Estados Americanos. (2023a). *Convención sobre la nacionalidad de la mujer*, suscrita en la Séptima Conferencia Internacional Americana en Montevideo, Uruguay, del 3 al 26 de diciembre de 1933. <http://www.oas.org/es/cim/docs/CNW%5BSP%5D.pdf>
-
- _____ . (2023b). *Declaración Americana de los Derechos y Deberes del Hombre*, de 2 de mayo de 1948. <https://www.oas.org/es/cidh/mandato/Basicos/declaracion.asp>
-
- _____ . (2023c). *Convención Americana sobre Derechos Humanos*, de 22 de noviembre de 1969. https://www.oas.org/dil/esp/tratados_B-32_Convencion_Americana_sobre_Derechos_Humanos.htm

-
- _____ . (2023d). *Convención Interamericana sobre la Protección de los Derechos Humanos de las Personas Mayores, de 2015*. Recuperado el 1 de junio de 2023. https://www.oas.org/es/sla/ddi/tratados_multilaterales_interamericanos_A-70_derechos_humanos_personas_mayores.asp
- League of Nations, (1930). Convention on Certain Questions Relating to the Conflict of Nationality Law, 13 April 1930. *Treaty Series* (Vol. 179, p. 89). <https://www.refworld.org/docid/3ae6b3b00.html>
- Unión Europea. (2000). *Carta de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea*, de 7 de diciembre de 2000. Diario Oficial de las Comunidades Europeas, C 364/1. https://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_es.pdf
-
- _____ . (2012). *Tratado de Funcionamiento de la Unión Europea, de 1957. Versión consolidada tras el Tratado de Lisboa*, de 13 de diciembre de 2007. Diario Oficial de la Unión Europea, C 326/47. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012E/TXT&from=ES>

Fuentes jurisprudenciales internacionales y regionales

African Commission on Human and Peoples' Rights. (1999). *Amnesty International v. Zambia*, *Comm. No. 212/98, Decision of May 5, 1999*. <https://www.refworld.org/cases,ACHPR,52ea5ca34.html>

_____. (2000). *John K. Modise v. Botswana*, *Comm. No. 97/93, Decision of November 6, 2000*. <https://www.refworld.org/cases,ACHPR,52ea58d04.html>

_____. (2015a). *The Nubian Community in Kenya v. Kenya*, *Comm. No. 317/2006, Decision of February 19-28, 2015*. <https://www.achpr.org/sessions/descions?id=229>

_____. (2015b). *Open Society Justice Initiative v. Côte d'Ivoire*, *Comm. No. 318/2006, Decision of February 19-28, 2015*. <https://www.achpr.org/sessions/descions?id=228>

African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child. (2011). *Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA) and Open Society Justice Initiative on behalf of children of Nubian descent in Kenya v. The Government of Kenya (No. Com/002/2009)*, *Decision of March 22*. <https://www.acerwc.africa/en/communications/institute-human-rights-and-development-africa-ihrda-and-open-society-justice>

African Court on Human and Peoples' Rights. (2018). *Case of Anudo Ochieng Anudo v. United Republic of Tanzania*, *Application No. 012/2015, Judgment of March 22, 2018*. <https://www.african-court.org/cpmt/details-case/0122015>

_____. (2019). *Case of Robert J. Penessis v. United Republic of Tanzania*, *Application No. 013/2015, Judgement of November 28, 2019*. <https://www.african-court.org/cpmt/details-case/0132015>

_____. (2024). *Advisory opinions*. Recuperado el 28 de enero de 2024. <https://www.african-court.org/cpmt/advisory-finalised>

Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. (2022). *Jurisprudencia*. Recuperado el 11 de noviembre de 2022. <https://juris.ohchr.org/search/documents>

Comité de Derechos Humanos. (2023a). *Comunicaciones individuales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/ccpr/individual-communications>

_____. (2023b). *Observaciones generales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/ccpr/general-comments>

Comité de los Derechos del Niño. (2023a). *Comunicaciones individuales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/crc/individual-communications>

_____. (2023b). *Observaciones generales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/crc/general-comments>

- Comité de Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares. (2023). *Observaciones generales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/cmw>
- Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer. (2023a). *Comunicaciones individuales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/cedaw/individual-communications>
-
- _____. (2023b). *Recomendaciones generales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/cedaw/general-recommendations>
- Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial. (2023a). *Comunicaciones individuales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/cerd/individual-communications>
-
- _____. (2023b). *Recomendaciones generales*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/cerd/general-recommendations>
- Comité sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad. (2023). *Declaraciones y observaciones*. Recuperado el 1 de junio de 2023. <https://www.ohchr.org/es/treaty-bodies/crpd/statements-declarations-and-observations>
- Corte Interamericana de Derechos Humanos. (1984). *Opinión Consultiva OC-4/84 de 19 de enero de 1984. Propuesta de modificación a la Constitución Política de Costa Rica relacionada con la naturalización*. Serie A No. 4. https://www.corteidh.or.cr/docs/opiniones/seriea_04_esp.pdf
-
- _____. (1999). *Caso Castillo Petruzzi y otros vs. Perú. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 30 de mayo de 1999*. Serie C No. 52. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_52_esp.pdf
-
- _____. (2001). *Caso Ivcher Bronstein vs. Perú. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 6 de febrero de 2001*. Serie C No. 74. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/Seriec_74_esp.pdf
-
- _____. (2005). *Caso de las niñas Yean y Bosico vs. República Dominicana. Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 8 de septiembre de 2005*. Serie C No. 130. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_130_esp.pdf
-
- _____. (2011). *Caso Gelman vs. Uruguay. Fondo y Reparaciones. Sentencia de 24 de febrero de 2011*. Serie C No. 221. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_221_esp1.pdf
-
- _____. (2014a). *Opinión Consultiva OC-21/14 de 19 de agosto de 2014. Derechos y garantías de niñas y niños en el contexto de la migración y/o en necesidad de protección internacional*. Serie A No. 21. https://www.corteidh.or.cr/docs/opiniones/seriea_21_esp.pdf

-
- _____. (2014b). *Caso de personas dominicanas y haitianas expulsadas vs. República Dominicana. Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 28 de agosto de 2014*. Serie C No. 282. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_282_esp.pdf
-
- _____. (2022). *Caso Habbal y otros vs. Argentina. Excepciones Preliminares y Fondo. Sentencia de 31 de agosto de 2022*. Serie C No. 463. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_463_esp.pdf
- Corte Permanente de Justicia Internacional. (1923). *Opinión sobre Decretos de nacionalidad en Túnez y Marruecos, de 7 de febrero*. Serie B No. 4. <https://www.dipublico.org/11844/opinion-sobre-decretos-de-nacionalidad-en-tunez-y-marruecos-1922-corte-permanente-de-justicia-internacional-serie-b-no-4/>
- Cour Internationale de Justice. (1949). Avis consultatif du 11 avril 1949, en *Recueil des Arrêts, Avis Consultatifs et Ordonnances. Réparation des dommages subis au service des Nations Unies* (pp. 174-219). Leyde, Países Bajos: Société d'éditions A. W. Sijthoff. <https://www.icj-cij.org/fr/affaire/4>
- European Court of Human Rights. (1972). *Case of X v. Austria, Application no. 5212/71, Decision of the Commission of October 5, 1972*. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22appno%22:%5B%225212/71%22%5D,%22itemid%22:%5B%222001-3156%22%5D%7D>
-
- _____. (1985). *Case of family K. and W. v. the Netherlands (dec.), Application no. 11278/84, Decision of the Commission of July 1st, 1985*. <https://hudoc.echr.coe.int/app/conversion/pdf/?library=ECHR&id=001-74858&filename=Family%20K.%20and%20W.%20v.%20NETHERLANDS.pdf>
-
- _____. (1996). *Case of Slepčik v. the Netherlands and the Czech Republic, Application no. 30913/96, Decision of the Commission of September 2, 1996*. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%222001-3294%22%5D%7D>
-
- _____. (1997). *Affaire Kafkasli c. la Turquie, Requête no. 21106/92, Décision de la Commission du 1 juillet 1997*. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%222001-47780%22%5D%7D>
-
- _____. (1999). *Case of Karassev v. Finland (dec.), Application no. 31414/96, Decision of January 12, 1999*. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%222001-4592%22%5D%7D>
-
- _____. (2001). *Affaire Poenaru c. la Roumanie (déc.), Requête no. 51864/99, Décision du 13 Novembre 2001*. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%222001-43119%22%5D%7D>
-
- _____. (2004). *Affaire Dragan et autres c. Allemagne (déc.), Requête no. 33743/03, Décision du 7 octobre 2004*. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%222001-67182%22%5D%7D>

-
- _____ . (2006). *Case of Savoia and Bounegru v. Italy (dec.)*, Application no. 8407/05, Decision of July 11, 2006. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22001-76690%22%5D%7D>
-
- _____ . (2010). *Case of Kuric and others v. Slovenia*, Application no. 26828/06, Judgment of July 13, de 2010. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22tabview%22:%5B%22document%22%5D,%22itemid%22:%5B%22001-99915%22%5D%7D>
-
- _____ . (2011). *Case of Genovese v. Malta*, Application no. 53124/09, Judgment of October 11, 2011. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22tabview%22:%5B%22document%22%5D,%22itemid%22:%5B%22001-106785%22%5D%7D>
-
- _____ . (2014a). *Case of Mennesson v. France*, Application no. 65192/11, Judgment of June 26, 2014. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22001-145389%22%5D%7D>
-
- _____ . (2014b). *Affaire Labassee c. France*, Requête no. 65941/11, Arrêt du 26 juin 2014. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22001-145180%22%5D%7D>
-
- _____ . (2016). *Case of Ramadan v. Malta*, Application no. 76136/12, Judgment of June 21, 2016. <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22001-163820%22%5D%7D>
- Tribunal de Justicia de la Unión Europea. (1992). *Caso Mario Vicente Micheletti y otros vs. Delegación del Gobierno en Cantabria*, C-369/90, Sentencia de 7 de julio de 1992. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A61990CJ0369>
-
- _____ . (1999). *Caso Bélgica vs. Fatna Mesbah*, C-179/98, Sentencia de 11 de noviembre de 1999. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A61998CJ0179>
-
- _____ . (2001). *Caso The Queen & Secretary of State for the Home Department vs. Manjit Kaur*, C-192/99, Sentencia de 20 de febrero de 2001. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A61999CJ0192&qid=1669517139070>
-
- _____ . (2003). *Caso Carlos Garcia Avello vs. Bélgica*, C-148/02, Sentencia de 2 de octubre de 2003. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A62002CJ0148&qid=1669516755040>
-
- _____ . (2004). *Caso Kunqian Catherine Zhu y Man Lavette Chen vs. Secretary of State for the Home Department*, C-200/02, Sentencia de 19 de octubre de 2004. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A62002CJ0200>

. (2010). *Caso Janko Rottmann vs. Freistaat Bayern*, C-135/08, Sentencia de 2 de marzo de 2010. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=CELEX%3A62008CJ0135>

. (2019). *Caso M.G. Tjebbes y otros vs. Minister van Buitenlandse Zaken*, C-221/17, Sentencia de 12 de marzo de 2019. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A62017CJ0221&qid=1669494879714>

Fuentes normativas extranjeras

- Constitución de los Estados Unidos, de 17 de septiembre de 1787.
<https://www.senate.gov/about/origins-foundations/senate-and-constitution/constitution.htm>
- Constitución francesa, de 3 de septiembre de 1791. Paris: Conseil constitutionnel.
<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1791>
- Constitución francesa, de 24 de junio de 1793. Paris: Conseil constitutionnel.
<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-1793>
- Constitución francesa, de 22 de agosto de 1795. Paris: Conseil constitutionnel.
<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-5-fructidor-an-iii>
- Constitución francesa, de 13 de diciembre de 1799. Paris: Conseil constitutionnel.
<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-22-frimaire-an-viii>
- Constitución de la República Italiana, de 26 de enero de 1802. Università di Torino: Dipartimento di Scienze Giuridiche. <http://www.dircost.unito.it/cs/docs/repubblica1802.htm>
- Constitución francesa, de 4 de agosto de 1802. Paris: Conseil constitutionnel.
<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-16-thermidor-an-x>
- Constitución francesa, de 18 de mayo de 1804. Paris: Conseil constitutionnel.
<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-l-an-xii-empire-28-floreal-an-xii>
- Estatuto Constitucional del Reino de Italia, de 19 de marzo de 1805. Università di Torino: Dipartimento di Scienze Giuridiche. <http://dircost.di.unito.it/cs/docs/regnoitali.htm>
- Constitución Política de la Monarquía Española, de 19 de marzo de 1812.
<https://www.congreso.es/docu/constituciones/1812/P-0004-00002.pdf>
- Real Cédula, de 21 de octubre de 1817, sobre aumentar la población blanca de la Isla de Cuba.
<https://nrs.lib.harvard.edu/urn-3:fhcl:8251235>
- Constitución de la Monarquía Española, de 8 de junio de 1837.
https://www.congreso.es/docu/constituciones/1837/ce37_cd.pdf
- Constitución española, de 23 de mayo de 1845. <https://www.congreso.es/cem/const1845>
- Constitución española, no promulgada, de 1856. En Díaz Rico, C. (ed.). (2016). Constituciones españolas 1808-1978 (pp. 109-121). Madrid: Universidad Carlos III de Madrid.
- Constitución de la Nación Española, de 6 de junio de 1869.
<https://www.congreso.es/docu/constituciones/1869/1869.pdf>

Proyecto de Constitución Federal de la República española, no promulgado, de 17 de julio de 1873. En Díaz Rico, C. (ed.). (2016). Constituciones españolas 1808-1978 (pp. 140-157). Madrid: Universidad Carlos III de Madrid.

Constitución de la Monarquía Española, de 29 de junio de 1876. https://www.congreso.es/docu/constituciones/1876/1876_cd.pdf

Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, de 5 de febrero de 1917 (texto actualizado a 6 de junio de 2023). México: Cámara de Diputados del Congreso de la Unión. <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/CPEUM.pdf>

Constitución de la República Socialista Federativa Soviética de Rusia, de 10 de julio de 1918. <https://octubre1917.net/2016/12/23/constitucion-rsfsr-1918/>

Constitución Política de la República de Costa Rica, de 7 de noviembre de 1949 (texto actualizado a 29 de agosto de 2023). <https://www.presidencia.go.cr/costa-rica/constitucion/>

Constitución de la República Oriental del Uruguay, de 1967, con las modificaciones plebiscitadas en 1989, 1994, 1996 y 2004 el 26 de noviembre de 1989, el 26 de noviembre de 1994, el 8 de diciembre de 1996 y el 31 de octubre de 2004. <https://parlamento.gub.uy/documentosyleyes/documentos/11/HTML>

Constitución de la República de Chile, de 21 de octubre de 1980 (texto actualizado a 19 de mayo de 2023). https://www.camara.cl/camara/doc/leyes_normas/constitucion.pdf

Constitución Política de la República de Colombia, de 20 de julio de 1991 (texto actualizado a 30 de octubre de 2023). <http://www.secretariassenado.gov.co/constitucion-politica>

Constitución Política del Perú, de 29 de diciembre de 1993 (texto actualizado a 17 de septiembre de 2018). <https://www.gob.pe/institucion/presidencia/informes-publicaciones/196158-constitucion-politica-del-peru>

Constitución de la República Bolivariana de Venezuela, de 20 de diciembre de 1999 (texto actualizado a 19 de febrero de 2009). <http://www.minci.gob.ve/wp-content/uploads/2011/04/CONSTITUCION.pdf>

Recopilación de Leyes de estos reinos, tomo primero. (1745a). Madrid: Imprenta de Juan de Zúñiga. <http://hdl.handle.net/2027/ucm.532682973X>,

Recopilación de Leyes de estos reinos, tomo tercero de autos acordados. (1745b). Madrid: Imprenta de Juan de Zúñiga. <http://hdl.handle.net/2027/ucm.5326829711>

Recopilación de Leyes de las Indias, tomo tercero. (1791a). Madrid: Imprenta del Real y Supremo Consejo de las Indias. https://www.boe.es/biblioteca_juridica/abrir_pdf.php?id=PUB-LH-1998-62_3

Novísima Recopilación de las Leyes de España, dividida en XII libros, tomo primero. (1805a). Madrid. https://www.boe.es/biblioteca_juridica/abrir_pdf.php?id=PUB-LH-1993-63_1

Novísima Recopilación de las Leyes de España, dividida en XII libros, tomo tercero. (1805b). Madrid. https://www.boe.es/biblioteca_juridica/abrir_pdf.php?id=PUB-LH-1993-63_3

Código Civil francés, de 21 de marzo de 1804 (texto actualizado a 21 de mayo de 2023).

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LEGITEXT000006070721/

Ley Electoral española, de 25 de diciembre de 1878.

https://www.congreso.es/docu/constituciones/1876/ley25primera_cd.pdf

Código Civil español, de 24 de julio de 1889 (texto original publicado en la Gaceta de Madrid, nº. 206, de 25 de julio). [https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/\(1\)/con](https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/(1)/con)

Código Civil español, de 24 de julio de 1889 (texto actualizado a 1º de marzo de 2023).

[https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/\(1\)/con](https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/(1)/con)

Ley Electoral española, de 26 de junio de 1890.

https://www.congreso.es/docu/constituciones/1876/ley26_primera_cd.pdf

Código Civil de la República de Panamá, Ley N° 2, de 22 de agosto de 1916 (texto actualizado a 17 de junio de 2009). <https://docs.panama.justia.com/federales/codigos/codigo-civil.pdf>

Fuentes normativas cubanas

- Proyecto de Constitución para la Isla de Cuba, de 1811, de Joaquín Infante. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 989-1021). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Proyecto de Constitución de Narciso López, de 1851. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 1024-1027). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Proyecto de Constitución de “El Ave María”, de 1858. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 1030-1034). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Constitución de Guáimaro, de 10 de abril de 1869. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 503-505). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Constitución de Baraguá, de 15 de marzo de 1878. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (p. 509). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Constitución de Jimaguayú, de 16 de septiembre de 1895. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 512-516). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Constitución de La Yaya, de 29 de octubre de 1897. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 518-528). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Constitución de la República de Cuba, de 21 de febrero de 1901. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 546-586). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Ley Constitucional del Gobierno Provisional de la República, de 3 de febrero de 1934. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 624-667). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Ley Constitucional de la República de Cuba, de 11 de junio de 1935. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 717-768). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Constitución de la República de Cuba, de 5 de julio de 1940. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 846-975). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.
- Estatutos constitucionales para la República de Cuba, de 4 de abril de 1952. En Bernal Gómez, B. (2008). *Constituciones iberoamericanas. Cuba*. México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas.
- Ley Fundamental de la República, de 7 de febrero de 1959. *Folletos de Divulgación Legislativa*, Vol. II, Cuaderno Extraordinario. La Habana: Editorial Lex.
- Ley de Reforma Constitucional, de 18 de enero de 1961. En *Folletos de Divulgación Legislativa*, Vol. XXVIII (pp. 10-12). La Habana: Editorial Lex.
- Ley de Reforma Constitucional, de 13 de junio de 1973. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 21 de junio de 1973, ed. Ordinaria No. 12.
- Constitución de la República de Cuba, de 24 de febrero de 1976. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 24 de febrero de 1976, ed. Especial No. 2.

- Ley de Reforma Constitucional, de 12 de julio de 1992. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 13 de julio de 1992, ed. Extraordinaria No. 6.
- Constitución de la República de Cuba, de 24 de febrero de 1976, reformada en julio de 1992. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 1º de agosto de 1992, ed. Extraordinaria No. 7.
- Constitución de la República de Cuba, de 10 de abril de 2019. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 10 de abril de 2019, ed. Extraordinaria No. 5.
- Bando de Gobernación y Policía de la Isla de Cuba, de 14 de noviembre de 1842. La Habana: Imprenta del Gobierno y Capitanía General.
- Proclama sobre la Emigración, de 26 de abril de 1876. *La República. Periódico Oficial del Gobierno de la República de Cuba*, 1º de julio de 1876, No. 7, 1-2.
- Ley del Registro Civil y su Reglamento, de 17 de junio de 1870, vigentes para Cuba desde 1º de enero de 1885, en Sánchez Roca, M., Pérez Lobo, R. y Riuz-Sierra, C. (1940). *Leyes Civiles de la República de Cuba, anotadas y concordadas entre sí, e incluso con la Constitución de 1940, conforme a los textos oficiales*. La Habana: Editorial Lex.
- Ley de Extranjería, de 4 de julio de 1870, en Sánchez Roca, M., Pérez Lobo, R. y Riuz-Sierra, C. (1940). *Leyes Civiles de la República de Cuba, anotadas y concordadas entre sí, e incluso con la Constitución de 1940, conforme a los textos oficiales*. La Habana: Editorial Lex.
- Código Civil, de 24 de julio de 1889, en Betancourt, A.C. (1916). *Código Civil, de 24 de julio de 1889, hecho extensivo a Cuba por Real Decreto de 31 de julio de 1889, con las modificaciones introducidas por disposiciones posteriores* (2da. ed.). La Habana: Imprenta y Papelería de Rambla, Bouza y Cía.
- Colección Legislativa de la Isla de Cuba, Año 1899, Tomo Segundo. (1899). La Habana: Establecimiento Tipográfico, Teniente Rey 23.
- Colección Legislativa de la Isla de Cuba, Año 1900, Tomo Primero. (1900a). La Habana: Establecimiento Tipográfico, Teniente Rey 23.
- Colección Legislativa de la Isla de Cuba, Año 1900, Tomo Segundo. (1900b). La Habana: Establecimiento Tipográfico, Teniente Rey 23.
- Comisión Redactora. (1901a). Proyecto definitivo de Bases de la Constitución. *Diario de Sesiones de la Convención Constituyente de la Isla de Cuba*, Apéndice al número 15, del 22 de enero de 1901.
- _____. (1901b). Proyectos de Bases para la Constitución de la República de Cuba. *Diario de Sesiones de la Convención Constituyente de la Isla de Cuba*, Apéndice especial al número 15, del 22 de enero de 1901.
- Diario de Sesiones de la Convención Constituyente de la Isla de Cuba, No. 17. Sesión del viernes 25 de enero de 1901.
- Proyecto de Constitución para la República de Cuba, de 24 de febrero de 1926, presentado por el Dr. J. A. Taboadela. En *Revista Parlamentaria de Cuba*, VI(48-49), 58-72.

Proyecto de reforma integral de la Ley Constitucional de 1935, aprobado por Acuerdo del Congreso de la República, de 16 de diciembre de 1936. En Lazcano y Mazón, A.M. (1952). *Las Constituciones de Cuba* (pp. 774-843). Madrid: Ediciones Cultura Hispánica.

Diario de Sesiones de la Convención Constituyente, Vol. I, No. 25, Sesión Vigésima Quinta, Ordinaria, de 26 de abril de 1940.

Ley sobre la Nacionalidad Cubana en la República de Cuba, de 30 de octubre de 1902. *Gaceta Oficial*, 7 de noviembre de 1902.

Ley, de 24 de marzo de 1903, que regula el proceso de solicitud de licencia para la admisión de cargos y honores de otros Gobiernos. *Gaceta Oficial*, 25 de marzo de 1903.

Ley, de 13 de junio de 1903, que complementa a la Ley sobre la Nacionalidad Cubana, de 1902. *Gaceta Oficial*, 13 de junio de 1903.

Ley, de 13 de junio de 1903, que modifica a la Ley sobre la Nacionalidad Cubana, de 1902, en el sentido de adicionar el art. VIII. *Gaceta Oficial*, 13 de junio de 1903.

Código de Defensa Social, adoptado por Decreto-Ley No. 802, de 10 de febrero de 1936. En Martínez, J.A. (1939). *Código de Defensa Social vigente de la República de Cuba, con las relaciones y ponencias de los libros del Código, la Ley de Ejecución de Sanciones y su Reglamento*. La Habana: Jesús Montero, editor.

Ley No. 425, de 7 de julio de 1959, Agravación de sanciones a delitos políticos; modificación de preceptos del Código de Defensa Social y normas para el traslado de causas de la jurisdicción militar revolucionaria a la ordinaria. *Folletos de Divulgación Legislativa, Vol. X* (pp. 7-25). La Habana: Editorial Lex.

Ley No. 1234, de 15 de junio de 1971, que establece un sistema integral de información e identidad a cargo del Ministerio del Interior. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 15 de junio de 1971, ed. Ordinaria No. 5.

Ley No. 1278, de 3 de septiembre de 1974, modificativa de la Ley No. 1234, de 1971. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 13 de septiembre de 1974, ed. Ordinaria No. 25.

Ley No. 1313, de 20 de septiembre de 1976, Ley de Extranjería. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 24 de septiembre de 1976, ed. Ordinaria No. 19.

Ley No. 1323, de 30 de noviembre de 1976, Ley de Organización de la Administración Central del Estado. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 1º de diciembre de 1976, ed. Extraordinaria No. 15.

Ley No. 59, de 16 de julio de 1987, Código Civil. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 15 de octubre de 1987, ed. Extraordinaria No. 9.

Ley No. 136, de 28 de octubre de 2020, Del Presidente y el Vicepresidente de la República de Cuba. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 24 de diciembre de 2020, ed. Ordinaria No. 89.

- Ley No. 153, de 15 de mayo de 2022, Del Proceso de Amparo de los Derechos Constitucionales. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 15 de julio de 2022, ed. Ordinaria No. 74.
- Proyecto de Ley sobre la Ciudadanía Cubana y sobre Extranjería, presentado en marzo de 1924 por el Dr. José Antolín del Cueto. En *Revista Parlamentaria de Cuba*, III(24), 91-98.
- Decreto-Ley No. 147, de 21 de abril de 1994, de la reorganización de los Organismos de la Administración Central del Estado. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 21 de abril de 1994, ed. Extraordinaria No. 2.
- Decreto-Ley No. 248, de 22 de junio de 2007, Del Sistema de Identificación y del Registro de Electores. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 2 de julio de 2007, ed. Extraordinaria No. 32.
- Decreto-Ley No. 352, de 30 de diciembre de 2017, Sobre la adquisición de la ciudadanía cubana por nacimiento de los nacidos en el extranjero de padre o madre cubanos. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 30 de diciembre de 2017, ed. Extraordinaria No. 63.
- Decreto-Ley No. 6, de 16 de abril de 2020, Del Sistema de Información del Gobierno. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 30 de julio de 2020, ed. Ordinaria No. 54.
- Decreto Presidencial No. 183, de 15 de diciembre de 1902, que dispone el derecho a obtener la certificación de ciudadanía y la carta de naturalización, según el caso. *Gaceta Oficial*, 16 de diciembre de 1902.
- Decreto Presidencial No. 174, de 21 de abril de 1905, que modifica al Decreto Presidencial No. 183, de 15 de diciembre de 1902. *Gaceta Oficial*, 26 de abril de 1905.
- Decreto No. 859, de 26 de agosto de 1908, del Gobierno Provisional, que modifica la Ley sobre la Nacionalidad Cubana en la República de Cuba, de 30 de octubre de 1902. *Gaceta Oficial*, de 29 de agosto de 1908.
- Decreto No. 504, de 9 de marzo de 1938, que regula el proceso de tramitación de la adquisición de la ciudadanía cubana ante Notario. *Gaceta Oficial*, 17 de marzo de 1938.
- Decreto No. 678, de 31 de marzo de 1939, “Reglamento de Ciudadanía y Migración”. *Gaceta Oficial*, 1º de abril de 1939.
- Decreto No. 3022, de 15 de octubre de 1940, “Reglamento de Ciudadanía y Migración”. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 28 de octubre de 1940.
- Decreto No. 358, de 3 de marzo de 1944, “Reglamento de Ciudadanía y Migración”. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 3 de marzo de 1944.
- Decreto No. 2920, de 18 de enero de 1961, Designación en la Misión de Cuba en la O.N.U. de la señora de Albizu Campos y el señor Juarbe. En *Folletos de Divulgación Legislativa*, Vol. XXVIII (pp. 81-82). La Habana: Editorial Lex.
- Decreto No. 27, de 19 de julio de 1978, Reglamento de la Ley de Extranjería. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 31 de julio de 1978, ed. Ordinaria No. 25.

Decreto No. 62, de 30 de enero de 1980, relativo a las normas para la publicación en la Gaceta Oficial. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 6 de marzo de 1980, ed. Ordinaria No. 14.

Acuerdo No. IX-49 de la Asamblea Nacional del Poder Popular, de 21 de diciembre de 2019. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 13 de enero de 2020, ed. Ordinaria No. 2.

Acuerdo No. X-12 de la Asamblea Nacional del Poder Popular, de 25 de mayo de 2023. *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, 13 de junio de 2023, ed. Extraordinaria No. 43.

Fuentes videográficas

Canal Cuba Hoy. (2013, 9 de diciembre). Fulgencio Batista: el hombre de los Golpes en Cuba [archivo de video]. Youtube. <https://www.youtube.com/watch?v=ZnAr0TiYm2o>

Spielberg, S. (Director). (2004). *The Terminal*. [película]. Dreamworks, LLC.

Publicaciones del doctorando sobre el tema

Fraga Acosta, M.A. y Pérez Hernández, L. (2018). El niño como sujeto constitucional de derechos: algunas paradojas, en De Carvalho Leal, V.; Matilla Correa, A.; Lucia Barbosa, M. (orgs.). *O Direito Público em perspectiva; meio ambiente, política e sociedade, II Simposio Brasil-Cuba de Derecho Público* (pp. 213-224). Belo Horizonte: Editora RTM.

_____ y Diéguez La O, T. (2022b). La Constitución cubana de 2019 y la incorporación de los tratados del Derecho Internacional de los Derechos Humanos. Hacia la unidad sistémica del ordenamiento jurídico nacional. *Revista Política Internacional*, 4(1), 44-56. <https://rpi.isri.cu/rpi/article/view/265/753>

_____. (2023a). La protección del derecho humano a la nacionalidad en el sistema universal. Análisis histórico-evolutivo y jurídico actual. *Derecho Global. Estudios sobre Derecho y Justicia*, IX(25), 249-299. <https://doi.org/10.32870/dgedj.v9i25.672>

_____. (2023b). Notas sobre la constitucionalización cubana del estatuto de ciudadanía en 1901, en Matilla Correa, A. (coord.). *La Historia del Derecho: compromiso y saber. Estudios en memoria del profesor Dr. Santiago A. Bahamonde Rodríguez* (pp. 231-240). La Habana: Editorial UNIJURIS.

Tabla 1

Informes anuales del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados y de su Comité Ejecutivo a la Asamblea General de las Naciones Unidas de 1951 a 2023

No.	Informes ACNUR	Fecha	Informes Com. Ej. ACNUR	Fecha	Informes 3ra. Com.	Votación	Resoluciones Asamblea General	Fecha
1	A/2011	13.11.1951	-	-	A/2084	28-5-21	A/RES/538A(VI)	02.02.1952
2	A/2126	05.05.1952	-	-	A/2328	36-5-12	A/RES/639(VII)	20.12.1952
3	A/2394	15.05.1953	-	-	A/2523	48-5-4	A/RES/728(VIII)	23.10.1953
4	A/2648	17.05.1954	-	-	A/2759	44-5-8	A/RES/832(IX)	21.10.1954
5	A/2902	06.05.1955	-	-	A/2999	43-0-15	A/RES/925(X)	25.10.1955
6	A/3123/Rev.1	09.1956	-	-	A/3434	60-0-12	A/RES/1039A(XI)	23.01.1957
7	A/3585/Rev.1	10.1957	-	-	A/3737	66-0-9	A/RES/1165(XII)	26.11.1957
8	A/3828/Rev.1	09.1958	-	-	A/4001	59-9-6	A/RES/1284(XIII)	05.12.1958
9	A/4104/Rev.1	09.1959	A/4104/Rev.1/Add.1	11.1959	A/4278	66-0-12	A/RES/1388(XIV)	20.11.1959
10	A/4378/Rev.1	09.1960	A/4378/Rev.1/Add.1	11.1960	A/4582	66-0-10	A/RES/1499(XV)	05.12.1960
11	A/4771/Rev.1	10.1961	A/4771/Rev.1/Add.1	14.11.1961	A/5018	69-0-14	A/RES/1673(XVI)	18.12.1961
12	A/5211/Rev.1	09.1962	A/5211/Rev.1/Add.1	11.1962	A/5333	99-0-1	A/RES/1783(XVII)	07.12.1962
13	A/5511/Rev.1	08.1963	A/5511/Rev.1/Add.1	11.1963	A/5643	sin vot.	A/RES/1959(XVIII)	12.12.1963
14	A/5811/Rev.1	11.1964	A/5811/Rev.1/Add.1	11.1964	A/6140	89-0-9	A/RES/2039(XX)	07.12.1965
15	A/6011/Rev.1	11.1965	A/6011/Rev.1/Add.1	11.1965				
16	A/6311/Rev.1	09.1966	A/6311/Rev.1/Add.1	18.11.1966	A/6586	90-0-11	A/RES/2197(XXI)	16.12.1966
17	A/6711	10.1967	A/6711/Add.1	11.1967	A/6936	96-0-11	A/RES/2294(XXII)	11.12.1967
18	A/7211	07.1968	A/7211/Add.1	11.1968	A/7369	sin vot.	A/RES/2399(XXIII)	06.12.1968
19	A/7612	10.1969	A/7612/Add.1	11.1969	A/7876	"	A/RES/2594(XXIV)	16.12.1969
20	A/8012	09.1970	A/8012/Add.1	10.1970	A/8177	"	A/RES/2650(XXV)	30.11.1970
21	A/8412	09.1971	A/8412/Add.1	10.1971	A/8544	"	A/RES/2789(XXVI)	06.12.1971
22	A/8712	09.1972	A/8712/Add.1	10.1972	A/8918	"	A/RES/2956A(XXVII)	12.12.1972
23	A/9012	10.1973	A/9012/Add.1	11.1973	A/9378	"	A/RES/3143(XXVIII)	14.12.1973
24	A/9612	09.1974	A/9612/Add.1	10.1974	A/9922	"	A/RES/3271A(XXIX)	10.12.1974
25	A/10012	09.1975	A/10012/Add.1	10.1975	A/10401	"	A/RES/3454(XXX)	09.12.1975
26	A/31/12	10.1976	A/31/12/Add.1	10.1976	A/31/342	"	A/RES/31/35	30.11.1976
27	A/32/12	02.09.1977	A/32/12/Add.1	19.10.1977	A/32/352	"	A/RES/32/67	08.12.1977
28	A/33/12	12.09.1978	A/33/12/Add.1	10.1978	A/33/378	"	A/RES/33/26	29.11.1978
29	A/34/12	10.1979	A/34/12/Add.1	10.1979	A/34/724	"	A/RES/34/60	29.11.1979
30	A/35/12	24.09.1980	A/35/12/Add.1	20.10.1980	A/35/650	"	A/RES/35/41A	25.11.1980
31	A/36/12	28.08.1981	A/36/12/Add.1	22.10.1981	A/36/725	"	A/RES/36/125	14.12.1981
32	A/37/12	18.08.1982	A/37/12/Add.1	21.10.1982	A/37/692	"	A/RES/37/195	18.12.1982
33	A/38/12	17.08.1983	A/38/12/Add.1	20.10.1983	A/38/688	"	A/RES/38/121	16.12.1983
34	A/39/12	24.08.1984	A/39/12/Add.1	26.10.1984	A/39/709	"	A/RES/39/140	14.12.1984
35	A/40/12	13.09.1985	A/40/12/Add.1	22.10.1985	A/40/934	"	A/RES/40/118	13.12.1985
36	A/41/12	01.08.1986	A/41/12/Add.1	15.10.1986	A/41/880	"	A/RES/41/124	04.12.1986
37	A/42/12	27.07.1987	A/42/12/Add.1	22.10.1987	A/42/808	"	A/RES/42/109	07.12.1987
38	A/43/12	04.08.1988	A/43/12/Add.1	13.10.1988	A/43/874	"	A/RES/43/117	08.12.1988
39	A/44/12	01.09.1989	A/44/12/Add.1	19.10.1989	A/44/823	"	A/RES/44/137	15.11.1989
40	A/45/12	24.09.1990	A/45/12/Add.1	10.10.1990	A/45/763	"	A/RES/45/140A	14.12.1990
41	A/46/12	25.10.1991	A/46/12/Add.1	25.10.1991	A/46/705	"	A/RES/46/106	16.12.1991
42	A/47/12	28.08.1992	A/47/12/Add.1	18.10.1992	A/47/715	"	A/RES/47/105	16.12.1992
43	A/48/12	06.10.1993	A/48/12/Add.1	12.10.1993	A/48/631	"	A/RES/48/116	20.12.1993
44	A/49/12	31.08.1994	A/49/12/Add.1	11.10.1994	A/49/609	"	A/RES/49/169	23.12.1994
45	A/50/12	14.09.1995	A/50/12/Add.1	23.10.1995	A/50/632	"	A/RES/50/152	21.12.1995
46	A/51/12	04.09.1996	A/51/12/Add.1	11.10.1996	A/51/614	"	A/RES/51/75	12.12.1996
47	A/52/12	10.1997	A/52/12/Add.1	20.10.1997	A/52/639	"	A/RES/52/103	12.12.1997
48	A/53/12	30.10.1998	A/53/12/Add.1	30.10.1998	A/53/620	"	A/RES/53/125	09.12.1998
49	A/54/12	08.10.1999	A/54/12/Add.1	13.10.1999	A/54/600	"	A/RES/54/146	17.12.1999
50	A/55/12	17.10.2000	A/55/12/Add.1	17.10.2000	A/55/597	"	A/RES/55/74	04.12.2000
51	A/56/12	25.09.2001	A/56/12/Add.1	05.10.2001	A/56/578	"	A/RES/56/137	19.12.2001
52	A/57/12	27.08.2002	A/57/12/Add.1	08.10.2002	A/57/551	"	A/RES/57/187	18.12.2002
53	A/58/12	19.08.2003	A/58/12/Add.1	10.10.2003	A/58/503	"	A/RES/58/151	22.12.2003
54	A/59/12	24.08.2004	A/59/12/Add.1	12.10.2004	A/59/498	"	A/RES/59/170	20.12.2004
55	A/60/12	24.08.2005	A/60/12/Add.1	07.10.2005	A/60/499	"	A/RES/60/129	16.12.2005

No.	Informes ACNUR	Fecha	Informes Com. Ej. ACNUR	Fecha	Informes 3ra. Com.	Votación	Resoluciones Asamblea General	Fecha
56	A/61/12	29.08.2006	A/61/12/Add.1	10.10.2006	A/61/436	sin vot.	A/RES/61/137	19.12.2006
57	A/62/12	11.10.2007	A/62/12/Add.1	11.10.2007	A/62/431	"	A/RES/62/124	18.12.2007
58	A/63/12	09.10.2008	A/63/12/Add.1	22.10.2008	A/63/423	"	A/RES/63/148	18.12.2008
59	A/64/12	20.10.2009	A/64/12/Add.1	23.10.2009	A/64/431	"	A/RES/64/127	18.12.2009
60	A/65/12	07.10.2010	A/65/12/Add.1	12.10.2010	A/65/450	"	A/RES/65/194	21.12.2010
61	A/66/12	05.10.2011	A/66/12/Add.1	28.10.2011	A/66/456	"	A/RES/66/133	19.12.2011
62	A/67/12	30.06.2012	A/67/12/Add.1	09.10.2012	A/67/451	"	A/RES/67/149	20.12.2012
63	A/68/12	14.08.2013	A/68/12/Add.1	03.10.2013	A/68/450	"	A/RES/68/141	18.12.2013
64	A/69/12	21.08.2014	A/69/12/Add.1	09.10.2014	A/69/482	"	A/RES/69/152	18.12.2014
65	A/70/12	20.08.2015	A/70/12/Add.1	06.10.2015	A/70/483	"	A/RES/70/135	17.12.2015
66	A/71/12	22.08.2016	A/71/12/Add.1	10.10.2016	A/70/478	"	A/RES/71/172	19.12.2016
67	A/72/12	15.08.2017	A/72/12/Add.1	09.10.2017	A/72/433	"	A/RES/72/150	19.12.2017
68	A/73/12	17.08.2018	A/73/12/Add.1	08.10.2018	A/73/583	181-2-3	A/RES/73/151	17.12.2018
69	A/74/12	20.08.2019	A/74/12/Add.1	14.10.2019	A/74/393	179-2-5	A/RES/74/130	18.12.2019
70	A/75/12	20.08.2020	A/75/12/Add.1	12.10.2020	A/75/472	181-0-7	A/RES/75/163	23.12.2020
71	A/76/12	20.08.2021	A/76/12/Add.1	11.10.2021	A/76/456	180-0-5	A/RES/76/143	16.12.2021
72	A/77/12	29.08.2022	A/77/12/Add.1	22.11.2022	A/77/457	sin vot.	A/RES/77/198	30.12.2022
73	A/78/12	22.08.2023	A/78/12/Add.1	16.10.2023	A/78/474	"	A/RES/78/184	22.12.2023

Nota: El Informe de la 3ra. Comisión incluye el proyecto de Resolución a presentar a la Asamblea General, para su adopción. El orden de los registros de votación que se refieren es “a favor”-“en contra”-“abstenciones”.

Figura 1

Esquematzación conceptual de las relaciones denominadas nacionalidad y ciudadanía

Relación socio-cultural	Relación jurídico-política	Relación político-participativa
Pertenencia a un grupo social, a una comunidad con una identidad culturalmente definida.	Pertenencia a una comunidad política a partir de una identidad jurídicamente definida.	Pertenencia a una colectividad políticamente activa, en torno al poder estatal.
Interacciones esencialmente sociales y políticas	Interacciones esencialmente políticas y jurídicas	Interacciones esencialmente políticas
NACIONALIDAD		
CIUDADANÍA		

Figura 2

Mapa conceptual de la situación de apatridia como fenómeno transdisciplinario



Figura 3

Evolución de las adhesiones a la Convención sobre el Estatuto de los Apátridas, de 1954

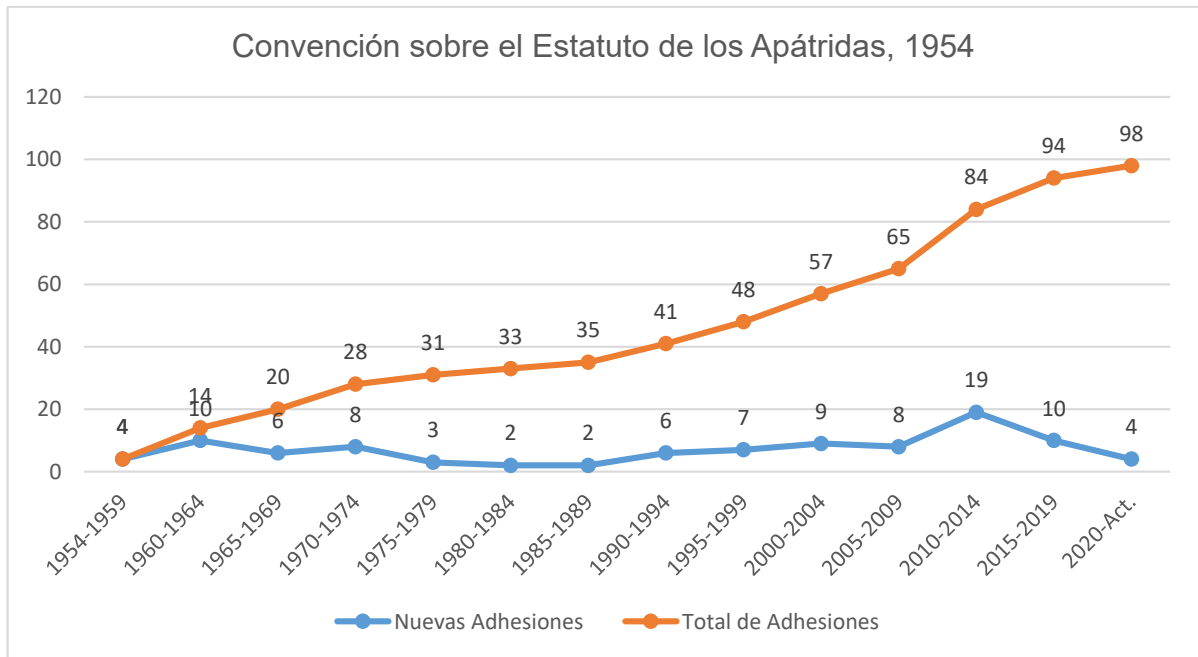
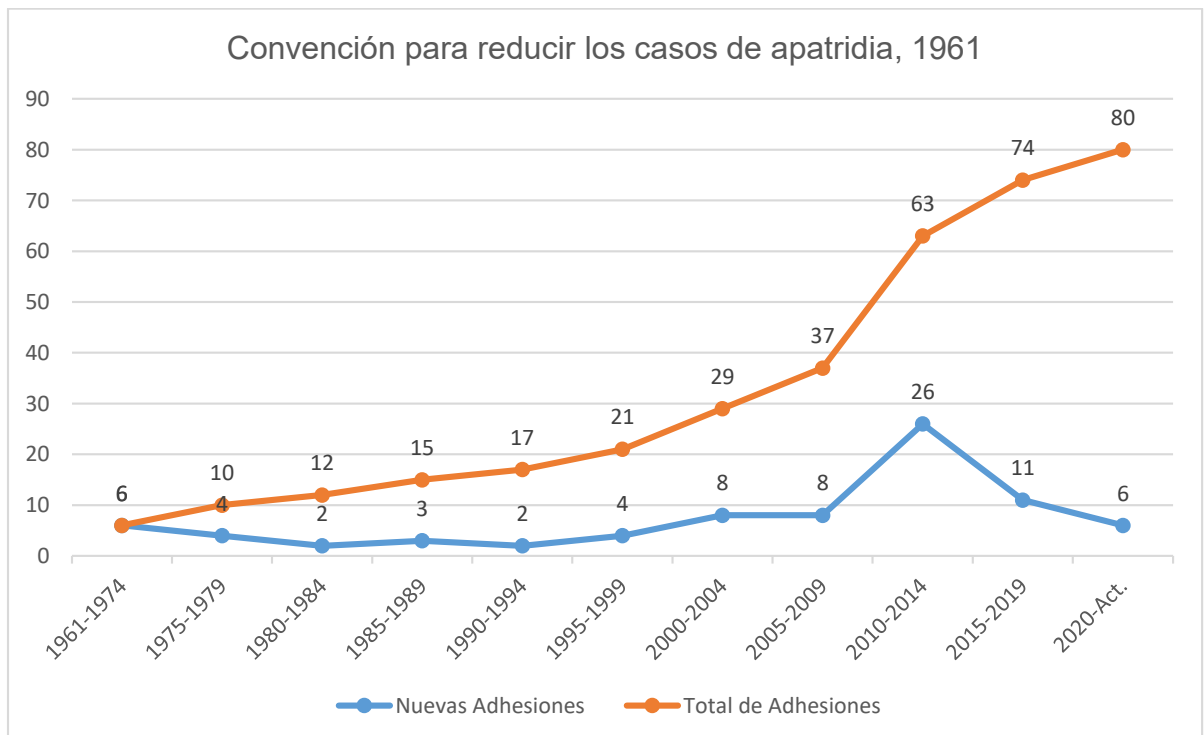


Figura 4

Evolución de las adhesiones a la Convención para reducir los casos de apatridia, de 1961



Anexo 1

Póliza del Seguro Mutuo de los Valores de los Esclavos, emitida en La Habana a 31 de enero de 1859. En los datos de filiación consignados al margen izquierdo del documento se refiere la "nación" a la cual pertenecía el esclavo, en este caso, la criolla.

Marzo 15/62

LA PROVIDENCIA

DIRECCION GENERAL
HABANA
CALLE DE LOS OFICIOS 48

Compañía General Cubana para el Seguro Mútuo de los Valores de los
ESCLAVOS
Autorizada por orden Superior del Gobierno
de esta Isla en 23 de Agosto de 1855

AGENCIAS Y SUBDIRECCIONES
EN LAS
CAPITALES DE DISTRITO

Póliza de Suscripción.
N.º 3609 de 1859.

LA COMPAÑIA DE SEGUROS MUTUOS ESCLAVOS

En la Dirección de *San Juan de los Rios*
Piso *San Juan de los Rios*
Calle *San Juan de los Rios*

Los que abajo suscriben *D.º Miguel de Embil*
a nombre y en representación de la **PROVIDENCIA** como Director General de
la Compañía, autorizado y debidamente al efecto, por una parte y el Señor *D.º*
José de Trias
residente en *Veradero* en donde hace eleccion de
domicilio, por la otra parte.

Han convenido y pactado lo siguiente

El Señor Suscriptor arriba nombrado declara suscribir en
la Compañía a *su* nombre
un esclavo nombrado *ple ejercicio*, y de edad como al margen, por la canti-
dad de *mil quin* Pesos Fuertes

Fuertes, respecto a la cual, deberá satisfacerse en caso de muerte
ochocientos ochenta Pesos Fuertes y por
desmerito en la forma y manera prevenida por los Estatutos.

Los contrayentes se sujetan desde ahora a las condiciones de-
terminadas por los Estatutos de la Compañía por los cinco años que durará el Seguro,
conviniendo su renunciar sus cuentas de pago a la Dirección genl. o Subdirecciones mas inmediatas.

Hecho en la Habana a *31* de *Enero* de *1859*

El Suscriptor *José de Trias* Por el Director General,
José de Trias *Miguel de Embil*
El Subdirector General,

José de Trias

Señas particulares
Señales para mil quin de minutos

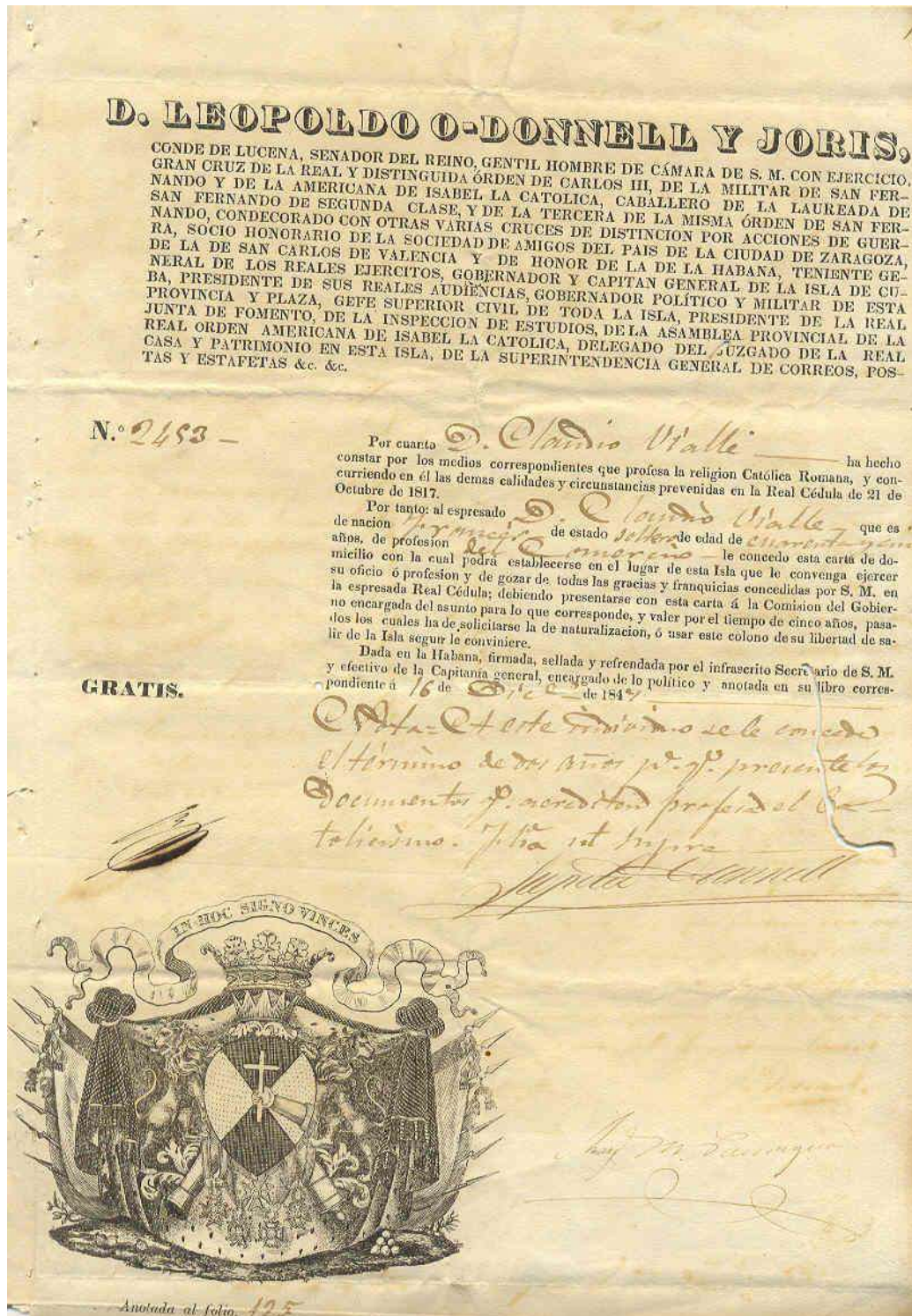
El Suscriptor que interpuso el 1 p.º centavos para todo el año, se obliga a pagar los pagos oportunos la diferencia a su favor, de compañías de el año siguiente.

OBSERVACIONES.
N.º 18 en un Dic 3/62

En esta póliza se asegura el valor de los esclavos, pero no la conservación del mismo y del peligro de haber participado la conservación, la p.º de su vida, la entera a recibir, de los frutos de su vida.
Cuando el asegurado falle, el seguro se extingue, pero el asegurado debe pagar a la compañía el valor de su vida, con el consentimiento del asegurado, exceptando que caso que el asegurado falle, el seguro se extingue.
Este seguro se asegura a un valor que no debe de ser mayor de lo que el asegurado debe pagar, el asegurado si lo quiere, se puede hacer sobre el precio acordado.

Anexo 2

Carta de domicilio, expedida el 16 de diciembre de 1847 por el Gobernador y Capitán General de la Isla, Leopoldo O'Donnell, a favor de un nacional francés. Como fundamento de derecho, en la Carta se refiere la Real Cédula de 21 de octubre de 1817, además de advertirse la posibilidad de naturalización vencido el término de cinco años.



Anexo 3

Guía de entrevista semiestructurada No. 1

Título de la investigación: Fundamentos socio-jurídicos para la prevención del riesgo de apatridia en Cuba.

Autor / Entrevistador: Marcos A. Fraga Acosta.

Persona entrevistada: Dra. Martha Prieto Valdés, Profesora Titular de la Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana.

Fecha de la entrevista: 19 de septiembre de 2023.

Objetivo de la entrevista: La presente entrevista forma parte de un conjunto de consultas que se realizan a expertos, tanto académicos como autoridades públicas, en atención a la necesidad de obtener criterios especializados sobre las prácticas institucionales relacionadas con el objeto de investigación, esto es, el riesgo de apatridia existente en las regulaciones jurídicas de la ciudadanía cubana.

Procedimiento de la entrevista: A continuación, se presenta un conjunto de preguntas a responder por la persona entrevistada, las cuales no tienen límite alguno en la extensión de sus respuestas. Asimismo, si alguna información requerida fuere clasificada o sujeta a confidencialidad, la persona entrevistada podrá responder que “no se tiene acceso público a dicha información”. La duración prevista para la realización de la entrevista es de máximo una hora.

Información sobre el uso y la divulgación de la información: Toda la información proporcionada – o la referencia a su confidencialidad- será utilizada única y exclusivamente con fines académicos, por lo cual podrá ser incluida, referenciada y citada como sustento de análisis y reflexiones a desarrollar en el informe de la investigación doctoral, así como en artículos científicos publicados en revistas académicas especializadas. Queda totalmente excluida y prohibida al entrevistador la utilización de la información brindada – o la referencia a su confidencialidad- con fines de proselitismo político o su publicación en cualquier medio de prensa, artículos en revistas no académicas, medios de difusión masiva y/o redes sociales.

Declaración de consentimiento: La persona entrevistada, mediante su aceptación a responder las preguntas a continuación, otorga su consentimiento para participar en la investigación

doctoral de referencia, que la información brindada sea utilizada en esta y que su identidad sea tratada en la misma de manera pública.

Preguntas:

1. A fin de mostrar su experticia sobre el tema, ¿podría comentar una breve síntesis de su experiencia como profesora de Derecho Constitucional en la Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana? (p.e., tiempo de experiencia, materias impartidas, experiencias de asesoría, publicaciones relacionadas con el objeto de investigación, etc.)

R./ Soy Profesora Titular de la Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana, en especial de las materias Teoría del Derecho y Derecho Constitucional. Y también soy Profesora Emérito desde 2022.

2. Existe una posición doctrinal en Cuba consistente en diferenciar las nociones de la nacionalidad y de la ciudadanía, reconociendo una esencia sociológica a la primera y una político-jurídica a la segunda. Por otra parte, existen otras posiciones en las que se identifican ambos conceptos, sin desconocer la identidad nacional como sustrato, sea de la nacionalidad, sea de la ciudadanía. Las regulaciones jurídicas sobre este aspecto no son claras, pues utilizan indistintamente ambos conceptos. ¿Cuál es su posición al respecto? ¿Qué razones considera hayan sido las determinantes de esta confusión conceptual en el marco legal de la ciudadanía en Cuba? ¿Qué valor le otorga a la identidad nacional como sustrato para el reconocimiento de la comunidad política de un Estado?

R./ Si se va a asumir la ciudadanía como categoría jurídico-política condicionadora de todos los derechos y deberes en la sociedad, vale diferenciarla de la nacionalidad para destacar el tema de las raíces, cultura e identidad social. En los países que emplean las dos con valor jurídico, tampoco son iguales sus contenidos, sino que dejan la ciudadanía para completar capacidad política.

En Cuba, los primeros textos resultados de los procesos de liberación nacional y formación de la Patria nueva, empleaban ciudadanía solo para consignar los deberes para con la Patria. De 1901 a 1935 se empleó la categoría de cubano (se era cubano, se tenía la condición de cubano, el cubano o cubana que...). Es a partir de 1936 en que se introduce la ciudadanía, combinada con la nacionalidad (el título del capítulo constitucional reconocía la ciudadanía y se empleaba nacionalidad, o ser cubano), mezcla –indiferenciada- que se mantuvo –al menos formalmente- hasta el texto de 1976. Fue con la reforma de 1992 que en la letra constitucional sólo quedó

consagrado ciudadanía y cubanos. A partir de 1976, se reforzó la categoría jurídica de ciudadanía, aunque en muchas planillas a llenar de la época –y hasta no muy lejos en el tiempo - para trámites se consignaba nacionalidad, aunque el propósito era conocer la identidad jurídica y social-nacional del promovente. Otra de las causas de la mezcla fue la migración política y la decisión de privación de derechos de los miembros del aparato de la dictadura batistiana y luego de los años 60 por inconformidad con los cambios socio-económicos y políticos que se introducían, se fue vaciando la categoría de ciudadanía, y fortaleciendo la de cubano.

La identidad nacional es muy importante, no como categoría, sino para las respuestas personales ante situaciones complejas que se presentan en la sociedad. Se puede ser nacional – por origen, formación, cultura, lugar de desarrollo personal-, se puede tener la ciudadanía, pero el comportamiento, por inconformidades con situaciones internas o incluso peor, para dar respuesta a promotores externos, es totalmente antinacional.

3. La cuestión migratoria hacia/desde el extranjero resulta un aspecto ineludible en los análisis sociales, políticos y jurídicos de la nacionalidad y/o la ciudadanía cubana, por cuanto ha generado una heterocomposición del conglomerado socialmente identificado como cubano. En su opinión, aunque esta primera pregunta sea más sociológica que jurídica, ¿cómo definiría ser cubano/cubana? Luego, en función de lo anterior y al margen del régimen jurídico vigente, ¿a quiénes consideraría jurídicamente cubanos/cubanas?

R./ Más que la cuestión migratoria hacia el exterior, no pueden obviarse las medidas adoptadas durante la provisionalidad del gobierno revolucionario, extendidas hasta finales de los años 80 del pasado siglo, que impidieron el retorno, e incluso la visita a territorio patrio. Eso complejizó aún más la comprensión acerca de la ciudadanía, y los derechos de los ciudadanos cubanos – nacionales en lo psicosocial y que tampoco habían renunciado a la ciudadanía cubana-, pero que al no residir en el país no tenían plenitud de derechos.

Las normativas infralegales empezaron a regular residencia permanente, temporal, tránsito, para identificar la condición jurídica de las personas en el país. Para los ciudadanos cubanos, la residencia permanente asegura derechos socioeconómicos, políticos y culturales; para los extranjeros residentes permanentes, los derechos socioeconómicos y culturales.

4. A partir de la Declaración Universal de los Derechos Humanos de 1948, el acceso a la nacionalidad/ciudadanía comenzó a ser considerado un derecho humano (artículo 15). ¿Coincide Usted con esta posición? ¿Puede explicar las razones de su consideración?

R./ En ese momento la consideración de derechos en lo civil y político los transformaba en absolutos. Casi un siglo después, faltan solo 25 años, ha quedado claro que los derechos no son absolutos, que son en todas las esferas sociales y que pueden tener límites, sin que estos los vacíen de contenido. Creo que más que derecho, debe entenderse como la condición jurídica que debe asegurar la plenitud de los derechos, independientemente del lugar de residencia.

5. La forma de redacción de las regulaciones constitucionales vigentes, esto es, “son ciudadanos cubanos”, en concordancia con una forma histórica de previsión constitucional en Cuba de la ciudadanía, no permite precisar si el acceso a la ciudadanía cubana resulta un derecho o se limita a referir una condición jurídica para el disfrute de determinados derechos. ¿Cuál es su consideración al respecto?

R./ Estas preguntas fueron respondidas con antelación, en la respuesta a la pregunta 2.

6. El marco legal actual (disposiciones constitucionales y Reglamento de Ciudadanía, parcialmente vigente) para la adquisición y la pérdida de la ciudadanía cubana genera la posibilidad de que personas queden en situación de apatridia, sea porque no les ha sido reconocida la ciudadanía cubana a la que podría considerarse tendrían constitucionalmente acceso, o sea porque hayan perdido la ciudadanía cubana sin la previsión de que hubiesen adquirido otra. ¿A qué razones considera se deba la existencia de este riesgo en estas disposiciones jurídicas? ¿Cómo valora la evolución de las regulaciones jurídicas de la ciudadanía cubana y su práctica institucional en relación al riesgo de apatridia?

R./ Creo en la referencia normativa se deberían incluir las disposiciones adoptadas para la obtención de ciudadanía de los hijos de los migrantes y otras sobre pasaporte que van reforzando a la ciudadanía como condición. Del período 1976-2019, aunque no se admitía la doble ciudadanía, la adquisición de otra no hacía perder automáticamente la cubana, por tanto, no está aquí la causa de la apatridia. Luego del 2019, felizmente, quedó clara la posibilidad de doble ciudadanía –y el único límite, a mi juicio, debe ser para altos directivos del país e instituciones militares-, y el sólo empleo de la cubana en territorio nacional o trámites ante oficinas consulares.

Otras situaciones se presentan vinculadas a la migración: para cubanos que estando en el exterior han desertado de la función pública, la normativa inadecuada de la imposibilidad de retorno hasta luego de 8 años, o la incongruente consecuencia de sanción penal –salvo el tipo de función pública que estuviere desempeñando y la afectación al país que provocare tal conducta-, con un pasaporte que debía activarse –hasta julio de 2023- cada 6 años, no podían

actualizar pasaporte, se quedaban en un limbo jurídico si no había transcurrido el tiempo para poder adquirir otra – al menos por matrimonio. Ahora con pasaporte renovable cada 10 años, hay un poco más de tiempo, suponiendo la inaplicación del Código Penal y la sanción de privación de libertad para el desertor.

Para los hijos de cubanos nacidos fuera de Cuba, el problema se pone de manifiesto cuando la ciudadanía del menor no pueda adquirirse por lugar de nacimiento, sino que se transmite la del padre o la madre de manera excluyente, y que el trasmisor de la ciudadanía sea un cubano/a que: 1. Migró definitivamente –recordar la limitación para los migrantes post-1959 hasta los años 90; 2. Migración legal después de los años 90, pero no retornó a la reactivación de condición de cubano que conlleva tiempo de residencia en Cuba y renovación de pasaporte; 3. Migró de manera irregular y no tiene como actualizar pasaporte, o no lo hizo antes de partir; y 4. Por abandono de función pública ya antes explicado. En estos casos sí puede haber causa de apatridia, de ahí la importancia de clarificación de las definiciones y la coherencia en su ordenación, así como de la clara recepción de las fuentes internacionales que el país ratificó.

Para los extranjeros residentes en Cuba, los hijos nacidos en Cuba no han de tener ninguna dificultad. La dificultad puede presentarse ante el traslado de los hijos menores de edad, cuando las leyes patrias hagan depender la ciudadanía de la mayoría de edad y no se ha podido viajar a recuperación; o se haya producido la disolución de los Estados de origen y entonces qué y quién lo certifica. Lo anterior se complejiza si estas personas no han hecho solicitud de naturalización, y los trámites para obtener la cubana por naturalización –a partir de la certificación de residencia permanente- no hayan sido eficientes- pues se consideran como residentes permanentes, pero no tienen como certificar una ciudadanía.

7. Un aspecto importante para las valoraciones y análisis jurídicos sobre la pérdida de la ciudadanía cubana lo constituye la supresión de sus causas entre las disposiciones de la Constitución, realizada en el marco de las reformas constitucionales de 1992. ¿Cuál es su consideración al respecto?

R./ La supresión de las causas en 1992, si bien expresa un cambio jurídico-constitucional, la letra jurídica no lo determina todo, la que –además- puede ser ineficaz, pues no se aprobó Ley ni regulación hasta buen tiempo después, y aún están pendientes las definiciones legales básicas. La finalidad de la supresión, fue pasar a Ley tales contenidos con la adecuación ante el cambio de política de país, de admitir el retorno –al menos de visita- de los cubanos que habían migrado, debiendo entrar al país bajo la condición de cubanos, aunque tuvieran otra

ciudadanía –excepto aquellos que lo habían hecho antes de 1970- lo anterior no está en normativas, pero sí fue política de país.

8. Personalmente, no he encontrado artículos o publicaciones científicas específicamente dedicadas o que aborden el problema del riesgo de apatridia en Cuba. ¿Conoce de producción científica relacionada con este tema? En caso positivo, ¿podría referir cuál es esta producción científica?

R./ Sobre la apatridia, con ese título y como centro del análisis, no; pero hay trabajos que la refieren. Se los envío.

Agradecimientos.

El entrevistador y autor de la investigación agradece la oportunidad de contar con el apoyo y consideración de la persona entrevistada al acceder a responder las preguntas formuladas y asimismo expresa su aprecio por la atención y el tiempo dedicados.

Anexo 4

Guía de entrevista semiestructurada No. 2

Título de la investigación: Fundamentos socio-jurídicos para la prevención del riesgo de apatridia en Cuba.

Autor / Entrevistador: Marcos A. Fraga Acosta.

Persona entrevistada: Alberto J. de Aragón Cao, ex Oficial Asistente de Protección del ACNUR en Cuba (1992-2022).

Fecha de la entrevista: 10 de septiembre de 2023.

Objetivo de la entrevista: La presente entrevista forma parte de un conjunto de consultas que se realizan a expertos, tanto académicos como autoridades públicas, en atención a la necesidad de obtener criterios especializados sobre las prácticas institucionales relacionadas con el objeto de investigación, esto es, el riesgo de apatridia existente en las regulaciones jurídicas de la ciudadanía cubana.

Procedimiento de la entrevista: A continuación, se presenta un conjunto de preguntas a responder por la persona entrevistada, las cuales no tienen límite alguno en la extensión de sus respuestas. Asimismo, si alguna información requerida fuere clasificada o sujeta a confidencialidad, la persona entrevistada podrá responder que “no se tiene acceso público a dicha información”. La duración prevista para la realización de la entrevista es de máximo una hora.

Información sobre el uso y la divulgación de la información: Toda la información proporcionada – o la referencia a su confidencialidad- será utilizada única y exclusivamente con fines académicos, por lo cual podrá ser incluida, referenciada y citada como sustento de análisis y reflexiones a desarrollar en el informe de la investigación doctoral, así como en artículos científicos publicados en revistas académicas especializadas. Queda totalmente excluida y prohibida al entrevistador la utilización de la información brindada – o la referencia a su confidencialidad- con fines de proselitismo político o su publicación en cualquier medio de prensa, artículos en revistas no académicas, medios de difusión masiva y/o redes sociales.

Declaración de consentimiento: La persona entrevistada, mediante su aceptación a responder las preguntas a continuación, otorga su consentimiento para participar en la investigación

doctoral de referencia, que la información brindada sea utilizada en esta y que su identidad sea tratada en la misma de manera pública.

Preguntas:

1. A fin de mostrar su experticia sobre el tema, ¿podría comentar una breve síntesis de su experiencia profesional en la oficina del ACNUR en La Habana? (p.e., tiempo de experiencia, funciones, etc.)

R./ Mi experiencia profesional en la oficina del ACNUR en La Habana consiste en 30 años de trabajo, desde el 1º de julio de 1992 hasta el 30 de junio de 2022, parte del cual estuve dirigiendo la oficina. Aunque no había un puesto oficial de jefe de la oficina como tal, de hecho era yo quien la coordinaba, siempre a sabiendas de que era una oficina muy pequeña que consistía básicamente en mi persona con alguien más, que podrían ser si acaso una o dos personas. Como máximo hubo tres personas bajo mi supervisión, en algunos períodos breves.

2. En los informes presentados por la oficina del ACNUR a la Asamblea General de la ONU se incluyó, entre 2006 y 2020, la estadística de las personas amparadas por el mandato sobre la apatridia. En ninguno de estos casos se reportó alguna persona en situación de apatridia en Cuba. ¿A qué considera se deba esta estadística? ¿Conoce Usted de casos de personas que se encuentran en situación de apatridia en el país, aunque oficialmente no hayan solicitado asistencia a la oficina del ACNUR? ¿Cuál es su apreciación sobre el estado de la situación de apatridia en Cuba?

R./ En Cuba, según mi conocimiento, no se dispone de estadística de personas en situación de apatridia. En primer lugar, no existe un mecanismo nacional de determinación del estatuto de apátrida, como no existe en muchas partes del mundo, y aunque la legislación migratoria prevé la figura de la persona sin ciudadanía y prevé incluso el documento de identidad para personas sin ciudadanía, en mi experiencia, no conozco de nadie a quien se le haya otorgado o emitido un carné de identidad de persona sin ciudadanía o una tarjeta de menor de persona sin ciudadanía. Existe la previsión en la Ley, pero no conozco que haya existido un reconocimiento formal alguna vez de alguien como persona sin ciudadanía ni que haya sido documentada como tal. Hasta donde yo sé, todas las personas que no son cubanas en Cuba han sido siempre documentadas como extranjeras, independientemente de que puedan carecer de ciudadanía.

Sí conozco de un riesgo de apatridia que existía, aunque nunca ha podido ser contabilizado, entre las personas de origen exsoviético que después de la desintegración de la Unión Soviética

no lograron formalizar la nueva ciudadanía con alguna de las quince Repúblicas resultantes y que, de hecho o de derecho, han quedado en situación de apatridia. Esa investigación no creo que haya sido hecha nunca. En algún momento hubo, por parte de una persona de esa comunidad de origen exsoviético en Cuba, algún interés de recopilar algunos datos, pero hasta donde tengo conocimiento nunca se hizo. Lo que sí puedo decir es que hubo una persona que logramos identificar en esa situación, que se acercó a la oficina, que pidió ayuda para seguir adelante con sus esfuerzos de conseguir una ciudadanía y que felizmente el año pasado logró que Cuba le otorgara la ciudadanía cubana, reconociendo que carecía de alguna. Tengo entendido que el proceso se realizó, según la previsión constitucional existente, por decisión del Presidente de la República. Debe tenerse en cuenta que este es el único espacio jurídico existente en este momento pues la Ley complementaria para la naturalización en el contexto actual no existe, o sea, no se prevé una forma para que personas que no son titulares del *ius sanguinis* o del *ius soli* (como era el caso de esta persona) puedan acceder a la ciudadanía cubana. Debo decir que la única participación que el ACNUR tuvo en este caso fue enviar una carta al Ministerio de Relaciones Exteriores explicando que se había identificado este caso, que desde la opinión técnica del ACNUR esta persona se encontraba en situación de apatridia de acuerdo al Derecho internacional, y que habiendo valorado la falta de posibilidades reales de que esta persona pudiera acceder a la nacionalidad del lugar de su nacimiento y del lugar de nacimiento de su madre, en términos tanto jurídicos como prácticos esta persona no parecía tener otra alternativa que, como lo estaba solicitando, tener acceso a la ciudadanía cubana. Además, se expresó que el ACNUR agradecía que el caso fuera valorado de la manera más positiva posible, sin sugerir o recomendar alguna forma en específico para que tal otorgamiento de la ciudadanía cubana procediera, esto debido a los límites del mandato, pero sí el ACNUR ofreció en este caso un apoyo técnico para que las autoridades tomaran la decisión correspondiente.

3. El vínculo institucional de la oficina del ACNUR en Cuba con la Dirección de Identificación, Inmigración y Extranjería (DIIE) del Ministerio del Interior constituye un elemento clave para su desarrollo operacional. ¿La prevención del riesgo de apatridia en Cuba forma parte de la agenda a tratar con la DIIE? ¿Ha sido consultada la oficina del ACNUR en Cuba, en su función asesora, para el diseño de políticas públicas, la modificación de los marcos legales o la toma de decisiones gubernamentales o administrativas en relación a la prevención del riesgo de apatridia? ¿Cuál ha sido su experiencia de trabajo en este sentido?

R./ En efecto, el ACNUR históricamente ha mantenido un diálogo constructivo y bastante sistemático con la Dirección de Identificación, Inmigración y Extranjería, aunque más en el plano operacional que en el plano teórico-político. En algún momento se ha mencionado la prevención de la apatridia, pero la oficina del ACNUR en Cuba nunca ha sido consultada para el diseño de políticas públicas, modificación de marcos legales o toma de decisiones gubernamentales o administrativas al respecto. Cuba es muy celosa en el tema de su legislación, la cual se procesa internamente y no suele consultar la opinión de los organismos internacionales, siquiera desde un punto de vista técnico. Nosotros sí hemos ofrecido de manera reiterada la posibilidad de que el ACNUR ofrezca asesoría técnica en el desarrollo de cualquier nueva legislación, pero ello no ha sucedido nunca, muy probablemente debido a las sensibilidades políticas existentes en torno a los temas de nacionalidad y migración.

La oficina del ACNUR en Cuba en algún momento intentó promover una especie de censo de personas de la antes referida comunidad de origen exsoviético que vive en Cuba, con la intención de identificar, de entre esas personas, quienes estaban en situación de apatridia o en claro riesgo de apatridia para proponer acciones a partir de esa información, lo cual nunca fructificó. Esto se planteó también por la parte cubana, se consideró, pero nunca se consiguió, ni por la parte cubana ni por el ACNUR. Debo señalar que el hecho de que se trataba de una comunidad muy pequeña, en comparación con otras poblaciones de interés del ACNUR, probablemente haya determinado que esto no llegara a ser prioridad para ninguna de las dos partes.

4. Además de las actividades desarrolladas en colaboración o de conjunto con la DIIE, ¿la oficina del ACNUR en Cuba ha realizado o promovido la realización de acciones encaminadas a desarrollar una conciencia o cultura de la necesidad de prevenir el riesgo de apatridia? En caso positivo, ¿podría comentar los aspectos que considera más relevantes en relación a estas experiencias?

R./ Sí se ha realizado. En 2011, como parte de este tipo de acciones, la oficina del ACNUR en Cuba coordinó un Taller sobre la apatridia, de conjunto con la Facultad de Derecho de la Universidad de La Habana. En este Taller participaron la Dra. Celeste Pino Canales, la Dra. Martha Prieto Valdés, el profesor Nicolás Fernández Montoto y la Dra. Taydit Peña Lorenzo, dos estudiantes, y como parte de la oficina del ACNUR Gisselle Sarracino Rivero y yo. Este Taller se realizó con el propósito de debatir desde un enfoque doctrinal la problemática de la apatridia, sus causas y efectos, tanto en el plano internacional como en relación con el

ordenamiento jurídico cubano, así como identificar áreas que puedan requerir estudios o discusiones más profundos, que eventualmente puedan conducir a propuestas desde la academia, encaminadas a una mayor prevención de la apatridia y a una mejor protección de las personas apátridas.

Agradecimientos.

El entrevistador y autor de la investigación agradece la oportunidad de contar con el apoyo y consideración de la persona entrevistada al acceder a responder las preguntas formuladas y asimismo expresa su aprecio por la atención y el tiempo dedicados.